

40



Congrès



LE JOURNAL

SOMMAIRE

L'ÉDITO DE FABIEN ROUSSEL	1
LE MODE D'EMPLOI DU CONGRÈS	2
LE PROJET DE BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL	
UN COMMUNISME DE CONQUÊTES	5
LES TEXTES ALTERNATIFS	41
BULLETIN DE VOTE	135

Édito



Chers camarades,

Notre 40^e Congrès aura lieu du 3 au 5 juillet prochain à Lille. Un siècle après leur 5^e Congrès, les communistes vont retrouver avec plaisir les terres lilloises, toujours aussi fraternelles, populaires et combatives qu'elles l'étaient en 1926. Je sais que nos camarades sur place travaillent d'ores et déjà dur pour nous y accueillir avec toute la chaleur et la rigueur du Nord.

Lancé au mois de janvier dernier, le processus démocratique de notre Congrès a été parfaitement investi par les militants. La base commune, rédigée par nos camarades de la commission du texte sous la direction de Léon Deffontaines, a été largement amendée et enrichie par le Conseil national qui l'a ensuite approuvée à 77 % lors de sa séance du 29 mars. Depuis, près de 600 contributions nous ont été adressées par des camarades de toute la France.

C'est le signe de la bonne santé démocratique de notre parti, de la volonté des communistes de participer activement au débat d'idées et de notre attachement collectif à élaborer un texte commun qui puisse rassembler la plus grande majorité des adhérents sur des choix transformateurs, émancipateurs et révolutionnaires.

La base commune que nous vous proposons, avec le Conseil national, a vocation à être débattue, enrichie, amendée par tous les adhérentes et les adhérents des plus de 1300 sections de France. Comme lors des précédents congrès, des projets alternatifs à la base commune ont été déposés par des camarades qui n'en partagent pas l'orientation. Tu les trouveras également dans cette brochure.


Comme je l'ai dit le 10 janvier devant le Conseil national, ce 40^e Congrès doit nous permettre de franchir une nouvelle étape dans le prolongement des 38^e et 39^e Congrès, en nous projetant dans les 15-20 ans qui viennent avec un objectif : conquérir le pouvoir par les luttes et dans les urnes pour sortir du capitalisme et construire une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités.

À l'heure de la crise multiforme du capitalisme, alors que les guerres se développent et que l'extrême droite prospère partout sur les colères et la désespérance, nous voulons incarner une force positive d'espoir, une force de Paix, de transformation utile pour tous nos concitoyens ; une force organisée, dans la proximité des luttes, dans les quartiers, dans les villages, dans les entreprises, avec un réseau important - le 2^e à gauche ! - de militants et d'élus sur tout le territoire ; une force qui porte un projet de société, un idéal communiste et des propositions fortes, ambitieuses, courageuses que nous avons su défendre ces dernières années, nous permettant de retrouver toute notre place dans le paysage politique.

Oui, nous avons fait un sacré chemin. C'est pour cela que nous devons nous fixer l'objectif de poursuivre ce travail, de rassembler plus encore, d'améliorer notre organisation et surtout, de rester un parti révolutionnaire, avec des objectifs de conquêtes, de luttes, de victoires quand d'autres aimeraient nous ramener à une simple force d'appoint.

C'est l'ambition que porte le texte de base commune intitulé « Un communisme de conquêtes » que tu trouveras dans cette brochure et que je te propose de soutenir afin de prolonger et d'amplifier le travail que nous avons mené ensemble depuis le 38^e Congrès. C'est, je le crois, un texte





ambitieux, offensif, qui remet la question de l'exercice des pouvoirs au coeur de nos réflexions communes et s'attache à redessiner des horizons clairs, partageables avec le plus grand nombre, pour la société que nous voulons.

Les discussions que nous vous proposons de mener à partir de la base commune devront tenir compte des dernières élections, des luttes que nous avons menées, des campagnes que nous avons organisées, pour l'industrie et les services publics, pour la Paix ; elles devront tenir compte également de l'état de nos forces, de nos atouts comme de nos faiblesses. Elles devront aussi analyser l'évolution du monde, la violence de l'impérialisme et les dangers de l'extrême droite. Soyons ouverts aux réflexions avec humilité. Le débat, c'est une richesse importante qui nous oblige, chaque jour, à nous remettre toutes et tous en question et nous permet de nous améliorer collectivement.

Soyons fiers de ce que nous avons construit ensemble, de notre organisation, de nos actions du quotidien, de chaque geste accompli avec et pour nos concitoyens pour plus de justice, pour plus de solidarité.

Les semaines qui viennent doivent être pour nous l'occasion d'un grand débat démocratique, respectueux, serein, utile. Un débat interne, imperméable aux pressions extérieures de tous ceux qui cherchent à nous diviser, à nous affaiblir, comme à chaque fois. Ne nous laissons pas intimider. C'est sur cette base que pourra s'exprimer la pleine souveraineté des communistes et que nous pourrons construire ensemble le projet et l'organisation les plus utiles et les plus efficaces pour répondre à l'ensemble des défis qu'il nous faut relever.

Bons travaux à toutes et à tous.
Fraternellement



Secrétaire national du PCF

Le congrès

Comment ça marche ?

Le mode d'emploi

LES OBJECTIFS DU CONGRÈS : « Les communistes procèdent en congrès aux choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti... » (Article 8 des statuts du PCF).

LE 10 JANVIER 2026, dans son rapport au conseil national (CN), Fabien Roussel appelait à ce que notre 40e Congrès marque le temps long dans une période de crises et de bascules multiples et réponde aux enjeux plus immédiats. Face à la montée de l'extrême droite, face au danger de sa prise de pouvoir, nous devons rendre lisible par le peuple tout entier un chemin pour conquérir le pouvoir pour reconstruire la France et la République, sortir du capitalisme et s'engager vers une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le communisme.

JANVIER 2026, le site internet du congrès <https://congres2026.pcf.fr/> était mis à la disposition des communistes et des organisations du parti pour la publication de contributions. Il évolue à chaque étape du congrès pour contribuer à la transparence des débats. À l'heure où vous recevez ce document, près de 600 contributions y sont déjà publiées.

LE 29 MARS 2026, le conseil national adopte à 77% des votants la proposition de base commune de discussion intitulé « Un communisme de conquêtes ». Trois grandes parties sont déclinées dans ce texte, la première partie décrit la nouvelle étape de la crise du capitalisme et la nécessité pour le PCF de reconstruire une conscience de classe. La deuxième expose les batailles au cœur de notre projet communiste fondé sur la paix, le travail, la République. La troisième présente les actions du parti pour renforcer son organisation et son ancrage dans la société.

DU 31 MARS au 3 MAI 2026, cette proposition de base commune est portée à la connaissance des communistes et mise en débat. Le 3 mai étant la date limite pour le dépôt des textes alternatifs à cette proposition.

Les commissions

TEXTE

Léon Deffontaines, président, Amar Bellal, Frédéric Boccara, Stéphane Bonnery, Vincent Boulet, Marie-Christine Burricand, Cécile Cukierman, Bénédicte Dupont, Clara Gimenez, Gladys Grelaud, Fatima Khallouk, Elsa Koerner, Christian Picquet, Léo Purgette, Hervé Poly, Léna Raud, Aymeric Seassau, Sylvie Vinceneux, Shirley Wirdden, Bora Yilmaz.

DÉLÉGATION DU CONSEIL NATIONAL À LA COMMISSION DES CANDIDATURES

Véronique Mahe, Pierre Lacaze, co-présidents - Jérémy Bacchi, Lydie Benoist, Sandra Blaise, Stéphanie Dupeyroux, Sébastien Laborde, Assan Lakehoul, Cédric Lattuada, Céline Lecat, Yannick Monnet, Özer Özturun, Nadège Plaineau, Nathalie Simonnet, Muriel Ternant, Karine Trottein, Igor Zamichiei

TRANSPARENCE DES DÉBATS

Marie-Jeanne Gobert, présidente - Pierric Annot, Sophie Delfino, Camille Laine, Arthur Lalan, Robin Salecroix

L'OBJET DU VOTE DES 6 et 7 JUIN 2026

Le conseil national a élaboré et adopté le 29 mars dernier un projet de base commune de discussion pour le congrès.

« Un délai de cinq semaines maximum est ensuite donné pour faire connaître ce projet à tous les adhérent·es. À l'issue de cette période, trois cents adhérent·es à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérent·es doivent être issu·es d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10% de la totalité de la liste ». (Article 11.1 des statuts)

L'ensemble de ces textes est porté à la connaissance des communistes avec ce document. Les 6 et 7 juin, les adhérent·es choisissent, par un vote, le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national. Peuvent participer au vote les adhérent·es depuis plus de trois mois et à jour de leur cotisation. Cette mise à jour peut avoir lieu le jour du vote.

Comment participer au congrès ?

Tou·tes les communistes sont invité·es à s'impliquer dans les travaux du congrès. Cela peut se faire en participant :

- ✕ aux assemblées générales, aux réunions de section, aux conférences,...
- ✕ au choix de la base commune
- ✕ aux assemblées générales de section qui travailleront sur ce texte
- ✕ à la délégation de leur section au congrès départemental
- ✕ à la délégation de leur fédération au congrès national

Tou·tes les communistes peuvent aussi apporter leur pierre au congrès en transmettant des contributions écrites, soit d'ordre général, soit thématiques.

- ✕ Sur le site dédié au congrès : <https://congres2026.pcf.fr/>
- ✕ Par courrier postal à : Commission de transparence des débats PCF
2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Le calendrier de préparation

29 mars 2026 : le conseil national a adopté une proposition de base commune de discussion.

3 mai 2026 : date limite de dépôt des textes alternatifs et envoi de la proposition de base commune et des textes alternatifs aux fédérations.

6 et 7 juin 2026 jusqu'à 14h : vote des communistes pour le choix de la base commune

13 et 14 juin 2026 : congrès des sections.

20 et 21 juin 2026 : congrès des fédérations.

3, 4 et 5 juillet 2026 : congrès national du PCF



40^e CONGRÈS DU PCF 3•4•5 JUILLET 2026

Un communisme de conquêtes

PROJET DE BASE COMMUNE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL NATIONAL DU 29 MARS 2026

RÉSUMÉ

« Un communisme de conquêtes », proposition de base commune adoptée à 77 % par le Conseil national, s'inscrit dans la continuité des orientations définies par les 38^e et 39^e congrès. Avec « Un communisme de conquêtes », il s'agit désormais de franchir une nouvelle étape : inscrire notre démarche dans la durée et réaffirmer le rôle central du PCF dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail.

Depuis le congrès de Marseille, le contexte national et international s'est fortement dégradé. Le capitalisme est entré dans une crise économique, sociale, écologique et démocratique profonde entraînant des recompositions internationales majeures. La contestation de l'hégémonie du dollar s'intensifie, portée par l'émergence de nouvelles puissances, tandis que les tensions et les guerres se multiplient. Malgré cela, des peuples continuent de lutter pour leur liberté et leur souveraineté.

Face à cette recomposition du monde, la France apparaît affaiblie et marginalisée. Les politiques néolibérales ont fragilisé notre appareil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli les services publics, creusé les inégalités et aggravé la crise climatique en privilégiant la financiarisation de l'économie au détriment du travail.

Cette situation nourrit une crise sociale profonde et une crise politique majeure. Le recul de la conscience de classe, l'atomisation du salariat et les fractures territoriales alimentent les peurs et les replis identitaires. En exploitant les colères et en détournant les luttes sociales, l'extrême droite progresse dangereusement. Face à ce péril, il est urgent de porter avec force le projet communiste : remettre la lutte de classe au cœur du combat de la gauche et faire de l'amélioration concrète des conditions de vie une priorité.

« Un communisme de conquêtes » porte l'ambition de reconstruire la conscience de classe et de retrouver la base sociale historique du Parti communiste, condition pour faire refluer durablement l'extrême droite et poser de nouveau la question de la conquête des pouvoirs. Il s'agit de rassembler le monde du travail et le peuple autour d'une politique de classe et de construire une alternative ouvrant le chemin du dépassement du capitalisme.

Pour ce faire, trois piliers structurent cette orientation : le combat contre un ordre international dominé par les logiques impérialistes et pour la paix ; la construction d'une République démocratique, sociale et universaliste donnant de nouveaux pouvoirs aux citoyens et aux travailleurs ; le choix du travail, de l'emploi et des salaires, avec une transformation du mode de production fondée sur l'appropriation sociale des richesses.

Pour être à la hauteur de ces ambitions, notre organisation doit également se transformer. Les congrès ne peuvent se limiter à fixer des objectifs, ils doivent aussi se donner les moyens de les atteindre. Cela implique un effort renouvelé en matière d'implantation, de formation et d'organisation afin de permettre au parti de se redéployer efficacement dans les territoires et les entreprises.

Ce texte d'orientation n'est pas un document figé mais une base commune à enrichir collectivement. Il s'agit de trancher des choix stratégiques fondamentaux et de donner au PCF les moyens de faire entendre sa voix, en refusant les logiques d'effacement qui ont affaibli la gauche. Le bilan organisationnel devra accompagner cet effort pour hisser le parti à la hauteur des défis actuels.

Table des matières

PRÉAMBULE

Objectif du congrès.....	9
---------------------------------	----------

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme	11
---	-----------

1.1 Un capitalisme qui se reconfigure	11
1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité.....	13
1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation	13
1.4 Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe.....	14
1.5 Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleurs	16

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste	18
--	-----------

2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales	18
2.2. Le parti pris de la République refondée	20
2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale.....	20
2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire.....	21
2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits	22
2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste.....	22
2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations	22
2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste	23
2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI ^e siècle.....	23
2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.	23
Un processus : le socialisme aux couleurs de la France.....	23
2.3.2. Un nouveau modèle de production	26
2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel.....	26
2.3.2.2. Refonder le modèle agricole.....	27
2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique.....	27
2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation	28
et du développement des capacités humaines	28

PARTIE III

Le parti en action	30
---------------------------------	-----------

3.1. Les batailles électorales de 2027	30
3.2. Du 39 ^e au 40 ^e congrès, l'organisation des communistes	32
3.3. Les communistes au cœur de la société.....	33
3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules.....	33
3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles	34
Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public	35
Pour la paix et l'autodétermination des peuples	35
3.3.3. Repenser le rôle des directions	35
3.3.4. Valoriser le lien aux élus.....	36
3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF.....	37
3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants	37
3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux.....	38
3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique	39
3.3.9. Développer nos médias et nos revues.....	39

1

PRÉAMBULE

2

Objectif du congrès

3 Avec « Un communisme de conquêtes », il s'agit aujourd'hui de franchir une étape
 4 décisive : doter le PCF d'une démarche dans la durée, affirmer le rôle central du PCF
 5 dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail. Volontairement, ce texte
 6 d'orientation ne reprend donc pas l'ensemble des travaux du précédent congrès. Le
 7 40^e congrès du Parti communiste français s'inscrit dans la continuité des orienta-
 8 tions définies lors des précédents congrès. Le texte du 38^e congrès, « Manifeste du
 9 Parti communiste », portait l'ambition d'arrêter l'effacement du PCF et de le rendre
 10 à nouveau visible dans le débat public. Celui du 39^e congrès, « L'ambition pour de
 11 nouveaux jours heureux », a permis de renouveler le projet communiste et de pré-
 12 ciser ses propositions. Ce projet de base commune n'est pas un programme électo-
 13 ral mais se veut être un texte de visée communiste, fixant des priorités politiques
 14 et stratégiques, et donnant mandat à la future direction nationale pour mettre en
 15 œuvre ces orientations d'ici le prochain congrès.

16 Ce texte a vocation à s'appuyer sur les acquis existants et à être complété par les
 17 productions les plus récentes du parti qui constituent des contributions essentielles
 18 à l'élaboration et à la mise en œuvre de son projet.

19 La crise systémique du capitalisme suscite de profonds bouleversements : guerres,
 20 menaces nucléaires, effondrement des principaux indicateurs écologiques, crise
 21 sociale, crise démocratique. L'ordre international est traversé par des recomposi-
 22 tions majeures, marquées à la fois par la volonté du capital étatsunien d'asseoir sa
 23 domination internationale sur un nouveau mode d'accumulation, mais aussi par
 24 la contestation de l'hégémonie du dollar et la montée de nouvelles puissances. Les
 25 tensions s'exacerbent à mesure que l'administration Trump entend conserver sa su-
 26 prématie dans un ordre mondial devenu multipolaire, et qu'elle s'affranchit à cette
 27 fin du droit international pour affirmer sa volonté impérialiste et guerrière.

28 Dans ce contexte, la France s'enfonce dans une crise majeure. Elle apparaît affaiblie.
 29 Du fait de l'alignement de tous ses gouvernements sur l'impérialisme étatsunien et
 30 de leur acceptation des orientations mises en œuvre au sein de l'Union européenne,
 31 sa voix s'est progressivement marginalisée sur la scène internationale.

32 Ce déclasserement est indissociable des choix économiques et sociaux opérés depuis
 33 plusieurs décennies. Les politiques néolibérales ont profondément fragilisé l'appa-
 34 reil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli le modèle agricole français
 35 et contribué au recul des infrastructures publiques. En privilégiant la financiarisa-
 36 tion au détriment du travail et de la production, elles ont aggravé les inégalités et
 37 réduit ses capacités de répondre aux défis du siècle, en particulier le dérèglement
 38 climatique.

39 Cette situation alimente une crise sociale catastrophique, tandis que l'échec du
 40 macronisme a plongé le pays dans une crise de régime inédite depuis les origines de
 41 la V^e République. Le recul de la conscience de classe et l'atomisation du salariat, la
 42 peur de l'avenir qui s'empare des catégories populaires nourrissent les replis identi-
 43 taires. Elles favorisent la progression de plus en plus dangereuse de l'extrême droite.
 44 Aucune des réponses politiques existantes n'est aujourd'hui à la hauteur pour com-
 45 battre ce phénomène et le faire refluer durablement.

46 Face à ces défis, « *Un communisme de conquêtes* » propose une orientation ambi-
 47 tieuse autour d'un projet de dépassement du capitalisme et d'unir le peuple de
 48 France. Pour cela, il importe de bâtir une force politique solidement ancrée dans

1 le monde du travail et de la création, capable de rassembler largement les travail-
2 leuses et les travailleurs, de faire progresser la conscience de classe et de donner à la
3 gauche une base sociale forte.

4 C'est par la mobilisation du monde du travail que pourra être inversé le rapport de
5 force. Cette dynamique est indispensable pour faire reculer l'extrême droite et ou-
6 vrir une perspective politique capable de répondre aux défis économiques, sociaux
7 et environnementaux de notre temps. Elle constitue la condition pour la conquête
8 des pouvoirs et la construction d'une société d'émancipation.

9 Comme ils l'ont fait à l'occasion de leurs derniers congrès, c'est aux communistes
10 qu'il appartient de s'emparer à présent de cette proposition de base commune, de
11 l'enrichir de leurs expériences et de leurs réflexions, d'en faire le levier collectif du
12 déploiement de leur parti afin de lui permettre de se hisser au niveau de secousses
13 historiques.

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme

1.1 Un capitalisme qui se reconfigure

Un moment de basculement historique s'ouvre, marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. La situation actuelle ne correspond pas seulement à la suite des crises précédentes. Avec l'épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental, la financiarisation et la marchandisation du monde, le capitalisme connaît une nouvelle étape de sa crise, systémique : crise économique durable, sociale (inégalités sans précédent dans l'histoire de l'humanité), écologique (prédation généralisée), démocratique.

Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux États-Unis et en Europe, avec le déplacement massif des lieux de production industrielle vers l'Asie, et au premier chef vers la Chine, mais aussi dans d'autres zones comme l'Europe de l'Est ou le Maghreb par exemple. Dans ce monde multipolaire, les nouvelles puissances régionales, voire mondiales, sont hétérogènes, les unes contestent les puissances impérialistes quand d'autres s'affirment dans leur giron.

Les volontés de dédollarisation se développent, menaçant la prédominance étatsunienne. Ces volontés expriment les aspirations de ces États à faire leurs propres choix, contre la limitation au rôle que l'impérialisme veut assigner à chacun de ces pays dans la production mondialisée, contre les contraintes financières et les accords imposés. Ces puissances nouvelles, particulièrement les BRICS, déploient leurs diplomaties, développent des coopérations, entre solidarité et tentations impérialistes. Leurs économies combinent des formes archaïques et modernes d'exploitation mais aussi des progrès des conditions d'existence et du niveau de vie.

Les tentatives de relocalisation aux États-Unis de secteurs stratégiques (IA, bio-tech, semi-conducteurs) ne suffisent pas à surmonter la crise, pas plus que l'emprise exercée sur les brevets et la propriété intellectuelle. Le trumpisme met en lumière une dynamique d'appropriation de l'État par la classe capitaliste elle-même, dans le but de servir directement ses intérêts et d'accroître ses moyens de répression : c'est à la fois plus brutal pour les travailleurs, mais cela rend bien plus lisible les objectifs des politiques conduites. L'État, comme toutes les institutions, est de façon renouvelée un enjeu de l'affrontement entre les logiques d'emprise du capital sur la société et des forces qui veulent s'en affranchir.

Face à l'essor des BRICS et des nouvelles puissances régionales, face à l'épuisement des marges de croissance, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar, ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis. Une fraction des classes dirigeantes agit alors pour faire céder par la contrainte l'ensemble des rapports de pouvoir géopolitiques et des rapports de force entre classes établies au XX^e siècle : attaques contre le droit international, pression économique, retrait de tous les engagements climatiques et de coopérations scientifiques (OMS),

1 nouvelles technologies au service de l'imposition et du contrôle... Désormais, le re-
 2 cours banalisé à la guerre devient un instrument pour réimposer une forme de su-
 3 prématie politique, relancer l'accumulation du capital et ouvrir une nouvelle phase
 4 expansive fondée sur le contrôle des lieux de production ainsi que des circuits com-
 5 merciaux, énergétiques et numériques.

6 Au niveau mondial, incapable désormais de produire un progrès matériel partagé ou
 7 un horizon désirable pour la majorité, la classe capitaliste ne parvient plus à univer-
 8 saliser ses intérêts. Le trumpisme constitue une réponse autoritaire à la contestation
 9 de l'hégémonie états-unienne. La violence de la réaction est extrême, au mépris de
 10 toutes les règles de droit international, mais elle fait tomber le masque : l'intérêt du
 11 capital étatsunien apparaît plus clairement. C'est lui qui conduit à s'appuyer sur l'ex-
 12 trême droite au nom de la seule loi du plus fort sans se préoccuper de l'intérêt des
 13 peuples et du droit.

14 Il en va ainsi de l'agression du Venezuela et de l'enlèvement de son président, du dé-
 15 clenchement sans mandat de l'ONU de la guerre contre l'Iran et le Liban, de l'attaque
 16 contre Cuba, des menaces sur le Groenland, le Canada, le Mexique, la Colombie...
 17 L'ordre mondial entre dans une phase de reconfiguration. En proposant une instance
 18 concurrente de l'ONU fondée sur la force et l'argent, et en retirant les États-Unis de
 19 66 organisations internationales, Donald Trump cherche à dynamiter toute forme de
 20 multilatéralisme.

21 Les autres pays occidentaux, dont la France, tentent également de maintenir leur
 22 domination sur différentes parties du monde, alors même que toutes leurs tentatives
 23 impérialistes de la période précédente se sont soldées par des échecs qui entraînent
 24 leurs alliés.

25 L'objectif immédiat de cet impérialisme est d'accroître la soumission de l'Europe à
 26 l'unilatéralisme trumpiste, en reprenant le contrôle des routes commerciales, notam-
 27 ment celles du gaz et du pétrole, des ressources et des circulations au Moyen-Orient
 28 et en Afrique. Il veut également éradiquer toute forme de contestation, notamment
 29 dans le "Sud global" et plus particulièrement sur le continent américain, avec Cuba
 30 et le Brésil particulièrement visés. Cette phase n'est cependant qu'un préalable : elle
 31 vise à préparer une concentration future des efforts sur la rivalité avec l'Asie et plus
 32 spécifiquement avec la Chine.

33 La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis ses "pères fonda-
 34 teurs", depuis l'acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situa-
 35 tion de crise structurelle et d'impasse historique. Les règles néolibérales qui en consti-
 36 tuent le fondement sont incapables de prendre en compte la recomposition du monde
 37 qui se dessine. Le bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles.
 38 La classe capitaliste est encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen
 39 global et cohérent. Les institutions européennes, travaillent à faire prendre des déci-
 40 sions contre l'intérêt des peuples, privilégiant certaines fractions des classes dirigeantes
 41 de certains pays selon les questions (notamment l'industrie et l'économie allemande,
 42 comme en témoigne l'accord du Mercosur). Dans une période d'échec du projet néo-
 43 libéral européen, les institutions européennes mènent une politique renforcée de vas-
 44 salisation envers le capitalisme étatsunien et l'OTAN dans les domaines industriels,
 45 commerciaux et militaires. Elles essaient de reconstituer l'unité des classes dirigeantes
 46 sur la militarisation de l'économie, dont témoigne la hausse des chiffres d'affaires de
 47 l'industrie militaire. Les institutions européennes s'engagent dans une nouvelle étape
 48 de fédéralisation au détriment de la souveraineté des peuples déjà largement abimée
 49 par la législation européenne existante. L'Union européenne, désormais marquée for-
 50 tement par l'influence de l'extrême droite, viole les droits de l'Homme en menant une
 51 politique de combat contre les migrantes et migrants, sous-traitant la répression contre
 52 ceux-ci, et s'appuyant sur des états qui ne respectent pas la dignité humaine.

53 À force de renoncement, la France a perdu sa capacité d'initiative diplomatique en
 54 faveur de la paix et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

1 Tandis que des convergences et des alliances d'extrême droite se constituent sous nos
 2 yeux, que les replis identitaires et le terrorisme avancent, l'aspiration des peuples à la
 3 justice sociale, à la souveraineté et à l'émancipation n'a pas disparu. En Palestine, en
 4 Iran, au Rojava, à Cuba... des résistances et des mobilisations populaires se déploient.
 5 Elles portent en elles les germes d'un monde fraternel, libéré du colonialisme, de l'im-
 6 pèrialisme et de l'extrémisme religieux.

7 **1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la** 8 **biodiversité**

9 Le monde fait face à deux périls imminents : d'une part le risque d'une guerre impli-
 10 quant un arsenal nucléaire capable de détruire une partie de l'humanité en la plon-
 11 geant dans un hiver nucléaire, et d'autre part l'effondrement des écosystèmes dont
 12 dépend la survie des êtres humains. Ces menaces doivent être prises très au sérieux et
 13 marquent la gravité du moment historique.

14 Lors de son 39^e congrès, le PCF a réaffirmé sa volonté d'affronter les grands défis en-
 15 vironnementaux que sont la crise de la biodiversité, les menaces sur le climat et celles
 16 que font peser l'épuisement des ressources et les pollutions globales. Aujourd'hui
 17 l'heure est à la course aux armements et aux replis nationalistes reléguant au second
 18 plan ces grands enjeux, à rebours de la nécessaire coopération internationale et d'un
 19 climat de paix. Cependant, dans un monde confronté à un changement climatique,
 20 avec un réchauffement global de +1,3°C, dont les conséquences se ressentent partout
 21 dans le monde, et face aux défis spécifiques que pose l'anthropocène et la prise en
 22 compte des limites planétaires, la conscience de l'unicité de la planète progresse dans
 23 la société.

24 Si la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité, est un des obstacles
 25 majeurs à la résolution de ces problèmes, les défis industriels, scientifiques et d'orga-
 26 nisation sociale restent entiers au-delà du nécessaire dépassement du capitalisme.
 27 Les communistes agissent pour un renversement des logiques à l'œuvre en faveur de
 28 la réponse aux besoins humains, de la planification écologique et de la coopération
 29 internationale.

30 **1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation**

31 Les dirigeants politiques et la classe capitaliste du pays font le choix de se résigner
 32 et d'accompagner l'escalade guerrière de l'impérialisme étasunien. Ils sont pris entre
 33 leur logique de vassalité et leur besoin de dégager des marges. Ils sacrifient le déve-
 34 loppement de la France, son rayonnement international, un projet d'avenir commun
 35 désirable et partagé pour le peuple permettant de faire nation. Le pays s'enfonce donc
 36 dans une crise économique, écologique, démocratique et sociale profonde jusqu'à
 37 perdre confiance dans l'avenir.

38 La désindustrialisation est au cœur de la crise française. Le pays peine à se réveiller du
 39 cauchemar de la société post-industrielle. La part de l'industrie manufacturière dans
 40 le PIB de la France est désormais une des plus basses d'Europe, avec 10% quand la
 41 moyenne européenne est de 16%. Les secteurs stratégiques ont été méthodiquement
 42 démantelés et la crise pandémique témoigne des difficultés à répondre aux besoins
 43 de la population. En sacrifiant des filières entières pour maintenir leurs profits, les
 44 grands groupes industriels, financiers et bancaires mettent en danger la souveraineté
 45 du pays dans des secteurs stratégiques comme l'alimentation, la sidérurgie, l'énergie,
 46 la chimie et le médicament, la défense, le numérique. Il sera impossible de répondre
 47 aux défis sociaux, économiques et environnementaux dans un pays où seules deux
 48 des dix voitures les plus vendues en France sont assemblées sur le territoire national,
 49 où 92% des appareils électroniques, 87% des vêtements et 78% des médicaments sont
 50 produits à l'étranger.

1 Le choix de la désindustrialisation au bénéfice de la financiarisation aggrave l'em-
 2 preinte carbone de la France et entraîne la perte de savoir-faire, le recul du travail pro-
 3 ductif et la baisse du niveau de vie, la diminution de la production de valeurs et donc
 4 de services publics menacés par les marchés financiers. Ce sont des filières entières de
 5 formation qui sont menacées.

6 Le patronat français est un des plus extraverti d'Europe : 62% des emplois des grandes
 7 entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour l'Allemagne
 8 et 28% pour l'Italie. Le patronat français continue d'organiser le grand déménage-
 9 ment des emplois et des industries. Pourtant, les entreprises continuent d'être abreu-
 10 vées d'argent public sans contreparties, sans conditions vertueuses, sans contrôle. Voi-
 11 là comment la France est devenue championne d'Europe des dividendes versés aux
 12 actionnaires.

13 Les conséquences sont claires : les inégalités s'aggravent. Inégalités de revenus entre
 14 cadres supérieurs et ouvriers/employés, entre les femmes et les hommes, inégalités
 15 d'espérance de vie entre les cadres supérieurs et les ouvriers. Les inégalités scolaires
 16 s'aggravent concernant l'accès à l'enseignement supérieur. Les inégalités de patri-
 17 moine continuent de se creuser : les 10% des ménages les plus fortunés possèdent à
 18 eux seuls 47% de l'ensemble du patrimoine, ils en possédaient 41% en 2010.

19 Crise économique et sociale, crise environnementale, inégalités croissantes, multipli-
 20 cation de conflits internationaux toujours plus violents nourrissent le ressentiment,
 21 la perte de confiance dans les institutions. Elles encouragent les divisions populaires
 22 qui sont travaillées et instrumentalisées par les forces d'extrême droite et populistes.

23 **1.4 Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe**

24 En s'entêtant à servir les puissances d'argent jusqu'à sa mort politique, le pouvoir
 25 Macron a ouvert une crise de régime inédite. Elle place l'extrême droite en solution de
 26 recours autoritaire pour certaines fractions de la bourgeoisie française.

27 En 2024, le Nouveau Front populaire a permis un sursaut républicain. Cela a empêché
 28 l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans arrêter pour autant sa progression électo-
 29 rale et idéologique, ni parvenir à imposer à Emmanuel Macron un gouvernement de
 30 gauche et une autre politique.

31 La succession de gouvernements, 49.3, motions de censure, sans qu'apparaisse une
 32 issue parlementaire, mine la confiance dans la représentation politique. Les institu-
 33 tions de la V^e République sont à bout de souffle.

34 La crainte face à l'avenir, le recul du sentiment partagé d'appartenance à une commu-
 35 nauté nationale, la sensation d'abandon des classes populaires, la crise des services
 36 publics, concourent au recul de l'universalisme républicain et à la montée des replis
 37 identitaires.

38 Le déclassé social et international du pays a affaibli les solidarités, généré du
 39 fatalisme et du repli. Les politiques conduites par les gouvernements et les entreprises
 40 ont creusé les divisions entre les travailleurs. Elles opposent les chômeurs aux pré-
 41 caires, les statutaires soumis à l'intensification du travail aux travailleurs fragmentés
 42 en petites unités, les travailleurs nationaux aux travailleurs étrangers, les salariés des
 43 sous-traitants à ceux des donneurs d'ordres, ceux de la production à ceux de la dis-
 44 tribution, ou encore les employés du public à ceux du privé. Ces clivages s'étendent
 45 aussi entre les générations d'actifs, selon leur niveau de diplôme ou leur reconnais-
 46 sance professionnelle. Les sur-exploitations fondées sur des critères sexistes et racistes
 47 servent à exercer une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des
 48 travailleurs. À cela s'ajoutent l'individualisation des objectifs et des qualifications, ain-
 49 si que la généralisation du management algorithmique, qui achèvent de morceler le
 50 monde du travail.

1 En affaiblissant la conscience de classe, ces politiques économiques et sociales ont
2 alimenté directement l'extrême droite, qui pointe ces divisions non pas pour les dé-
3 passer, mais pour désigner des boucs-émissaires et protéger la classe capitaliste. Cela
4 peut conduire à des tentations de repli chauviniste en France, en espérant qu'un
5 pouvoir autoritaire protège : c'est non seulement vain dans une économie mondiali-
6 sée, mais ce sont les mêmes nationalistes d'extrême droite qui sont les serviteurs du
7 trumpisme.

8 L'extrême droite profite pleinement de cette situation. S'appuyant sur de grands
9 groupes multimédias et se déployant sur les réseaux sociaux, elle se dédramatise et
10 gagne en influence. Elle se présente comme seule défenseuse des catégories popu-
11 laires. En réalité, elle porte, en direction de la bourgeoisie, une solution autoritaire
12 de sortie de la crise française. Ses propositions tournent le dos aux urgences sociales
13 comme aux exigences de la transition écologique. Pour le seul bénéfice du capital, son
14 discours raciste et suprémaciste oppose entre eux les différents secteurs du monde
15 du travail. L'extrême droite se nourrit aussi de l'ordre patriarcal et alimente des mou-
16 vances masculinistes. Dans les pays où elle accède au pouvoir, il s'en suit systéma-
17 tiquement un recul historique des droits des femmes. En France, moins de dix ans
18 après #MeToo, cette offensive idéologique produit une remise en question de l'égalité
19 et des droits des femmes, avec une évolution particulièrement inquiétante chez les
20 jeunes générations.

21 Sa conception identitaire de la nation représente un changement de régime, un grave
22 danger pour la République. Une victoire du Rassemblement National libérerait en-
23 core plus l'expression du racisme et des logiques de stigmatisation, elle favoriserait
24 la remise en cause des libertés publiques et syndicales et conduirait à une volonté de
25 museler les forces politiques de gauche et de progrès. S'il l'emportait en 2027, il cher-
26 cherait immédiatement à faire adopter un projet de révision constitutionnelle instau-
27 rant la "préférence nationale", imposant au pays un système de ségrégation ethnique.

28 Pour livrer ces assauts, le capital s'est appuyé sur les gouvernements de droite. D'autres
29 se réclamant de la gauche ont, eux aussi, joué des mécanismes de division sociales à
30 l'appui des politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précé-
31 dent contre les travailleuses et travailleurs notamment avec le cycle de lois "travail"
32 initiés avec El-Khomri - sous Hollande, et prolongés sous Macron.

33 Au nom d'un pseudo-réalisme économique et d'une crédibilité institutionnelle, une
34 partie de la gauche demeure prisonnière d'une politique qui refuse de rompre claire-
35 ment avec ce passif. Cette logique est plus intenable que jamais dans la nouvelle étape
36 de la crise du capitalisme. De plus, la proposition décroissante dogmatique, moralisa-
37 trice et multipliant les injonctions individuelles éloigne tout autant d'une perspective
38 d'émancipation.

39 Le point cardinal du défi de la gauche est d'unir les catégories populaires. C'est seu-
40 lement sur des perspectives transformatrices au service du monde du travail qu'elle
41 pourra gagner à nouveau. De ce point de vue, en organisant des oppositions entre
42 peuple et élite, entre centre et périphérie, entre quartiers populaires et France des
43 pavillons, en agrégeant des demandes diverses, comme autant de parts de marché
44 électorales, en donnant la priorité aux affects, la gauche s'éloigne du renforcement
45 d'une conscience de classe.

46 De la même manière, les discours communautaristes, les outrances flirtant parfois
47 avec l'antisémitisme, divisent tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le
48 combat pour le dépassement du capitalisme. Acter des divisions entre travailleurs, de
49 l'affaiblissement historique du mouvement ouvrier organisé et des forces de gauche,
50 c'est renoncer au rassemblement de notre classe et à l'édification d'une dynamique
51 majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force, condition indispensable pour
52 faire face à la progression de l'extrême droite et ouvrir un chemin d'espoir.

1 Par ailleurs, une conception verticale du changement largement déléguée à des re-
 2 présentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, décrédibilise
 3 les possibilités transformatrices de l'implication populaire. La conquête électorale
 4 de l'appareil d'État restera infructueuse sans penser la conquête du pouvoir sur la
 5 production et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital. La gauche
 6 restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique sans
 7 intervention populaire agissante.

8 Ce d'autant que le mouvement social a été puissant ces dernières années sous des
 9 formes diverses. Bien sûr il s'est heurté à des oppositions patronales et politiques fé-
 10 roces. Il a cependant permis l'expression de l'affrontement de classe avec des victoires
 11 sur les salaires dans de nombreuses entreprises ou encore un mouvement sur les re-
 12 traites devenu majoritaire dans le pays. S'il n'a pas empêché la réforme, il a définiti-
 13 vement mis en minorité le pouvoir Macron. Il a contribué à la prise de conscience
 14 populaire de droits à défendre et caractérisé le pouvoir d'agir d'une classe en soi.

15 Face à cela, le pouvoir politique, à l'appui des puissances d'argent, a réagi par la coer-
 16 cition depuis les lois "travail", avec une répression syndicale d'une ampleur inédite :
 17 la seule CGT comptabilise un millier de syndicalistes menacés par la justice ou le pa-
 18 tronat, jusqu'à ses premiers dirigeants et la secrétaire générale elle-même jetée devant
 19 les tribunaux par une organisation patronale.

20 Le PCF réaffirme le rôle incontournable des luttes dans la construction d'une ma-
 21 jorité populaire agissante et la nécessité d'un travail complémentaire des organisa-
 22 tions syndicales et politiques dans le respect du rôle et de la souveraineté de chacun.
 23 Les obstacles rencontrés par le mouvement syndical comme l'affaiblissement du PCF
 24 participent des difficultés à faire gagner un projet politique révolutionnaire porté en
 25 commun contre la classe capitaliste.

26 Pour les forces de gauche, l'enjeu n'est pas de se partager une part du marché électoral
 27 plafonnant à 30%. Il s'agit avant tout de reconstruire une base sociale solide. Cela
 28 passe par deux actions essentielles : rendre visibles et compréhensibles les intérêts
 29 opposés entre les travailleurs et la classe capitaliste ; construire des convergences et
 30 forger une conscience de classe entre les différentes catégories de travailleurs. C'est
 31 une nécessité de reconstruire un projet politique, articulant les enjeux du monde du
 32 travail, de l'environnement et des progrès scientifiques et technologiques, capable de
 33 parler à la majorité sociale ayant un intérêt commun, de proposer une perspective de
 34 transformation crédible, progressiste.

35 Sans ce travail de fond, toute recomposition restera fragile et incapable de disputer
 36 le pouvoir à la droite et à l'extrême droite lors des échéances de 2027 et au-delà. Le
 37 risque n'est pas seulement la victoire de l'extrême droite et l'échec de la gauche en
 38 2027 mais sa marginalisation durable dans le champ politique.

39 **1.5 Le PCF au service de la conquête des pouvoirs** 40 **par les travailleurs**

41 Un espace politique s'ouvre : le PCF doit y jouer un rôle décisif.

42 Depuis les deux derniers congrès, beaucoup de travail a été accompli, le PCF s'est de
 43 nouveau rendu visible, en remettant la question de l'emploi et du travail dans le débat,
 44 en révélant le scandale des 211 milliard d'euros d'aides publiques aux entreprises, en
 45 faisant entendre une autre voix sur les questions internationales, en formulant grâce
 46 aux livrets thématiques consolidant les positions innovantes et transformatrices des
 47 communistes sur les grandes questions se posant à la société, dont les questions éco-
 48 logiques avec le "plan climat". Cette visibilité retrouvée n'a pas permis de réaliser une
 49 percée politique. Aujourd'hui, la situation exige de passer à une nouvelle étape pour
 50 peser davantage sur le débat public. Ce qui suppose de cibler des priorités sur les-
 51 quelles les citoyens accorderont aux communistes leur confiance et leur adhésion.

1 La construction de combats unitaires doit être une priorité. Si l'adversaire s'emploie
2 à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre
3 la conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nou-
4 velles convergences. Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, subissent,
5 à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de
6 perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production. Cette réalité
7 exige du PCF qu'il engage un travail de fond sur les recompositions des structures
8 de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit
9 les repenser concrètement. Le 40^e congrès donne mandat au conseil national pour
10 mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et
11 une perspective collective.

12 Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité. En
13 tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité col-
14 lective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de
15 défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires
16 amplifiant l'intervention populaire, ainsi que l'organisation et la réimplantation du
17 PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique
18 que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste

2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales

Alors que l'impérialisme emmène la planète vers une possible guerre généralisée, les derniers gouvernements ont accéléré la soumission de la France à l'OTAN, bras armé des USA, et ont suivi en cela les impasses de la construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne.

Les classes dirigeantes françaises s'inscrivent dans des logiques de guerre et de militarisation de l'économie qui piétinent le droit international, prolongent les évolutions contemporaines du capitalisme et entraînent la France vers une confrontation globale meurtrière.

Le PCF défend une politique indépendante et souveraine de paix, sur la base du droit international et de la Charte des Nations Unies, au service de la construction d'un nouvel ordre du monde, de peuples et de nations souverains et associés. Les aspirations qui émanent des peuples du "Sud global", de pays des BRICS, de la CELAC (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) ou de l'Union africaine, en faveur du multilatéralisme et contre l'hégémonie du dollar sont des bases pour agir.

Une politique de paix ne signifie pas uniquement une absence de guerre, mais une action politique pour la résolution des causes des conflits et des crises internationales qu'elles soient politiques, économiques, sociales, climatiques. Ce n'est pas une politique de capitulation, mais une action résolue de la France en faveur de l'émancipation, de la souveraineté démocratique des peuples et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Cela implique le refus des ingérences extérieures qui remettraient en cause leurs aspirations et la reconstruction d'une politique indépendante de défense nationale et populaire. C'est une action pour la culture de paix afin de prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes par la négociation et de renforcer la culture de paix par l'éducation, le respect des droits humains, le développement économique et social partagé, l'égalité femmes-hommes, la participation démocratique, la liberté d'information et de communication.

Le PCF porte l'exigence que la France reprenne en mains ses moyens d'actions indépendants :

✘ Par la sortie immédiate de l'OTAN, première étape vers sa dissolution et la construction d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'esprit d'Helsinki.

✘ Par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés. Cela implique notamment de rechercher des coopérations à géométrie choisie au sein desquelles les peuples décident en toute souveraineté, dans le cadre national, des projets qu'ils nouent entre eux, que ce soit dans les domaines industriel, climatique ou d'alignement des droits sociaux et démocratiques sur le mieux-disant. La bataille pour y parvenir implique la redirection de la création monétaire de la BCE vers un fonds de

1 développement économique, social et écologique européen. Cela implique de se
2 donner pour objectif de reconquérir la représentation communiste au Parlement
3 européen lors des élections européennes de 2029.

4 ✘ Par la reconstruction d'une politique et d'un outil de défense nationale et popu-
5 laire indépendante, placée sous contrôle exclusif du Parlement et du peuple. Il s'agit
6 de construire un nouveau lien entre l'armée et la nation. Il est urgent de cesser le
7 démantèlement des industries stratégiques massivement privatisées et vendues à
8 la découpe. Le PCF appelle à la reconstruction d'une base industrielle et technolo-
9 gique de défense sous contrôle de la nation, fondée sur la dualité des activités civiles
10 et militaires, constituée autour d'un pôle public de défense, auxquelles pourront
11 s'adosser les TPE et PME dans des collaborations mutuellement avantageuses. Les
12 besoins capacitaires et budgétaires alloués aux armées doivent être réorientés ex-
13 clusivement vers les besoins de la défense nationale. Ils ne peuvent pas être utilisés
14 comme prétexte pour mener une politique renforcée d'austérité de démantèlement
15 des droits sociaux, des services publics et de reculs écologiques. Le PCF appelle à
16 l'ouverture d'un débat sur la relation entre la nation et l'armée, répondant aux en-
17 jeux contemporains de la sécurité de la France et de la sécurité globale. Face à la
18 fédéralisation des politiques de défense et nucléaires en Europe, le PCF défend la
19 conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération répondant aux in-
20 térêts communs des peuples européens.

21 Cette politique souveraine est le moyen de rebâtir une politique de paix et de coopé-
22 rations internationales :

23 ✘ Par une politique nouvelle envers le continent africain, d'égal à égal, rompant avec
24 les vestiges du néo-colonialisme de la "Françafrique" remise en cause par l'exigence
25 des peuples de voir respecter leur souveraineté dans tous les domaines, alors que
26 l'impérialisme français arrive à une fin de cycle. Les accords de défense doivent être
27 renégociés sur cette base. Le franc CFA/Eco doit être démantelé en faveur d'une
28 monnaie pleinement souveraine. L'espace méditerranéen doit être un espace de
29 paix et de coopération, sans intervention impérialiste extérieure ni ambition néocolo-
30 niale, pour les droits des migrants fondés sur le droit international, pour sauver
31 la Méditerranée de la crise climatique, pour une résolution des conflits fondés sur
32 le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes de sécurité collective.

33 ✘ Par une action pour remettre l'ONU et ses agences au centre des relations inter-
34 nationales et par la réforme de l'Organisation, il s'agit de faire correspondre son
35 fonctionnement aux recompositions mondiales, et d'en revenir aux principes de
36 la conférence de San Francisco. Les objectifs de développement durable de l'ONU
37 doivent faire l'objet d'engagements internationaux nouveaux pour être pleinement
38 réalisés. Comme membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit y jouer
39 un rôle essentiel.

40 ✘ Par la défense de l'action Bureau International du Travail et de la Charte de
41 Philadelphie.

42 ✘ Par la défense de l'accord de Paris sur le climat.

43 ✘ Par la relance de négociations pour un désarmement global, multilatéral et négocié,
44 en premier lieu dans le domaine nucléaire. La France doit siéger comme observa-
45 trice au traité TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) et respecter ses
46 engagements pris dans le cadre du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes
47 nucléaires).

48 ✘ Par la réforme des institutions financières internationales, l'encouragement aux
49 processus de dédollarisation, pour la construction d'une monnaie commune mon-
50 diale, et la réorientation de la création monétaire des banques et banques centrales
51 vers le développement, la préservation de la planète et l'émancipation de toutes et
52 tous. En ce sens, le PCF soutient l'appel "Pour une révolution des financements in-
53 ternationaux pour le climat", lancé depuis Belém (Brésil) en novembre 2025.

1 **2.2. Le parti pris de la République refondée**

2 Dix ans de macronisme ont profondément aggravé la crise de la démocratie en France.
 3 La crise de régime ouverte avec l'agonie de celui-ci, l'atrophie de la vie publique ap-
 4 profonde par une Ve République à bout de souffle, la défiance d'une large partie de
 5 la société envers la politique, le creusement sans fin des inégalités engendrées par les
 6 politiques néolibérales, nourrissent la montée de l'extrême droite, les violences de
 7 groupes fascistes ou néonazis, les offensives des fondamentalismes religieux contre
 8 les principes de la République, les replis identitaires et obscurantistes, les menées ra-
 9 cistes et antisémites. C'est la République elle-même qui s'en retrouve en grand danger.

10 L'aspiration à une démocratie renouvelée ne s'en exprime pas moins à l'occasion
 11 de toutes les mobilisations et de tous les scrutins. L'heure est à une refondation
 12 républicaine de la France.

13 **2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale**

14 La République pour laquelle militent les communistes doit redevenir pleinement
 15 démocratique, laïque, universaliste. Elle vise à "pousser jusqu'au bout" les principes
 16 édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait
 17 "éclore l'idée communiste". Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, dé-
 18 finie comme communauté politique des citoyens et des citoyennes, qui récuse toute
 19 référence ethnique ou filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou
 20 dans le monde. Elle revendique l'héritage des grandes révolutions françaises qui ont
 21 affirmé l'égalité des droits, la souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté
 22 contre les privilèges : de 1789 et la Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à
 23 la Résistance, ces combats ont posé les fondements d'une République conçue comme
 24 un projet d'émancipation humaine. Ce combat républicain est un combat de classe
 25 car la République ne peut devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre
 26 en cause la domination du capital sur le travail.

27 Redonner du sens à la démocratie, c'est permettre au peuple et à la nation de conqué-
 28 rir leur entière souveraineté dans des institutions nouvelles. C'est défendre et étendre
 29 les libertés publiques aujourd'hui menacées, rapprocher les citoyens et les citoyennes
 30 des lieux de décision, promouvoir le pluralisme des idées et de la culture, garantir l'in-
 31 dépendance des médias face aux entreprises de concentration à l'œuvre. C'est assurer
 32 la sécurité des populations tout en les prémunissant de toute dérive liberticide.

33 Réaffirmer l'engagement laïque de la République, c'est faire respecter scrupuleuse-
 34 ment la séparation des Églises et de l'État, préserver la société des dérives communau-
 35 taristes, défendre la liberté de conscience qui garantit que chacune et chacun puisse
 36 accéder à une pleine citoyenneté. C'est également concourir à l'unité du monde du
 37 travail contre tout ce qui le divise.

38 Proclamer l'universalité des droits humains, c'est refuser les tentatives réactionnaires
 39 de les limiter et de les hiérarchiser en fonction de l'origine, du sexe, des héritages
 40 culturels. C'est agir pour l'égalité réelle entre toutes et tous, ce qui suppose en premier
 41 lieu d'œuvrer à la révolution féministe sans laquelle aucune grande avancée des droits
 42 universels ne sera possible.

43 Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation hu-
 44 maine, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation
 45 comme de toutes les formes d'aliénation sociale. C'est donner à tous et toutes les
 46 moyens de remettre en cause la domination du capital, de contrôler les choix faits en
 47 leur nom et d'en décider, à la cité comme sur les lieux de travail, grâce à la conquête
 48 de nouveaux pouvoirs.

1 2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire

2 Le système institutionnel français ne répond plus aux exigences du temps. La V^e Ré-
3 publique s'est progressivement enfermée dans un présidentielisme qui marginalise
4 le Parlement et éloigne les citoyennes et les citoyens des décisions.

5 Le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002 ont renforcé cette
6 personnalisation du pouvoir. Le Parlement, pourtant dépositaire de la souverai-
7 neté nationale, est trop souvent réduit à entériner les choix de l'exécutif, sous la
8 contrainte du 49.3 et d'un ordre du jour verrouillé. Cette concentration nourrit la
9 frustration et fragilise la démocratie.

10 Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le pré-
11 sidentielisme signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe
12 clair : la souveraineté appartient au peuple.

13 Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale. Le Parle-
14 ment doit redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés
15 de contrôle et d'initiative, une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son
16 ordre du jour. L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les cou-
17 rants une représentation correspondant à leur influence électorale, est indispen-
18 sable pour que chaque voix compte et que le pluralisme soit respecté.

19 Mais la souveraineté populaire ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La
20 démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus perma-
21 nent : référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif.

22 Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Ré-
23 volution française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République,
24 elles doivent disposer des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour
25 répondre aux besoins des populations. Une et indivisible, elle ne peut être morcelée,
26 au nom d'une fausse décentralisation, par un fédéralisme source de compétitivité,
27 de fracture et d'inégalités. Une République démocratique est une République qui
28 fait confiance à ses territoires et qui garantit leur égalité devant la loi commune.
29 Les communistes ne se résignent pas à la poursuite de l'affaiblissement politique et
30 économique des communes et des départements.

31 Assoir la démocratie, c'est garantir l'État de droit où nul n'est au-dessus de la loi et où
32 les libertés sont protégées contre l'arbitraire. La justice, indépendante et accessible,
33 en est la garantie essentielle, veillant à l'égalité de toutes et de tous devant la loi et
34 au contrôle de l'action publique. La police et la gendarmerie assurent la sécurité des
35 citoyennes et des citoyens. Leurs missions sont indispensables, dans le respect strict
36 des droits, sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Par ailleurs, une institution indé-
37 pendante doit permettre les recours contre tout abus. C'est cet équilibre entre sécurité
38 et libertés qu'entend fonder une politique républicaine de tranquillité publique.

39 Enfin, il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale. Les
40 grandes orientations économiques, industrielles et écologiques ne peuvent être
41 abandonnées aux seuls marchés financiers. Dans un contexte de concentration
42 du pouvoir économique entre les mains du capital, l'entreprise demeure un lieu
43 central de domination et d'exploitation, où les décisions stratégiques - production,
44 investissements, emploi, organisation du travail - échappent largement à celles
45 et ceux qui produisent les richesses. Cette contradiction est au cœur de la crise
46 démocratique contemporaine.

47 Droits nouveaux et nouveaux pouvoirs pour les salariés et les usagers des services
48 publics, maîtrise publique des secteurs stratégiques, développement et garantie
49 des services publics doivent être au cœur du pacte républicain. Ce sont aussi de
50 nouveaux pouvoirs à conquérir à travers des comités d'usagers à toutes les échelles,
51 assemblées locales de suivi et de contrôle des aides économiques accordées aux
52 entreprises, et de pilotage des projets de formation et d'emploi.

1 C'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

2 2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits

3 *2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste*

4 Le PCF porte l'ambition d'une révolution féministe universaliste pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et
6 réaliser l'égalité dans toutes les sphères de la société.

7 Les communistes font du combat contre toutes les violences de classe, contre les violences faites aux femmes et contre toutes les dominations patriarcales, une dimension majeure de leur combat émancipateur.

10 Ils portent l'exigence d'un modèle de société dénuée de rapports de domination, de marchandisation, de contractualisation et d'exploitation des corps.

12 Santé, travail, logement, mobilité, sécurité, éducation : les communistes portent un projet féministe qui repose sur la promotion et le développement des services publics afin d'assurer l'accès aux droits pour toutes et tous à égalité sur l'ensemble du territoire et dans tous les domaines.

16 La lutte contre l'extrême droite est historiquement liée à la définition même du combat féministe des communistes, porté par une culture de paix, de justice sociale et de solidarité internationale.

19 Un projet communiste ne peut être ainsi que féministe.

20 *2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations*

21 Les communistes veulent une société inclusive. Ils combattent toutes les discriminations et refusent toute forme d'essentialisation. Une République qui lutte contre les discriminations agit pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre. Elle agit pour en finir avec les logiques validistes, pour créer les conditions d'une égalité réelle et pour garantir aux personnes handicapées de vivre dignement et sans entrave, dans une société accessible à toutes et à tous.

28 Pas d'émancipation sociale sans élimination du racisme, pas plus que de perspective sérieuse d'éradication du racisme sans progression du projet communiste et sans internationalisme.

31 Le racisme, les replis identitaires, xénophobes et nationalistes, trouvent dans le capitalisme en crise et en guerre un terreau très fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, des boucs émissaires pour diviser les peuples. Les citoyennes et citoyens de religion ou de culture musulmane subissent aujourd'hui des discours et des actes racistes intolérables, en héritage du racisme colonial visant les peuples du Maghreb et d'Afrique subsaharienne et procédant d'une dangereuse assimilation aux menées de l'islamisme radical. L'antisémitisme, qui a conduit dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration du régime pétainiste avec le génocide hitlérien, connaît un insupportable regain. La lutte contre toutes les formes de racisme est constitutive de l'histoire des communistes, elle est au cœur de leurs actions.

41 La tâche du PCF est de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise notre classe, ce qui abîme les consciences que nous devons reconquérir pour reconstruire une dynamique majoritaire. L'antiracisme revêt en ce sens une dimension déterminante.

45 L'antiracisme des communistes est universaliste. Il rejette les assignations identitaires et les concurrences mémorielles. Un universalisme qui lutte contre toutes les formes de racisme, toutes les oppressions, pour atteindre un objectif commun : l'égalité.

48 La lutte contre le racisme et l'antisémitisme doit se fonder sur ce qui est en commun :

1 les intérêts de classe. Elle s'inscrit indéfectiblement dans le combat pour la Répu-
2 blique sociale et laïque, pour la paix.

3 *2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste*

4 Les communistes agissent pour une politique migratoire républicaine et interna-
5 tionaliste, face à l'indignité caractérisant la situation des nombreux êtres humains
6 contraint à l'exil, face aux peurs et aux inquiétudes qui en découlent dans les pays
7 d'accueil.

8 La politique migratoire du PCF repose sur quatre piliers : un internationalisme fait
9 de coopérations solidaires ; le combat universel pour l'égalité, la régularisation des
10 travailleuses et travailleurs sans papiers et la solidarité au sein du monde du travail
11 quelque soit la nationalité ; un accueil digne et sécurisé des personnes migrantes,
12 mutualisé en France et en Europe, reposant sur des dispositifs d'intégration ; la lutte
13 contre tous les racismes, articulée au combat de classe.

14 Les communistes s'opposent à toutes réglementations visant à expulser et à enfer-
15 mer des migrants dans des centres de rétentions extraterritoriaux ou toute tenta-
16 tive de création de milices similaires à la police étasunienne ICE. Les communistes
17 s'opposent, dans ce cadre, à la stigmatisation de l'immigration au nom de l'insécu-
18 rité dont elle serait porteuse. La nation politique qu'est la France doit rester la terre
19 d'accueil qu'elle est depuis la Révolution française.

20 **2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI^e siècle**

21 De longues années de politiques libérales laissent une France exsangue, son agriculture
22 à la merci des accords de libre-échange, ses services publics malmenés.

23 Le bilan de ces politiques est un déclassement des travailleurs et travailleuses dont
24 l'extrême droite fait son lit. Elle a le plus progressé sous les quinquennats Hollande et
25 Macron.

26 La qualité du travail se dégrade au-delà de la précarité statutaire par l'intensifica-
27 tion des rythmes, la montée des contraintes managériales et algorithmiques, la perte
28 d'autonomie et de sens. Dans les entrepôts de la logistique, dans les plateformes de
29 services, dans les open-spaces des entreprises numériques comme dans les services
30 publics sous-dotés, des millions de travailleurs et travailleuses décrivent un travail
31 empêché, un écart douloureux entre ce qu'elles et ils pourraient faire et ce que le
32 système leur permet de faire. Cette souffrance au travail n'est pas une affaire indivi-
33 duelle, elle est le produit d'une organisation du travail entièrement orientée vers la
34 maximisation du profit au détriment de la qualité, de l'utilité sociale et des condi-
35 tions humaines de réalisation.

36 L'affrontement capital-travail s'intensifie et les impératifs liés au changement cli-
37 matique appellent à une rupture sans précédent pour faire reculer l'extrême droite
38 et gagner le changement. Le PCF appelle à mettre en œuvre un nouveau modèle de
39 développement garantissant une société des biens communs, de l'émancipation et
40 du développement des capacités humaines et technologiques. Cette ambition pour
41 la France prend résolument le parti du travail "comme premier besoin vital" en fai-
42 sant reculer jusqu'à sa disparition "l'asservissante subordination des individus à la
43 division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail
44 manuel" comme y invitait Marx.

45 2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.

46 Un processus : le socialisme aux couleurs de la France

47 Le capital n'a pas seulement épuisé ses marges de croissance, il a méthodiquement
48 détruit les bases productives et sociales du pays.

1 En l'état actuel des rapports de production, dominé par l'extraction massive de la
 2 plus-value produite par le travail et la financiarisation, les capacités humaines et
 3 technologiques sont subordonnées à la rente du capital, sacrifiées sur l'autel des pro-
 4 fits, condamnées par les logiques court-termistes et spéculatives. Le capitalisme en
 5 crise est aujourd'hui incapable de développer les forces productives dans un monde
 6 multipolaire marqué par les rivalités impérialistes, l'épuisement des ressources et
 7 l'urgence climatique.

8 Les communistes ne se résignent pas à cette "fin de l'histoire" qu'on a voulu imposer
 9 dans les imaginaires. La marche du monde n'est plus tenable, des transformations
 10 radicales indispensables se cherchent. L'ordre ancien résiste de toutes ses forces à
 11 l'expression d'une exigence de neuf. Comme l'écrivait Marx, "la pourriture est le la-
 12 boratoire de la vie".

13 Pour garantir à chacun une vie digne, libre et heureuse, l'urgence est à relever l'im-
 14 mense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec le peuple une perspective
 15 révolutionnaire : le socialisme. En France, le communisme s'inscrit en profondeur
 16 dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquises sociaux qui ont
 17 fait reculer la domination capitaliste et impérialiste. Le PCF se réclame d'un commu-
 18 nisme de son temps, entendu comme "*mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses*".

19 Le PCF est le parti du travail, un parti de classe face au capital, le parti du peuple
 20 travailleur qui résiste, qui revendique son émancipation et dont le rôle agissant dé-
 21 termine le changement. Il est au cœur de la France qui lutte, qui fait vivre les solida-
 22 rités et qui manifeste son attachement à l'égalité, sa répulsion face aux injustices et à
 23 l'autoritarisme. Il lutte pour une société des égales et des égaux dans les mobilisations
 24 pour faire reculer jusqu'à leur éradication les inégalités salariales, les ségrégations
 25 genrées et toute discrimination ou violence validiste, sexiste, raciste qui sévissent sur
 26 les lieux de travail. Il revendique l'imposition des grosses fortunes, la suppression des
 27 exonérations fiscales dont bénéficient les grandes entreprises, la taxation des profits
 28 et des mesures contre l'évasion des capitaux. Mais face à la crise que traverse le pays
 29 comme bien d'autres, cela ne suffira pas si les marchés financiers décident de l'in-
 30 vestissement et orientent l'économie vers la rentabilité immédiate plutôt que vers la
 31 satisfaction des besoins humains et la transition écologique.

32 Le PCF est engagé dans une bataille continue pour le développement de la démocratie
 33 dans l'ordre économique et politique.

34 Il nomme socialisme cette rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement. Le
 35 socialisme est un processus historique de transformation sociale visant l'émancipa-
 36 tion humaine. Il s'agit d'une société de transition, marquée par la coexistence et la
 37 confrontation entre des logiques héritées du capitalisme et des formes nouvelles de
 38 production, de propriété et de pouvoir appelées à se développer.

39 Le socialisme s'inscrit dans les contradictions du capitalisme contemporain, marqué
 40 par la domination de la finance, la mise en concurrence des travailleuses et des tra-
 41 vailleurs, la subordination des besoins humains et écologiques aux logiques de profit.
 42 Dans ce contexte, il vise à reprendre le pouvoir sur l'économie : sur la production, sur
 43 l'investissement, sur les choix technologiques et sur l'organisation du travail.

44 Cette transformation repose sur l'appropriation sociale des moyens de production, la
 45 maîtrise publique et démocratique du crédit et de la création monétaire, le dépasse-
 46 ment du marché du travail tel qu'il organise aujourd'hui la mise en concurrence et
 47 la subordination du salariat. Elle ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes,
 48 dans l'intervention du monde du travail et dans la conquête progressive de nouveaux
 49 pouvoirs, en articulation avec l'action politique et institutionnelle.

50 Le socialisme aux couleurs de la France nécessite le renversement du rapport de force
 51 entre capital et travail, une socialisation massive de la propriété, un nouveau pacte
 52 national où l'État comme les travailleuses et les travailleurs jouent pleinement leur
 53 rôle dans un processus démocratique refondé.

1 **Il s'organise autour de cinq piliers : planification démocratique d'objectifs sociaux**
 2 **et écologiques ; appropriation sociale et publique ; coopérations territoriales et in-**
 3 **ternationales ; promotion des droits et des libertés ; émancipation culturelle.**

4 **Le socialisme aux couleurs de la France repose sur la planification des objectifs de**
 5 **développement, décidés, contrôlés et évalués collectivement.**

6 Désindustrialisation et financiarisation ont considérablement réduit les capacités du
 7 pays à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Un pays sans industrie et agri-
 8 culture fortes n'a pas d'avenir. Le projet communiste pour la France implique la pla-
 9 nification du redéploiement productif pour renouer avec un développement continu
 10 et rapide des forces productives, appuyé sur la cyber-révolution, la robotique et les
 11 nouvelles révolutions énergétiques. Pour répondre aux besoins humains, le PCF porte
 12 un nouveau modèle de développement conditionné par la lutte contre le changement
 13 climatique. Celui-ci est fondé sur une nouvelle industrialisation et une transforma-
 14 tion agroécologique adossées à des services publics démocratisés, renforcés, élargis
 15 et facteurs d'égalité, à la refonte des infrastructures publiques, à la réorientation de
 16 l'argent. Le « plan climat, Empreinte 2050 », travail inédit dans le paysage politique
 17 français, en constitue un exemple.

18 **Le socialisme aux couleurs de la France passe par une socialisation massive de la**
 19 **propriété** par l'extension de l'appropriation publique des moyens de productions, des
 20 nationalisations démocratiques ciblées, de nouveaux critères de gestion. Cela néces-
 21 site le développement du pôle public bancaire et financier appuyé sur une transfor-
 22 mation de la politique monétaire et du crédit afin de réorienter l'argent vers l'emploi,
 23 la formation, les services publics, la transition écologique, le nouveau mode de déve-
 24 loppement. Le PCF veut garantir pour toutes et tous la sécurité matérielle, l'accès au
 25 savoir, à la culture, à la santé et à la mobilité, afin que le développement des capacités
 26 humaines devienne le moteur du progrès social. Ces droits et pouvoirs nouveaux im-
 27 pliquent une profonde démocratisation articulée sur de nouvelles institutions popu-
 28 laires où s'exerce le pouvoir économique et politique.

29 La construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation permet-
 30 tra l'éradication du chômage en alternant périodes d'emplois et de formation avec
 31 une continuité de revenus pour permettre à chacune et chacun de réaliser ses poten-
 32 tialités individuelles en exploitant pleinement la cyber-révolution au service du déve-
 33 loppement des capacités humaines. Une telle avancée révolutionnaire serait un gain
 34 pour l'individu comme pour l'économie en développant l'emploi tout en réussissant
 35 la transition écologique.

36 **Le socialisme aux couleurs de la France s'appuie sur le développement de coopé-**
 37 **rations** industrielles, scientifiques et technologiques mutuellement avantageuses
 38 entre nations souveraines. Il récuse le repli national et la mise en concurrence géné-
 39 ralisée des travailleurs et des peuples. Les coopérations doivent permettre le partage
 40 des savoirs, le développement des capacités productives et la satisfaction des besoins
 41 humains dans le respect des exigences sociales et écologiques. Elles contribueront à
 42 engager la décolonisation numérique en reconstruisant une souveraineté numérique
 43 française et européenne.

44 **Le socialisme aux couleurs de la France porte la promotion des droits et des li-**
 45 **bertés** à travers le prisme de l'émancipation sociale, considérant que les libertés pu-
 46 bliques ne peuvent s'épanouir sans droits sociaux fondamentaux. Il place l'égalité
 47 réelle au cœur de son programme, en défendant fermement les droits des femmes,
 48 l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les formes de discriminations. Sur le
 49 plan démocratique, il porte une protection absolue des libertés fondamentales, poli-
 50 tiques, syndicales et associatives ainsi que la liberté de la presse. Enfin, il insiste sur
 51 une extension inédite des droits et libertés jusqu'au sein même des entreprises, afin
 52 d'arracher de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les travailleuses et travailleurs.

1 **Le socialisme aux couleurs de la France promeut l'émancipation culturelle.** Cette
 2 émancipation est le résultat d'une double dynamique : d'une part une culture com-
 3 mune de haut niveau pour répondre aux défis du siècle, ce qui nécessite un service
 4 public national de l'éducation pour construire cette culture et la transmettre à toutes
 5 et tous, à égalité ; d'autre part la promotion de la liberté de création, des arts et de la
 6 culture, ce qui implique de placer les artistes et créateurs sous la protection de la Ré-
 7 publique face aux attaques obscurantistes. L'émancipation culturelle est un horizon
 8 de libération individuelle et collective et un levier essentiel de transformation sociale.
 9 À l'heure de la montée des forces d'extrême droite, cette émancipation culturelle est
 10 un enjeu stratégique pour combattre les rapports de domination. Elle doit être l'af-
 11 faire de toutes et tous. L'État doit protéger l'art et la création de la domination de l'in-
 12 dustrie numérique nord-américaine, qui pille leurs contenus et les uniformise. L'État
 13 et les institutions culturelles ont un rôle essentiel à jouer pour démocratiser l'accès à
 14 la culture, aux arts et à la création.

15 2.3.2. Un nouveau modèle de production

16 *2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel*

17 Le développement d'une nouvelle industrialisation pour la France est une urgence
 18 vitale. L'industrie est la colonne vertébrale économique. Par la création des richesses
 19 issues du travail, elle permet de faire vivre les territoires, de répondre aux besoins
 20 humains, de produire pour financer les conquies sociaux et les services publics. Elle est
 21 centrale pour organiser la transition écologique. Le renouveau industriel en France
 22 est un enjeu démocratique, un enjeu de souveraineté pour répondre aux besoins hu-
 23 mains, un enjeu de revitalisation économique au service de tous les territoires. C'est
 24 le seul secteur à générer trois à quatre emplois dans les services et les autres secteurs
 25 de l'économie pour un emploi industriel créé. Le PCF propose un nouveau pacte na-
 26 tional pour une nouvelle industrialisation motrice de développement économique
 27 et social. Il s'agit de protéger l'appareil productif du court-termisme des marchés et
 28 de la rapacité des actionnaires. Dans l'immédiat, l'urgence est à un moratoire sur les
 29 licenciements et les fermetures de site. Planifier permettra d'engager le renouveau
 30 industriel dont le pays a besoin en transformant les modes de production pour décar-
 31 boner l'industrie sans casse sociale.

32 Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un
 33 nouvel essor des forces productives appuyé par la révolution informationnelle, pour
 34 affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux be-
 35 soins publics.

36 La transition écologique suppose une adaptation au changement climatique et une
 37 transformation profonde de nombreuses industries, de l'énergie au bâtiment, en pas-
 38 sant par les matériaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires ont besoin d'in-
 39 vestissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire et faire
 40 reculer la part modale du routier.

41 La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie industrielle suppose également une remise
 42 en cause des règles de fonctionnement et des traités de l'Union européenne. Les po-
 43 litiques de concurrence, les contraintes budgétaires et les règles encadrant les aides
 44 publiques entravent les stratégies industrielles publiques. Les communistes agissent
 45 pour permettre la planification écologique, le développement des services publics et le
 46 renouveau industriel. Contre le dumping économique et social à l'échelle de l'Union
 47 européenne, les communistes sont de toutes les luttes. Dès aujourd'hui, il faut inter-
 48 dire la concurrence déloyale : une production agricole ou industrielle interdite sur le
 49 territoire français ou européen doit être interdite à l'import.

50 La nouvelle industrialisation voulue par le PCF défend la relocalisation des produc-
 51 tions nécessaires, nourrie par les échanges et les coopérations en Europe et au-delà.

1 Le nouveau industriel implique un nouveau démocratique. Les nationalisations
 2 démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travail-
 3 leuses et travailleurs concernés. Contre l'absolutisme de marché, les communistes
 4 veulent étendre la démocratie en ouvrant des droits nouveaux au monde du travail
 5 pour proposer, pour s'opposer, pour agir à l'entreprise. L'argent public versé aux en-
 6 treprises doit être conditionné et contrôlé dans des commissions réunissant travail-
 7 leuses et travailleurs, élus locaux et parlementaires. La maîtrise publique et démocratique
 8 du crédit, de l'investissement et de la création monétaire, l'extension du pôle
 9 public bancaire permettra de garantir l'accès à l'argent pour financer le nouveau
 10 industriel.

11 *2.3.2.2. Refonder le modèle agricole*

12 Pour produire une alimentation de qualité et garantir la souveraineté alimentaire, il
 13 est nécessaire d'engager une transformation agroécologique d'ampleur faisant face
 14 aux enjeux environnementaux et sanitaires. Elle doit être fondée sur la complémentarité
 15 entre espèces, variétés, habitats et les cycles naturels. Le PCF propose de favoriser
 16 l'auto-fourmiture des moyens de travail (semences, engrais, nourritures animales...)
 17 plutôt que les intrants extérieurs achetés sur le marché.

18 La révolution agroécologique est une bataille continue contre l'extorsion de la valeur
 19 créée par le travail des agriculteurs et agricultrices, qu'organise un puissant complexe
 20 agro-industriel financiarisé. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production
 21 capitaliste crée une concentration agraire au détriment des exploitations familiales.
 22 Le salariat agricole se développe, il ne peut plus être invisibilisé, il doit obtenir de
 23 nouveaux droits. Le PCF doit travailler son intervention en sa direction.

24 Les communistes portent un Pacte d'avenir pour l'installation de 100 000 agriculteurs
 25 et agricultrices, pour sécuriser leurs revenus, développer de nouveaux services publics
 26 et de nouvelles coopérations internationales.

27 Ce nouveau modèle agricole va de pair avec la nouvelle réindustrialisation agro-ali-
 28 mentaire. Les communistes agissent pour la mise en œuvre d'une planification ali-
 29 mentaire territoriale fondée sur le développement de filières de proximité et la diver-
 30 sification alimentaire, intégrant la collecte, le stockage, l'abattage, la transformation
 31 et la distribution.

32 *2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique*

33 Le secteur énergétique, stratégique pour le pays, est à extraire des logiques de concur-
 34 rence. Pour cette raison, le PCF propose notamment de ne pas appliquer les directives
 35 européennes et de sortir du marché de l'énergie. Il défend ainsi la constitution d'un
 36 pôle public de l'énergie constitué des grandes entreprises concernées (Edf, Engie, To-
 37 tal énergie) permettant de sécuriser les réalisations, la production, la distribution, les
 38 investissements, les dépenses humaines et les moyens pour la recherche garantissant
 39 au pays le contrôle et la souveraineté du secteur. Le pays a besoin d'un service public
 40 national de l'énergie, efficace et démocratisé. Dans la décision et la gestion, les sala-
 41 riés, les usagers comme les collectivités locales seront associés.

42 L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humani-
 43 té, mais sa production est la principale responsable d'un dérèglement climatique
 44 lourd de dangers. Le PCF défend l'objectif de s'affranchir à terme des combustibles
 45 fossiles afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 en cohérence avec les enga-
 46 gements internationaux de la France, tout en répondant aux besoins individuels et
 47 industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts,
 48 en respectant l'environnement. Il est possible d'y parvenir par une production mas-
 49 sive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables comme
 50 le prévoit le « plan climat, Empreinte 2050 ».

1 Cela passera par un renouveau de l'industrie à la hauteur des besoins pour assurer
 2 d'une part le renouvellement du mix électrique avec un doublement de la production
 3 d'électricité d'ici 2050 mais aussi pour assurer la décarbonation et l'électrification
 4 des usages dans le transport, l'agriculture et le logement ainsi que la décarbonation de
 5 secteurs clés de l'industrie comme la chimie et la production d'acier. L'énergie et les
 6 ressources naturelles comme l'eau sont des biens communs à extraire en priorité des
 7 marchés en les plaçant sous contrôle public.

8 2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation 9 et du développement des capacités humaines

10 Le développement des services publics comme de l'appareil productif doivent être
 11 pensés comme deux dimensions d'une même stratégie de transformation sociale.
 12 Les services publics expriment les besoins collectifs de la société et orientent le
 13 développement.

14 Développer les transports publics implique de relancer une puissante industrie ferro-
 15 viaire, et les besoins industriels nécessitent des installations ferroviaires et portuaires.

16 Une politique ambitieuse de logement nécessite de mettre en place un grand plan
 17 logement en relançant massivement la construction et la rénovation thermique des
 18 logements, et de créer un véritable service public national du logement s'appuyant sur
 19 un pôle public financier et une maîtrise publique du foncier.

20 Une politique ambitieuse de santé publique appelle le développement d'une industrie
 21 pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public.

22 Ainsi, loin de s'opposer, services publics et production industrielle se renforcent mu-
 23 tuellement. Les services publics structurent les besoins sociaux et orientent la pla-
 24 nification démocratique du développement productif. Le capitalisme fait de tout
 25 un marché. Pour les communistes, c'est l'Humain d'abord contre le capital. À la re-
 26 cherche du profit et de l'extension des parts de marché, les communistes agissent
 27 pour la promotion des biens communs et le développement des capacités humaines
 28 vers une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique.

29 Le PCF souhaite mettre les biens communs sous contrôle public et augmenter la part
 30 des richesses dévolues à leur développement. Cela passe par les luttes et la recherche
 31 de coopérations à l'échelle européenne et internationale.

32 Conquêtes historiques, les services publics constituent de puissants leviers permet-
 33 tant de soustraire la satisfaction des besoins et des aspirations humaines à l'emprise
 34 du capital. Les communistes agissent localement et nationalement pour les préserver
 35 face aux attaques (austérité, marchandisation, fermetures et privatisations). La plani-
 36 fication démocratique du déploiement de services publics est une des conditions de
 37 leur efficacité. Les bénéficiaires des services publics comme celles et ceux qui les font
 38 vivre par leur travail doivent être impliqués au cœur d'institutions nouvelles locales
 39 ou nationales.

40 La bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits est priori-
 41 taire pour l'unité du monde du travail. Construire des solidarités, avoir accès près de
 42 chez soi à un bouquet de services publics, c'est essentiel pour rassembler le peuple de
 43 France. Le PCF défend l'égalité entre territoires aujourd'hui fracturés et confrontés à
 44 la métropolisation.

45 La planification territoriale, le renforcement des moyens alloués aux collectivités lo-
 46 cales et le redéploiement des services de l'État sont nécessaires pour lutter contre
 47 l'isolement. Cela passe par la lutte pour l'accessibilité universelle aux services publics
 48 et au renforcement du statut de la fonction publique.

49 Le PCF propose de garantir tout au long de la vie, comme droits fondamentaux, les
 50 droits à la santé, à l'éducation et à la formation, à la sécurité, à un environnement sain,

1 à un logement confortable, à la mobilité, à l'émancipation par le sport et la culture.
2 Les communistes défendent le rôle majeur du mouvement associatif et de l'éducation
3 populaire pour agir, pour s'organiser librement en complémentarité avec les services
4 publics.

5 Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI^e
6 siècle, répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 %, y com-
7 pris la perte d'autonomie, en lien avec le développement des services publics, reve-
8 nant à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau,
9 dès 60 ans à taux plein.

10 Les sauts technologiques numériques ouvrent de nouveaux possibles pour la promo-
11 tion d'une société des communs émancipatrice avec une cyber-révolution informa-
12 tionnelle libérant les capacités humaines. À rebours de l'entre-soi algorithmique or-
13 ganisé par les monopoles capitalistes, les communistes sont opposés au capitalisme
14 de plateforme dérégulé et aux logiques d'hypersurveillance. Ils veulent étendre la lo-
15 gique des services publics aux cyberspaces et promouvoir un numérique de la liberté
16 et du partage. Les potentialités numériques, celle de l'Intelligence artificielle en parti-
17 culier, doivent être mises au service de l'amélioration des services rendus aux usagers,
18 des conditions de travail et du vivre-ensemble.

19 Le monde de la recherche est traversé par des logiques contradictoires : entre mar-
20 chandisation et émancipation, entre contrôle et liberté. Face à cette tension, le PCF
21 défend une recherche française ambitieuse, libérée des financements précaires et des
22 objectifs court-termistes. Il s'agit de garantir des moyens pérennes, de valoriser les
23 statuts des chercheurs et des doctorants, et d'ouvrir ces métiers à toutes et tous, en
24 supprimant les barrières sociales et en renforçant un enseignement supérieur public
25 capable d'absorber la vague démographique des dix prochaines années.

26 De même, la création artistique et les institutions culturelles ne peuvent se soumettre
27 à des pressions idéologiques ou financières croissantes. En période de crise systé-
28 mique, il est vital d'élargir les horizons intellectuels par la diffusion des œuvres et
29 de protéger la liberté de création, de programmation et de diffusion tout en garan-
30 tissant aux artistes, autrices et auteurs une continuité de revenus quel que soit leur
31 discipline.

32 Face à ces grands défis nationaux et mondiaux à relever, la conquête d'une école
33 commune pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire, réellement gratuite, est
34 une priorité. Pour avoir la jeunesse la mieux formée, le PCF veut élever le niveau de
35 connaissance de toute la jeunesse. Pour cela il propose d'augmenter le temps scolaire,
36 de reconquérir le temps d'enseignement confisqués depuis plus de quinze ans, pour
37 l'enseignement d'une culture commune de haut niveau de renforcer le service public
38 de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de développer la recherche
39 publique et de transformer l'éducation. À l'heure de la généralisation des réseaux so-
40 ciaux et des intelligences artificielles génératives, une politique d'éducation à l'image
41 et au numérique est indispensable pour construire une société fondée sur l'esprit cri-
42 tique et libérer la créativité. Il faut former des citoyens en capacité d'exercer leur libre
43 arbitre dans un monde de plus en plus complexe.

44 Dans le monde entier, en France, la droite et l'extrême droite s'attaquent aux journa-
45 listes, aux scientifiques, aux artistes. Ils et elles doivent se savoir sous la protection de
46 la nation tout entière parce que la libre circulation des arts, des savoirs et des idées
47 est une condition nécessaire à toute société démocratique consciente, pour l'émanci-
48 pation personnelle comme pour faire société commune. Le PCF défend les finance-
49 ments publics contre les monopoles privés qui cherchent à coloniser les imaginaires.

PARTIE III

Le parti en action

1
2
3 Force militante révolutionnaire, le PCF fait sa priorité de l'émancipation de cha-
4 cune et chacun, condition de l'émancipation de toutes et tous. Il met chaque adhé-
5 rente, chaque adhérent en capacité de contribuer au débat, à la décision, à l'action.
6 Il s'adresse largement à l'ensemble du peuple de France, et en particulier aux travail-
7 leurs, avec un projet clair, identifiable et compréhensible, de nature à mettre en échec
8 la droite et l'extrême droite, à faire grandir la conscience de classe dans le pays, à faire
9 reculer les puissances d'argent. Il déploie sa force militante dans l'action politique,
10 dans les luttes sociales, dans les batailles électorales d'un même mouvement.

11 3.1. Les batailles électorales de 2027

12 Les élections municipales de mars 2026 ont mis en lumière les tendances lourdes de
13 la situation française. L'abstention sans précédent pour un scrutin de ce type a mon-
14 tré qu'une large partie du peuple se sent abandonné et ne trouvait pas de réponses à
15 ses attentes de changements profonds. Dans le cadre d'un rapport de force électoral
16 globalement défavorable aux forces progressistes, les succès de l'extrême droite en
17 nombre de villes conquises et d'élus, ainsi que l'influence croissante qu'elle exerce dé-
18 sormais sur de très larges secteurs de la droite traditionnelle, ont confirmé la menace
19 qu'elle représente désormais pour la République.

20 La gauche a globalement résisté, ce qui atteste que rien n'est joué à l'avenir. Mais
21 sa crise de perspectives s'est également confirmée. Les logiques sociales-libérales
22 s'exprimant de nouveau avec force en son sein, ont conduit à de nouveaux reculs
23 significatifs du Parti socialiste. De même, les échecs enregistrés par Les Écologistes
24 dans des villes qu'ils avaient conquises en 2020 ont marqué que ce courant ne par-
25 vient pas à répondre aux préoccupations environnementales dès lors qu'il se dérobe
26 à la mise en cause d'un capitalisme menaçant l'avenir de l'humanité. Quant à La
27 France insoumise, si elle a remporté une dizaine de municipalités importantes en
28 captant le désir de radicalité d'une fraction de la jeunesse et des quartiers popu-
29 laires, elle a également démontré que sa politique et ses pratiques hypothéquaient le
30 rassemblement de majorités populaires au service de politiques progressistes : non
31 seulement les fusions réalisées avec elle dans l'entre-deux tours n'auront générale-
32 ment pas permis d'initier des dynamiques de victoire, mais ses listes seront parfois
33 allées jusqu'à faire chuter délibérément des municipalités sortantes de gauche dont
34 certaines à direction communiste, comme à Vénissieux.

35 Le PCF, qui avait fortement contribué à la formation de listes de large rassemble-
36 ment dans tout le pays, a conservé et remporté plusieurs centaines de villes à l'occa-
37 sion des premier et second tour, à commencer par la conquête de Nîmes. En dépit
38 des échecs enregistrés dans un contexte globalement difficile pour la gauche, cela
39 démontre l'atout que représentent les élus communistes pour le monde du travail
40 comme pour la gauche, et l'espace qu'il revient au parti d'occuper en portant son
41 projet propre et en le mettant à disposition des rassemblements sociaux et poli-
42 tiques répondant véritablement aux attentes populaires.

43 À la suite de ces municipales, les élections présidentielle et législatives de 2027 s'an-
44 noncent comme un rendez-vous politique déterminant pour l'avenir du pays. Le pire
45 comme le meilleur sont possibles. Et les communistes souhaitent le meilleur pour le
46 pays et pour la République.

1 La France est fracturée et elle subit un déclassement important à tous les niveaux. Le
2 monde du travail n'a jamais été autant divisé. Des territoires entiers sont abandon-
3 nés. Et la militarisation de l'économie imposée par le gouvernement provoque des
4 souffrances supplémentaires dans tout le pays. C'est aussi le ressort d'un vote d'ex-
5 trême droite de plus en plus important. Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Bâtir
6 une France heureuse et indépendante en mettant au cœur du projet communiste, le
7 travail, la paix, la République démocratique, sociale et laïque, c'est possible. Les com-
8 munistes veulent consacrer toute leur énergie à permettre une tout autre issue : de
9 nouveaux jours heureux pour la France.

10 Le PCF, ses députés, ses sénateurs, ses milliers d'élus locaux sont en responsabilité
11 partout dans le pays. Ils représentent une force importante avec un projet politique
12 global qui revendique toujours son aptitude, son ambition et sa légitimité à gouverner
13 pour la France, pour le peuple.

14 C'est pourquoi le PCF est légitime et crédible pour proposer aux Françaises et aux
15 Français un pacte pour le redressement social, écologique et démocratique de la
16 France. Un pacte qui replace au centre du débat public le travail et l'emploi, la justice
17 sociale et l'égalité réelle, la souveraineté populaire et la refondation de la République,
18 l'édification d'un nouvel ordre du monde fondé sur la paix et la coopération entre
19 les peuples. Il s'agit de réparer la France et de faire reculer toutes les fractures, entre
20 les citoyens, entre les territoires. L'essentiel est aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux es-
21 poirs, de manière claire, utile, crédible et audible pour toutes celles et tous ceux qui
22 cherchent des réponses, sans pour le moment les trouver.

23 Les grandes avancées dont a besoin le peuple se feront sur la base d'une conscience de
24 classe retrouvée, dans les luttes, avec les communistes, leur projet révolutionnaire et
25 leurs capacités d'organisation. Ce qui suppose que le PCF soit présent dans toutes les
26 batailles sociales et dans toutes les batailles électorales.

27 Les communistes entendent, dès lors, engager toutes leurs forces au service du ras-
28 semblement majoritaire du peuple de France, autour d'une politique de classe seule
29 à même de reconquérir le monde du travail. Plus que jamais, ils considèrent qu'il n'y
30 aura pas de victoire possible et durable sans que la gauche retrouve un enracinement
31 parmi celles et ceux qui subissent au quotidien exploitation et aliénation sociales,
32 sans que se reconstruise la conscience de classe, sans que le grand nombre retrouve
33 confiance en la force qu'il représente et sans que la puissance de sa mobilisation
34 vienne renverser le rapport des forces.

35 Le PCF veut incarner cet espoir, avec sincérité, avec honnêteté, avec un projet construit
36 avec les citoyens, avec le monde du travail, avec la jeunesse. Il veut le faire avec le
37 peuple et pour le peuple. Il entend offrir une perspective politique dans le respect du
38 dialogue républicain, sans outrance, sans brutaliser le débat, sans invective. Seule une
39 très large union du peuple de France avec une nouvelle dynamique de rassemblement
40 peut lever l'hypothèque de l'extrême droite sur l'avenir.

41 Dans ce cadre, comme cela a été fait lors de l'échéance de 2022 et fort de cette expé-
42 rience, le 40^e congrès propose aux communistes de prendre toute leur place lors de la
43 prochaine élection présidentielle et de mettre en débat, dès le lendemain du congrès,
44 ses propositions avec les citoyennes et les citoyens, avec le monde du travail, de la
45 culture et de la création, avec les forces de gauche et écologistes, avec les militants
46 syndicaux et associatifs. Les communistes sont donc en campagne dès aujourd'hui.

47 Dans le prolongement des choix faits au 38^e et 39^e congrès, à la suite des décisions
48 de la conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France
49 comme pour la gauche, les communistes considèrent avoir toute légitimité pour por-
50 ter une candidature de rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présiden-
51 tielle comme pour l'ensemble des scrutins locaux et nationaux du pays.

52 À la suite de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles
53 aussi un enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le

1 scrutin présidentiel, c'est la configuration de l'Assemblée nationale qui déterminera
 2 en dernière analyse la majorité politique du pays.
 3 Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales
 4 de 2026, c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription
 5 qu'il sera possible de faire barrage à l'extrême droite et aux forces de droite sous son
 6 influence.

7 Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges,
 8 afin de faire élire le plus grand nombre possible de députés de gauche, et parmi eux
 9 de députés communistes engagés aux côtés du monde du travail et des catégories
 10 populaires. Ces rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde
 11 du travail, défendre le développement des services publics, porter une politique de
 12 reconquête industrielle, exiger la démocratie dans le cadre d'une République débar-
 13 rassée du présidentialisme.

14 Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF engagera les discussions nécessaires
 15 avec le reste de la gauche afin de déterminer, dans toutes les circonscriptions me-
 16 nacées d'un succès de l'extrême droite ou de ses alliés, les candidatures disposant
 17 de la meilleure implantation et de la meilleure représentativité pour l'emporter. Ces
 18 campagnes ne pourront exister qu'avec la mobilisation des militants et militantes. Le
 19 PCF s'appuiera sur ces expériences et ces expertises militantes pour développer ses
 20 structures et s'attachera à les renforcer entre chaque élection.

21 Ancrés dans l'histoire politique et sociale du pays et tournés vers l'avenir, les commu-
 22 nistes revendiquent fièrement leur objectif collectif : conquérir le pouvoir pour recons-
 23 truire la France et la République, pour sortir du capitalisme et s'engager vers une so-
 24 ciété démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le
 25 communisme.

26 Quelles que soient les difficultés du moment, c'est ce nouveau chemin qui doit s'ou-
 27 vrir, grâce à l'engagement de toutes celles et tous ceux qui partagent la même volonté.

28 **3.2. Du 39^e au 40^e congrès, l'organisation des communistes**

29 Le dernier congrès, convaincu de la nécessité de se renforcer et de se structurer, s'était
 30 conclu sur des objectifs ambitieux en matière d'organisation, plusieurs enjeux ma-
 31 jeurs étaient ciblés du renforcement en nombre d'adhérents jusqu'à la création de
 32 cellules en passant par la nécessité de renforcer la structuration du PCF dans les lieux
 33 de travail et les quartiers populaires ou encore en favorisant l'adhésion de femmes et
 34 le travail avec le MJCF.

35 Dès lors que les communistes font de leurs campagnes un outil au service du ren-
 36 forcement de leur organisation en allant à la rencontre du monde du travail, de la
 37 jeunesse et des quartiers populaires, cela se traduit par des adhésions. C'est un point
 38 d'appui majeur pour l'avenir, qui encourage à poursuivre des campagnes structu-
 39 rantes comme celle lancée autour de la défense de l'industrie et des services publics.
 40 Dans plusieurs endroits, cela a permis de constituer des cellules ou des embryons de
 41 groupes militants qui se retrouvent régulièrement et pourront, demain, former des
 42 cellules actives du parti en particulier dans les entreprises et les quartiers populaires.

43 La structuration du PCF demeure un enjeu majeur des années à venir, si dans certaines
 44 sections l'objectif d'une structuration en cellule pour être au plus près de la vie des ad-
 45 hérents est une réalité qui fait ses preuves y compris en termes de renforcement. Cela
 46 démontre le besoin de poursuivre ce travail de renforcement en direction des lieux de
 47 travail et de la jeunesse pour impulser une nouvelle dynamique dans ces fédérations.
 48 Cela passe par un travail fin sur les fichiers d'adhérents, par une politique de cadres qui
 49 permettent d'accompagner ces structures, par une politique de formation renforcée.

50 Le secteur formation a développé ses actions notamment auprès des cadres dans
 51 les stages cadres régionaux. Il est nécessaire d'analyser les résultats de ces stages. De

1 même, le PCF s'est fixé l'objectif d'atteindre la parité parmi ses premiers respon-
 2 sables de sections et de fédérations. Ce n'est pas encore le cas. En revanche, l'or-
 3 ganisation d'une assemblée des femmes annuelles a démontré que les militantes
 4 voulaient poursuivre et accélérer ce processus de féminisation du parti. Il faut main-
 5 tenant passer à la concrétisation de cet engagement par la prise de responsabilités.

6 La campagne d'adhésions lancée au dernier congrès donne lieu à des résultats très
 7 inégaux. Si l'objectif national n'est pas atteint, un certain nombre de fédérations
 8 ont rempli et dépassé leur objectif départemental. Cela implique de réfléchir aux
 9 gestes d'organisation selon les territoires. Il importe de poursuivre le travail de lien
 10 régulier avec les fédérations comme cela a été fait avec la mise en place de suivi
 11 départementaux et la mise en place de "La Vie en Rouge" qui a donné à tous les
 12 cadres de l'organisation des informations régulières sur le matériel disponible, le
 13 calendrier, les objectifs du parti.

14 Les 38^e et 39^e congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti
 15 pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, il
 16 faut transformer l'essai dans les années à venir.

17 **3.3. Les communistes au cœur de la société**

18 L'organisation et l'activité du parti doivent être pensées à partir de l'ambition de
 19 transformation révolutionnaire de la société que portent les communistes. Cette
 20 transformation se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail
 21 et dans la construction de rapports de force, tant dans la société que dans les ins-
 22 titutions, permettant d'arracher des conquêtes sociales. Ces luttes constituent en
 23 elles-mêmes des objectifs de structuration du parti, en permettant de renforcer son
 24 implantation, de développer l'engagement militant et de faire grandir le nombre de
 25 communistes.

26 Les statuts du PCF ont été refondés lors de son 39^e congrès. Le rôle des directions,
 27 l'impulsion de l'activité et l'articulation entre chacune d'elles ont été réaffirmés et
 28 constituent des outils pour les communistes afin de structurer le parti en direction
 29 des entreprises et des lieux de vie. Ce texte d'orientation ne revient pas sur le fonc-
 30 tionnement du parti, mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux am-
 31 bitions du PCF. Plusieurs conseils nationaux doivent être consacrés à ces questions
 32 d'organisation afin d'établir des bilans réguliers (des campagnes et des collectifs de
 33 travail) et de réfléchir aux perspectives, notamment un d'ici la fin d'année 2026.

34 Cette dynamique organisationnelle, ancrée dans les territoires et les luttes quoti-
 35 diennes, s'attache à garantir une place centrale aux militantes et à l'égalité réelle
 36 entre les femmes et les hommes, tant dans la représentation que dans l'action.

37 **3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules**

38 Les cellules existantes, comme celles qu'il reste à créer, doivent constituer un point
 39 d'appui central des combats communistes au sein des bassins de vie et d'emplois.
 40 Elles permettent de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, di-
 41 verses et spécifiques, tout en portant les enjeux des luttes nationales. La cellule de
 42 quartier, de lieu de travail ou de lieu de vie demeure l'échelon essentiel de l'orga-
 43 nisation communiste : celle qui permet une vie politique régulière, une activité de
 44 terrain ancrée dans les aspirations populaires, ainsi que l'exercice de responsabilités
 45 militantes partagées.

46 D'ici au prochain congrès, chaque section doit identifier au minimum un lieu
 47 d'activité militante pour s'y rendre de manière récurrente. Cette démarche doit
 48 permettre de faire émerger partout des embryons de cellules, de renforcer l'im-
 49 plantation communiste dans les territoires et de réactiver des dynamiques mili-
 50 tantes dans l'ensemble des sections.

1 Dans chaque démarche d'implantation, de création ou de réactivation de cellule et
 2 de renforcement des sections, une attention particulière est portée à l'identifica-
 3 tion de nouvelles responsables femmes. Ces militantes sont encouragées à s'engager
 4 dans les parcours de formation proposés, afin de favoriser leur prise de responsabi-
 5 lité. Dans cette perspective, les cellules, sections et fédérations sont également invi-
 6 tées à adapter leurs modalités de fonctionnement aux disponibilités et contraintes
 7 des militantes, afin de permettre un engagement durable. Cette démarche doit
 8 permettre une féminisation effective des instances de direction, à l'échelon locale,
 9 fédérale et nationale.

10 **3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles**

11 Afin de planifier l'activité militante, d'allier objectifs politiques et organisationnels
 12 et d'avoir une cohérence dans les actions militantes, le PCF déploie deux campagnes
 13 nationales structurantes :

14 ✕ Campagne pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public

15 ✕ Campagne pour la paix et l'autodétermination des peuples

16 Ces campagnes seront directement animées par la direction nationale et leur man-
 17 dat sera régulièrement renouvelé lors des réunions du conseil national. L'objectif
 18 est de donner aux cellules et aux sections les outils nécessaires afin de passer des
 19 caps de structuration. Celles-ci offrent un cadre politique pour la diffusion des idées
 20 communistes, pour le déploiement de l'activité quotidienne des militantes et mili-
 21 tants, et pour leur formation, permettant aux fédérations de :

22 ✕ concentrer leurs forces dans les lieux qui rassemblent un nombre important de
 23 travailleuses et travailleurs et où les antagonismes de classe sont particulièrement
 24 forts ;

25 ✕ construire une présence quotidienne et durable au cœur des réalités sociales et
 26 politiques ;

27 ✕ créer un maillage territorial permettant d'être plus efficaces, mieux structurés, et
 28 d'engager le travail de massification du PCF ;

29 ✕ déployer un ensemble de gestes militants quotidiens et ambitieux adossés à une
 30 politique de formation adaptée aux besoins.

31 En partant d'un mot d'ordre accessible et fédérateur, qui remet en cause les logiques
 32 capitalistes et impérialistes, ces campagnes relient le projet communiste de trans-
 33 formation révolutionnaire de la société aux réalités vécues par les travailleurs et les
 34 travailleuses. Ce mot d'ordre peut être décliné en revendications locales, en fonc-
 35 tion des lieux dans lesquels les sections et cellules souhaitent s'implanter : entre-
 36 prises, services publics, lieux de vie et de sociabilité.

37 Face à la prégnance des discours populistes, elles inscrivent l'action des communistes
 38 dans la durée, au-delà de leur seule participation aux échéances électorales et de la
 39 simple réaction à l'actualité. Elles doivent offrir une réponse politique au sentiment
 40 de déclassement qui traverse la société, avec des objectifs organisationnels clairs :
 41 massifier le PCF, créer des cellules et reconstruire un maillage militant au plus près
 42 des réalités sociales.

43 Pour être efficaces, ces campagnes doivent s'appuyer sur des contributions poli-
 44 tiques, des calendriers et des plans d'action à tous les échelons. Elles doivent éga-
 45 lement être systématiquement structurées et organisées par une "coordination de
 46 campagne" au plan national et par des référents au plan fédéral. Le conseil national
 47 du PCF dotera ainsi les fédérations d'outils permettant de planifier l'activité dans la
 48 durée et d'en garantir la continuité. À l'initiative des militants et en considérant les
 49 réalités locales, elles pourront être déclinées, approfondies et adaptées.

1 Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public

2 Le PCF mène une campagne pour une nouvelle industrialisation et de meilleurs
 3 services publics en lien avec le plan climat : pour défendre l'emploi, reconstruire
 4 les forces productives du pays, garantir les droits sociaux et ouvrir une perspective
 5 de transformation économique et écologique. Cette campagne doit être déclinée
 6 localement. Ce sont les batailles locales qui créent son ancrage territorial dans cha-
 7 cune des cellules, sections et fédérations du PCF. Chacune des initiatives prises
 8 par les fédérations participent à sa dynamique et peuvent être valorisées à tous les
 9 échelons. La visibilisation des luttes des femmes, en particulier dans les secteurs
 10 singulièrement féminisés, doit y être centrale et doit tenir compte des réalités des
 11 métiers et des postes qu'elles occupent, ainsi que de leur place dans la lutte pour leur
 12 émancipation.

13 Pour la paix et l'autodétermination des peuples

14 Le PCF mène campagne pour construire la solidarité internationale, pour porter
 15 l'exigence d'une France s'engageant dans une politique de paix et de respect du
 16 droit international, et pour soutenir l'autodétermination des peuples.

17 Cette campagne se décline en plusieurs axes :

18 ✘Le PCF poursuit le travail de construction d'un mouvement large et rassembleur
 19 de solidarité avec le peuple palestinien, et pour la mise en place d'un État de Pa-
 20 lestine pleinement souverain aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des frontières
 21 de 1967. Des victoires restent à conquérir, que ce soit la concrétisation de la recon-
 22 naissance de l'État de Palestine par la France et la libération des prisonniers po-
 23 litiques palestiniens, dont celle de Marwan Barghouti. Pour cela, le PCF renforce
 24 la construction de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien,
 25 construite avec l'OLP, et annoncée le 4 juin 2025. Il faut suspendre l'accord d'as-
 26 sociation entre l'Union européenne et Israël.

27 ✘Le PCF renforce la solidarité avec Cuba face au blocus criminel imposé par les
 28 États-Unis et travaille à rendre plus visible le travail de solidarité concrète engagé
 29 depuis le dernier congrès.

30 ✘Le PCF travaille à lancer, en coordination avec ses partenaires européens et inter-
 31 nationaux, un appel mondial pour la paix, le droit international et la démocratie,
 32 pour une nouvelle conférence de San Francisco remettant l'ONU au centre des
 33 relations internationales.

34 ✘Le PCF poursuit et renforce sa politique de reconstruction des relations de dia-
 35 logue avec les partis communistes et progressistes à l'échelle internationale : à tra-
 36 vers les relations bilatérales, les cadres inter-partisans européens (comme le PGE)
 37 et internationaux (comme la conférence des partis communistes et ouvriers) en
 38 prolongement de la conférence internationale pour la paix de mai 2024 et de la
 39 conférence des partis communistes européens de mai 2025.

40 ✘Le PCF se donne pour objectif de reconquérir sa représentation au Parlement eu-
 41 ropéen en 2029.

42 3.3.3. Repenser le rôle des directions

43 Au-delà des statuts du PCF définissant le rôle de ses directions, ce congrès doit être
 44 l'occasion pour chacune des directions de repenser son activité, son fonctionne-
 45 ment et son organisation.

46 Les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concer-
 47 nant l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes,
 48 dans le respect des orientations nationales fixées par le congrès, le conseil national

1 et le comité exécutif national. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre
 2 toutes et tous et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.
 3 Le rôle des communistes n'est pas de valider des décisions préalablement prises par
 4 telle ou telle direction, mais de participer au débat collectif qui fonde les décisions
 5 majoritaires. Le respect de la diversité des points de vue permet l'enrichissement
 6 de la réflexion, du débat et de la construction de la position majoritaire. Une fois le
 7 débat tranché, l'ensemble des communistes respectent la décision collective.

8 Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être repré-
 9 sentatives de la diversité des adhérentes et adhérents, tant sociale que profession-
 10 nelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs.

11 Les directions de cellule ou de section ont en charge d'animer la vie de leur struc-
 12 ture, afin de développer l'intervention et les initiatives des communistes, en lien
 13 avec les enjeux nationaux et locaux, et de favoriser l'intervention des citoyennes et
 14 des citoyens dans les débats, les luttes et les processus de décision.

15 Les directions fédérales accompagnent les sections dans l'activité militante comme
 16 dans la déclinaison et l'animation des campagnes nationales. Un suivi des sections
 17 doit être mis en place par les fédérations afin de veiller au lien politique et organisa-
 18 tionnel. En complément des campagnes nationales et en cohérence avec les orien-
 19 tations du parti, les directions fédérales peuvent aussi impulser des campagnes fé-
 20 dérales si elles le jugent nécessaire.

21 Le conseil national constitue la direction du parti. C'est un lieu de décision, d'élabo-
 22 ration, de coordination et d'impulsion politique. Il contribue à mettre en œuvre les
 23 orientations en lien avec les fédérations, les sections, les cellules et les réalités de la
 24 société et des luttes. Il doit être un lieu de travail collectif permettant l'élaboration,
 25 le suivi et la mise en œuvre des décisions, mais aussi leur mise en débat à partir des
 26 expériences militantes et des interventions des communistes. Cela suppose un va-
 27 et-vient permanent entre les réalités militantes de terrain et l'analyse politique na-
 28 tionale. Les commissions tirent leur mandat et leur légitimité du conseil national ;
 29 à ce titre, elles ont la responsabilité de lui rendre compte régulièrement de l'avancée
 30 de leurs travaux et de contribuer à l'élaboration collective des orientations dans le
 31 respect des décisions de congrès.

32 L'expérience du dernier mandat invite à renforcer l'implication effective de chacun
 33 des membres du conseil national, afin d'en faire un véritable lieu de réflexion stra-
 34 tégique, d'impulsion politique et de lien entre les différents échelons. La réduction
 35 du nombre de membre du CN peut être envisagée afin de gagner en efficacité. Le
 36 conseil national contribue à mettre à disposition des fédérations les outils néces-
 37 saires à leur activité, mais aussi à nourrir le débat politique, à favoriser les initiatives
 38 et à soutenir l'intervention des communistes dans les luttes et dans la société.

39 **3.3.4. Valoriser le lien aux élus**

40 À l'issue de ces élections municipales, le PCF reste la troisième force politique en
 41 nombre d'élus. Cette position démontre l'ancrage local et territorial du Parti com-
 42 muniste. Chaque élu constitue un point d'appui pour lui permettre de rayonner, de
 43 s'ancrer dans les luttes, d'en être le porte-voix et de mener des actions concrètes au
 44 service des populations.

45 Les élus communistes et républicains travaillent, dans la diversité de leurs territoires
 46 et de leurs champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes en
 47 faveur d'une égalité réelle, de plus de justice sociale et d'une écologie populaire.
 48 Leur apport singulier constitue un point d'appui pour les populations, tout autant
 49 que pour les communistes.

50 Afin d'accroître son influence et de permettre d'amplifier l'action concrète et utile
 51 de ses élus, le PCF œuvre, à chaque élection, au renforcement du nombre d'élus

1 locaux. Les directions doivent également travailler à renforcer les liens réguliers
 2 entre les élus communistes et apparentés et les adhérents, à coordonner des ba-
 3 tailles communes dans le pays et dans les assemblées élues, ainsi que les liens entre
 4 les luttes menées par les élus et les campagnes du parti.

5 **3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF**

6 Les jeunes générations sont de plus en plus confrontées aux effets du capitalisme.
 7 Si les mécanismes d'exploitation qui les frappent relèvent des mêmes logiques que
 8 pour l'ensemble du monde du travail, ils prennent des formes spécifiques : stages mal
 9 ou non rémunérés, services civiques, contrats d'apprentissage et contrats courts. La
 10 sélection sociale instaurée par des dispositifs tels que Parcoursup et MonMaster, et
 11 la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche participent également à la
 12 reproduction de ces inégalités. Comme toutes les générations, la jeunesse est traver-
 13 sée par de profonds antagonismes de classe : les conditions d'accès à la formation, à
 14 l'emploi et à l'autonomie sont fortement déterminées par l'origine sociale, le niveau
 15 de diplôme ou encore le territoire.

16 Dès lors, la faiblesse de l'engagement au sein des organisations politiques chez les
 17 jeunes constitue un défi majeur. Alors même qu'ils subissent plus durement l'ex-
 18 ploitation, beaucoup demeurent éloignés des organisations politiques. Si une partie
 19 de la jeunesse est prête à s'engager ponctuellement pour des combats antiracistes,
 20 féministes, ou pour le climat, il existe une partie grandissante des jeunes séduits par
 21 les idées de l'extrême droite. Dans ce contexte, le Mouvement jeunes communistes
 22 de France (MJCF) et sa branche étudiante, l'Union des étudiants communistes
 23 (UEC) ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de leurs réalités quoti-
 24 diennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec les enjeux du
 25 combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.

26 L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix straté-
 27 gique pour les communistes. Elle permet de développer des formes d'organisation,
 28 une campagne et des mots d'ordre adaptés aux réalités des jeunes afin de les gagner
 29 aux idées du communisme. Cette indépendance s'inscrit dans un lien politique
 30 étroit avec le PCF, qui travaille en complémentarité avec le MJCF et l'UEC à tous les
 31 échelons, et œuvre à renforcer leur structuration afin de développer la conscience
 32 de classe dans la jeunesse et de préparer les combats pour la transformation de la
 33 société.

34 **3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants**

35 Face à la montée de l'extrême droite, au matraquage idéologique et à la violence des
 36 affrontements politiques, le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de
 37 s'appropriier l'histoire du parti, les orientations stratégiques et les théories marxistes
 38 pour les mettre au service de l'action militante quotidienne. Il s'agit de former des
 39 animateurs politiques, rompus à l'impulsion collective, à la bataille financière et à
 40 la transmission des gestes militants, afin de renforcer chaque structure locale et na-
 41 tionale. Cette exigence est d'autant plus cruciale que le PCF a toujours été un espace
 42 d'émancipation collective, un intellectuel collectif, offrant une formation politique
 43 à celles et ceux qui doivent affronter l'idéologie dominante. La situation politique
 44 nationale et internationale impose donc de faire de la formation des cadres une
 45 priorité absolue, pour faire émerger, d'ici le prochain congrès, une nouvelle géné-
 46 ration de communistes armés pour les combats de demain. Pour ce faire, le conseil
 47 national organisera plusieurs débats en son sein afin de répondre à cet objectif.

48 Un nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents bénéficie de stages de forma-
 49 tion, tant au niveau des sections qu'à l'échelon national. Le réseau de formateurs
 50 et formatrices s'est considérablement élargi. Il devra encore être renforcé afin de

1 répondre à l'objectif d'organiser des stages de formation dans l'ensemble des fédé-
 2 rations. Parallèlement au développement des formations locales, le PCF poursuivra
 3 la structuration de parcours de formation visant à accompagner au mieux chaque
 4 adhérent et futur cadre dans l'exercice de ses responsabilités. Ces parcours per-
 5 mettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de
 6 l'engagement militant. À ces parcours seront adossées des formations spécifiques
 7 destinées aux directions. Les stages cadres nationaux se poursuivront. Les stagiaires
 8 seront choisis conjointement par les fédérations et la "Vie du Parti" afin d'harmoni-
 9 ser les profils présents à ces stages et de proposer des contenus en adéquation avec
 10 les besoins identifiés.

11 L'ambition de conquête des pouvoirs et les objectifs politiques fixés rendent indis-
 12 pensable la mise en œuvre d'une politique des cadres et d'une politique de forma-
 13 tion volontaristes. La structuration d'un véritable "secteur cadres" doit être mise en
 14 œuvre au plus vite afin de réaliser les objectifs fixés par les statuts : "être à l'image
 15 de la composition de la société et du monde du travail à tous les niveaux de res-
 16 ponsabilités et œuvrer à la promotion de responsables issus du monde du travail
 17 et de la création, du monde syndical et associatif, dans toute leur diversité, au ra-
 18 jeunissement et à la féminisation du parti". La politique des cadres correspond
 19 aux efforts conduits par les directions fédérales et nationales pour accompagner
 20 les dirigeantes et dirigeants communistes dans l'exercice de leurs responsabilités,
 21 anticiper et impulser les renouvellements de direction, accompagner les militantes
 22 et militants appelés à exercer des responsabilités et répondre aux besoins du parti.
 23 L'accompagnement des élus communistes est assuré par la Coopérative des Élu-e-s
 24 Communistes, Républicain-e-s et Citoyen-ne-s. Le choix des candidates et candidats
 25 relève des élus, des fédérations, des sections, et du "secteur élections", avec l'appui
 26 de la "Vie du parti".

27 3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux

28 Le renforcement du PCF suppose de mettre pleinement ses moyens au niveau de
 29 ses ambitions politiques. Il s'agit de conforter l'action de tous les niveaux d'organi-
 30 sation du parti (des cellules et sections, aux fédérations jusqu'au Conseil national),
 31 de porter les campagnes nationales et locales, de développer nos capacités d'analyse
 32 et de propositions, de participer de façon autonome à toutes les batailles électorales.
 33 La question des moyens doit constituer une responsabilité collective des instances
 34 comme des adhérentes et adhérents. Les solidarités financières sont essentielles à
 35 la vie du parti sur tout le territoire.

36 Cette ambition de renforcement des moyens du PCF repose sur la singularité de
 37 son financement : populaire et militant. La cotisation - premier devoir de tout ad-
 38 hérant, fixée statutairement à un minimum de 1 % du revenu - les souscriptions,
 39 le reversement des indemnités des élus en constituent le socle et l'originalité. Leur
 40 développement suppose que les directions, à tous les niveaux, s'en saisissent. La
 41 bataille de la cotisation, de son versement régulier et au bon niveau, est une des
 42 priorités de l'ensemble des directions. Le reversement systématique des indemnités
 43 des élus, aux divers niveaux de l'organisation selon les principes fixés par les statuts,
 44 doit traduire l'une des singularités du parti : refuser tout enrichissement comme
 45 tout appauvrissement des candidats désignés par les adhérents puis élus par les po-
 46 pulations, afin d'assumer pleinement l'engagement que représente la fonction d'élus
 47 communiste ou apparenté.

48 Dans un contexte politique marqué par la progression de l'extrême droite, protéger
 49 et consolider les moyens patrimoniaux, humains et financiers du parti est égale-
 50 ment essentiel. Cela suppose de s'adapter aux évolutions de la législation sur le fi-
 51 nancement de la vie politique, avec rigueur et créativité. Cela nécessite également
 52 de faire évoluer les pratiques concernant le patrimoine pour qu'il n'ampute pas les

1 moyens politiques du parti. L'usage des moyens doit ainsi répondre à une priorité :
 2 permettre au PCF d'intervenir massivement dans la bataille idéologique et dans les
 3 luttes, favoriser le militantisme efficace de tous les communistes.

4 **3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique**

5 Depuis le 38^e congrès, le PCF a renouvelé sa charte graphique et développé de nou-
 6 velles pratiques de communication. La participation aux échéances électorales na-
 7 tionales a contribué à renforcer la visibilité des propositions et des candidatures
 8 communistes. La communication nationale s'est donc considérablement amélio-
 9 rée. La prochaine étape doit permettre la déclinaison locale de ces avancées. D'ici
 10 au prochain congrès, un travail d'harmonisation et de cohérence devra être mené
 11 afin de mieux articuler les campagnes nationales avec les initiatives locales et de
 12 valoriser davantage l'action des élus et des cadres du parti. Il faudra également
 13 atteindre une plus grande accessibilité de l'ensemble des contenus militants (site
 14 Internet, réseaux sociaux, initiatives, tracts...) aux personnes handicapées. La visi-
 15 bilité des directions et de leurs porte-parole, doit également être renforcée dans le
 16 respect de la parité et de la représentation des personnes handicapées. L'émergence
 17 de dirigeantes et dirigeants identifiés dans les grandes régions permettra de mieux
 18 diffuser les idées communistes au plus près des réalités territoriales, de renforcer
 19 la réactivité dans les combats locaux, et de mieux organiser les interventions pu-
 20 bliques du parti.

21 Une telle ambition implique enfin une transformation en profondeur de l'organi-
 22 sation : professionnaliser la communication, développer le numérique, former les
 23 militants, structurer des compétences. Autrement dit, faire de la communication
 24 non plus un simple outil, mais un levier stratégique à part entière.

25 Le congrès donne mandat au conseil national pour réfléchir aux nouvelles formes
 26 et techniques de communication et à la manière dont le PCF peut se les approprier
 27 dans toutes ses campagnes et à tous les échelons.

28 **3.3.9. Développer nos médias et nos revues**

29 *L'Humanité* est un bien commun. Entre les communistes, leur journal et leur Fête
 30 s'est construit un lien particulier, fait d'attachement profond, de soutien financier
 31 et d'attentes fortes. *L'Humanité* et l'ensemble de ses supports doivent être des ou-
 32 tils pour aller à la rencontre de la population lors des diffusions militantes. Cela
 33 suppose un renforcement du dialogue entre communistes, équipe de rédaction et
 34 direction du journal.

35 Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes,
 36 les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien *La Marseillaise*, sont des précieux
 37 points d'appui pour faire rayonner les idées communistes dans la proximité, alors
 38 que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les déve-
 39 lopper, en papier comme en numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, le PCF
 40 engagera la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

41 L'objectif est de faire de chaque communiste un lecteur et un acteur de la diffusion
 42 du journal, de leur permettre de s'en nourrir, de les aider dans leurs combats et leurs
 43 analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

44 De même, les revues du parti et les revues amies, outils irremplaçables de forma-
 45 tion, de réflexion et de mobilisation, doivent être défendues, développées et diffu-
 46 sées massivement. Elles constituent des espaces de résistance intellectuelle et de
 47 contre-pouvoir. Elles sont des leviers pour approfondir l'analyse marxiste, enrichir
 48 les débats stratégiques et renforcer l'unité d'action des communistes.

**LES TEXTES ALTERNATIFS
AU PROJET DE BASE COMMUNE
DU CONSEIL NATIONAL**

Pour battre l'extrême droite et ouvrir l'espoir

Communistes à l'offensive

TEXTE ALTERNATIF AU PROJET DE BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL

RÉSUMÉ

Nous vivons un moment de basculement historique mondial, et nous entrons dans une année politique décisive pour l'avenir de la France. **Dans ce moment charnière, les forces du capitalisme mondialisé, tractées par le trumpisme, tentent d'imposer à toute force un projet dévastateur pour les peuples et pour le monde.** En France, le Rassemblement national est le porteur de ce projet, et cherche à coaliser forces de droite et forces du grand capital pour le faire triompher. **C'est le cœur du combat de classes actuellement en cours.** Et cette période dessine les priorités de notre Congrès.

C'est pour y répondre que nous proposons cette base commune de discussion alternative. Nous sommes des communistes divers, qui n'avons pas toujours fait les mêmes choix lors des derniers congrès, mais aujourd'hui, devant l'importance des enjeux du 40e congrès, nous soumettons cette base de discussion pour permettre un débat approfondi à la hauteur des enjeux de la période, et pour permettre aux communistes de faire pleinement vivre leur raison d'être le Parti communiste français.

Quatre grandes idées animent ce projet de base commune de discussion :

✘ **Être à la hauteur du combat de classes, c'est d'abord tout faire pour empêcher la prise du pouvoir par le Rassemblement national.** Le danger qui est devant nous est dramatiquement sous-estimé. Ce n'est pas juste une péripétie électorale, une question noyée parmi d'autres, tandis que des choses plus sérieuses nous attendraient à l'avenir. Cette prise de pouvoir signifierait une insupportable offensive antisociale, antidémocratique, antiécologique, xénophobe, masculiniste, belliciste, que notre peuple paierait très cher. Il encouragerait une grave dérive guerrière du capitalisme international. Nous devons impérativement discuter de ce qui doit être déployé par notre Parti pour l'empêcher et savoir comment nous allons mener la bataille sur tous les fronts : luttes et bataille d'idées, pied à pied, projet contre projet ; combats internationalistes contre les guerres et toutes les injustices... et travailler à ouvrir une autre voie répondant aux aspirations populaires de transformation sociale et démocratique.

✘ **Seule la levée d'un mouvement populaire et citoyen majoritaire peut le permettre.** Nous devons prendre toutes les initiatives à même de la favoriser, en faisant preuve d'une grande audace de rassemblement à même de bousculer la thèse empoisonnée des « gauches irrécyclables ». Nous devons aborder les échéances politiques de 2027 en conséquence, en travaillant à faire émerger un pacte commun en phase avec les grandes exigences populaires, en travaillant par le bas à un accord législatif autour d'un tel programme de rupture ; en engageant la bataille présidentielle avec un-e porte-parole national-e communiste sans hypothéquer les chances de construction d'une large candidature commune à même de l'emporter.

✘ **Pour donner de la force à l'action populaire, nous avons besoin d'un communisme à l'offensive,** un communisme de combat, ici et maintenant, ancré dans le réel, à portée immédiate, qui fasse vivre dans l'action les champs structurants de la maîtrise sociale des productions, du travail émancipateur, de l'extension des services publics et de la Sécurité sociale, de la planification écologique, de la prise de contrôle des richesses monopolisées par le capital, de l'émancipation culturelle et du partage des savoirs, du féminisme et de l'égalité jusqu'au bout de toutes et tous, de la paix et d'un internationalisme concret de solidarité active avec les peuples.

✘ **Et nous avons besoin au service de ces combats d'un Parti communiste qui se réorganise pour libérer l'initiative communiste,** pour être mieux armé dans la bataille des idées, plus utile à l'élargissement de l'action populaire, plus ouvert et plus présent sur le terrain, un Parti qui fasse pleinement vivre une démocratie militante active.

Dans les délais très contractés de ce Congrès, c'est en débattant de ces priorités structurantes, en déployant une discussion avec tou-te-s les communistes, en favorisant leur travail de modification et d'enrichissement de cette base de discussion que nous serons le mieux à même de nous préparer aux échéances cruciales qui nous attendent.

Table des matières

PRÉAMBULE

Faisons vivre notre raison d'être	46
--	-----------

PREMIÈRE PARTIE

Un impératif absolu : empêcher la prise du pouvoir par le rassemblement national.....	48
--	-----------

I. Être à la hauteur du danger qui menace	48
--	-----------

I.1. Le rassemblement national est aux portes du pouvoir	48
--	----

I.2. Une nouvelle période du combat de classes.....	49
---	----

I.3. Les conséquences désastreuses d'une prise du pouvoir par le RN	50
---	----

II. Que signifie mener le combat contre ce danger	51
--	-----------

II.1. Un combat d'idées projet contre projet	51
--	----

II.2. Un combat internationaliste contre la guerre et l'injustice	51
---	----

II.3. Une grande audace de rassemblement.....	52
---	----

II.4. Des choix conséquents pour les échéances de 2027.....	53
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Notre communisme, c'est ici et maintenant	55
--	-----------

I. L'après capitalisme, une question du XXI^e siècle	55
---	-----------

I.1. Des révolutions à l'ordre du jour.....	55
---	----

I.2. Notre communisme est à portée immédiate	56
--	----

I.3. Maximiser la capacité d'action populaire	56
---	----

II. Un communisme ancrer dans l'action	56
---	-----------

II.1. Pour une Sécurité sociale et des services publics étendus.....	57
--	----

II.2. Pour la maîtrise sociale des productions, et un travail émancipateur	57
--	----

II.3. Pour une planification écologique au service des besoins populaires	57
---	----

II.4. Pour reprendre le contrôle de l'argent et des richesses monopolisées par le capital	58
--	----

II.5. Pour vivre libres, l'émancipation culturelle et le partage des savoirs.....	58
---	----

II.6. Pour l'égalité jusqu'au bout de toutes et tous	59
--	----

III. Paix et internationalisme au cœur de notre combat.....	59
--	-----------

III.1. Le combat pour la paix redevient une priorité centrale.....	59
--	----

III.2. Des fronts de solidarité internationale concrets et suivis.....	60
--	----

TROISIÈME PARTIE

Un Parti communiste utile à notre peuple.....	61
--	-----------

I. Un parti engagé dans la bataille des idées	61
--	-----------

II. Un parti utile à l'élargissement de l'action populaire.....	62
--	-----------

III. Un parti ouvert, populaire, sur le terrain	62
--	-----------

IV. Une démocratie militante active.....	63
---	-----------

Signataires	64
--------------------------	-----------

1 PRÉAMBULE

2 Faisons vivre notre raison d'être

3 Nous sommes des communistes divers, à l'image de notre Parti. Nous n'avons pas toujours
4 fait les mêmes choix lors des derniers congrès. Nous n'avons pas les mêmes points de vue sur
5 tout. Mais aujourd'hui, devant l'importance des enjeux du 40ème congrès, nous jugeons utile
6 de nous rassembler pour proposer une base commune de discussion alternative à celle que
7 présente la direction de notre parti car celle-ci est porteuse d'insuffisances qui ne peuvent
8 pas être corrigées au moyen de simples « amendements ». Le texte de la direction, en effet, «
9 plaque » sur l'orientation de notre parti une ligne politique dont les conclusions sont tirées
10 à l'avance, indépendamment de la réalité nouvelle du combat de classes en France et dans le
11 monde qui doit conditionner nos priorités. Nous avons au contraire besoin d'un débat appro-
12 fondi pour mettre nos choix à la hauteur des enjeux de la période.

13 La juste appréciation selon laquelle s'est ouvert « un moment de basculement historique »
14 fait l'impasse sur le fait que cette nouvelle période s'accompagne d'un projet politique des
15 forces du capitalisme mondialisé, un projet dévastateur pour les peuples et pour le monde,
16 tracté par le trumpisme. En France, le Rassemblement national est le porteur de ce projet. Il
17 en découle une sous-estimation fautive du danger que constituerait la prise du pouvoir en
18 2027 par ce parti comme de la nature et de l'ampleur des efforts que notre parti doit impéra-
19 tivement déployer pour lui faire échec et ouvrir une perspective transformatrice. En traitant
20 cette bataille essentielle, qui peut, qui doit être gagnée, comme une simple péripétie, sous-en-
21 tendue perdue d'avance, le texte de la direction est réduit à proposer en guise de stratégie un
22 « nouveau chemin » hors sol qui regarde dans le rétroviseur et condamnerait notre parti à
23 l'impuissance et à la marginalité.

24 Ce texte est moins long que celui de la direction. C'est volontaire. Nous ne cherchons pas à
25 être exhaustifs, mais à mettre en valeur ce qui nous semble les priorités pour le débat de ce
26 congrès. Et à proposer une véritable base pour le déploiement de la discussion de tous les
27 communistes, qui favorise leur travail de modification et d'enrichissement jusqu'à la tenue
28 du 40e Congrès.

29 Par ailleurs, avec ses délais très contractés de préparation, le congrès ne peut épuiser l'analyse
30 de la nouvelle phase de la crise du capitalisme mondialisé, donc du combat de classes. Cette
31 analyse devra être effectuée en profondeur. Mais, sans attendre, il est possible de prendre la
32 mesure de l'ampleur des bouleversements provoqués par le projet explicite du capital de la
33 finance, de la Big Tech et de la prédation qui mène désormais la danse : domination et ex-
34 pansion impériale par la force allant jusqu'à la guerre, sacrifice de l'humain et du vivant sur
35 l'autel du profit, atteinte aux libertés et manipulation à grande échelle, recompositions poli-
36 tiques dans les « zones d'influence », dont l'Europe, autour de forces fascinantes. En France,
37 le relais principal de ce projet est le Rassemblement national. Son deal avec le grand capital
38 est effectif. Sa prise de pouvoir est programmée par des forces puissantes.

39 Ces conditions, proprement alarmantes, dictent les décisions que nous sommes appelés à
40 prendre lors de notre congrès :

41 **Nous devons mettre toutes nos forces au service d'un objectif : empêcher la prise du pou-**
42 **voir par le Rassemblement national.** Celle-ci est de plus en plus banalisée, le péril qu'elle
43 constitue dramatiquement sous-estimé, alors qu'elle signifierait une insupportable offensive
44 antisociale, antidémocratique, antiécologique, xénophobe, masculiniste, belliciste, obscu-
45 rantiste... Parce que nous sommes communistes, avec tout ce que cela implique, épargner
46 cette épreuve à notre peuple ne peut pas être un objectif noyé parmi d'autres mais un impé-
47 ratif absolu.

48 Alors que les élections municipales ont confirmé et amplifié la tentation de la droite à s'unir
49 avec le RN, qu'en contrepoint la thèse empoisonnée des « gauches irréconciliables » prend
50 corps, **la seule issue fondée sur le possible est la levée d'un mouvement populaire et citoyen**
51 **majoritaire.** L'heure n'est pas à témoigner mais à agir. Les jeux ne sont pas faits. L'interven-
52 tion populaire peut débloquer la situation. Nous devons prendre des initiatives politiques

1 qui non pas la neutralisent mais la favorisent et lui ouvrent des espaces. Par exemple : pro-
 2 poser la conclusion d'un pacte commun pour la République qui élève au rang de priorités les
 3 grandes exigences populaires ; travailler à un accord législatif et gouvernemental autour d'un
 4 tel programme de rupture ; engager à partir de là la bataille présidentielle avec un ou une
 5 porte-parole communiste sans hypothéquer les chances de construction d'une large candi-
 6 dature commune réellement partagée.

7 **Contribuer au rassemblement des forces vives du pays implique la reconstruction d'une**
 8 **visée de société libératrice.** Notre parti a un rôle moteur à jouer pour que grandisse l'exi-
 9 gence d'émancipation humaine. Il serait illusoire de la chercher dans des notions utilisées
 10 par notre parti dans des périodes politiques depuis longtemps révolues. L'engagement com-
 11 muniste est ancré dans le réel et porté vers l'avenir, notre projet est un projet révolutionnaire,
 12 donc d'innovation, en phase avec toutes les exigences émancipatrices. C'est ainsi que nous
 13 concevons son utilité : par son actualité.

14 **Pour mener à bien ces tâches cruciales, notre peuple doit pouvoir compter sur un Parti**
 15 **communiste vivant, ouvert et à l'écoute de ses préoccupations, clair dans ses positions.**
 16 L'autosatisfaction ne peut être de mise en ce domaine. Le Parti communiste ne va pas bien
 17 et sa parole n'a pas toujours été lisible. Ses atouts demeurent, grâce au militantisme de ses
 18 adhérent.es, à l'efficacité de ses élu.es, au rayonnement de l'Humanité et de sa Fête annuelle.
 19 Mais notre vie collective s'étiole et notre organisation s'affaiblit. Nous avons besoin de nous
 20 rassembler, de vivre dans la fraternité et le respect mutuel notre engagement communiste.
 21 Cela implique non seulement une ligne offensive à même d'unir les communistes, des me-
 22 sures de réorganisation, mais un état d'esprit profondément démocratique qui fait de notre
 23 libre débat une force.

24 *Dans tous les domaines, il s'agit de faire vivre notre raison d'être le Parti communiste français.*

PREMIÈRE PARTIE

Un impératif absolu : empêcher la prise du pouvoir par le rassemblement national

5 Les élections présidentielle et, probablement, législatives de 2027 vont conditionner l'ave-
6 nir de la République et le sort de notre peuple. Le Rassemblement national peut prendre le
7 pouvoir, ce qui ferait basculer la France dans le camp des forces xénophobes et ultraréac-
8 tionnaires, avec des conséquences désastreuses pour notre peuple et les forces progressistes
9 de l'Europe et du monde. L'espoir d'une perspective politique émancipatrice et l'unité pour
10 la porter sont à reconstruire. Cette situation dicte nos priorités : créer les conditions pour
11 empêcher une prise du pouvoir du RN et de ses alliés est pour notre Parti communiste un
12 impératif absolu.

13 Comment y parvenir ? « Primauté au mouvement populaire », telle doit être notre règle de
14 réflexion et d'action. C'est par la formation et la progression du rassemblement des forces
15 populaires autour de leurs exigences de transformation que peuvent s'ouvrir des issues aux
16 multiples crises qui plongent notre pays dans la colère et le désespoir politique. C'est aussi
17 par ce moyen, par la levée, au-delà des partis politiques de gauche, des forces vives de notre
18 peuple qui refusent d'être davantage écrasées, bâillonnées et méprisées que l'accès au pouvoir
19 du RN pourra lui être barré, et qu'une visée de société libératrice et d'un monde de paix et de
20 solidarité pourra prendre corps.

21 **I. Être à la hauteur du danger qui menace**

22 **I.1. Le rassemblement national est aux portes du pouvoir**

23 **Parce que nous sommes communistes, avec tout ce que cela implique, nous ne pouvons**
24 **pas nous dérober face à la menace de l'arrivée au pouvoir au printemps 2027 du Rassem-**
25 **blement national et de ses alliés.** Nous en mesurons les conséquences. Nous devons donc
26 sonner l'alerte et en faire une priorité absolue. En étant animés par un constat : les conditions
27 sont créées pour rendre cette fois la menace crédible, et par une conviction : notre peuple a en
28 lui les ressources pour conjurer ce danger.

29 *Comment en est-on arrivé là ?*

30 La possibilité de la prise de pouvoir par le Rassemblement national ne survient pas comme
31 un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les premières percées du Front national datent des
32 années 1980 et la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle
33 de 2002. La stratégie dite de « dédramatisation » à partir des années 2010 et le changement
34 de nom en « Rassemblement national » en 2018 ont été conçus explicitement pour rendre
35 possible cette prise du pouvoir.

36 Durant toutes ces années, **le parti d'extrême droite a prospéré sur le déni des aspirations**
37 **populaires.** Il en a été ainsi avec le « non » de 2005 à la constitutionnalisation du néolibéra-
38 lisme pour l'Union européenne rayé d'un coup de plume ; avec le quinquennat de François
39 Hollande qui a abîmé en profondeur l'idée que nos concitoyennes et concitoyens se font
40 de la gauche ; avec les dix années de présidence d'Emmanuel Macron, deux fois élu par dé-
41 faut contre Marine Le Pen, qui ont brouillé les repères politiques et constamment bafoué la
42 volonté majoritaire, notamment lors de la réforme des retraites et après la première place
43 accordée au Nouveau Front Populaire par le suffrage universel en 2024. Systématiquement,
44 la « preuve » a été apportée que la démocratie s'identifiait au « cause toujours », que « les
45 politiques » étaient tous les mêmes et que, quel que soit le vote, à droite ou à gauche, la pré-
46 carité et les inégalités progressaient comme une fatalité, que les services publics, le pouvoir
47 d'achat populaire, l'emploi, la protection de nos industries devaient être sacrifiés au profit des

1 puissants. **La crise sociale, économique, écologique est ainsi devenue une crise politique et**
 2 **démocratique structurelle.**

3 Dans toute cette période, loin de combattre la dégradation des conditions de vie populaires,
 4 le RN a installé la « préférence nationale » et le racisme comme les solutions à tout et, avec le
 5 soutien d'une fraction croissante de la grande bourgeoisie, il a divisé les classes populaires.

6 **La réalité n'est toutefois pas tout d'une pièce.** Ces vingt dernières années ont aussi été celles
 7 d'initiatives politiques telles la création du Front de gauche en 2009, celle de la NUPES en
 8 2022, ou celle du NFP en 2024, qui ont répondu aux aspirations du « peuple de gauche »
 9 mais qui se sont dissoutes du fait des divisions des partis de gauche. Elles ont aussi été celles
 10 de grands mouvements sociaux et de la montée en puissance, notamment parmi les jeunes,
 11 des aspirations sous toutes leurs formes à la liberté, à la dignité, à la justice, à la sororité,
 12 à l'antiracisme, à la solidarité avec les peuples opprimés, au respect de la nature et de la
 13 biodiversité. C'est d'ailleurs dans ces dynamiques que réside la promesse d'un démenti aux
 14 scénarios du pire.

15 Il reste que la grille de lecture nationale-populiste des « nous » contre les « eux », des « on est
 16 chez nous » contre les immigrés, de la France rurale et péri-urbaine contre les quartiers popu-
 17 laires et les grandes villes, des « honnêtes gens » contre la « racaille », des « travailleurs » contre
 18 les « assistés », des automobilistes contre « l'écologie punitive » a gagné beaucoup (trop) de
 19 consciences. De plus en plus, la droite et son électorat la font sienne. Cette bataille culturelle
 20 sur les représentations du réel, sur l'identification des causes et des responsabilités, n'a pas
 21 été menée à la hauteur par la gauche, même si de nombreuses résistances intellectuelles,
 22 culturelles, syndicales, associatives se sont fait jour. Sous l'effet de la colère, du désarroi et du
 23 ressentiment, le vote pour le Rassemblement national a évolué d'un vote de protestation à
 24 un vote d'adhésion politique et idéologique, pendant que, parallèlement, les porosités avec la
 25 droite sont de plus en plus assumées au Parlement et dans les urnes, comme on l'a vu lors des
 26 élections municipales. Aujourd'hui, le RN bénéficie d'un soutien d'une partie du grand capi-
 27 tal et d'une part croissante des médias, que des groupes liés à l'extrême droite comme celui
 28 de Bolloré ont entrepris de racheter en masse avec le concours direct ou indirect des grandes
 29 plates-formes numériques américaines. Les portes du pouvoir lui sont ouvertes. Le constater
 30 semble devenu une banalité, mais ce n'est pas une fatalité.

31 **Détourner le regard de cette réalité politique, la considérer comme déjà**
 32 **figée et inéluctable, imaginer qu'il s'agirait d'un mauvais moment à passer**
 33 **et qu'ensuite nous pourrions reprendre l'action pour des jours meilleurs**
 34 **comme si de rien n'était, serait impensable pour un parti comme le Parti com-**
 35 **muniste français. L'engagement antifasciste est constitutif de l'engagement**
 36 **communiste.**

38 I.2. Une nouvelle période du combat de classes

39 Il est indispensable d'inscrire nos analyses et nos combats dans la situation mondiale en
 40 plein bouleversement. Celle-ci est en effet révélatrice d'une nouvelle période historique.
 41 Notre congrès, tenu dans l'urgence, ne peut en épuiser l'analyse. **Afin de progresser dans ce**
 42 **travail, la préparation et la tenue d'une conférence nationale du Parti devrait** être décidée,
 43 associant tous et toutes les communistes, ouverte aux travaux de multiples chercheuses-s.
 44 Cette initiative devrait avoir lieu à la fin de 2026 ou au début de 2027.

45 **La réalité la plus visible et la plus dangereuse du monde en basculement est le retour**
 46 **des guerres dites « de haute intensité ».** C'est en particulier le cas au Moyen-Orient et en
 47 Ukraine. L'humanité court le risque incommensurable de voir l'un ou l'autre de ces conflits
 48 basculer dans un engrenage incontrôlable vers une troisième guerre mondiale. Or, alors que
 49 tout devrait être fait pour tendre vers la paix et la recherche de solutions négociées, on assiste
 50 à une véritable instrumentalisation des tensions pour justifier un surarmement effréné, une
 51 banalisation irresponsable de l'arme nucléaire, un culte de la « puissance » et des « solutions »
 52 de force. Tel est le nouvel ordre du monde, débarrassé du droit international et de l'ONU
 53 construits après 1945, que les grandes puissances capitalistes cherchent à imposer. Donald
 54 Trump incarne ce mouvement mondial, mais la radicalisation capitaliste et impérialiste
 55 gagne partout du terrain.

1 Ce bouleversement du monde est la réponse du capitalisme mondialisé et financiarisé à l'ac-
 2 centuation de sa crise marquée par le libre-échange total des années 1990-2000, avec sa
 3 « concurrence libre et non faussée », le dumping social, fiscal et environnemental facteur
 4 de délocalisations, l'accumulation financière spéculative et la crise financière de 2008. Le
 5 système a montré ses limites - ses impasses et ses échecs - et fait place à une nouvelle confi-
 6 guration. **« Les milliardaires », c'est-à-dire le capitalisme de la finance, de la Big Tech et de**
 7 **la prédation, ont pris les choses en main. Ils ont un projet politique**, exposé explicitement,
 8 notamment lors du discours de J. D. Vance à Munich en février 2025 et dans le document
 9 de stratégie de défense nationale des États-Unis de janvier 2026. Il s'agit d'imposer aux pays
 10 compris dans la zone d'influence états-unienne, donc en Europe, les normes déjà appliquées
 11 du néolibéralisme en les renforçant - levée des « contraintes » sociales et fiscales sur l'explo-
 12 sion des profits et des rentes, casse des services publics et de la protection sociale, renforce-
 13 ment de l'appareil répressif de l'État - à quoi s'ajoutent les « nouvelles » règles de l'ordre social
 14 et moral qui tracent les contours d'un recul civilisationnel vertigineux. Selon ce projet, tout
 15 ce qui peut contribuer à faire progresser l'humanité et à protéger la Terre doit être écrasé.
 16 La guerre est déclarée contre les migrants, contre le féminisme, contre l'écologie, contre la
 17 « génération Z », contre la science, contre l'art et la culture.

18 Les immenses enjeux mondiaux, tels que la santé, la taxation des plus riches, la lutte contre
 19 les inégalités, le respect de l'environnement, la maîtrise de l'intelligence artificielle, la souve-
 20 raineté alimentaire, la question de l'eau, l'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur
 21 doivent être ignorés ou traités selon les dogmes du culte du fric, du bellicisme, de l'extrac-
 22 tivisme, de l'obscurantisme. Les dirigeants capitalistes directement responsables du dérè-
 23 glement climatique n'ont de cesse, alliés aux forces d'extrême droite, de nier cette réalité,
 24 comme Donald Trump qui a retiré les États-Unis des accords de Paris, ne jure que par les
 25 énergies fossiles, et attaque le financement de la recherche scientifique sur le climat.

26 **En Europe, les forces désignées pour être porteuses de ce projet sont les forces d'extrême**
 27 **droite.** En France, le Rassemblement national s'est porté candidat pour en être le fer de lance.
 28 Il a donné les gages nécessaires au capital trumpisé. Le deal est désormais conclu.

29 **Nous sommes donc bien en présence d'une nouvelle période du combat de classes, dans le**
 30 **monde, en Europe et en France. La lutte contre l'alliance réalisée entre le Rassemblement**
 31 **national et le grand patronat est au cœur de cet affrontement de classe. Rien ne doit nous**
 32 **en détourner : mener cette lutte pour la gagner est notre raison d'être.**

33 **I.3. Les conséquences désastreuses d'une prise du pouvoir par le RN**

34 Il est désormais considéré partout comme acquis que la candidate ou le candidat du Ras-
 35 semblement national accédera au second tour de l'élection présidentielle de 2027 et comme
 36 hautement envisageable qu'elle ou il sera élu.e. Tout est fait pour banaliser cette perspective.
 37 Ses conséquences sont dramatiquement sous-estimées.

38 Or, même si on peut penser que, par opportunisme électoral, le RN fera patte de velours
 39 le temps de cette campagne, ses votes à l'Assemblée nationale et au Parlement européen,
 40 son histoire avec laquelle il n'a pas rompu, ses multiples déclarations xénophobes, ultraré-
 41 actionnaires, autoritaristes, ses liens avec les Meloni et Orban, avec Trump et Poutine, avec
 42 l'Internationale brune et par-dessus tout, les engagements qu'il a pris avec le grand patronat
 43 trumpisé, n'autorisent aucun doute sur l'ampleur et la gravité de ses projets. Ses discours déjà
 44 endossés, ses politiques déjà mises en œuvre ou inscrites à l'ordre du jour du Parlement avec
 45 le soutien actif de la droite, montrent l'actualité du danger.

46 **Le Rassemblement national et ses alliés de la droite extrémisée à la tête de la France pro-**
 47 **voqueraient un basculement et déchireraient la société.** Ils tenteraient d'aller le plus loin
 48 possible dans le sens d'une politique économique et fiscale favorable aux milliardaires ; d'une
 49 politique antisociale, de destruction du caractère universel de la Sécu et des services publics,
 50 d'attaque contre les syndicats, de réduction des conquies sociaux ; d'une politique de chasse
 51 aux migrants et de discriminations renforcées à l'encontre des non-« Français de souche » ;
 52 d'un retour en arrière en matière d'action contre le dérèglement climatique et l'effondrement
 53 de la biodiversité, et d'une répression des mouvements écologistes ; d'un encouragement au
 54 masculinisme et aux groupes antiféministes, homophobes, LGBTQI-phobes ; d'une inter-
 55 vention dans l'enseignement et la culture en faveur d'une histoire « officielle » nationaliste,
 56 du bannissement du « wokisme » et des études décoloniales, du mépris de la science et de la
 57 recherche, etc.

1 De plus, **le RN et ses alliés à la tête de la France mettraient la République en danger.**
 2 Comme dans tous les pays sous la coupe de l'extrême droite, la démocratie et l'État de droit,
 3 l'indépendance de la justice et la liberté de la presse seraient en ligne de mire. Le référendum
 4 projeté sur la « priorité nationale », qui instaurerait une xénophobie d'État, ne serait qu'une
 5 première étape.

6 **Enfin, le RN et ses alliés à la tête de la France – membre du Conseil de sécurité de l'ONU,**
 7 **puissance nucléaire, pilier de l'Union européenne – constituerait un facteur de chaos sup-**
 8 **plémentaire dans le monde,** et une catastrophe pour tous les peuples, en Europe comme
 9 ailleurs.

10 La victoire du RN serait une rupture historique, un point de bascule. Il n'y aurait pas ensuite
 11 de retour à l'état normal. Éviter **cette** épreuve à **notre peuple doit être pour nous l'urgence**
 12 **absolue.**

13 **II. Que signifie mener le combat contre ce danger**

14 Comme l'aurait écrit Brecht, l'ascension de Marine Le Pen ou Jordan Bardella est résistible
 15 ! Les forces existent pour leur faire échec et ouvrir une nouvelle page, démocratique, sociale
 16 et pacifique de l'histoire de la République. Si nous voulons y contribuer utilement, comme
 17 nous le devons, il nous faut mobiliser toutes nos forces, engager une bataille d'idées réfléchie,
 18 une bataille politique organisée, conséquente dans la durée, dans ses dimensions nationales
 19 comme internationale.

20 **II.1. Un combat d'idées projet contre projet**

21 **Le projet du RN doit être combattu dans sa globalité,** en dévoilant les logiques de régression
 22 qu'il porte, les intérêts de classe qu'il défend, les collusions qu'il annonce avec les pouvoirs
 23 autoritaires et d'extrême droite. Cela ne doit pas être une bataille défensive. Il convient de
 24 promouvoir en contrepoint des logiques de développement économique et social solidaire, de
 25 liberté, de justice et de paix, aptes à rendre l'espoir. Nous pourrions, afin de mieux mettre en
 26 lumière les thèmes et les logiques de cet antagonisme, éditer **un manuel de batailles : projet**
 27 **contre projet, deux visions de l'avenir de la France.**

28 Ainsi, des argumentaires précis et populaires pourraient être publiés et diffusés, par exemple
 29 sur la Sécurité sociale, les services publics, la justice fiscale, l'environnement et le réchauf-
 30 fement climatique, la politique industrielle, l'agriculture, les droits des femmes, la culture,
 31 l'éducation, la liberté académique et de recherche, les transports publics et individuels, la
 32 sécurité publique et la lutte contre les narcotrafics, la justice, l'immigration, le droit à l'in-
 33 formation et la concentration des médias, le racisme et l'antisémitisme, la politique inter-
 34 nationale, le droit international, le multilatéralisme, la coopération, la sécurité globale, la
 35 diplomatie...

36 Il s'agirait également de mettre à nu la convergence des projets de Trump et des extrêmes
 37 droites pour montrer que le projet du RN mène à la guerre, à la violence, aux discriminations
 38 systématiques, au recul des libertés...

39 **II.2. Un combat internationaliste contre la guerre et l'injustice**

40 L'efficacité du combat contre le RN implique, inséparablement, de mener avec davantage
 41 de vigueur nos combats internationalistes. Communistes, nous vivons notre engagement
 42 comme citoyen·ne·s français·es, citoyen·ne·s européen·ne·s, citoyen·ne·s du monde. Notre
 43 combat contre l'extrême droite est un combat pour la commune humanité, pour un monde
 44 de solidarité, de justice et de paix.

45 Des fronts d'action concrets et permanents doivent être soutenus et organisés, qui reposent
 46 sur un suivi permanent des évolutions mondiales, du sort et des luttes des peuples, et sur une
 47 information publique permettant à chacun·e de s'engager en toute clarté.

48 On pense d'abord au combat pour la paix qui redevient central contre tous les fauteurs de
 49 guerre, alliés d'aujourd'hui et de demain du Rassemblement national.

50 On pense bien sûr aux peuples palestinien, kurde, libanais, iranien, au peuple de Cuba, à tous
 51 les peuples qui subissent la famine ou les guerres et, en Europe, au peuple ukrainien, victime

- 1 de la guerre lancée par Poutine, et au peuple russe, qui en subit les conséquences.
- 2 Des fronts du même type peuvent se construire contre la militarisation du monde, le su-
3 rarmement, l'envolée des dépenses militaires françaises et l'européanisation de la force de
4 dissuasion nucléaire.
- 5 Face au délitement voulu par Trump et les nationalistes de tous poils, nous porterons nos
6 propositions en faveur d'une autre construction européenne, pour une union nouvelle de
7 peuples souverains, libres et associés, en lien avec le PGE et les forces démocratiques d'Eu-
8 rope, en nous fixant l'objectif du retour de député·e·s communistes français au Parlement
9 européen en 2029.

10 II.3. Une grande audace de rassemblement

11 Seule une stratégie ambitieuse de fronts populaires et citoyens est susceptible - l'expérience
12 historique le montre, et les résultats des municipales tout récemment - de battre l'extrême
13 droite et les milliardaires.

14 **La « primauté au mouvement populaire » n'est pas pour nous un slogan : c'est, et ce doit**
15 **être mieux, l'âme de notre stratégie politique.** Rien de bon ni de durable ne peut se faire
16 hors de l'intervention populaire ; à l'inverse, le plein déploiement de celle-ci peut débloquent
17 les situations considérées comme irrémédiablement figées. On l'a éprouvé lors des élections
18 législatives anticipées de 2024 : c'est le sursaut populaire qui, contre toute attente, a empê-
19 ché Bardella d'accéder à Matignon, après avoir poussé les dirigeants de gauche pourtant en
20 désaccord sur bien des points à constituer le Nouveau Front Populaire, lequel est arrivé en
21 tête. Certes, la suite a été le refus du verdict du suffrage universel par Macron, mais qui aurait
22 parié sur ce scénario au soir des élections européennes, quelques semaines auparavant ?

23 **Pour les échéances de 2027 et pour toute la période dans laquelle nous sommes entrés,**
24 **nous devons contribuer à la levée et à la mise en action d'un mouvement populaire et**
25 **citoyen à visée majoritaire, porteur de projets de transformation sociale, écologique et**
26 **démocratique de notre société.** Ce serait une erreur d'appréciation politique (qu'il est né-
27 cessaire de mettre en débat lors de notre congrès si elle est soutenue) de considérer que la
28 photographie électorale de la présidentielle est déjà tirée, et que la seule question est de savoir
29 s'il est possible de faire une retouche pour figurer à l'arrière-plan. Il manque un acteur essen-
30 tiel sur ce cliché : le mouvement populaire et citoyen. La volonté unitaire continue d'animer
31 fortement les forces du travail et de la création, les démocrates, les jeunes pour rejeter le Ras-
32 semblement national et tout ce qu'il incarne, et pour obtenir une autre politique que le néo-
33 libéralisme imposé ces dernières décennies. Tout dépend de leur intervention. Les « lignes »
34 peuvent encore beaucoup bouger.

35 **Une grande audace de rassemblement s'impose.** Des forces nombreuses peuvent faire
36 converger leurs efforts, chacune dans son rôle : syndicats, associations, agent·e·s des services
37 publics, intellectuel·les, artistes, créatrices et créateurs, forces politiques, démocrates, paci-
38 fistes, acteur·rice·s de la solidarité internationale... Nous devons favoriser la recherche de
39 toutes les convergences possibles pour refuser la prise du pouvoir par le RN, ouvrir une nou-
40 velle page de progrès social, écologique et démocratique, soutenir et populariser toutes les
41 initiatives allant dans ce sens. Ainsi de la déclaration syndicale commune de la CGT et de la
42 CFDT avant les municipales, des déclarations des mouvements féministes autour du 8 Mars,
43 de l'initiative éditoriale de l'Humanité et quatre autres médias, des déclarations de person-
44 nalités ou d'ONG impliquées dans la défense du droit international...

45 C'est à partir des axes d'activité et des exigences sur tous les terrains propres à ces forces
46 multiples, qui constituent autant de cibles pour le Rassemblement national, la droite de
47 l'ordre moral et social et le grand patronat, que peuvent se définir les objectifs partagés de ce
48 rassemblement populaire et citoyen, jusqu'à une offre politique. Celle-ci ne se dégagera pas
49 en faisant l'économie de ce travail citoyen de construction politique. Nous avons la convic-
50 tion qu'une telle dynamique serait en revanche apte à sortir par le haut des blocages actuels.
51 Cela fait d'ailleurs longtemps que nous ne concevons plus, pour notre part, le rassemblement
52 transformateur comme un rassemblement « autour de » notre parti. Ces fronts d'action ne
53 peuvent être que participatifs et propositionnels. Nous grandirons en tant que Parti commu-
54 niste en travaillant avec ces rassemblements populaires, forts de notre projet communiste,
55 pour contribuer à les constituer, à les renforcer, dans l'action et jusque dans les urnes, pour
56 battre le RN et faire gagner une politique conforme à leurs exigences.

1 II.4. Des choix conséquents pour les échéances de 2027

2 « Battre le RN et faire gagner une politique conforme aux exigences populaires » - cet objectif
3 politique ne peut se traduire en termes électoraux que d'une seule manière : qu'une candi-
4 dature issue de la gauche et des écologistes remporte l'élection présidentielle, puis qu'une
5 majorité de gauche et écologiste se dégage des élections législatives.

6 Cela semble un objectif inatteignable, et les obstacles ne proviennent pas tous de nos adver-
7 saires, mais aussi de la gauche elle-même.

8 En 2024, après sa lourde défaite aux élections européennes, Emmanuel Macron a tenté un
9 dangereux coup de poker : ou bien il retrouvait une majorité pour imposer sa politique rejetée
10 par le pays, ou bien le pouvoir allait au RN. Les Français ont déjoué ce calcul, refusé le RN et
11 la coalition macroniste et placé le Nouveau Front Populaire en tête. Macron a nié ce résultat
12 et plongé le pays dans une crise politique qui dure depuis lors. La leçon que la macronie et
13 la droite ont tirée a été qu'il leur fallait détruire le NFP et toute tentative de reconstruction
14 d'un front uni de la gauche. C'est un calcul logique. Or, alors que les forces de gauche auraient
15 dû tirer la leçon exactement opposée et entreprendre de conforter le NFP, de l'ancrer dans
16 le pays, eux aussi l'ont divisé jusqu'à le dissoudre de fait. Les ambitions présidentielles et hé-
17 gémoniques ont pris le dessus. Et notre direction a elle aussi tiré à vue sur le NFP dès qu'elle
18 l'a pu.

19 Aujourd'hui, les dégâts sont lourds. Les élections municipales, marquées par une grande va-
20 riété de situations locales, ont montré une nouvelle fois combien les divisions et les invectives
21 entre forces de gauche sont préjudiciables, alors qu'à l'inverse, les démarches citoyennes et
22 unitaires peuvent être couronnées de succès.

23 Mais rien n'y fait : la rhétorique des « gauches irréconciliables » est relancée, avec pour cha-
24 cun l'obsession de placer son champion devant l'autre lors de l'élection présidentielle. Cette
25 tactique suicidaire, qui pourrait conduire à éliminer une fois de plus la gauche du second
26 tour, parvient même à redonner de l'air au camp de la droite post-macroniste, qui se place en
27 force la plus à même de contrer le RN...

28 Pour être à la hauteur de la situation, la gauche doit réaffirmer sa capacité à gouverner dans
29 l'unité autour d'un programme à même de rompre avec le système qui empêche la satis-
30 faction des exigences populaires. Et **les communistes doivent porter la proposition d'une**
31 **construction politique collective, reconnaissant la pluralité des forces à rassembler, reje-**
32 **tant toute démarche hégémonique, travaillant avec toutes les forces citoyennes, syndi-**
33 **cales, associatives, prêtes à agir en ce sens.**

34 *Il faut donc reconstruire à gauche. Dégager une autre voix. Comment faire ?*

35 **Nous ne devons pas nous résigner à la division, encore moins y apporter notre pierre** en
36 élevant à notre tour des barrières prétendument infranchissables ou en participant à des
37 campagnes de disqualification calomnieuses. La diversité des forces de gauche a toujours
38 existé. Elle peut être une vraie richesse en termes de projets et de dynamiques politiques.
39 Elle correspond à des différences parfois profondes et anciennes, qui ne sont pas secondaires,
40 mais elles n'ont pas empêché leur action commune et leur rassemblement dans des mo-
41 ments cruciaux de notre histoire. Il serait irresponsable, face au danger extrême qu'il nous
42 faut repousser, de continuer à ériger ces différences en autant d'obstacles insurmontables, à
43 la grande satisfaction des adversaires des forces populaires et progressistes.

44 Dans cette période cruciale, notre identité, notre utilité communistes doivent se prouver
45 dans un même mouvement en étant partie prenante de toutes les initiatives populaires et
46 citoyennes de résistance au RN et de transformation sociale ; et, en tant que parti politique,
47 en contribuant au débat à gauche par une action soutenue pour combattre les divisions, rap-
48 peler le niveau des enjeux et le besoin d'offrir à notre peuple des solutions justes et unitaires.

49 Nous ne sommes pas naïfs ; nous avons conscience qu'au regard des calculs contradictoires
50 des uns et des autres qui viennent d'être évoqués, **la question d'une candidature à l'élection**
51 **présidentielle issue de la gauche et des écologistes qui soit apte à figurer au second tour et**
52 **à l'emporter est la plus difficile de toutes. La seule issue envisageable est de permettre aux**
53 **forces vives du pays d'avoir la main aussi sur cette question**, de faire en sorte que la dyna-
54 mique développée autour de leurs exigences fasse émerger une ou des candidatures qui leur
55 paraîtront les porter le mieux. D'ailleurs, nombreux-ses sont déjà celles et ceux qui en parlent
56 et cherchent à faire vivre le moyen d'avancer dans cette voie.

1 Nous devons contribuer à ce processus, sans en anticiper l'issue à la place de celles et ceux qui
 2 y participent et y participeront. Il est de fait que chaque parti est « légitime » pour présenter
 3 une candidature à l'élection présidentielle, le Parti communiste comme tous les autres. Mais,
 4 à la différence de certains autres qui se comportent comme une écurie présidentielle, une
 5 telle candidature n'est pas l'objectif suprême vers lequel est tendue toute son action et qu'il
 6 prépare par des calculs alambiqués pendant les cinq ans qui le séparent de cette échéance.
 7 L'élection du président de la République au suffrage universel est la clé de voûte du système
 8 de monarchie républicaine que nous combattons. Le mode « jupitérien » d'exercice du pou-
 9 voir par Emmanuel Macron a accentué comme jamais la concentration et la personnalisa-
 10 tion du pouvoir. Il est pour beaucoup dans l'étiollement dramatique de la démocratie et du
 11 sens civique qui se traduisent notamment par une abstention massive des milieux populaires
 12 et une personnalisation à outrance de la politique. Ce n'est pas dans cet esprit que nous
 13 voulons militer à l'occasion de cette élection. **Nous voulons contribuer de toutes nos forces**
 14 **à interdire l'accès du pouvoir au RN et à ouvrir une issue transformatrice ; c'est à notre**
 15 **efficacité au service de cet objectif que nous ferons apprécier le rôle de notre parti.** Au
 16 moment présent, et avant que cette preuve soit apportée, ajouter un ou une communiste à la
 17 galerie de portraits des prétendants n'a pas de justification politique. Pis, si cette éventualité
 18 était vécue comme un ajout à la division ou une fausse opportunité - « profiter » des moyens
 19 qu'offre la présentation d'une candidature à cette élection - elle nous porterait préjudice.

20 *Notre parti pourrait donc prendre plusieurs initiatives pour favoriser l'intervention populaire sur le ter-*
 21 *rain politique et débloquer la situation à gauche, en couplant la préparation des élections présidentielle*
 22 *et législatives :*

23 **Proposer la conclusion d'un pacte commun pour la République en élevant au rang de prio-**
 24 **rités les grandes exigences populaires.** Le programme déjà conséquent du NFP, les propo-
 25 sitions parlementaires portées par les différents groupes depuis lors, les exigences nées des
 26 évolutions de la situation internationale, tout cela fournit une base sérieuse. Un programme
 27 crédible de rupture est possible. Nous devons travailler à la faire émerger d'un grand débat po-
 28 pulaire mené dans tout le pays avec tous les citoyen-ne-s, toutes les forces disponibles, en fai-
 29 sant vivre le débat dans le respect des différences et en refusant toute pratique hégémonique.

30 **Mettre dès maintenant en avant la nécessité d'un accord législatif autour d'un tel pro-**
 31 **gramme de rupture,** un accord visant à rassembler et à respecter la diversité de la gauche,
 32 des écologistes et des démocrates (à mieux la respecter que dans l'accord du NFP, pour la
 33 représentation communiste notamment, mais pas seulement), un accord faisant leur place à
 34 des candidatures citoyennes émergeant du travail local des différentes forces. Cet accord lé-
 35 gislatif devrait être élaboré d'abord à la base, ce qui aiderait à la mise en mouvement unitaire
 36 de forces larges et diverses, et garantirait aussi des candidatures mieux à même de gagner
 37 dans un plus grand nombre de circonscriptions.

38 **Engager la bataille présidentielle sans hypothéquer les chances de construction d'une**
 39 **large candidature commune.** Notre congrès pourrait désigner un-e porte-parole nationale
 40 du PCF pour l'élection présidentielle. Dans un premier temps, ce ou cette porte-parole, en-
 41 touré-e d'un collectif d'animation collégial, porterait dans le débat public les propositions
 42 communistes pour l'avenir de la France, défendrait l'idée de l'accord législatif, suivrait les
 43 processus d'élaboration du pacte commun pour la République et d'examen de la ou des can-
 44 didatures se dégageant de ce processus. En devenant acteur de ce rassemblement de Front
 45 Populaire dès la fin de son congrès, le PCF jouerait ainsi pleinement son rôle de force poli-
 46 tique motrice du rassemblement unitaire à gauche pour battre l'extrême droite et ouvrir une
 47 issue transformatrice. À la fin de l'automne, une conférence nationale du Parti ferait le bilan
 48 des efforts déployés, évaluerait l'évolution des rapports de force et déciderait de notre choix
 49 définitif pour l'élection présidentielle, en laissant le choix ouvert entre toutes les options
 50 proposées par les communistes.

DEUXIÈME PARTIE

Notre communisme, c'est ici et maintenant

4 Mener le combat pour empêcher la victoire du RN et de ses alliés, c'est nécessairement agir
5 pour ouvrir une autre voie dans l'intérêt de notre peuple. Nous inscrivons ce combat dans
6 une perspective communiste de transformation sociale et démocratique profonde, à l'égal
7 des grandes pages de notre histoire nationale. Le monde bascule. Il n'y aura pas de statu quo.
8 Nous voulons que le sens de l'histoire tourne à l'avantage des peuples. **C'est pour cela que**
9 **notre parti communiste existe, et que nous disons le sens et l'actualité de notre projet**
10 **communiste dans les conditions de la présente période historique.**

11 Si la montée des extrêmes droites est l'expression d'une radicalisation du capitalisme, elle est
12 aussi le reflet de l'empêchement des solutions qu'appellent les luttes croissantes des peuples
13 dans le monde. Ces luttes ont besoin de sorties de crise révolutionnaires, dans lesquelles
14 les solutions communistes ont une place structurelle à prendre comme ce fut le cas à la
15 Libération.

16 I. L'après capitalisme, une question du XXI^e siècle

17 Avec le capitalisme en crise, il n'y a au bout de la route que la guerre, la faim, le génocide, la
18 dictature, une planète inhabitable.

19 **Nous luttons pour une libération de l'humanité, une révolution des pouvoirs, po-**
20 **litiques et économiques, une appropriation sociale inédite des richesses créées**
21 **par les travailleur-se-s, qui ouvrent la voie à une planète solidaire, et à la sécurisa-**
22 **tion sociale et écologique de la vie sur Terre.**

23 I.1. Des révolutions à l'ordre du jour

24 Depuis le début de ce siècle, la lutte de classes à l'échelle mondiale s'est durcie. Des chan-
25 gements structurels, mettant en cause l'ordre capitaliste du monde, ont été mis à l'ordre du
26 jour par de nombreux mouvements de luttes. Les grandes puissances capitalistes, étatiques et
27 économiques, contre-attaquent chaque fois plus durement. Mais elles ne peuvent empêcher
28 que grandisse la mise en question des logiques capitalistes d'exploitation du travail et de pré-
29 dation du vivant. Nous sommes entrés dans l'ère des révolutions.

30 Du printemps arabe (2011) au mouvement « Gen Z » (2025) dans le monde, du non au TCE
31 (2005) au mouvement sur les retraites (2019, 2023) en France, le XXI^e siècle est d'ores et déjà
32 une époque d'intenses luttes de classes.

33 Tous les continents sont ébranlés, de l'Amérique latine à l'Asie, de l'Afrique à la Nouvelle-Ca-
34 lédonie. En Occident aussi, les luttes sociales et démocratiques sont partout, de #MeToo aux
35 Gilets Jaunes, en passant par Black Lives Matter et les marches pour le climat.

36 Toutes ces luttes mettent à l'ordre du jour le dépassement des logiques de la mondialisation
37 capitaliste (pouvoir exorbitant des multinationales et des GAFAM, financiarisation, préda-
38 tion, surexploitation et moins-disant salarial, saccage de l'environnement...), et la mise en
39 accusation des dominations de tous ordres (coloniales, racistes, patriarcales).

40 Aucun des grands défis de l'humanité (inégalités mondiales, réappropriation sociale du tra-
41 vail et des productions, dérèglement climatique, partage des savoirs, dérive technofasciste
42 des Big Tech étatsuniens, patriarcat et violences sexistes ...) ne trouvera de solution en lais-
43 sant le système actuel se perpétuer.

44 La question du post-capitalisme, d'un dépassement par des logiques communistes de réap-
45 propriation sociale, de solidarité et de partage, est une question du XXI^e siècle.

1 I.2. Notre communisme est à portée immédiate

2 Notre communisme n'est donc pas une visée lointaine, utopique, qui nécessiterait de définir
3 des étapes intermédiaires purement théoriques, comme on a longtemps cherché à le faire
4 avec le socialisme, différemment baptisé au fil du temps, et selon les expériences menées.

5 Nous faisons plus que jamais nôtre cette phrase de Marx et Engels : « Le communisme n'est
6 pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous
7 appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. » **Notre communisme est**
8 **en cela un mouvement de luttes permanentes, de combats ancrés dans le réel, ici et main-**
9 **tenant, pour des évolutions continues vers des logiques de dépassement des dominations**
10 **capitalistes, pour des moments de bascule révolutionnaire où des peuples décident de**
11 **reprendre leur destin en main. Le communisme est pour nous un projet immédiat, un**
12 **mouvement continu, de portée civilisationnelle, dont les aboutissements sont forgés par**
13 **les luttes démocratiques des travailleuses et des travailleurs.**

14 Le communisme ne nous appartient pas. Il n'a de sens que pris en main par le mouvement de
15 millions de travailleuse-s qui veulent reprendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie et sur
16 le devenir de la société toute entière. Notre projet communiste est un projet démocratique
17 qui vise à inscrire dans les conditions du présent des transformations structurelles qui débar-
18 rassent la société des aliénations qui l'entravent, au profit de logiques sociales solidaires, de
19 services publics, de biens communs, d'appropriation sociale et démocratique.

20 C'est un mouvement de lutte permanent pour engager sans attendre toutes ces transforma-
21 tions, en travaillant à rendre possibles les rapports de force en leur faveur. **Notre projet est in-**
22 **dissociablement les buts que nous nous fixons, et les moyens démocratiques de les rendre**
23 **possibles.**

24 I.3. Maximiser la capacité d'action populaire

25 **Rien n'est possible sans la mise en mouvement populaire.** Le peuple peut administrer di-
26 rectement la France, c'est notre conviction profonde. Il a en lui les capacités de faire infini-
27 ment mieux en tout domaine que le conglomérat d'oligarques qui impose aujourd'hui ses
28 critères de profit, au détriment de l'intérêt général et du service public.

29 **La fragmentation des forces populaires est un obstacle réel.** Imposée par l'éclatement des
30 collectifs de travail, par les inégalités salariales, par les dominations de genre, par les cam-
31 pagnes idéologiques masculinistes, xénophobes et racistes, par des médias aux mains des
32 milliardaires, elle masque l'intérêt commun des classes opprimées. **C'est une tâche majeure**
33 **du Parti communiste de travailler à la conscience de cette unité d'intérêts, d'aider à res-**
34 **taurer la confiance dans la force collective des exploité-e-s de toutes conditions.**

35 Parce que cette fragmentation se répercute dans les luttes sociales, il est essentiel de contri-
36 buer à construire cette conscience unitaire dans les luttes, en commençant par y participer
37 activement, et de contribuer ainsi à en relier les causes et les objectifs les uns aux autres.

38 **II. Un communisme ancrer dans l'action**

39 Les impasses du système dominant, les souffrances qu'il engendre sont telles que les champs
40 d'action possibles sont nombreux. Chaque communiste, en parlant avec ses voisins, ses collè-
41 gues, en échangeant sur des expériences de vie et de lutte, peut en identifier. C'est en menant
42 ces combats concrets, en étant utiles à améliorer la vie de l'immense majorité, en unissant
43 toutes celles et tous ceux qui peuvent être concerné-e-s, à toute échelle, du local au global, que
44 nous travaillons à identifier le communisme à une perspective émancipatrice.

45 Le communisme n'est pas un programme préétabli, ficelé d'avance. Dans le mouvement de
46 luttes qu'il constitue, des programmes sont nécessaires pour dessiner les mesures autour des-
47 quelles organiser l'action et pour dire la visée qui est la nôtre, et les voies possibles pour la
48 concrétiser. Naturellement, dans les fronts et coalitions unitaires avec lesquels nous avan-
49 çons, ces programmes évoluent. Nous avons déjà écrit des programmes du Parti, et récem-
50 ment un programme d'action ambitieux dans le NFP. Nous aurons à en élaborer dans le
51 débat et l'action populaire adaptés aux échéances à venir.

52 **Ici, nous identifions des champs d'action structurants, des fronts d'action larges possibles,**
53 **avec la volonté d'aider à l'organisation de l'action populaire, et de conduire ces batailles aussi**
54 **longtemps que nécessaire pour les gagner. L'esprit de suite nous manque bien souvent. C'est**

1 **un front de batailles durables qu'il convient de déployer, où toutes les luttes sont essen-**
 2 **tielles et complémentaires pour faire reculer le front des dominations.** Les grands thèmes
 3 de mobilisation possibles ici énoncés ne sont pas exhaustifs.

4 **II.1. Pour une Sécurité sociale et des services publics étendus**

5 **La création de la Sécurité sociale, qui plaça l'équivalent du budget de l'État dans les mains**
 6 **des travailleur-se-s, a été un exemple de communisme en action.** Elle doit être défendue
 7 contre les attaques tous azimuts menées pour la vider de sa portée. L'abrogation de la réforme
 8 des retraites est la première mesure emblématique qui s'impose. Mais **c'est l'ensemble de la**
 9 **Sécurité sociale qui doit être relancée de manière conquérante** pour réparer les sécurités
 10 sociales existantes, notamment la santé, et en créer de nouvelles, dans le logement et l'ali-
 11 mentation notamment.

12 Dans le même esprit, là où le capitalisme cherche à privatiser tous les champs de l'activité
 13 humaine, des biens communs jusqu'aux données personnelles, **les services publics (écoles,**
 14 **hôpitaux, transports, logement, sécurité ...)** constituent une alternative concrète de pro-
 15 priété sociale, le socle de l'égalité républicaine, les moteurs possibles d'un développement so-
 16 cial, écologique et démocratique, des espaces de pouvoir des citoyen-ne-s sur l'économie et la
 17 société. Nous voulons renforcer leurs moyens, étendre leur champ d'action, et en développer
 18 de nouveaux (énergie, médicament, grand âge, transition écologique ...).

19 **II.2. Pour la maîtrise sociale des productions, et un travail émancipateur**

20 Dans le capitalisme mondialisé, la production de richesses est source d'exploitations sociales,
 21 de dégâts écologiques majeurs, d'énormes gâchis financiers, de concurrences guerrières. Les
 22 peuples sont jetés les uns contre les autres. **Les travailleur-se-s produisent toujours plus,**
 23 **plus mal et plus vite, tandis que d'autres sont jeté-e-s au rebut. Le travail perd son sens.**
 24 De plus en plus de jeunes ne veulent plus travailler à ces conditions et cherchent des modes
 25 de travail différents. **La reconquête d'une maîtrise sociale des productions et des services,**
 26 **du sens du travail et de l'entreprise, est indispensable à un renversement de paradigme**
 27 **économique, social et écologique.** L'enjeu est que les travailleur-se-s reprennent le contrôle
 28 de la production, au lieu de la subir comme salarié-e-s, pour pouvoir décider quoi produire,
 29 comment produire, pour qui produire.

30 Cela appelle de multiples combats : pour une nouvelle industrialisation du pays tournée vers
 31 les besoins sociaux et la transition écologique ; pour la maîtrise publique de grands secteurs
 32 stratégiques (acier, énergie, chimie...) ; pour un autre système de travail basé sur la sécu-
 33 risation des parcours professionnels, la valorisation salariale du travail et de sa qualité, la
 34 possibilité de progresser en qualification tout au long de sa vie par des périodes de formation
 35 avec continuité de salaire ; pour l'élargissement de tous les modes de production coopératifs
 36 et solidaires ; pour de nouveaux droits économiques et politiques des travailleur-se-s dans
 37 l'entreprise ou le service public comme dans la cité, etc.

38 **II.3. Pour une planification écologique au service des besoins populaires**

39 Le capitalisme entraîne l'humanité et la planète dans des crises écologiques et sanitaires à
 40 répétition, définissant une ère dite d'anthropocène ou de capitalocène (réchauffement clima-
 41 tique, effondrement de la biodiversité, pollution atmosphérique, pesticides etc.). Sa contesta-
 42 tion est désormais indispensable à la survie de la planète.

43 **Notre ambition écologique est transversale : énergie, eau, transports, production, habitat,**
 44 **agriculture, biodiversité... Elle combine intervention citoyenne, justice sociale, et plani-**
 45 **fication publique.** Notre plan climat « Empreinte 2050 » permet la neutralité carbone en
 46 2050. Il vise une électricité largement décarbonée, la baisse de la consommation finale et
 47 la création d'un pôle public de l'énergie, garantissant des prix bas, la sécurité d'approvision-
 48 nement et la sortie accélérée des énergies fossiles. Il porte aussi sur la rénovation thermique
 49 des bâtiments, le développement des frets ferroviaire et fluvial, du rail voyageur, du vélo et
 50 des transports gratuits, grâce à des plans massifs d'investissements publics, la production
 51 d'automobiles moins polluantes, en particulier électriques, à des prix accessibles aux classes
 52 populaires et moyennes. Il doit être décliné en fonction de la réalité de vie dans chaque terri-
 53 toire, avec des propositions adaptées, par exemple dans les zones rurales et péri-urbaines où
 54 le RN agite la peur de l'« écologie punitive ».

1 **L'alimentation et l'agriculture sont dans ce cadre un enjeu écologique, social et territorial**
 2 **essentiel, un enjeu de souveraineté.** Nous défendons une agriculture paysanne, à taille hu-
 3 maine, fondée sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Nous voulons augmenter le
 4 nombre d'agriculteurs-rice-s, sécuriser leurs revenus, faire reculer l'emprise de l'agro-industrie
 5 et de la grande distribution. La politique agricole commune doit être refondée, la recherche
 6 agronomique publique renforcée avec l'objectif d'aider le monde paysan à réussir sa conver-
 7 sion écologique.

8 **II.4. Pour reprendre le contrôle de l'argent** 9 **et des richesses monopolisées par le capital**

10 Le développement du capitalisme mondialisé, notamment avec les technologies du numé-
 11 rique, exacerbe la concentration du patrimoine, l'exploitation du salariat, et fait exploser les
 12 inégalités. **Le scandale des 211 milliards d'aides publiques sans contrôle, celui concernant**
 13 **les millionnaires ne payant pas d'impôt, ou le succès de la taxe Zucman montrent que**
 14 **l'exigence d'une autre répartition et d'une autre utilisation des richesses progresse.**

15 Les critères d'efficacité sociale et écologique doivent se substituer aux seuls critères de ren-
 16 tabilité maximum. Les salaires doivent augmenter en mettant un terme aux revenus indé-
 17 cents servis aux actionnaires. La maîtrise publique des banques devient une nécessité pour
 18 permettre le contrôle du crédit bancaire et de la création monétaire, en faveur de l'emploi,
 19 de la formation, des projets utiles aux populations. La France doit exiger un fonds européen
 20 de développement des services publics issu de la BCE. L'hégémonie du dollar doit être aussi
 21 contestée. L'idée d'une monnaie commune mondiale mise au service du développement hu-
 22 main, des biens communs, de la coopération et de l'environnement, n'est plus taboue, et le
 23 temps est venu d'en faire une bataille mondiale.

24 **La démagogie anti-impôts ne sert qu'à baisser l'impôt des riches, des grandes entreprises**
 25 **et les dépenses publiques socialement utiles. Notre bataille, c'est la justice fiscale :** pro-
 26 gressivité de l'impôt rétablie pour les hauts revenus ; taxation des grandes fortunes ; lutte
 27 contre l'évasion fiscale, en particulier des multinationales, contre l'optimisation et les niches
 28 fiscales spéculatives, contre les paradis fiscaux. Voilà des objectifs d'action crédibles et popu-
 29 laires qui redonneraient des marges à l'action publique !

30 **II.5. Pour vivre libres, l'émancipation culturelle et le partage des savoirs**

31 Le virage extrémiste du grand capital va de pair avec une offensive de contrôle sur tout le
 32 champ culturel et contre les libertés. Des groupes milliardaires alliant grand capital et ex-
 33 trêmes droites, comme ceux dirigés par Elon Musk, Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Sté-
 34 rin sont à la manœuvre.

35 C'est le champ même de l'émancipation et de la liberté des imaginaires, notre liberté de pen-
 36 ser et de créer, qui sont visés. **La bataille culturelle doit retrouver une place de premier plan**
 37 **comme nous avons commencé à le faire avec les Nouveaux États généraux de la Culture,**
 38 **ou avec la proposition de continuité de revenus pour les artistes autrices et auteurs.** Unir
 39 pour promouvoir le soutien public à la culture, l'art et la création artistique, l'éducation po-
 40 pulaire et les associations culturelles, est une composante majeure de notre projet de société.

41 **Dans les médias, l'édition (jusqu'aux manuels scolaires), les réseaux de diffusion cultu-**
 42 **relle, une loi anti-concentrations permettant de démanteler la mainmise des monopoles**
 43 **privés néoréactionnaires doit devenir un objectif d'action immédiat.** Le pluralisme de la
 44 presse et la liberté d'informer doivent être défendus pied à pied. La bataille doit aussi être
 45 menée pour l'**audiovisuel public** que la commission d'enquête pilotée par l'extrême droite a
 46 entrepris de discréditer pour le privatiser. Il doit être renforcé, démocratisé, mieux financé,
 47 lui permettant d'être un garant du pluralisme de l'information, et un soutien résolu de la
 48 création et de la diversité culturelle.

49 **La maîtrise de nos choix de société passe aussi par le champ du savoir, de sa création à**
 50 **sa diffusion.** Les libertés académiques sont remises en cause pour étouffer les alertes et cri-
 51 tiques (réchauffement climatique, crises sanitaires ...) ; l'enseignement public est étranglé au
 52 profit de l'enseignement privé. **Nous considérons la connaissance comme un bien commun**
 53 **au service de l'émancipation et du progrès collectif.** Le soutien à l'éducation nationale, à
 54 l'enseignement supérieur et à la recherche doit être augmenté, et l'argent public doit aller à
 55 l'école publique.

1 Sur des grands axes de recherche et d'innovation comme l'**intelligence artificielle ou le nu-**
 2 **mérique**, des outils libres, sous contrôle public, algorithmiques mais aussi technologiques
 3 doivent être créés, ainsi que des outils de régulation démocratique. La société dans son en-
 4 semble doit être saisie des enjeux sociaux et éthiques de ces transformations pour décider
 5 collectivement de leurs usages.

6 II.6. Pour l'égalité jusqu'au bout de toutes et tous

7 **L'égalité est au fondement de la République, mais elle est une bataille permanente.** Une
 8 poussée planétaire se déploie pour une égalité universelle, une égale dignité de toutes et tous
 9 partout dans le monde. Ce à quoi les droites extrêmes répondent en mettant ouvertement en
 10 cause ces exigences, les libertés, la démocratie, l'état de droit et la justice censée le garantir.

11 **La révolution féministe en cours, amplifiée par le mouvement #MeToo, est de portée ci-**
 12 **vilisationnelle.** Le retentissement mondial du procès de Gisèle Pelicot a montré le caractère
 13 irréversible des luttes contre les violences sexistes et sexuelles systémiques. Les luttes contre
 14 toutes les formes de domination, contre le patriarcat, comme pour réaliser l'égalité réelle au
 15 travail sont consubstantielles à notre combat émancipateur. Nous serons de toutes les luttes
 16 féministes, des luttes centrales pour l'humanité toute entière.

17 **Nous ne lâcherons rien non plus contre les discours ouvertement xénophobes, le racisme**
 18 **décomplexé des droites-extrêmes**, contre l'antisémitisme, la haine anti-musulmans, la
 19 haine anti-LGBTQI+, jusqu'à la négrophobie révélée au grand jour contre le nouveau maire de
 20 Saint-Denis. La République pour laquelle nous avons toujours combattu reconnaît l'égalité
 21 des droits pour tou-te-s, sans distinction d'origine, de religion, d'orientation sexuelle ou de
 22 couleur de peau. Nous défendons aussi pour cela une politique de régularisation des tra-
 23 vailleu-se-s sans-papiers, la liberté de circulation en lien avec notre action pour un monde
 24 de paix et coopération, le droit de vote et d'éligibilité des résident-e-s étranger-e-s non-euro-
 25 péen-ne-s aux élections locales. Face aux violences policières, nous exigeons une police répu-
 26 blicaine exemplaire, la fin des contrôles au faciès, et des mécanismes de contrôle démocra-
 27 tique renforcés.

28 **Nous voulons que la France retrouve sa place au premier rang des nations pour la défense**
 29 **et la promotion des droits humains.** Le temps est venu d'ouvrir le chemin d'une 6e Répu-
 30 blique pour un nouvel âge démocratique, développant l'intervention citoyenne à toutes les
 31 échelles. Nous appelons à **un processus constituant aboutissant à référendum.** Nous pro-
 32 posons de supprimer l'élection présidentielle au suffrage universel, pour redonner le premier
 33 rôle au Parlement et au gouvernement qu'il mettrait souverainement en place. Nous voulons
 34 donner aux travailleu-se-s la souveraineté sur leur travail en inscrivant dans la Constitution
 35 la citoyenneté à l'entreprise, avec des droits de décision des salarié-e-s dans la gestion. **Notre**
 36 **objectif est de rendre la République sociale et démocratique, pleinement laïque et univer-**
 37 **saliste, écologiste et féministe.**

38 **III. Paix et internationalisme au cœur de notre combat**

39 Le communisme français est né du rejet de la guerre et sous la devise : « Prolétaires de tous
 40 les pays, unissez-vous ! » Nous sommes fier-e-s de rester fidèles à ces engagements fondateurs.

41 Dans le monde de Trump et de Netanyahu, qui banalisent la guerre et la tuerie de masse
 42 sans limites, dans ce monde où prospèrent les extrêmes droites et les discours de haine, où
 43 renaissent les appétits nationalistes et impérialistes, où Poutine poursuit depuis 4 ans une
 44 guerre d'une barbarie sans nom, où le surarmement a repris de plus belle, nous vivons au
 45 bord du précipice.

46 III.1. Le combat pour la paix redevient une priorité centrale

47 Ce devrait être un acte majeur de notre congrès : **les communistes décident de s'engager**
 48 **dans le développement d'un grand mouvement pour « bannir la guerre et construire la**
 49 **paix »** en entrant pour cela et sans attendre en dialogue avec toutes les forces qui en France,
 50 en Europe et dans le monde partagent cet objectif. Ils décident à cet effet de se saisir **des**
 51 **dates du 6 août**, date anniversaire du bombardement d'Hiroshima, et **du 21 septembre**, jour-
 52 née mondiale pour la paix, pour organiser deux premiers moments de mobilisation par la
 53 multiplication d'initiatives décentralisées dans tout le pays.

1 Nous pourrions aussi porter l'exigence d'une déclaration solennelle de la France à la tribune
 2 de l'Assemblée générale de l'ONU pour dire son refus d'engagement dans les logiques guer-
 3 rières actuelles, sa décision de retrait de l'OTAN, son abandon de tout projet d'eupéanisa-
 4 tion de la force de dissuasion nucléaire française, et son appel à la relance d'un intense pro-
 5 cessus diplomatique international pour des accords de paix et de sécurité collective globale
 6 et pour la relance de processus multilatéraux de désarmement nucléaire et conventionnel.

7 III.2. Des fronts de solidarité internationale concrets et suivis

8 Notre combat pour la paix va de pair avec le développement de **fronts de solidarité concrets**
 9 **avec les peuples victimes d'agressions**, en particulier aux côtés des plus emblématiques
 10 d'entre eux.

11 **C'est le cas du peuple palestinien** pour lequel l'engagement de notre direction a fait gra-
 12 vement défaut au lendemain du 7 octobre : son combat pour la liberté et la dignité, contre
 13 l'occupation, la colonisation, la négation de ses droits fondamentaux par le pouvoir israélien,
 14 jusqu'au pire des crimes contre l'humanité - le génocide - fait plus que jamais de la question
 15 palestinienne l'enjeu central de l'avenir du Proche-Orient.

16 **D'autres peuples du Moyen-Orient** appellent impérativement notre solidarité : **le peuple li-**
 17 **banais**, victime d'agressions répétées de l'armée israélienne d'une violence inouïe, qui désta-
 18 bilisent durablement cette nation martyre ; **le peuple iranien**, dont les forces démocratiques
 19 subissent la double peine d'un régime dictatorial et sanguinaire et de la guerre dévastatrice
 20 menée par Israël et les États-Unis ; **le peuple kurde**, qui subit la répression des régimes en
 21 place dans chacun des pays où il vit, mais aussi la trahison des pays occidentaux qui « ou-
 22 blient » ce qu'ils lui doivent pour la défaite infligée aux terroristes de l'« État islamique ».

23 **Solidarité aussi en Europe même, avec le peuple ukrainien**, victime de la guerre lancée
 24 par Poutine, et avec le peuple russe, qui en subit les conséquences, en particulier les jeunes,
 25 sacrifiés comme chair à canon.

26 **Solidarité avec le peuple de Cuba**, asphyxié par Washington avec d'autant plus de hargne
 27 qu'il symbolise depuis des décennies l'esprit de résistance face à la domination de la puis-
 28 sance qui se croit propriétaire du continent. Toutes les forces démocratiques de la région
 29 sont d'ailleurs aux prises avec le pouvoir sans foi ni loi des États-Unis - illustré par l'inaccep-
 30 table enlèvement du Président du **Venezuela** - et les gouvernements ultra-réactionnaires à
 31 la solde de Washington. Solidarité **avec le peuple d'Haïti**, qui vit l'enfer sur Terre, sans que
 32 lui soit apportée par la communauté internationale l'aide vitale lui permettant d'entrevoir sa
 33 libération.

34 **Solidarité toujours avec les peuples d'Afrique**, à la fois ceux qui subissent des guerres d'une
 35 cruauté indicible -tel celui du Soudan, victime de la « pire crise humanitaire et de dépla-
 36 cement au monde » (ONU)- et, plus généralement aux dizaines de millions d'Africaines et
 37 d'Africains qui subissent les fléaux de la misère et du changement climatique, tandis que
 38 les grands groupes multinationaux continuent de piller les potentialités considérables du
 39 continent !

40 **Solidarité enfin avec la population d'Afghanistan**, et tout particulièrement les femmes et
 41 les filles, persécutées par le régime des talibans, privées de leurs droits les plus élémentaires
 42 et subissant les pires violences liées au genre.

TROISIÈME PARTIE

Un Parti communiste utile à notre peuple

4 Pour mener à bien ces tâches cruciales, nous avons besoin de mettre au niveau notre combat
5 idéologique, notre présence et notre créativité au service du mouvement populaire, notre
6 activité internationaliste et au service de la paix, notre organisation, sa vie démocratique,
7 l'efficacité du travail collégial de nos directions. Nous ne pouvons pas faire comme si tout
8 pouvait continuer comme avant. C'est le troisième défi de ce congrès.

9 I. Un parti engagé dans la bataille des idées

10 La politique se joue autant dans la bataille des consciences que dans les luttes sociales ou les
11 urnes. Le RN fait patte de velours mais les extrêmes droites mènent en réalité une bataille
12 d'idées agressive, organisée, systématique, et dispose de puissants relais médiatiques. **Nous**
13 **devons nous aussi organiser la bataille culturelle avec toutes celles et ceux qui contestent**
14 **leur récit rétrograde et antirépublicain.**

15 Face à la haine et aux divisions qu'ils répandent, nos ripostes doivent être beaucoup plus vi-
16 goureuses. Un meeting de solidarité avec Bally Bagayoko, c'est bien. Une campagne nationale
17 contre les clichés racistes, c'est indispensable. Un point marqué avec le rapport de Fabien Gay
18 sur les 211 milliards d'aides publiques, c'est bien. Une campagne nationale pour faire vivre ce
19 qui devrait dès lors changer, ce serait mieux.

20 Le monde change vite, et même à toute vitesse. **Nous devons réorganiser notre travail**
21 **d'analyse sur l'état de la société, sur le mouvement des idées, sur la situation mondiale.**
22 Nous devons sans cesse confronter notre visée révolutionnaire aux évolutions du monde et
23 des idées. Nous devons systématiser les auditions, débats, journées d'études de nos secteurs
24 de travail et publier pour populariser l'actualité de notre travail des « **livrets du communisme**
25 **du 21^e siècle.** »

26 Pour nos adhérent·e·s mais aussi pour toutes celles et ceux que cela intéresse, notre Parti doit
27 devenir un espace ouvert de formation permanente, d'apprentissage militant, et d'éducation
28 populaire. Nos locaux peuvent être mis à disposition pour échanger les expériences, coord-
29 donner et organiser des luttes, pour débattre et approfondir des questions d'actualité comme
30 des questions théoriques, pour accueillir la jeunesse en quête d'idées, d'actions et de formes
31 nouvelles.

32 Le travail intellectuel de nos revues et celui de nos réseaux thématiques doivent être popula-
33 risés. Une **Semaine nationale consacrée à ces enjeux pourrait être organisée avec la Fonda-**
34 **tion Gabriel Péri, Espaces Marx, les revues du Parti qui le souhaitent, les partenaires inté-**
35 **ressés.** Des débats théoriques ouverts et filmés associant spécialistes et militant·e·s seraient
36 ainsi mis·e·s à la disposition de tou·te·s.

37 Étendre l'offre de formation nécessite de diversifier les pratiques - universités d'été, stages
38 de base ou thématiques, livrets thématiques, bibliothèque numérique, formats vidéo, ateliers
39 pratiques, etc. - tant sur les outils de compréhension de la réalité, sur le mouvement des idées
40 que sur les savoir-faire (organiser un porte-à-porte, prendre la parole en public, animer des
41 sites web et réseaux...).

42 **Si notre visibilité médiatique s'est améliorée ces dernières années, notre communication**
43 **doit elle aussi s'adapter aux évolutions des pratiques et des nouveaux usages numériques,**
44 **et donner mieux à voir la richesse du collectif communiste.**

45 **Dans ce combat d'idées, la place tenue par l'Humanité et sa Fête annuelle,** pour une in-
46 formation différente, pour le soutien aux idées de transformation sociale, au carrefour de
47 nombreuses luttes, réflexions intellectuelles et culturelles, **est un atout inestimable.** Il doit
48 être soutenu dans sa diffusion et son rayonnement par le collectif militant communiste, de
49 même que notre presse régionale là où elle existe.

1 II. Un parti utile à l'élargissement de l'action populaire

2 Notre ambition révolutionnaire est démocratique. C'est par la démocratie et l'irruption de
3 la volonté populaire sur la scène politique que nous entendons relever nos défis politiques.

4 **L'organisation de campagnes politiques durables, tournées vers cette mise en mouve-**
5 **ment, doit avoir des conséquences sur notre organisation interne, et sur celle de notre**
6 **direction.** Le recensement des luttes en cours, l'organisation de notre soutien et de notre pré-
7 sence politique s'organise également. Notre présence territoriale peut être couplée à des ani-
8 mations transversales. Comme l'Assemblée des femmes déjà mise en place, d'autres **Assem-**
9 **blées nationales** pourraient se réunir entre les congrès pour animer des batailles nationales
10 (Assemblée de syndicalistes communistes, de militants engagés dans le monde associatif,
11 Assemblées d'élu·e·s en lien la Coop...). Les slogans nationaux ne suffisent pas. **La créativité**
12 **militante sur le terrain est décisive.** Nous devons régulièrement en tirer enseignement par
13 l'échange, le bilan d'expériences, la réflexion politique sur l'état des luttes et des consciences.

14 Ce sera particulièrement nécessaire dans la séquence électorale de 2027 que nous voulons
15 aborder par l'entrée en scène des attentes populaires dans le débat. Nous pouvons lancer dès
16 l'été des cahiers de doléances, en version papier et numérique, tant sur le projet que sur le
17 rassemblement pour organiser cette irruption des exigences citoyennes.

18 La Fête de l'Humanité, puis des assemblées populaires peuvent organiser cette irruption avec
19 l'ensemble des parties prenantes du Nouveau Front Populaire de 2024, partis, syndicats, as-
20 sociations, citoyen·ne·s, tout en cherchant l'élargissement, pour y travailler à la fois le projet
21 commun en partant de la base du programme de 2024, la stratégie et l'incarnation de ras-
22 semblements permettant de créer les conditions de victoires.

23 Dans tout ce travail, notre dialogue avec les organisations syndicales, le mouvement asso-
24 ciatif, le monde intellectuel, les milieux artistiques et culturels, les milieux populaires et la
25 jeunesse, sera décisif. Nous y apporterons une attention particulière.

26 III. Un parti ouvert, populaire, sur le terrain

27 **Notre présence militante sur tout le territoire demeure un atout essentiel.** Nous ne sommes
28 pas une écurie présidentielle mais un parti au service de la politisation populaire. Le dialogue
29 politique et stratégique avec le peuple passe par des milliers de petits gestes quotidiens, de
30 conversations avec des voisins, des amis, des collègues, dans des boucles WhatsApp... Ces
31 liens souples peuvent former des noyaux militants de base plus organisés. Nous en avons
32 déjà, mais beaucoup d'autres peuvent se former avec des formes nouvelles. Nous élaborerons
33 un questionnaire permettant de cibler les pratiques militantes favorables à l'adhésion, et fe-
34 rons un bilan des objectifs du 39e congrès de 10.000 adhésions en 3 ans.

35 Nous proposons de lancer une vaste campagne d'implantations en visant plusieurs objectifs :

36 La diversité sociale : agir à grande échelle implique d'être au contact de la diversité du peuple.
37 Grands ensembles, villages, zones pavillonnaires, centres-villes : nous voulons des groupes
38 communistes partout, l'implication syndicale et associative est à ce titre essentielle.

39 **La jeunesse** : elle s'engage massivement ces dernières années, et elle porte souvent en avant
40 des idées nouvelles. S'implanter en lien avec les jeunes et les étudiant·e·s communistes dans
41 les lieux de concentration de la jeunesse, lycées, universités, métiers ubérisés ou saisonniers,
42 est une priorité.

43 **Les lieux stratégiques** : notre implantation dans les entreprises est devenue faible ; avec
44 du travail suivi, on peut chercher à la reconstituer dans de grandes concentrations indus-
45 trielles, publiques, et certains nœuds stratégiques décisifs comme les entrepôts d'Amazon
46 par exemple.

47 **L'animation politique et festive de nos locaux et de nos rendez-vous politiques est aussi**
48 **importante, comme l'animation plus régulière de lieux de sociabilité** : bars militants, es-
49 paces de concerts, agoras associatives, salles de sport, pour lesquels nous pourrions chercher
50 à mutualiser de l'expérience.

51 Quand l'agenda politique nous le permettra, le plus tôt sera le mieux, **une conférence na-**
52 **tionale pourrait être entièrement dédiée à l'organisation de notre Parti**, pour faire une
53 évaluation détaillée et adapter notre organisation aux réalités et aux formes d'engagement
54 contemporaines.

1 **IV. Une démocratie militante active**

2 Nous voulons la transformation sociale par la démocratie et le recul des dominations. Le
 3 fonctionnement de notre parti doit être en phase avec notre ambition. **La démocratie mili-**
 4 **tante est pour nous fondée sur le débat, l'écoute et le partage des opinions exprimées, le**
 5 **respect des différences, la recherche du rassemblement et le dépassement des contradic-**
 6 **tions. Elle suppose donc le temps du débat et sa sincérité.**

7 **Une démocratie vivante doit viser à associer l'ensemble des adhérent·e·s aux grands choix**
 8 **du Parti**, surtout quand les questions sont cruciales. Le calendrier intenable d'organisation
 9 de ce 40^e congrès n'est pas un exemple à suivre. Et entre deux congrès, nous devons cher-
 10 cher à mieux associer les communistes avec l'organisation de conférences nationales sur une
 11 question ou un thème, avec la mise en réseau d'un plus grand nombre de communistes sur
 12 une activité ou une thématique, avec des modes de consultation directs à mettre en place,
 13 comme par exemple la possibilité de référendum d'initiative militante.

14 Le rôle du Conseil national est de faire vivre le débat démocratique à la fois en son sein et
 15 avec l'ensemble des adhérent·e·s, par exemple en organisant des consultations en amont des
 16 votes du CN, permettant aux cellules, sections et fédérations de s'exprimer. Le fonctionne-
 17 ment du CN doit être revu. La participation largement insuffisante à ses réunions nécessite
 18 l'analyse de ce fonctionnement.

19 **Le fonctionnement de notre direction nationale doit être basé sur la collégialité**, et non sur
 20 le présidentialisme. La mise en responsabilité jusqu'au plus haut niveau de jeunes, de femmes
 21 et d'hommes issu·e·s des milieux populaires, dans une parité effective, est indispensable pour
 22 que notre Parti soit représentatif de la diversité sociale, professionnelle et territoriale du pays.

Signataires

ALLEGRET Yvonne (26) · **ALLOUX** Patrick (48) · **AMIABLE** Marie Hélène (92) · **ANNOOT** Pierric (92) · **AQUA** Jean Noel (75) · **ARASA** Marie-Claire (91) · **ASSASSI** Eliane (93) · **AUGUSTE** François (38) · **AURY THIERRY** (60) · **AUSTIN** Gwenaëlle (75) · **AZZOLINI** Elisabeth (30) · **BALOCHE** Bernadette (46) · **BALOCHE** Marc (46) · **BARBERA BOYER** Myriam (34) · **BARBOTIN** Christian (45) · **BAREY** Jean Jacques (75) · **BARRE CATHERINE** (94) · **BASTIDE** Daniel (7) · **BAUDE BERNARD** (62) · **BAUDONNE** Anne (75) · **BAUDRIER** Jacques (75) · **BAUDRY** viviane (9) · **BAYOUD** Marie -jo (26) · **BAZINET** Maryse (17) · **BELLAY** fabienne (91) · **BERNIES** Cécile (33) · **BERTIN** Pascale (58) · **BIANCARELLI-LOPES** Aurélie (13) · **BILLOUT** Michel (77) · **BLACHERÉ** Marc (72) · **BLANCHET LE BIHAN** Veronique (29) · **BLANDIOT FARIDE** Charlotte (77) · **BLASCO** Gabriel (34) · **BLOSSIER** Hugo (86) · **BOISSONNADE** Fabien (34) · **BONNAREL** Aurelien (67) · **BONNEAU** Beatrice (75) · **BORDET** Evelyne (66) · **BORTOT** Hadrien (75) · **BORTOT** Sylvie (57) · **BOSCHERON** Evelyne (75) · **BOU** Jean Luc (34) · **BOUALI** Josiane (33) · **BOUCHE** Catherine (72) · **BOUGET** Vincent (30) · **BOUHADJEB** Nadia (48) · **BOUQUET** Anne-Marie (78) · **BOURGOIN** Jacques (92) · **BOURNOT** Sophie (6) · **BOUROTTE** Didier (58) · **BOUROUHA** Soumya (93) · **BOURSIER** Marie-Pierre (92) · **BOUSSARD** Alain (38) · **BOUSSEDRÀ** Saliha (30) · **BOUVIER** Yann (40) · **BOUYSSOU** Philippe (94) · **BRAMY** Hervé (93) · **BREFORT** Françoise (38) · **BUY** Jean Bernard (38) · **BUZI ZOIA** Danyelle (9) · **CAPOULADE** Alexandre (82) · **CATUS** Bertrand (87) · **CAZENEUVE** Roland (65) · **CHABROL** Serge (45) · **CHAMBRELAN** Francis (27) · **CHARRIE** Patrice (30) · **CHARTRAIN** Véronique (28) · **CHARZAT** Bruno (75) · **CHAZAL** Eliane (74) · **CIADILLA** Maurice (68) · **CIPRUT** Régine (93) · **CLEMENT** Robert (93) · **COHEN** Laurence (94) · **COLLOMB** Christian (74) · **CONTANT** Ghislaine (20) · **COPPOLA** Jean-Marc (13) · **COURBON** Léonard (42) · **COURTOIS** Alain (91) · **CRU** Daniele (39) · **CUKIERMAN** Leila (94) · **CULIE** Marie Claire (81) · **DAGEVILLE** Bénédicte (75) · **DAGUERRE** Catherine (33) · **DAILLY** Catherine (60) · **DAUMIN** Stéphanie (94) · **DAVISSE ANNICK** (94) · **DAVISSE** Yves (69) · **DAVISSE** Françoise (93) · **DE ALMEIDA** Isabelle (71) · **DE BENITO** Julien (84) · **DECHERY** Edmond (69) · **DECHERY** Nicole (69) · **DEJEU** Michel (85) · **DELACROIX** Sylviane (59) · **DELAIGUE** Jean-Michel (13) · **DEMOUGIN** Anne (72) · **DERISSON** Marie (77) · **DESCHAMPS** Bernard (30) · **DHARREVILLE** Pierre (13) · **DIANOUX** Alain (69) · **DJADOUN** Manel (92) · **DUBOIS GASNOT** Stéphanie (72) · **DUBOSCQ** Gérard (50) · **DUCLOS EISENBARTH** Marlène (21) · **DUFFOUR** Michel (92) · **DUGUET** Daniel (22) · **DUMAS** Cécile (95) · **DUPIOL** Alain (33) · **DUPONT** Ismaël (29) · **DUPUIS** Denis (60) · **ECHES** Matthieu (75) · **ELORRI** Sophie (33) · **ESPEISSE** Maria (28) · **ESPINAT** Michel (78) · **ESTAGER** Yves (59) · **FABRE** Brigitte (9) · **FARALDO** Latifa (30) · **FERRAND** Pierre (34) · **FEUGERE** Jean (78) · **FITER** Françoise (66) · **FLAHAUT** Philippe (12) · **FLAUX** Aline (76) · **FLAVENOT** Jean Luc (69) · **FLEY** Anaïs (92) · **FOIRET** Christian (56) · **FONTANA** Loris (74) · **FREUCHET** Muriel (7) · **FUMEL** Hervé (48) · **GAGOU** Christian (29) · **GALLAIS** Joël (56) · **GALLOIS** Mathieu (45) · **GARCIA** Edgard (93) · **GARCIA** Nadine (92) · **GARINO** Audrey (13) · **GASPON** Nicole (66) · **GAU** Jean François (75) · **GAYRAUD** Martine (30) · **GAYSSOT** Serge (48) · **GEBUHRER** Olivier (6) · **GENCE** Kevin (59) · **GERGEN** Colette (78) · **GHERSI** Marie France (89) · **GHIATI** Vanessa (92) · **GIMENEZ** Jacques (7) · **GIRARD** Pascal (7) · **GOT** François (34) · **GRADOR** Dominique (19) · **GRANMONT** René (66) · **GREDER** Joelle (82) · **GRELAUD** Alain (33) · **GUERREIRO** Antoine (38) · **GUIGO** Eliane (6) · **GUILLOU** Alain (44) · **HARRIS** Florence (86) · **HAYOT** Alain (13) · **HENNEBELLE** Françoise (95) · **HEQUET** Thibaut (50) · **HERBER** Louis (33) · **HUBERT** Cécile (45) · **HULIN** Bertrand (50) · **HUMBERT** Pierre (21) · **JACQUART**

François (7) · **JAMAIN** Yves (86) · **JAY** Marie (94) · **JOLLET** Anne (75) · **JOUBERT** Philippe (56) · **JOULAIN** Anne (86) · **KAHANE** Claudine (38) · **KARAOUN GOUZOU** Rym (75) · **KERAVEC** Philippe (72) · **LA DUNE** Clément (87) · **LAIGO** Marc (91) · **LANDAIS** Jean-Pierre (44) · **LANGEOIS** Christian (14) · **LANGLOIS** Nicolas (76) · **LANGOUREAU** Jean Marie (6) · **LANOY** Denis (30) · **LARNAUD** Gilles (20) · **LAURENT** Gérard (49) · **LAURENT** Pierre (71) · **LAVEDRINE** Jeannine (3) · **LAVERGNE** Guy (46) · **LAVOLLAY** Jean (78) · **LE BIHAN** Gabrielle (83) · **LE BRIAND** Yveline (91) · **LE GUYADER** Morgane (29) · **LE MENE** Noémie (91) · **LE POUL** Annick (91) · **LEBAIL** Danielle (69) · **LEBEAU** Jacques (83) · **LEBRUN** Dominique (45) · **LECROQ** Emilie (93) · **LEIDET** Gérard (13) · **LEJAMTEL** Ralph (50) · **LEJARRE** Béatrice (67) · **LEKIEFS** Didier (87) · **LEMAIRE** Jean Malik (66) · **LEMARCHAND** Laurent (76) · **LEMOING** Jean-Louis (41) · **LEONARD** Emmanuel (41) · **LEPROUST** Gilles (72) · **LEVEL** Jonathan (34) · **LEVILLAIN** Bernard (3) · **LIBERTI** François (34) · **LOPEZ** Luiz (37) · **MAKOWSKI** Philippe (9) · **MANGANELLI** Stephan (84) · **MANSAT** Lucette (3) · **MARCELOT** Annie (1) · **MARECHAL** Jacques (57) · **MARONI** Eva (42) · **MASURE** Hélène (60) · **MAYER** Sylvie (41) · **MAZAURIC** Claude (30) · **MENDELSON** Christine (13) · **MESLIAND** Anne (13) · **MEYROUNE** François (89) · **MIGNOT** Didier (93) · **MIOTELLO** Gérard (76) · **MONDANGE** André (38) · **MORAGA** Nuria (33) · **MOREAU** Philippe (29) · **MOULY** Frank (77) · **MOURY** José (93) · **MUSCAGORRY** Jean-Louis (92) · **MUSELLI-COLONNA** Pierre-Ange (20) · **MUZEAU** Roland (92) · **NAGET** Camille (75) · **NICOL** Jacques (12) · **NOEL** Marjorie (95) · **NOUILLE** Michel (91) · **OINARD** Guillaume (89) · **ORTEGA-PELLETIER** Clément (95) · **OUZOULIAS** Nathalie (30) · **PAILLARD** Jean-luc (53) · **PARMENTIER** Aline (68) · **PASSAT** Alain (3) · **PEREZ** Martine (12) · **PETERS** Isabelle (38) · **PETRON** Camille (53) · **PEU** Stéphane (93) · **PIERRE DALLARD** Lilianne (94) · **PLANQUE** Paul (30) · **POMPOUGNAC** Hugo (92) · **POTTIER** Caroline (85) · **POZE** Michel (28) · **PRADIER** Nicole (78) · **PRIMET** Raphaëlle (75) · **PRIMET-SERIKET** Danielle (7) · **QUERIC** Catherine (56) · **QUETIER** Jean (67) · **RADIGALES** Céline (73) · **RAUZE** Marjolaine (69) · **RAVACHE** Gilles (1) · **RAYNAL** Alain (82) · **RAYNAL** Nicole (76) · **REY** Nicole (66) · **RIOUAL** Jean Pierre (76) · **RONDEPIERRE** Christine (49) · **RONDEPIERRE** Denis (49) · **ROSIER** Bruno (72) · **ROUATBI DHAOUADI** Ahlam (78) · **ROUSSEAU** Maryse (29) · **ROUSSEY** Christine (89) · **ROUX** Renaud (94) · **ROYER** Guillaume (59) · **SARRABEYROUSE** Olivier (93) · **SAVOLDELLI** Pascal (94) · **SEBBAH** Julia (87) · **SEDDOUKI** Saïd (91) · **SIMON** Claude (28) · **SIMONNET** Nathalie (93) · **SKOWRONEK** Annabelle (32) · **SOULARD** Pascale (94) · **SOULET** Ghislaine (30) · **SULTAN** Philippe (75) · **SUREAU** Franck (77) · **TAHANI** Najat (72) · **TAILLANDIER** Jean Claude (89) · **TERRADE** Odette (94) · **TIEURSIN** Michel (76) · **TOURNECUILLETT** Eric (94) · **TRANCHANT** Claire (38) · **TRAPIER** Pierre (26) · **TRIGUERO** Jean (9) · **URBACH** Marie Joelle (83) · **VARENNE** valérie (50) · **VAZQUEZ** Claude (91) · **VERNEJOUL** Patricia (33) · **VEROVE** Gaele (50) · **VIDAL** Patrick (15) · **VIDECOQ-BARD** Sophie (95) · **VIGNES** Bernard (95) · **VILAINE** Josette (89) · **WOJCIECHOWSKI** Bozena (94) · **WURTH** Agnès (69) · **WURTZ** Francis (67) · **ZIELINSKI** Christian (86) · **ZOUGHEBI** Henriette (93) · **ZUBKOV** Rustam (77)

Stratégie Communiste

*La lutte des classes comme boussole,
le socialisme comme programme*

TEXTE ALTERNATIF AU PROJET DE BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL

RÉSUMÉ

Face à la guerre et au réarmement des pays impérialistes, à la crise du capitalisme et à la montée en puissance des forces fascistes, notre parti ne peut plus se limiter à une gestion à vue : il nous faut une stratégie claire et adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Nous faisons le bilan des aspirations portées il y a sept ans au 38e congrès : notre regain de visibilité **ne nous suffit pas à retrouver un électorat**. Le parti reste enfermé dans un électoralisme illisible et des alliances variables. **Le retour des communistes à l'entreprise n'a pas eu lieu**. Nous continuons à perdre élu-es et adhérent-es. Notre action municipale ne compense plus nos faiblesses nationales : c'est l'utilité même du Parti qui est questionnée.

Notre parti est traversé par trois orientations : une **vision satellitaire** de LFI ou du PS, une **gestion patrimoniale centrée sur la préservation de notre héritage** et de nos dernières places électives et une **perspective communiste** qui remet au centre notre renforcement organisationnel et la conscience de classe. Cette troisième voie nécessite une refonte de notre organisation : relance des cellules, clarification des structures, renforcement de la formation, promotion d'une direction plus populaire et féminisée, lutte contre les violences sexistes et **respect des décisions collectives par nos représentant-es et par nos élu-es**.

Le positionnement « républicain-social » du PCF est inefficace, perçu comme **moins radical que LFI et moins proche du pouvoir que les socialistes**. Face à la crise capitaliste qui aggrave l'austérité et l'exploitation, le PCF doit retrouver une ligne de classe et un programme révolutionnaire : **le socialisme comme stratégie de rupture visant la prise du pouvoir d'État pour construire une société libérée des dominations et de l'exploitation, le communisme**. Pour cela le socialisme articule révolution féministe, antiraciste et culturelle, refondation de la justice, de l'école et de la République. Il agit pour élargir sans cesse le principe : « **chacun-e reçoit selon ses besoins et contribue selon ses moyens**. »

Le socialisme répond aux immenses besoins sociaux par la planification sur le modèle développé dans le Plan climat et par la socialisation des entreprises afin de supprimer les capitalistes en tant que classe. Cette conception guide des alliances électorales conditionnées à un **programme minimal** renforçant le pouvoir des travailleur-euses. **Il se trouve à la fin de notre texte avec une proposition de feuille de route**.

La crise de l'impérialisme actuel rend celui-ci d'autant plus dangereux. Mais ses fractures ouvrent des espaces pour les luttes anti-impérialistes. **Sans capitulation idéologique, notre Parti doit soutenir ce qui affaiblit l'impérialisme occidental** : luttes des peuples, sortie de l'OTAN et coordination communiste mondiale. À l'internationalisme de papier multipliant les communiqués, il faut opposer un **internationalisme en acte** : il se construit concrètement avec les travailleur-euses du Sud, comme en Afrique où l'impérialisme français reste puissant : partage d'informations sur les entreprises françaises et expertises juridiques, pression parlementaire sur les entreprises françaises et utilisation des moyens de nos mairies. L'élection présidentielle pose trois enjeux : **mettre en échec les fascistes, développer la conscience de classe et renforcer le Parti**. Notre horizon reste celui de l'unité de notre classe. Le PCF refuse de miser uniquement sur une alliance classique à gauche et veut construire l'unité de la classe travailleuse avec les syndicats et les associations, pour faire émerger une candidature d'union d'une travailleuse issue du mouvement social. **Si les divisions à gauche persistent, le PCF présentera une candidature communiste** issue de ce dialogue avec le mouvement social. Elle ne se désistera que si cette union respecte notre programme minimal - y compris dans le cadre d'un accord législatif - ou si les communistes décident que cela est indispensable pour barrer la route du pouvoir au RN.

Les modalités du congrès ne séparent pas le vote sur le bilan et l'orientation comme pratiqué à la CGT, son calendrier resserré limite le temps d'amendement, et les contributions sont peu prises en compte : tout cela nous oblige à faire le choix d'un texte alternatif. **Ce texte vise à clarifier les positions internes. Face à l'urgence, seule une ligne de rupture lisible, liant action immédiate et perspective révolutionnaire, peut permettre au PCF de retrouver sa raison d'être**.

Table des matières

PARTIE I

Sept ans après le congrès de « réaffirmation » du PCF : pour un bilan fraternel mais critique	71
A. Un bilan en demi-teinte depuis 2018.....	71
1. Un 38 ^e congrès historique et la promesse de rompre avec le passé récent.....	71
2. Une majorité claire au 39 ^e congrès qui masque des problèmes plus profonds	71
B. Une stratégie court-termiste centrée sur les enjeux institutionnels.....	72
1. La stratégie électorale du PCF prise en otage par la réaction à d'autres forces de gauche	72
2. Des alliances électorales centrées sur la défense immédiate de nos positions.....	72
3. Une conception de l'élu-e qui peine à relier travail institutionnel et militantisme	73
C. L'action des communistes peine à dépasser le soutien aux mobilisations syndicales	73
1. Le maigre bilan du retour des communistes à l'entreprise depuis 2018	73
2. Le PCF reste attentiste vis-à-vis du calendrier syndical	73
3. Un manque de perspectives politiques au-delà des mobilisations sociales	73
D. Une ligne politique difficilement lisible	74
1. Le PCF est un objet flou dans le paysage politique	74
2. Les limites du « Parti du travail »	74
3. Des institutions à nos prises de parole médiatiques : la nécessité d'une ligne politique de classe et internationaliste.....	74
E. Pour un parti communiste du XXI^e siècle	74
1. Un parti communiste d'avant-garde par son architecture de cadres, et de masse par son implantation et ses pratiques militantes.....	74
2. Un 40 ^e congrès pour recentrer le PCF sur son objectif révolutionnaire.....	75

PARTIE II

L'analyse de la situation internationale et française	76
A. La crise structurelle du capitalisme mondial.....	76
B. Impérialisme, militarisation et recomposition du système mondial.....	76
1. Le raidissement de l'impérialisme face à un monde multipolaire qui peine à naître	76
2. Crise de la mondialisation et tensions interimpérialistes croissantes	77
C. La France dans la crise impérialiste et capitaliste	77
1. La France comme puissance impérialiste de second rang	77
2. L'offensive d'un capitalisme sous perfusion en France	78
D. La recomposition de la lutte des classes	78

PARTIE III

Le projet communiste	80
A. Le socialisme, nécessité historique et boussole stratégique	80
1. Socialisme et communisme, deux principes d'organisation différents liés aux conditions matérielles de production.....	80
2. La nécessité d'une phase transitoire pour le dépassement du capitalisme	80
3. Le programme maximal du PCF dans les circonstances présentes	81
4. Le socialisme comme boussole tactique pour définir si une alliance gouvernementale va dans le sens d'une démocratie avancée.....	81
5. Le Plan climat du PCF comme proposition vers le socialisme	82
B. Quelles révolutions ?	82
1. La révolution féministe	82
2. L'antiracisme, levier de transformation sociale.....	83
3. Lutter contre toutes les formes de discriminations	84
4. Refonder la République et le républicanisme pour défendre le socialisme	84
5. Révolutionner la justice et mettre fin à la police de classe.....	84
6. Révolution éducative	85
7. La nécessité d'une révolution dans la culture	85

PARTIE IV

La stratégie politique 87

A. L'échec des différentes stratégies du Parti 87

1. Le communisme municipal face à la baisse tendancielle du nombre d'élus 87

2. Le salut ne viendra pas de la gauche unie 87

B. Un parti qui organise la lutte de classes par-delà les institutions bourgeoises 88

C. Un parti à l'avant-garde de la lutte antifasciste 88

D. Les prochaines élections présidentielles et législatives 88

E. Refonder l'internationalisme 90

1. Principes fondateurs : Droit des peuples, paix et souveraineté 90

2. Feuille de route de l'internationalisme en acte 90

3. Les fronts de la solidarité en acte 91

4. Pour une coordination mondiale des luttes 92

F. Un parti de classe et prêt au combat 92

PARTIE V

Revoir nos principes d'organisation 93

A. Démocratie et respect des décisions 93

B. Le rôle des commissions 93

C. Revoir le déroulement des congrès 94

D. Les campagnes structurantes 94

E. La politique de cadres 94

1. L'enjeu de la formation 95

2. La composition sociale de nos directions 95

3. Le rôle des permanents politiques 95

F. Favoriser l'engagement de toutes et tous 95

1. Rendre le militantisme accessible à toutes et tous 95

2. Faciliter l'accès et la prise de responsabilités des femmes 96

3. La lutte politique contre les violences sexistes et sexuelles 96

G. Renforcer la place des cellules 96

H. Réinvestir les entreprises : de l'expérimentation à la stratégie 97

I. Reconnecter nos élus à la stratégie nationale du Parti 97

J. Refaire de L'Humanité un outil de la bataille culturelle et du renforcement du Parti 97

SYNTHÈSE

Synthèse : relevé de décisions pour la nouvelle direction et axes programmatiques 98

A. Relevé de décisions pour la nouvelle direction 98

1. Organisation et fonctionnement interne 98

2. Politiques d'adhésion, de formation et des cadres 98

3. Stratégie politique et action 99

4. International 99

5. Communication 99

B. Feuille de route stratégique 99

1. Projet de société : Socialisme du XXI^e siècle 99

2. Participation gouvernementale : Une ligne rouge claire 99

3. Urgence climatique : Un plan climat juste et ambitieux 99

4. Pour une paix réelle et une France indépendante 100

5. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes 100

6. Révolution féministe 100

7. Lutte antiraciste et pour l'égalité des droits 100

8. Révolution éducative et culturelle 100

9. Justice et sécurité : Rompre avec la police de classe 100

10. Pour une autre Europe et de nouvelles coopérations internationales 100

Signataires 101

PARTIE I

Sept ans après le congrès de « réaffirmation » du PCF : pour un bilan fraternel mais critique

A. Un bilan en demi-teinte depuis 2018

1. Un 38^e congrès historique et la promesse de rompre avec le passé récent

Après la douloureuse séquence électorale de 2017, nombre de camarades expriment le souhait de rompre avec la stratégie menée depuis plusieurs années, qualifiée « d’effacement » du PCF. En 2018, un texte alternatif portait ainsi l’ambition d’une analyse profonde des difficultés du Parti :

- ✘ Un inventaire de l’activité de la direction nationale ;
- ✘ Une place renouvelée pour un marxisme vivant ;
- ✘ La mise en avant d’un internationalisme de lutte ;
- Une nouvelle stratégie de rassemblement et d’unité populaire.

Ses rédactrices-eurs étaient porteurs d’aspirations convergentes face au bilan de la direction précédente, mais aussi divergentes. Leur alliance a conduit à l’adoption d’un texte alternatif comme base commune de discussion. Une première. Les principaux apports depuis le 38^e congrès sont largement reconnus au sein du PCF :

- ✘ **Une visibilité médiatique recentrée sur les enjeux du travail et de la production** : les prises de parole de nos porte-voix ont contribué à remettre dans le débat public certains thèmes structurants – souveraineté industrielle, République sociale, pouvoir d’achat, etc. Cette voix singulière a enthousiasmé nombre de communistes lors des présidentielles de 2022. Cette visibilité retrouvée s’articule avec la volonté de renforcer le PCF dans les entreprises et d’y relancer les cellules ;
- ✘ **Le renouvellement de nos cadres** : beaucoup de camarades ont courageusement pris des responsabilités depuis le 38^e congrès alors que les moyens humains, financiers et matériels du PCF se réduisaient ;
- ✘ **La redynamisation de nos secteurs de travail** : ces nouveaux cadres ont aussi remis au travail certaines commissions nationales, nourrissant ainsi la pensée communiste d’une manière féconde. La publication de cahiers thématiques et du Plan climat confirment cette ambition.

2. Une majorité claire au 39^e congrès qui masque des problèmes plus profonds

Le score élevé du texte de base commune au 39^e congrès a peut-être laissé penser aux dirigeant-es du Parti que les adhérent-es s’étaient clairement exprimés en faveur de la poursuite de toutes les orientations engagées. Une opposition appelant au rassemblement contre l’extrême droite a rassemblé 20 % des voix sans programme clair. Depuis, les résolutions du Conseil national (CN) sont souvent adoptées aux deux tiers, voire aux trois quarts des présents. Au point de penser que le temps du débat critique serait clos.

Cela a pu être lu comme un soutien personnalisé à l’égard de notre secrétaire national, au détriment d’une lecture politique et collective. Certaines interventions de représentant-es

1 du PCF dans les médias ont parfois transformé nos militant·es en service après-vente des
2 initiatives de nos porte-paroles.

3 De plus, le fonctionnement de notre direction paraît largement opaque : comment faire fonc-
4 tionner un CN trop nombreux, marqué par la diversité d'implication et de disponibilité, et
5 un Comité exécutif national (CEN) bridé par des décisions qui semblent parfois se prendre
6 en dehors des cadres statutaires ? Si le centralisme démocratique est officiellement aban-
7 donné en 1994, par quoi a-t-il été remplacé ? Ainsi, de grandes difficultés antérieures au 38e
8 congrès sont loin d'être résolues. À savoir :

9 ✘ **Un travail de réflexion politique encore insuffisant**, notamment sur le travail, les rapports
10 de classe, nos pratiques organisationnelles et la transition socialiste ;

11 ✘ Des débats démocratiques centrés sur la réaction à l'actualité et les élections ;

12 ✘ Un agenda court-termiste sans stratégie coordonnée de long terme ;

13 ✘ Une ligne et une stratégie politiques illisibles pour nos concitoyen·nes, **se traduisant par**
14 **des résultats électoraux inégaux (municipales 2026) voire décevants (présidentielle**
15 **2022, législatives 2022 et 2024, européennes 2024).**

16 **B. Une stratégie court-termiste centrée** 17 **sur les enjeux institutionnels**

19 **1. La stratégie électorale du PCF prise en otage par** 20 **la réaction à d'autres forces de gauche**

21 Nombre de camarades ont reproché à la direction menée par Pierre Laurent de ne pas avoir
22 su établir un rapport de forces plus favorable aux communistes au moment de la présiden-
23 tielle et des législatives de 2017 ; cette considération électorale a beaucoup joué dans la vic-
24 toire du Manifeste. Depuis, toutes les élections ont été conflictuelles avec LFI et les passes
25 d'armes se multiplient entre nos directions respectives.

26 **Comme depuis les années 1970, nos débats sont principalement structurés par l'attitude**
27 **que devrait avoir le PCF envers la gauche non-communiste**, davantage que par la produc-
28 tion d'une théorie, d'une pratique et d'une stratégie originales. Surtout, nos désaccords avec
29 LFI, s'ils sont fondés sur le fond comme sur la forme, ne font que rarement l'objet d'un travail
30 politique approfondi, notamment sur la manière dont LFI parvient à s'implanter systématiquement
31 dans nos bastions historiques.

32 **2. Des alliances électorales centrées sur la** 33 **défense immédiate de nos positions**

34 De manière générale, notre rapport aux autres forces politiques est principalement centré
35 sur les désaccords électoraux. Ces alliances électorales sont vues comme fondamentales alors
36 que celles-ci ne sont qu'un outil, parmi d'autres, au service de la mise en place de notre pers-
37 pective historique.

38 La perspective communiste d'un rassemblement populaire, débordant largement le cadre
39 d'une gauche discréditée (moins de 30% des Français·es s'y reconnaissent) est toujours notre
40 horizon.

41 Il nous est difficile d'adopter une stratégie électorale cohérente avec nos objectifs politiques,
42 en articulant plus finement notre rapport à la gauche non-communiste, même quand des
43 alliances locales sont nécessaires. **Nous paraissions surtout soucieux du maintien de nos**
44 **postes, et donc insincères. Notre classe ne s'y trompe pas.**

45 Cette errance stratégique est renforcée par l'absence quasi-systématique de réels bilans po-
46 litiques collectifs, en particulier de nos campagnes électorales, y compris lors de temps na-
47 tionaux dédiés comme la dernière conférence nationale. L'absence de bilan des élections
48 présidentielles (2022) et européennes (2024) est à ce titre un manque flagrant.

1 3. Une conception de l'élu-e qui peine à relier 2 travail institutionnel et militantisme

3 Avec la mise en place de l'autonomie de nos élu-es dans les années 1990, le lien élu-es-Parti
4 s'est affaibli. Localement, nos élu-es se retrouvent trop souvent livrés à leur sort et privé-es
5 de l'apport politique et de l'accompagnement du Parti. De plus, les contradictions entre nos
6 orientations et certains votes dans les institutions s'exacerbent (adoption d'une résolution
7 soutenant le vote de crédits de guerre à l'Ukraine en 2022 et « soulignant le rôle important
8 que joue l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord dans la protection du continent euro-
9 péen », vote en ordre dispersé sur des questions aussi fondamentales que le budget, etc.). Ceci
10 rend difficile l'articulation entre travail institutionnel et militantisme, aussi bien pour nos
11 élu-es que pour nos camarades sans mandat électif.

12 **Nos élu-es sont des points d'appui précieux mais peinent à se faire le relais des aspirations**
13 **de notre classe au sein des institutions en lien avec l'activité militante des communistes.**
14 Notre rôle n'est ni d'ajouter du chaos au chaos ni de réassurer la démocratie bourgeoise et le
15 capitalisme. Il est donc temps de se donner les moyens de soutenir le travail de nos élu-es sans
16 tomber dans l'écueil, pourtant si souvent dénoncé, de l'électorisme. **Nous devons refuser**
17 **de troquer nos valeurs pour quelques sièges**, ce qui jette le discrédit sur le Parti et l'ensemble
18 de nos camarades élu-es investi-es localement.

19 **C. L'action des communistes peine à dépasser** 20 **le soutien aux mobilisations syndicales**

21 1. Le maigre bilan du retour des communistes à l'entreprise depuis 2018

22 Affichée comme une orientation majeure du 38e congrès et reconduite au 39e, l'implanta-
23 tion des communistes à l'entreprise a en réalité peu progressé depuis 2018 (**moins de 1 000**
24 **camarades organisés en section d'entreprise au niveau national**). La transformation des
25 modes de production capitalistes ne suffit pas à expliquer cet échec. Les cellules et les sec-
26 tions d'entreprise ne font souvent pas l'objet d'un soutien et d'un suivi de la part des fédéra-
27 tions. Le recensement des camarades par profession pour impulser la création de nouvelles
28 cellules n'est que rarement fait, par exemple chez les enseignant-es ou les territoriaux, pour-
29 tant présent-es en nombre au PCF.

30 2. Le PCF reste attentiste vis-à-vis du calendrier syndical

31 Dans les mobilisations syndicales, les militant-es communistes sont au rendez-vous des ma-
32 nifestations. Médiatiquement, nos élu-es et nos représentant-es soutiennent les mots d'ordre
33 des syndicats. Mais nous peinons à nous mobiliser hors de ces dates pour aller à la rencontre
34 des travailleuses et des travailleurs. Même dans les manifestations, les militant-es commu-
35 nistes ne sont pas systématiquement organisés-es pour proposer l'adhésion ou diffuser les ana-
36 lyses du Parti.

37 3. Un manque de perspectives politiques au-delà des mobilisations sociales

38 Avec un taux de syndicalisation inférieur à 10 % en France, le PCF ne peut plus avoir pour
39 seule stratégie de coller au calendrier syndical. Nos débats ne peuvent plus se concentrer sur
40 le seul soutien (indispensable) aux mouvements sociaux. De plus, l'analyse de l'échec des der-
41 nières grandes mobilisations sociales n'est que rarement faite, notamment de leur manque
42 d'impact sur l'économie et donc du déficit de rapport de force.

43 **Nous devons retourner à l'entreprise en alliant utilité concrète (conseils juridiques, lien**
44 **avec les syndicats), discours de classe (producteurs contre exploités) et perspectives po-**
45 **litiques (comment reprendre le pouvoir sur la production).** Sur ce dernier point, le PCF ne
46 peut se passer d'une perspective stratégique de prise de pouvoir sur le long terme, qui néces-
47 site un projet de société bien défini : le socialisme.

1 D. Une ligne politique difficilement lisible

2 1. Le PCF est un objet flou dans le paysage politique

3 Ce manque de cohérence de ligne stratégique et programmatique rend le PCF difficilement
4 lisible. La masse des Français-es ne comprend pas réellement notre fonction dans le pay-
5 sage politique. Nous jouons à la fois le rôle de conservatoire de réalisations passées (Front
6 populaire, Résistance, Sécurité sociale, etc.) et celui de tenants d'un projet républicain et
7 universaliste abstrait, attaché à l'indépendance et à la souveraineté de la France, mais sans
8 articulation internationaliste systématique et parfois sans contenu de classe.

9 Nous avons été reconnu-es par le passé pour notre capacité à porter la voix de la classe ou-
10 vrière et à proposer la fondation d'une nouvelle société. Aujourd'hui, seule l'extrême gauche
11 est assimilée à l'idée de Révolution. Notre programme national n'est pas relié à une visée
12 stratégique claire mise en œuvre par notre organisation. **Qui au sein du Parti est capable**
13 **d'expliquer clairement quelle est notre ambition stratégique pour les 20 ou même 5 pro-**
14 **chaines années ?**

15 2. Les limites du « Parti du travail »

16 En plus du manque d'analyse de notre implantation réelle à l'entreprise et de notre manque
17 de perspectives au-delà du soutien aux mobilisations syndicales, l'orientation défendue par
18 la direction visant à faire du PCF un « Parti du travail » appelle un examen critique. Le PCF
19 doit surtout redevenir le Parti des travailleuses et des travailleurs et cela nécessite :

20 ✘ **une élaboration théorique cohérente** : les textes nationaux et nos diverses productions
21 oscillent encore entre « salariat », « classes populaires », « monde du travail » ou encore «
22 classe travailleuse » pour définir clairement notre classe ;

23 ✘ **de bien définir que nous nous plaçons dans le cadre de la lutte des classes**, contraire-
24 ment aux analyses populistes (« élites » contre « peuple ») qui servent les intérêts de la
25 bourgeoisie ;

26 ✘ **une incarnation de classe pour nos représentant-es** : sans une présence significative de
27 travailleurs-es et de syndicalistes dans nos choix de représentation, y compris électoraux,
28 l'affirmation du PCF comme « Parti du travail » reste largement déclarative.
29

30 3. Des institutions à nos prises de parole médiatiques : la 31 nécessité d'une ligne politique de classe et internationaliste

32 Nous paraissions aujourd'hui plus réformistes que les insoumis, et moins proches du pouvoir
33 que les socialistes. Nous ne mettons plus en avant un projet de société qui a pour objectif de
34 bouleverser les rapports de production capitalistes. La lutte des classes n'est pas seulement
35 nationale, mais internationale et elle tend à se résoudre par une guerre entre les puissances
36 impérialistes (dont notre pays) et les pays du Sud qui choisissent une voie vers un développe-
37 ment autonome. L'extrême droite se prépare à cette guerre et nous apparaissions peu préparés
38 à l'affrontement colossal qui vient.

39 **Le Parti doit se doter d'une perspective de transformation claire et crédible**, engager un
40 renouvellement profond de ses pratiques organisationnelles et clarifier sans ambiguïté le rap-
41 port qu'il entretient avec ses camarades élu-es. À défaut, il court le risque de se réduire à un
42 parti de « notables rouges », coupé de la classe qu'il a pour mission d'organiser. Il est donc né-
43 cessaire de corriger notre faiblesse idéologique et de résorber le décalage entre notre discours
44 et les tactiques effectivement mises en œuvre.

45 E. Pour un parti communiste du XXI^e siècle

46 1. Un parti communiste d'avant-garde par son architecture de cadres, 47 et de masse par son implantation et ses pratiques militantes

48 **De 130 000 adhérent-es déclaré-es en 2006, nous vogueons entre 35 et 50 000 aujourd'hui,**
49 **avec une moyenne d'âge élevée. Les prochaines années verront une réduction des espaces**

1 démocratiques, en particulier pour les communistes. Nos camarades aux États-Unis, en Ita-
 2 lie, en Hongrie, en Tchèque ou en Pologne le vivent déjà. Nous devons donc nous poser
 3 sérieusement la question de la forme que doit prendre notre Parti à l'avenir : une organisa-
 4 tion idéologiquement bien plus solide qu'aujourd'hui, qui sache se défendre, centrée sur un
 5 réseau de cadres communistes soudés et préparés à lire et exploiter les contradictions du
 6 capitalisme.

7 **2. Un 40^e congrès pour recentrer le PCF sur son objectif révolutionnaire**

8 2018 a été une étape cruciale dans la reconstruction du PCF. Mais le processus paraît bloqué.
 9 **Notre 40^e congrès doit être celui d'une nouvelle étape dans la réforme de notre organisa-**
 10 **tion.** Un congrès de renouvellement. Sans gauchisme ni inclination social-démocrate. Un
 11 congrès qui ne fasse pas table rase du passé, et qui ne considérera donc pas que rien n'existait
 12 avant 2018. Un congrès qui s'attaque aux problèmes concrets des travailleurs et des travail-
 13 leuses, pour être un parti posant des principes clairs et qui sache les appliquer avec intelli-
 14 gence et adaptation au réel, au service de la classe travailleuse.

15 Un parti qui analyse et montre que la pensée de Marx est plus que jamais d'actualité, la
 16 diffusant de manière moderne, loin du populisme de gauche, vers un socialisme du XXI^e
 17 siècle adapté aux conditions de la France. Un parti qui ne craint pas de travailler, qui re-
 18 fuse la bureaucratie, en embrassant luttes syndicales et environnementales. Un parti qui se
 19 bat pour le respect des droits économiques et sociaux des peuples, respect qui constitue la
 20 base matérielle incontournable pour que les droits civiques et politiques puissent s'exercer
 21 et s'épanouir.

1
2
3

PARTIE II

L'analyse de la situation internationale et française

4 **A. La crise structurelle du capitalisme mondial**

5 La situation internationale et nationale est dominée par **une crise structurelle du capita-**
6 **lisme** qui n'est ni conjoncturelle ni accidentelle mais découle des contradictions fondamen-
7 tales du système, en particulier de la baisse tendancielle du taux de profit. À mesure que le
8 capital s'accumule, la part du travail vivant diminue relativement ; le capital devient trop
9 abondant par rapport aux possibilités de valorisation.

10 Cette contradiction centrale pousse le capitalisme dans une fuite en avant permanente. In-
11 capable de stabiliser durablement la croissance, la paix sociale et la cohésion politique, il al-
12 terne phases d'expansion et crises destructrices. À chaque fois, les résultats sont les mêmes :
13 intensification de l'exploitation, destruction des protections sociales, endettement massif,
14 financiarisation, pillage du reste du monde, marchandisation de la nature.

15 L'automatisation, la numérisation et le développement spectaculaire de l'intelligence artifi-
16 cielle accentuent encore cette dynamique. Ces innovations permettent une hausse considé-
17 rable de la productivité, mais réduisent la quantité de travail humain nécessaire. **Il en résulte**
18 **une crise de la valeur : on produit plus mais la base même du profit se rétrécit.** Face à cette
19 impasse, le capital se détourne de plus en plus de l'économie productive pour se réfugier dans
20 la finance, la spéculation, et la suraccumulation patrimoniale.

21 **B. Impérialisme, militarisation**
22 **et recomposition du système mondial**

23 L'impérialisme demeure une réponse structurelle à la crise du capitalisme. Lorsque les dé-
24 bouchés se raréfient et que la rentabilité diminue, le capital cherche à élargir de force son
25 champ d'exploitation. Historiquement, cela s'est traduit par la colonisation directe, au-
26 jourd'hui remplacée par de nouvelles formes de domination économique et militaire.

27 **1. Le raidissement de l'impérialisme face à un**
28 **monde multipolaire qui peine à naître**

29 L'objectif reste le même : accéder à de nouvelles ressources, exploiter de nouvelles masses de
30 travailleurs et de travailleuses, capter de nouveaux marchés et repousser temporairement les
31 contradictions. Cette solution est instable et les mêmes problèmes finissent par réapparaître :
32 surproduction, suraccumulation, baisse de la rentabilité. La guerre devient un moyen de des-
33 truction du capital excédentaire et de redéfinition des rapports de force.

34 Depuis le milieu du XX^e siècle, les États-Unis dominent le système impérialiste mondial.
35 Cette domination repose sur trois piliers : **la centralité du dollar, la supériorité militaire et**
36 **le contrôle des grandes institutions internationales.** Cette architecture permet aux États-
37 Unis de vivre à crédit, de financer leurs déficits et d'imposer leurs règles au reste du monde.

38 Mais cette hégémonie est de plus en plus contestée. L'essor de la Chine, la montée en puis-
39 sance des BRICS et les tentatives de dédollarisation fragilisent l'ordre unipolaire. Pourtant, **le**
40 **monde multipolaire peine à naître**, comme l'unilatéralisme brutal des États-Unis et de leurs
41 alliés en Amérique latine mais aussi au Proche-Orient est venu le rappeler. **L'impérialisme**
42 **n'est jamais aussi dangereux que quand il se sent menacé.**

43 Ainsi, face à une perte de domination relative, l'Occident se militarise. Les budgets militaires
44 explosent et la guerre redevient un débouché économique à part entière. Le complexe mili-
45 taro-industriel joue un rôle central dans cette dynamique. La stagnation de l'investissement
46 productif pousse le capital vers ces secteurs massivement subventionnés et politiquement
47 sécurisés.

1 2. Crise de la mondialisation et tensions interimpérialistes croissantes

2 La crise de la mondialisation révèle la concurrence entre impérialismes. Contrairement à
3 l'idée d'un capitalisme occidental homogène, les États-Unis, l'Union européenne et leurs
4 principales puissances entrent en compétition directe.

5 L'UE, fragmentée, est incapable de développer une stratégie autonome et se trouve de plus en
6 plus subordonnée. Économiquement, elle est le moyen par lequel le capital impose sa volonté
7 aux nations européennes. Le vieux dogme de la « concurrence libre et non faussée » continue
8 d'être le prétexte aux attaques contre les droits sociaux dans toute l'Europe. Politiquement,
9 l'UE n'est qu'une somme d'intérêts contradictoires et se révèle incapable de définir une ligne
10 capable de s'imposer face aux puissances impérialistes, que ce soit concernant le génocide
11 palestinien ou pour résister aux agressions étasuniennes (Groenland, droits de douane, par
12 exemple).

13 Si le multilatéralisme vient de subir des défaites cuisantes, l'agressivité diplomatique et mili-
14 taire des États-Unis permet de clarifier ces fractures entre pays impérialistes. Cela ne signifie
15 pas un monde plus juste, mais cela ouvre des espaces pour les luttes anti-impérialistes dont
16 il nous faut nous emparer.

17 Reconnaître tactiquement que l'impérialisme étasunien (plus de 900 bases militaires, sanc-
18 tions meurtrières) représente l'ennemi principal dans la conjoncture permet d'exploiter les
19 contradictions interimpérialistes. Le pragmatisme exige de soutenir sans capitulation idéo-
20 logique ce qui affaiblit l'impérialisme occidental. Les infrastructures financières des BRICS
21 créent des conditions plus favorables aux mouvements de libération, et un monde multi-
22 polaire offre davantage d'espace stratégique aux forces progressistes qu'un ordre unipolaire
23 dominé par l'OTAN.

24 **C. La France dans la crise impérialiste et capitaliste**

25 1. La France comme puissance impérialiste de second rang

26 La France est aujourd'hui structurellement dépendante des États-Unis, non seulement sur
27 le plan militaire, mais aussi sur les plans économique, technologique et financier. Son inté-
28 gration dans l'OTAN limite fortement son autonomie stratégique, tandis que la domination
29 du dollar et des marchés financiers étasuniens pèse sur ses marges de manœuvre budgétaires
30 et industrielles. Cette dépendance ne relève pas d'un simple alignement diplomatique, mais
31 d'un rapport de forces structurel : la France est contrainte de s'inscrire dans un ordre mon-
32 dial qu'elle ne dirige plus, au prix d'une perte croissante de souveraineté réelle.

33 Il n'y a cependant pas lieu de regretter la France souveraine de De Gaulle dans la mesure où
34 cette souveraineté était le fruit de l'impérialisme. **Il faut au contraire reconnaître qu'il n'y**
35 **aura pas de souveraineté nationale sans le socialisme en France et sans une lutte contre**
36 **l'impérialisme partout où il s'exerce.** Or, la place de la France dans l'ordre impérialiste illustre
37 les contradictions de cet ordre. Dominée au sein du système impérialiste, la France demeure
38 néanmoins une puissance impérialiste, en particulier dans ses relations avec l'Afrique. Mais
39 son mode de domination évolue, passant d'une occupation territoriale directe à un contrôle
40 des flux logistiques, énergétiques et monétaires qui se structure autour de trois piliers :

41 ✘ un contrôle logistique mondial, par exemple à travers la CMA-CGM ;

42 ✘ le franc CFA ;

43 ✘ TotalEnergies conserve la rente pétrogazière.

44 Dans cette recomposition, les territoires ultramarins français, comme Mayotte et la Kanaky,
45 revêtent une importance stratégique majeure, tant par leur position géographique sur des
46 axes maritimes cruciaux et leurs ressources naturelles (hydrocarbures, nickel) que par leur
47 rôle géopolitique dans la rivalité avec la Chine. La militarisation de Mayotte illustre ce recen-
48 trage sur les points d'étranglement maritimes.

49 Notre appel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être à géométrie variable.
50 De la même manière que nous nous engageons aux côtés des peuples palestinien, sahraoui,
51 kurde, chypriote, irlandais et arménien, **nous devons réaffirmer notre engagement pour**
52 **le droit à l'autodétermination et à l'autonomie jusqu'à l'indépendance la plus totale des**
53 **peuples situés dans les derniers territoires hérités de l'empire colonial.**

1 **2. L'offensive d'un capitalisme sous perfusion en France**

2 En France aussi, le capital réagit à la baisse du taux de profit par une fuite en avant tech-
3 nologique. L'automatisation, l'IA et la rationalisation sont présentées comme des solutions
4 miracles. Elles augmentent la productivité mais aggravent la crise de la valeur.

5 Face à cette contradiction, le capital lance une offensive généralisée contre le travail à travers
6 la délocalisation des unités de production et la pression sur les salaires. Pour ces capitalistes,
7 la dynamique inflationniste de 2022-2024 qu'ils ont eux-mêmes causée a été plus qu'une
8 aubaine. Elle leur a permis de faire baisser les salaires réels de millions de travailleuses et tra-
9 vailleurs, avec pour conséquences leur précarisation, l'intensification des rythmes de travail
10 et la destruction des structures collectives.

11 **Le salaire socialisé est particulièrement ciblé.** Retraites, assurance maladie, éducation, as-
12 surance chômage sont attaquées parce qu'elles échappent à la logique marchande.

13 Le capital français dépend de plus en plus de l'argent public pour sa rentabilité. Les aides
14 massives aux entreprises, les subventions, l'endettement de l'État constituent une perfusion
15 permanente de **211 milliards d'euros par an**, comme le rapport sénatorial de Fabien Gay l'a
16 mis en lumière. Ce modèle se finance par la destruction du service public, la marchandisa-
17 tion et l'austérité. Sans les aides d'État, pas de bénéfice pour les capitalistes.

18 **D. La recomposition de la lutte des classes**

19 L'évolution du capitalisme transforme profondément la composition de classe. La bourgeoi-
20 sie tente de masquer les rapports d'exploitation et la subordination, par exemple en parlant
21 de « collaborateurs » plutôt que de salarié-es. Ce brouillage sémantique associé à une forte
22 individualisation des conditions d'emploi et de travail rend la construction de la conscience
23 de classe d'autant plus difficile. La classe travailleuse, diverse, éclatée, est traversée par des
24 processus de déclassement et touchée de plein fouet par l'IA et les restructurations.

25 À l'échelle mondiale, la paysannerie recule rapidement au profit de la classe travailleuse sans
26 propriété productive, y compris sous ses formes les plus dégradées, de l'ubérisation jusqu'au
27 secteur informel. **La classe travailleuse n'a jamais été aussi nombreuse mais elle est frag-**
28 **mentée, précarisée et insuffisamment organisée.** Cette désorganisation est renforcée par
29 l'absence d'une coordination internationale solide. Les échanges existant sont insuffisants
30 face à une classe capitaliste mondialisée.

31 En Europe, le capital se coordonne par la dette, les subventions industrielles et la militari-
32 sation, tandis que travailleurs et travailleuses restent divisé-es par les inégalités sociales, les
33 différences salariales et les cadres nationaux. En France, **la bourgeoisie est politiquement**
34 **très organisée et assume de plus en plus ouvertement ses intérêts.**

35 Les classes intermédiaires, agriculteurs exploitants, professions indépendantes, petits com-
36 merçants, etc., longtemps stabilisatrices, entrent elles aussi en crise. Leur déclassement ali-
37 mente des mouvements sociaux massifs et imprévisibles. C'est notamment le cas de la classe
38 agraire française, sacrifiée avec notre souveraineté alimentaire au profit de la consolidation
39 du capital européen dans le cadre de divers traités de libre-échange.

40 La montée de l'extrême droite en France s'inscrit dans ce contexte de dépendance struc-
41 turelle, de fragmentation de la classe travailleuse et de déclassement relatif. Incapable de
42 proposer une véritable rupture avec les logiques imposées par l'ordre dominé par les États-
43 Unis, la bourgeoisie impute la responsabilité de la crise à des boucs émissaires (immigré-es,
44 minorités, « assisté-es », étranger-es, etc.). L'extrême droite prospère sur ce sentiment de perte
45 de souveraineté réelle, qu'elle transforme en fantasme de souveraineté nationale autoritaire.

46 Néanmoins, des partis communistes et proches sont en dynamique en Europe (Belgique, Al-
47 lemagne, Autriche). Il nous faut apprendre de leurs expériences. Aujourd'hui, le PCF appar-
48 tient au Parti de la Gauche européenne (PGE). Fondé en 2004 comme une grande alliance
49 de partis communistes, socialistes et « rouges-verts », il s'est récemment tourné vers son pôle
50 communiste et marxiste. Ce pivot est la double conséquence du départ de La France Insou-
51 mise et des partis rouges-verts finlandais et danois en 2024, et le choix de la part du Parti
52 du Travail de Belgique (PTB) de rejoindre cette organisation en 2025. Malgré les limites ac-
53 tuelles du projet européen, cette évolution ouvre une opportunité pour faire du PGE un outil
54 de coordination efficace entre partis communistes et assimilés, à condition qu'il devienne un
55 outil pour les militant-es et pas seulement pour les directions.

- 1 **Nous entrons dans une phase historique marquée par l'instabilité, la militarisation, la**
- 2 **montée des autoritarismes et l'intensification de la lutte des classes.** Ces crises portent des
- 3 contradictions nouvelles à partir desquelles nous devons reconstruire une organisation de
- 4 classe capable d'articuler lutte sociale, anti-impérialiste et projet de transformation radicale.

1

PARTIE III

2

Le projet communiste

3 Pour Marx, le communisme est une société « où le libre développement de chacun est la
4 condition du libre développement de tous » et constitue « le mouvement réel qui abolit l'état
5 actuel ». Les tendances à la socialisation naissent déjà dans le capitalisme : économique-
6 ment, les grandes entreprises dépendent de l'État et de la redistribution fiscale pour assurer
7 leur profit, comme le montre le rapport de Fabien Gay ; socialement, le capitalisme multi-
8 plie les échanges et détruit les communautés traditionnelles, provoquant déracinements et
9 recompositions.

10 Comme le soulignait Lénine, poussé à son extrême, le capitalisme devient « l'antichambre du
11 socialisme » qui se réalise « si l'on est en régime démocratique révolutionnaire », c'est-à-dire si
12 l'État est aux mains de la population. Le socialisme constitue ainsi le moyen de la transition
13 économique et culturelle, passant d'un régime fondé sur le taux de profit et la concurrence
14 à une société où chacun contribue au développement des forces productives pour répondre
15 aux besoins sociaux. C'est « un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après
16 un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son
17 gaspillage insensé par le capitalisme ». Il s'agit aussi d'un temps où les individus construisent
18 ensemble de nouvelles formes de relations humaines, rompant avec l'idée que « l'homme est
19 un loup pour l'homme ».

A. Le socialisme, nécessité historique et boussole stratégique

21 Le PCF est largement reconnu pour le travail de terrain de ses élu-es, notamment au niveau
22 municipal, et de ses militant-es qui sont de toutes les luttes justes. Il souffre cependant de
23 l'absence d'un projet global, cohérent, visant à révolutionner la société dans son ensemble. La
24 visée communiste est la raison d'être de notre Parti et lui donne son nom.

1. Socialisme et communisme, deux principes d'organisation différents liés aux conditions matérielles de production

27 Mais elle ne suffit pas à mobiliser tant elle semble lointaine. Le socialisme comme phase
28 transitoire nécessitant le dépassement d'une série de seuils qualitatifs permet d'articuler les
29 réformes immédiates et la visée de la transformation révolutionnaire. Le passage du capita-
30 lisme au socialisme nécessite une révolution, dont un des fondements est le transfert de pro-
31 priété des moyens de production des exploiters vers les producteurs. Ce dépassement n'est
32 pas son abolition par décrets, mais un long travail au cours duquel des éléments de l'ancien
33 monde persisteront longtemps avant de s'estomper pour laisser place à autre chose. C'est
34 cette situation hybride et constamment évolutive, qui n'est déjà plus du capitalisme mais pas
35 encore du communisme pleinement développé, que désigne le « socialisme ».

36 Cette « première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société
37 capitaliste après un long et douloureux enfantement », que Marx oppose à la phase supérieure
38 du communisme, ne reconnaît déjà plus aucune distinction de classe, mais n'est pas encore
39 celle où « la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun
40 selon ses besoins ! » ». Un tel principe nécessite une tout autre culture dans les relations entre
41 les êtres humains que celle façonnée par des générations d'acculturation au capitalisme ». Il
42 nécessite aussi un très haut niveau de développement des forces productives.

2. La nécessité d'une phase transitoire pour le dépassement du capitalisme

44 Le passage à un tel degré de développement sans transition est illusoire. Rien que l'état de
45 déliquescence de l'appareil productif français et son inadéquation aux besoins sociaux réels
46 le rendent impossible. Le développement des forces productives dans le sens des nécessités
47 sociales et environnementales qu'esquisse le Plan Climat du PCF nécessite une action volon-
48 tariste et l'engagement de toutes les forces de la classe travailleuse.

1 Il existe dans la société capitaliste une tendance à la socialisation et même, grâce aux luttes
 2 sociales, des prémisses d'une société plus juste, de la Sécurité sociale aux Établissements
 3 publics, industriels et commerciaux en passant par les coopératives. Mais ces éléments ne
 4 constituent pas, en eux-mêmes, des îlots appelés à s'étendre naturellement. Insérés dans un
 5 système dominé par la concurrence et la recherche du profit, ils sont soumis à une pression
 6 permanente qui tend à les dénaturer. Sans remise en cause du capitalisme dans son ensemble,
 7 la concurrence finit par forcer les coopératives à s'aligner sur les entreprises capitalistes pour
 8 survivre. De même, sans remise en cause du rôle régulateur du taux de profit dans le capita-
 9 lisme, la Sécurité sociale est soumise à une pression austéritaire constante. Ces expériences
 10 révèlent à la fois les potentialités d'une société plus juste et les limites de réformes isolées :
 11 sans transformation globale des règles du jeu, la logique du profit reprend toujours le dessus.

12 **3. Le programme maximal du PCF dans les circonstances présentes**

13 Pourtant, dans le même temps, la Sécurité sociale préfigure la « première phase de la société
 14 communiste ». À l'exception de la branche maladie, les travailleurs et les travailleuses ne
 15 reçoivent pas « en fonction de leurs besoins » mais « en proportion du travail fourni ». C'est
 16 ce principe que le socialisme entend élargir à tous les domaines de la vie et, dans le même
 17 temps, le remplacer progressivement par le principe pleinement communiste « à chacun se-
 18 lon ses besoins » qui est déjà celui de la branche maladie de la Sécurité sociale. Socialisme et
 19 communisme ne sont donc pas deux étapes disjointes : le socialisme est la longue période de
 20 transition qui suit le moment où le pouvoir est arraché au capitalisme et qui permet d'étendre
 21 progressivement un nouveau régulateur des relations humaines, la réponse aux besoins.

22 Dans cette optique, le socialisme nécessite la prise du pouvoir d'État. Celle-ci ne se limite
 23 pas à gagner l'élection présidentielle ou les élections législatives, mais nécessite également
 24 de libérer l'État de la dictature du capital. La Commune de Paris nous enseigne en effet que,
 25 sans la prise du pouvoir d'État, le capital sera prêt à tout pour écraser toute transformation
 26 révolutionnaire. Si la prise du pouvoir d'État ne suffit pas, elle est néanmoins nécessaire pour
 27 supprimer les tendances à la dégénérescence des conquies sociaux ou nous acculer dans une
 28 posture défensive de ces conquies contre la pression du taux de profit.

29 **Le PCF se fixe ainsi comme programme maximal dans les circonstances présentes la prise
 30 du pouvoir d'État pour remettre en cause le rôle régulateur du taux de profit et le rempla-
 31 cer par le principe contributif.** Le principe contributif implique que le travail soit l'unité de
 32 mesure commune de la contribution et donc implique la suppression des capitalistes en tant
 33 que classe dirigeante. Cela présuppose la remise du contrôle des entreprises à la collectivité,
 34 pour en remettre la gestion dans les mains des intéressé-es, c'est-à-dire des travailleurs et des
 35 travailleuses, et pour les plus grandes, à la représentation élue des citoyennes et des citoyens
 36 intéressé-es par les choix de production visant à répondre à leurs besoins.

37 **4. Le socialisme comme boussole tactique pour définir si une alliance 38 gouvernementale va dans le sens d'une démocratie avancée**

39 Dans un contexte où le PCF reste faible et où le danger de l'extrême droite rend souvent
 40 des alliances nécessaires aux élections nationales, nous conditionnons la participation à un
 41 gouvernement dit « de gauche et des écologistes » à un programme minimal de démocratie
 42 avancée. La proposition de loi pour une Sécurité de l'emploi et de la formation déposée par
 43 André Chassaigne, très en deçà du projet de Sécurité de l'emploi et de la formation développé
 44 de longue date par le Parti, constitue le minimum que celui-ci se fixe.

45 Dès à présent, la classe travailleuse doit pouvoir peser sur les décisions stratégiques des entre-
 46 prises, à commencer par un droit de veto suspensif. Nous devons le faire sans optimisme béat
 47 et avec la conscience du risque d'auto-exploitation. Dans le cadre de l'urgence écologique et
 48 sociale, des éléments de planification démocratique doivent être introduits pour orienter
 49 les masses monétaires vers les projets utiles. Pour cela, la nationalisation des banques est un
 50 prérequis minimal. Ces nouvelles institutions de planification démocratique sont organisées
 51 à tous les échelons selon le principe de subsidiarité et lient les investissements au développe-
 52 ment de la formation afin d'assurer à chacun et chacune un emploi utile à la société et bien
 53 rémunéré. **Sans la présence de ces éléments minimaux dans un programme commun, le
 54 PCF s'abstient de participer à un éventuel gouvernement de gauche et se limite à un sou-
 55 tien critique sans participation.**

1 5. Le Plan climat du PCF comme proposition vers le socialisme

2 La catastrophe environnementale et écologique actuelle est indissociable de la prédation
3 capitaliste des ressources naturelles et de la logique d'accumulation du capital. S'il est né-
4 cessaire de rompre avec cette logique pour y faire face, ses conséquences environnementales
5 constituent un héritage durable. C'est pourquoi nous parlons d'« anthropocène » plutôt que
6 de « capitalocène ».

7 La gestion de cet héritage sur le temps long et la transformation des forces productives afin
8 de répondre autrement aux besoins sociaux sont au cœur de la période de transition entre
9 capitalisme et communisme. Si le capitalisme peut être contraint à quelques concessions,
10 la réponse à la crise climatique – notamment l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050,
11 jugée indispensable par le GIEC pour éviter l'emballement climatique – implique une plani-
12 fication de la transition, l'orientation des investissements selon les besoins sociaux et leur
13 efficacité, l'économie de matières premières, d'énergie et de travail, ainsi que des choix col-
14 lectifs sur les productions à privilégier. **Ces choix doivent être faits dans des commissions**
15 **locales et nationales de planification ; le Plan Climat du PCF constitue la proposition des**
16 **communistes dans ce cadre.**

17 Fondé sur les acquis scientifiques, ce plan refuse de parier sur des ruptures technologiques
18 hypothétiques : compte tenu des temps d'investissement, les technologies de 2050 sont lar-
19 gement celles d'aujourd'hui. Si l'affirmation décroissante selon laquelle une croissance infi-
20 nie sur une planète finie est impossible peut sembler logique, elle est erronée et masque un
21 malthusianisme socialement ciblé. Ce n'est pas la croissance en soi qui est intenable, mais
22 la croissance anarchique et prédatrice du capitalisme. Une croissance des forces productives
23 est au contraire nécessaire pour remplacer les techniques les plus consommatrices en éner-
24 gie, en matières premières et en travail, et pour découpler la satisfaction des besoins sociaux
25 d'une consommation dispendieuse de ressources rares. Enfin, les besoins humains ne se li-
26 mitent pas aux biens matériels : une société pleinement humaine suppose le développement
27 des activités de soin, de santé, d'éducation, de culture et de prise en charge de la dépendance,
28 ce qui nécessite d'économiser le travail dans d'autres secteurs par un usage plus rationnel des
29 technologies existantes.

30 **B. Quelles révolutions ?**

31 Nous voulons une révolution sociale, démocratique et féministe qui transforme radicale-
32 ment non seulement les rapports de productions mais aussi l'ensemble des rapports sociaux
33 qui structurent les dominations. Cette révolution s'attaque aux bases du capitalisme, des
34 racismes et du patriarcat, et à toutes les discriminations, afin de favoriser l'engagement
35 conscient et organisé du monde du travail dans toute sa diversité, et de permettre l'émanci-
36 pation individuelle et collective.

37 1. La révolution féministe

38 Le féminisme que nous portons s'inscrit dans le mouvement ouvrier et le féminisme ma-
39 térialiste. Il repose sur une analyse centrale : l'oppression des femmes est indissociable des
40 rapports de production capitalistes et de l'exploitation du travail. La révolution féministe est
41 ainsi au cœur de notre projet et articule trois exigences indissociables : une mobilisation mas-
42 sive des femmes de la classe travailleuse, la remise en cause de la division sexuelle du travail
43 et de l'appropriation du travail reproductif, et la transformation de l'ordre social bourgeois.

44 **L'organisation des femmes constitue à la fois une nécessité stratégique et une perspec-**
45 **tive émancipatrice en soi.** De Clara Zetkin aux expériences contemporaines en Amérique
46 du Sud, au Kerala ou en Espagne, les mobilisations féministes ont démontré leur capacité à
47 structurer des coalitions populaires, à élever le niveau de conscience politique et à imposer
48 des revendications de classe. Ces dynamiques, comme celles observées dans les mobilisations
49 des Gilets jaunes, montrent que l'engagement massif des femmes est un levier décisif contre
50 les politiques néolibérales et la fascisation du pouvoir.

51 Le féminisme de classe vise à renverser les rapports d'exploitation en transformant la répar-
52 tition du travail domestique et en dépassant la seule logique de redistribution. L'extension
53 des services publics est nécessaire mais insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'une mise

1 en cause de la responsabilité des entreprises dans la reproduction de la force de travail. L'éga-
2 lité entre les sexes suppose une contribution pleine et entière du capital au financement des
3 politiques d'émancipation.

4 La remise en cause de l'ordre bourgeois implique également de s'attaquer aux institutions de
5 l'État patriarcal, notamment à un appareil judiciaire qui entretient l'impunité des violences
6 faites aux femmes. La tolérance à l'égard de l'exploitation sexuelle, intégrée à l'économie capi-
7 taliste sous couvert de liberté individuelle, masque des contraintes économiques profondes.
8 À l'inverse, nous défendons une politique d'épanouissement affectif et sexuel affranchie de
9 toute logique marchande, appuyée sur des politiques éducatives et culturelles ambitieuses.

10 Comme l'a montré Engels, la famille bourgeoise est un pilier de la propriété privée. Sa trans-
11 formation est donc une condition de l'émancipation des femmes et du dépassement du ca-
12 pitalisme. En nous inspirant notamment de l'expérience cubaine, nous affirmons une res-
13 ponsabilité collective dans l'éducation et le soin des enfants, fondée sur l'intérêt supérieur de
14 l'enfant et la lutte contre toutes les formes de violence, dont l'inceste.

15 Le PCF propose de faire de la protection de l'enfance un principe fondamental de la Répu-
16 blique sociale, garantissant à chaque enfant le droit à la protection, à la santé, à l'éducation,
17 à la sécurité, à la culture et à la dignité. Cela passe par la création d'un grand service public
18 unifié de l'enfance, 100 % public et gratuit, doté de moyens humains et financiers massifs,
19 afin de répondre durablement à la crise actuelle et de garantir l'émancipation des enfants
20 comme sujets de droit.

21 2. L'antiracisme, levier de transformation sociale

22 **Le racisme n'est ni un simple préjugé ni une dérive morale : amplifié par l'esclavage, la**
23 **colonisation et l'impérialisme, il constitue un rapport social central du capitalisme.** Le
24 réduire à une intolérance individuelle revient à masquer sa fonction systémique dans l'or-
25 ganisation de l'exploitation du travail et dans la division de la classe travailleuse, à l'échelle
26 nationale comme internationale. L'organisation des travailleurs et travailleuses étranger-ères
27 et issues de l'immigration est ainsi une condition essentielle de l'unité de classe, en particu-
28 lier dans les secteurs où le racisme alimente la surexploitation.

29 L'antiracisme et la lutte contre l'antisémitisme sont indissociables du combat contre l'ex-
30 trême droite. Les communistes rappellent que l'antisémitisme a conduit aux pires crimes
31 de l'histoire et qu'il prospère, comme le racisme, sur la désignation de boucs émissaires et
32 les fantasmes complotistes. Cette lutte est inséparable de l'internationalisme et du refus de
33 toute instrumentalisation politique de l'antisémitisme. Elle implique également des sanc-
34 tions contre les responsables politiques qui s'en rendent coupables et une régulation démo-
35 cratique de l'espace médiatique pour lutter contre la banalisation des discours de haine.

36 Ces discours se traduisent concrètement par des discriminations dans l'accès au logement,
37 à la santé, à l'éducation, à la justice et aux droits sociaux. Les politiques migratoires répres-
38 sives, les contrôles au faciès, l'enfermement administratif et les violences d'État prolongent
39 des logiques héritées du colonialisme, visant à discipliner et surexploiter des fractions de la
40 classe travailleuse.

41 **Comprendre le racisme comme un pilier du capitalisme, c'est reconnaître sa capacité à se**
42 **reconfigurer, sous des formes sécuritaires ou culturelles.** C'est ainsi que l'on voit l'extrême
43 droite instrumentaliser la question religieuse, en contradiction avec la laïcité, pour inventer
44 un ennemi intérieur, présenté comme un autre irréductible. Pour diffuser sa thèse d'une
45 guerre des civilisations comme une alternative à la lutte des classes, elle racialise de fait les
46 personnes identifiées comme musulmanes.

47 Face à cela, le projet communiste de démocratie populaire repose sur l'égalité réelle des droits
48 et la pleine participation politique de toutes et tous. Il implique la régularisation des per-
49 sonnes étrangères, et l'assouplissement de l'accès à la nationalité pour élargir le droit de vote
50 selon le principe de la communauté de travail : on travaille ici, on décide ici. Cette orienta-
51 tion doit se traduire concrètement dans la vie du Parti et des territoires.

52 Enfin, par son combat contre l'ordre impérialiste, responsable à la fois des migrations forcées
53 et des divisions racistes, le PCF agit concrètement sur les causes des migrations afin que mi-
54 grer soit un choix. Dans tous les cas, le PCF refuse la militarisation des frontières, meurtrière
55 et inefficace. La participation des communistes à un gouvernement de gauche est condition-
56 née à des avancées sur le droit du sol, la révision des accords de Dublin et le développement

1 de coopérations régionales, notamment dans les Outre-mer, afin de permettre la circulation
 2 des travailleurs et travailleuses sans déracinement ni déstabilisation des territoires, comme
 3 l'illustre la situation de Mayotte.

4 **3. Lutter contre toutes les formes de discriminations**

5 Si le patriarcat et le racisme ont la particularité d'être à la fois des systèmes de domination et
 6 d'exploitation, pleinement intégrés dans la logique d'extraction de la valeur du capitalisme,
 7 la lutte contre les discriminations ne s'y réduit pas.

8 Dans un contexte de montée de l'extrême droite, les forces réactionnaires mènent une of-
 9 fensive sans précédent au service de la promotion d'une conception biologiste de la société
 10 qui touche particulièrement les personnes trans, maintenues dans un statu quo judiciaire
 11 contraignant, et les personnes intersexes, victimes de mutilations. Plus largement, les per-
 12 sonnes LGBTI font face à des discriminations et à de violentes agressions. Cette situation
 13 est d'ores et déjà marquée par des reculs gouvernementaux. Les communistes refusent toute
 14 essentialisation liée à une orientation sexuelle qu'ils combattent pour la libre détermination
 15 de l'identité de genre, dans le cadre de la loi. Au-delà de cette offensive de l'extrême droite,
 16 notre société doit aussi se libérer des logiques validistes qui assujettissent des millions de
 17 personnes à une oppression et une discrimination systémique.

18 Ces luttes sont des combats fondamentaux pour une société émancipée, garantissant à cha-
 19 cune et chacun l'égalité des droits, la dignité et la liberté de vivre sans violence ni assignation,
 20 quels que soient sa situation sociale, son orientation sexuelle, son identité de genre, sa reli-
 21 gion, son origine, son handicap ou toute autre caractéristique instrumentalisée pour exclure.

22 **4. Refonder la République et le républicanisme pour défendre le socialisme**

23 Si l'héritage républicain constitue un terrain historique sur lequel le mouvement ouvrier
 24 français s'est construit et continue de s'appuyer et garant de certains progrès fondamentaux,
 25 la République actuelle n'est pas un idéal neutre, mais une institution de la superstructure
 26 capitaliste. Elle masque les conflits de classe derrière un prétendu consensus national et lé-
 27 gitime l'exploitation, tant au niveau national qu'international. La défendre telle qu'elle est
 28 aujourd'hui revient à soutenir un outil d'oppression de la classe travailleuse et d'aliénation
 29 des peuples.

30 Le rôle du PCF est de conquérir et transformer radicalement l'État pour lui donner un nou-
 31 veau contenu de classe en :

32 ✘ déplaçant notre discours vers la construction du socialisme et la rupture avec le capita-
 33 lisme comme aboutissement de la République sociale ;

34 ✘ exacerbant les contradictions de classes étouffées par l'idéal républicain dominant, en don-
 35 nant une tribune aux critiques populaires contre le racisme systémique, la violence poli-
 36 cière et l'exploitation économique ;

37 ✘ construisant un rapport de forces populaire par la mobilisation de masse, les luttes sociales
 38 et écologiques, et l'alliance des exploités en vue de la conquête démocratique du pouvoir
 39 d'État.

40 Notre objectif n'est pas de nous réfugier dans le fétichisme du mot « République » mais bien
 41 de renverser la République actuelle pour édifier une République socialiste : une République
 42 au service de la classe travailleuse, débarrassée de la dictature du capital, fondée sur la pro-
 43 priété sociale des moyens de production, la planification écologique et l'émancipation de
 44 toutes les formes d'oppression. C'est par la lutte des classes et non l'incantation républicaine
 45 que cette société libérée pourra se construire.

46 **5. Révolutionner la justice et mettre fin à la police de classe**

47 Le trafic de drogues empoisonne le quotidien des habitant-es des quartiers populaires. La
 48 lutte contre ce fléau doit s'attaquer à l'ensemble de la chaîne économique du narcotraffic, en
 49 ciblant prioritairement le blanchiment d'argent et les stratégies d'évitement fiscal afin de
 50 neutraliser les réseaux à leur sommet. Cela suppose une diplomatie active pour renforcer les
 51 coopérations policières et économiques avec les pays producteurs et de transit.

1 Depuis la suppression de la police de proximité et les réformes de type RGPP, le service public
 2 de police a été orienté vers une logique répressive et de communication, au détriment de ses
 3 missions de prévention et de régulation. La paupérisation des quartiers populaires, liée à
 4 la désindustrialisation, au chômage et au recul des services publics, a favorisé l'essor d'éco-
 5 nomies parallèles et de violences, auxquelles l'État a répondu par une répression accrue et
 6 stigmatisante. En complément de politiques sociales et économiques de sortie de la misère,
 7 un changement profond de doctrine policière est indispensable pour restaurer la confiance
 8 et l'égalité.

9 Il est urgent de développer massivement les services publics de tranquillité et de sécurité –
 10 polices de proximité et judiciaire, médiation de rue, douanes, justice –, y compris dans les
 11 territoires ruraux désormais touchés par les trafics. Cette politique doit être articulée à une
 12 approche de santé publique, face à l'augmentation de la consommation de stupéfiants liée à
 13 la pénibilité de certaines conditions de travail.

14 **6. Révolution éducative**

15 L'école est aujourd'hui un puissant outil de reproduction de l'ordre social dominant. Le sa-
 16 voir est un pouvoir confisqué par les dominants, et son simple accès ne suffit pas à corriger
 17 les inégalités. Il s'agit donc de dépasser l'état actuel de l'institution scolaire pour construire
 18 un nouveau type d'instruction.

19 L'école doit inclure tous les enfants, sans sélection ni exclusion, ni reproduction des inéga-
 20 lités sociales ou de la division du travail. L'égalité d'accès doit s'accompagner d'une refonte
 21 des contenus, des pratiques et des rythmes scolaires afin de permettre une réelle appropria-
 22 tion des savoirs par toutes et tous, condition du partage du pouvoir. Le projet communiste
 23 vise ainsi à former des travailleuses et travailleurs libres, capables de maîtriser leur destin
 24 individuel et collectif, car les savoirs ne sont pas de simples informations mais des outils de
 25 raisonnement et d'émancipation.

26 La scolarisation débutera dès 2 ans, après une prise en charge en crèche et un congé pa-
 27 rental étendu. Le temps scolaire sera augmenté afin que les devoirs soient réalisés à l'école,
 28 les effectifs par classe réduits, et le nombre de personnels de l'éducation accru. L'école sera
 29 obligatoire jusqu'à 18 ans et assurera un enseignement général et polytechnique embrassant
 30 les arts, les sciences, les techniques et le sport dans leur diversité et avec pour objectif l'effa-
 31 cement de l'opposition entre travail manuel et intellectuel. Après le baccalauréat, la planifi-
 32 cation des formations selon les besoins remplacera la sélection, et des formations continues
 33 permettront d'adapter les métiers à l'évolution de la société. Le prérecrutement et la qualifi-
 34 cation garantiront un revenu et un salaire égal.

35 **L'école du projet communiste constitue ainsi une arme centrale contre l'aliénation éco-
 36 nomique, sociale et culturelle.** Former des individus égaux et émancipés, et garantir à cha-
 37 cun et chacune un travail utile, digne et rémunérateur, permet de prévenir durablement la
 38 délinquance et les violences. Il va sans dire que cette école - publique, gratuite, obligatoire et
 39 laïque - est la seule qui puisse être financée par l'argent public. Les moyens captés par l'école
 40 privée devront être réattribués à l'école publique.

41 **7. La nécessité d'une révolution dans la culture**

42 La conquête du pouvoir d'État passe aussi par celle de l'opinion publique, comme l'a montré
 43 Antonio Gramsci. Une transformation radicale des conditions et des rapports de production
 44 suppose donc une évolution simultanée des phénomènes culturels qui contribuent à la repro-
 45 duction du capitalisme. La superstructure exerce une influence profonde sur les consciences
 46 et les imaginaires, freinant la prise de conscience de classe.

47 Ainsi, « l'exception culturelle française », issue de luttes pour une culture émancipée du ca-
 48 pital, est aujourd'hui fragilisée, notamment au nom de la rigueur budgétaire. Parallèlement,
 49 des figures de l'extrême droite, appuyées par de puissants relais médiatiques, diffusent des
 50 discours racistes, masculinistes et révisionnistes. Ce phénomène est amplifié par les ré-
 51 seaux sociaux et par l'essor de l'intelligence artificielle qui favorise la diffusion d'infox et de
 52 manipulations.

53 Face à ces dynamiques, les communistes défendent un projet culturel émancipateur : lutte

1 contre la concentration des médias, création d'un service public du numérique, renforce-
2 ment du soutien à la création et à l'éducation populaire, développement des pratiques cultu-
3 relles en entreprise, transformation de l'école, politique du temps libéré et continuité de re-
4 venus des artistes-auteurs. Ce socle constitue une condition à la participation du PCF à tout
5 gouvernement.

6 Dans cette perspective, la lutte pour l'hégémonie idéologique s'inscrit dans la durée : au-delà
7 de la conquête de l'État, c'est une transformation profonde et continue de la culture qui dé-
8 finit le processus socialiste.

PARTIE IV

La stratégie politique

A. L'échec des différentes stratégies du Parti

Depuis le 38^e congrès, nous avons décidé de redonner une pleine visibilité au PCF. Nous avons investi de nombreux fronts sans pour autant réussir à incarner une alternative crédible. Pire, l'extrême droite continue à progresser. Il convient de réinterroger notre pratique pour trouver que faire.

Le problème fondamental ne vient pas des arrangements électoraux ni de l'investissement des camarades, mais de l'absence d'un projet de rupture stratégique avec le capitalisme à même d'amener les travailleurs et travailleuses les plus politisés à s'emparer de notre Parti comme du leur. Le projet communiste que nous avons décrit précédemment est donc central, il est la raison d'être de notre Parti. Une fois ce projet affirmé, il convient de définir une stratégie pour qu'il aboutisse.

En France comme ailleurs, les capitalistes font le choix du fascisme pour maintenir leur taux de profit en temps de crise. Les alliances électorales de « barrage » sont utiles pour ralentir son accès au pouvoir, mais ne suffisent pas à faire reculer l'extrême droite dans les urnes et les consciences.

1. Le communisme municipal face à la baisse tendancielle du nombre d'élus

Les politiques d'austérité entraînent un retrait subséquent de la puissance publique et visent à dégager des ressources pour continuer d'accroître le financement public du capital. La marchandisation accrue de toute une série de besoins sociaux, à commencer par le logement, offre de nouveaux champs de valorisation au capital. Inversement, les municipalités et les conquises du « communisme municipal » sont sous tension. Localement, le travail de nos élu-es et sections est généralement salué. Force est toutefois de constater que notre Parti n'est pas vu comme une alternative crédible au niveau national. Or, sans déploiement national, notre ancrage local s'émousse.

Nous ne pouvons ignorer la nécessité de donner une perspective de conquête et d'exercice du pouvoir d'État pour changer radicalement les conditions d'existence. Mais cette ambition ne peut pas se limiter au seul cadre parlementaire : elle doit devenir un véritable projet idéologique et organisationnel. Réduire la nécessité d'organisation extraparlamentaire à un municipalisme (ou communalisme) n'enraye pas l'érosion de notre ancrage militant et électif. C'est de cette baisse tendancielle du nombre d'élus dont il nous faut sortir.

2. Le salut ne viendra pas de la gauche unie

Nous ne souffrons plus d'un problème d'incarnation nationale : les études d'opinion montrent depuis plusieurs années la sympathie dont jouit Fabien Roussel. La sympathie n'entraîne cependant pas l'adhésion aux idées, comme le démontrent les scrutins nationaux ou le nombre de nouvelles adhésions au Parti. Porter des idées et un projet plus percutant suscite peut-être moins de sympathie mais consolide un socle de soutien plus élevé.

Croire que de meilleures propositions pour aménager le système capitaliste nous permettront d'avancer, sans prendre en compte les rapports de forces, est un travers idéaliste. S'il s'agit d'aménager le capitalisme, les citoyennes et les citoyens préféreront toujours ceux dont c'est l'ADN : les sociaux-démocrates nous le disent assez : « Soyez unis pour que l'on gagne enfin ! ». Dans le système uninominal à deux tours de la V^e République, autant faire l'union dès le premier tour. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait avec le Nouveau Front populaire (NFP). Or l'union n'enraye pas la baisse tendancielle du nombre d'élus communistes et la marginalisation de nos idées. Il nous faut donc assumer notre ambition révolutionnaire.

1 **B. Un parti qui organise la lutte de classes par-delà 2 les institutions bourgeoises**

3 Notre Parti n'a pas choisi l'électoratisme qui l'affaiblit aujourd'hui ; il le subit, faute d'avoir re-
4 défini son propre rôle au-delà des institutions bourgeoises : parlementaires et municipales. Il
5 nous faut donc sortir des logiques imposées par ces institutions et être pleinement impliqué
6 dans les organisations de masse.

7 Nous avons la volonté de porter l'organisation de lutte des classes via le mouvement syndical.
8 L'engagement des communistes dans les organisations syndicales révolutionnaire demeure
9 à ce titre essentiel pour défendre les intérêts immédiats des travailleurs et renforcer leur
10 capacité de lutte. Cela révèle néanmoins une limite de notre propre pratique au PCF : en
11 nous reposant largement sur la médiation syndicale pour maintenir notre lien avec la classe
12 travailleuse, nous n'avons pas suffisamment développé nos propres formes d'organisation po-
13 litique de classe. Le Parti doit repenser son rapport aux organisations de masse dans leur di-
14 versité. La conscience de classe et la combativité des travailleuses et travailleurs nécessitent
15 l'implication active du PCF dans toutes les sphères de la vie : syndicale, associative, culturelle
16 ou sportive. Le Parti doit proposer l'adhésion aux travailleuses et travailleurs engagés dans ces
17 organisations et leur offrir un cadre politique pour prolonger leur engagement, approfondir
18 la conscience de classe et transformer les revendications portées dans les luttes en conquêtes
19 politiques durables.

20 Il ne s'agit pas simplement de soutenir les luttes, mais de les initier, de les relier entre elles
21 et de leur donner une perspective politique. Cela exige des campagnes structurées, suivies et
22 évaluées sur le temps long, afin d'atteindre des objectifs concrets : établir des contacts et faire
23 adhérer des travailleurs et des travailleuses dans des secteurs stratégiques, consciemment
24 choisis. Cela signifie également un engagement durable auprès des travailleuses, bien
25 au-delà des événements déclencheurs. L'objectif est d'organiser politiquement la conscience
26 de toute une classe. Ce projet implique des choix stratégiques clairs pour fédérer toutes les
27 instances du Parti autour de ces axes essentiels : quelles fractions, quelles campagnes, quels
28 objectifs ? Enfin, il s'agit de créer de nouvelles structures lorsque cela est nécessaire, afin de
29 renforcer l'auto-organisation de notre classe.

30 **C. Un parti à l'avant-garde de la lutte antifasciste**

31 Les bases matérielles du fascisme sont l'appauvrissement d'une grande partie de la popula-
32 tion, la disparition de nos services publics et l'affaiblissement des organisations de classe. Les
33 capitalistes sont parvenus à imposer à une partie de la population que l'immigration et les
34 immigré-es seraient la cause des problèmes sociaux.

35 La condamnation morale de l'extrême droite a prouvé son inefficacité. Le PCF doit déve-
36 lopper un discours et une pratique militante antifascistes dépassant le cadre électoral. Dans
37 nos prises de parole publiques et médiatiques, notre discours doit être d'une grande clarté
38 face aux offensives idéologiques de l'extrême droite. Il n'existe pas en France de racisme an-
39 ti-blanc, les immigré-es, quelle que soit leur couleur de peau ou leur confession religieuse,
40 sont des travailleuses et des travailleurs avec qui nous partageons des intérêts de classe.

41 Sur le terrain, il faut nouer des alliances avec les syndicats et les associations pour recréer et
42 animer des collectifs de lutte antifasciste. Nous devons aussi développer l'organisation de la
43 solidarité concrète et du lien social. Longtemps un point fort du PCF (colonies de vacances,
44 distributions alimentaires, soutien scolaire, etc.), ces pratiques doivent être renforcées et
45 coordonnées stratégiquement pour susciter l'engagement à nos côtés.

46 Nous devons aussi considérablement amplifier notre travail de structuration des réseaux
47 d'Accueil-Sécurité sur tout le territoire, aussi bien en termes de formation que de moyens
48 matériels. Il ne s'agit pas de contre-attaquer physiquement mais d'assurer l'indispensable
49 sécurité de nos camarades et de nos locaux.

50 **D. Les prochaines élections présidentielles et législatives**

51 Les prochaines élections présidentielles seront un moment charnière de la vie politique fran-
52 çaise. Opposés par nature à l'élection présidentielle, nous l'abordons avec pragmatisme. En
53 2022, une majorité de communistes a considéré qu'une candidature issue de nos rangs était
54 indispensable. Analysant l'échec politique de la séquence 2016-2017, les adhérent-es du PCF

1 ont estimé qu'aucune autre solution ne servait mieux les intérêts de la classe travailleuse
 2 et de son parti que de voir un candidat communiste qui ne s'adressait pas uniquement aux
 3 électeurs et électrices de gauche déjà convaincus. Aujourd'hui, force est de constater que la
 4 gauche dépasse péniblement les 30 %, se divise en deux pôles, et ne convainc pas de larges
 5 fractions de la classe travailleuse.

6 **Notre horizon reste celui de l'unité de la classe travailleuse**, ce qu'une alliance électorale
 7 des partis de gauche ne suffit pas à produire mécaniquement. Avoir la lutte des classes
 8 comme boussole, c'est admettre que cette unité doit être construite avec tous les acteurs du
 9 mouvement social.

10 À la suite du congrès, **le PCF enclenchera un processus d'unité d'action en consultant**
 11 **les syndicats et le monde associatif** afin de construire un projet alternatif de rupture sur
 12 la base de notre programme minimal et de faire émerger une candidature, ayant la légitimi-
 13 mité du soutien du mouvement social, qui sera aussi proposée aux autres partis de gauche.
 14 **L'objectif de cette unité à la base est d'avoir un-e travailleur-se pour représenter la classe**
 15 **travailleuse.**

16 Si les états-majors des partis de gauche se révèlent incapables de se dépasser, s'ils conti-
 17 nent d'entretenir division et rancœur entre un pôle populiste et un pôle social-démoc-
 18 crate, alors **le PCF prendra ses responsabilités en portant une candidature communiste**
 19 **à l'élection présidentielle issue du dialogue avec le mouvement social.** Cette candidature
 20 se donnera quelques grands objectifs explicites :

21 ✖ maintenir le PCF dans la sphère médiatique pour éviter l'effacement qui nous a tant
 22 coûté ;

23 ✖ porter un discours de classe et révolutionnaire qui puisse toucher la classe travailleuse
 24 par-delà les électeurs et électrices de gauche, qu'elle soit abstentionniste ou momentané-
 25 ment séduite par les sirènes de l'extrême droite ;

26 ✖ renforcer organisationnellement le Parti pour permettre le renouvellement de nos forces
 27 militantes et de nos cadres ;

28 ✖ préparer la visibilité et la popularité de nos candidat-es aux élections législatives.

29 Le Parti s'est toujours montré capable de faire émerger de nouvelles figures politiques na-
 30 tionales quand cela a été nécessaire. Nous ne considérons donc pas que la candidature de
 31 notre secrétaire national soit naturelle ni notre seule option à l'élection présidentielle de
 32 2027.

33 Le Parti et son-sa candidat-e animeront volontairement le débat programmatique avec l'en-
 34 semble de la gauche et ses deux pôles populiste et social-démocrate, et utiliseront toutes
 35 les plateformes qui s'ouvriront à nous pour porter notre programme minimal par-delà nos
 36 propres rangs. Pour peser, notre candidature se saisira de notre projet révolutionnaire. Elle
 37 sera sans compromis sur la dénonciation de l'ennemi de classe actuel, la bourgeoisie poli-
 38 tique et financière européenne, et l'impérialisme étasunien. Cette dénonciation doit avoir
 39 comme double objectif de nommer et définir le réel adversaire de la classe travailleuse fran-
 40 çaise tout en démontrant que cet adversaire est partagé avec les pays du Sud global et les
 41 millions de travailleur-euses et paysan-nés immigrés et réfugiés.

42 Nous ne faisons pas pour autant abstraction de la dynamique de l'extrême droite et de
 43 sa capacité à accéder à l'Élysée lors de cette échéance. Nous nous réservons donc le droit
 44 d'un désistement lors de la dernière ligne droite pour permettre à un-e autre candidat-e de
 45 gauche d'accéder au second tour. Une conférence nationale avant la présidentielle décidera
 46 si les conditions sont réunies pour dépasser le désistement défensif contre l'extrême droite
 47 et définir un programme minimal pour un rassemblement de gauche, liant présidentielle
 48 et législatives.

49 Quel que soit le scénario à la présidentielle, le PCF doit se doter au plus vite de chef-fes de
 50 file dans l'ensemble des circonscriptions en veillant à la parité, en particulier dans les cir-
 51 conscriptions gagnables, mais aussi à mettre en avant des figures de la classe travailleuse,
 52 notamment issues des fractions ouvrières, des employé-es et des professions intermédiaires
 53 de la santé dans une stratégie de renforcement prioritaire de l'ancrage du Parti dans ces
 54 fractions.

1 La participation du PCF à un éventuel gouvernement de la gauche et des écologistes est
 2 conditionnée au respect du programme minimal du PCF. Sans cela, le PCF portera son
 3 propre programme lors de la campagne et présentera publiquement sa signature de l'ac-
 4 cord, comme sa participation à un simple cartel électoral visant à faire barrage à la droite
 5 et l'extrême droite. En cas de victoire de la coalition de gauche, le PCF pourra soutenir le
 6 gouvernement sans y participer ni s'interdire de fortes critiques sur le caractère très limité
 7 de son programme en soulignant publiquement qu'il est en dessous du programme mini-
 8 mal du PCF. Il participera activement à toutes les luttes sociales pour mettre la pression sur
 9 ce gouvernement.

10 **E. Refonder l'internationalisme**

11 Notre congrès intervient dans un monde déchiré par les guerres d'agression, le pillage des
 12 ressources et l'étouffement des souverainetés populaires. Face à la barbarie impérialiste qui
 13 se déploie du Moyen-Orient à l'Amérique latine, en passant par l'Afrique et l'Europe elle-
 14 même, il est plus que jamais urgent de réaffirmer et de pratiquer notre internationalisme.

15 Or l'internationalisme, tel qu'il s'est pratiqué jusqu'ici, reste déclaratif et impacte peu les
 16 rapports de forces réels. Il faut lui opposer un internationalisme en acte, qui se construit
 17 matériellement : une information stratégique sur Total transmise à un syndicat ivoirien
 18 pour renforcer sa position, des travailleureuses du Nord et du Sud coordonnant leur lutte
 19 contre la même multinationale, une expertise juridique mutualisée pour attaquer les mon-
 20 tagnes d'évasion fiscale, des parlementaires de plusieurs continents organisant une offen-
 21 sive commune contre un accord de libre-échange, etc.

22 **1. Principes fondateurs : Droit des peuples, paix et souveraineté**

23 Le PCF est et demeure le défenseur d'un monde de paix et le soutien indéfectible de la
 24 classe travailleuse de tous les pays pour leur émancipation. Notre boussole est immuable :
 25 nous tenir aux côtés des peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale.

26 Pour une paix juste, fondée sur le droit international. La première condition de la paix est
 27 la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État. La démocratie ne s'exporte pas à
 28 coups de bombes. Nous défendons farouchement le droit international contre la loi du
 29 plus fort. Toute intervention doit être strictement encadrée par un mandat de l'ONU, ce
 30 qui n'empêche pas qu'il faille la réformer en profondeur, notamment en limitant le droit
 31 de veto qui paralyse toute action contre les grandes puissances. Nous prônons le désarme-
 32 ment multilatéral et global, notamment nucléaire. À cette fin, le PCF milite pour que la
 33 France signe le TIAN.

34 Le droit à l'autodétermination, pierre angulaire de notre combat. Ce droit est fondamental
 35 pour les peuples encore sous domination coloniale ou impériale, qu'ils soient palestiniens,
 36 sahraouis, kanaks, ou pour les nations dont l'unité est bafouée, comme à Chypre ou en
 37 Irlande. Ce droit implique la fin de toute ingérence étrangère, qu'elle soit militaire, moné-
 38 taire ou économique.

39 Rupture avec les blocs impérialistes. La France doit retrouver une politique étrangère in-
 40 dépendante. Cela passe par le retrait de l'OTAN, bras armé de l'impérialisme étasunien, et
 41 par la rupture avec les traités européens qui enchaînent les peuples à l'austérité et à l'aligne-
 42 ment atlantiste. Notre combat pour une autre Europe, une Europe des coopérations et des
 43 peuples souverains, est indissociable de notre internationalisme.

44 **2. Feuille de route de l'internationalisme en acte**

45 Le PCF dispose d'élus à tous les échelons, de syndicalistes implantés et d'une large ex-
 46 pertise technique dans son réseau de militant-es. Ces moyens doivent servir à la lutte des
 47 classes, là-bas comme ici, car notre combat est le même ; les superprofits extraits du Sud
 48 par l'impérialisme permettent au capital de se maintenir au Nord.

49 Le secteur international du PCF fait de la construction d'un « internationalisme en acte »
 50 l'une de ses missions premières, en lien avec les mouvements progressistes et les partis
 51 communistes à travers le monde. Car l'internationalisme se construit par les actes et l'uni-

1 té des travailleurs et des travailleuses par-delà des frontières. Cette ambition s'accompagne
 2 d'une réflexion sur la reconstruction d'une structure internationale du mouvement com-
 3 muniste, capable de coordonner durablement les luttes et de mutualiser les ressources
 4 au-delà des solidarités ponctuelles.

5 **3. Les fronts de la solidarité en acte**

6 Ces principes appellent une traduction concrète. Partout où des peuples affrontent l'ordre
 7 impérial, le PCF dispose de leviers pour peser sur les rapports de force, à condition de les
 8 identifier et de les activer.

9 Palestine et Moyen-Orient : frapper les soutiens de l'apartheid. Le génocide à Gaza a révélé
 10 l'architecture du système mondial. La campagne BDS offre un cadre pour concrétiser notre
 11 solidarité avec le peuple palestinien pour l'autodétermination, la paix juste et le retour des
 12 réfugiés : faire cesser les contrats des collectivités avec les entreprises complices, bloquer
 13 les livraisons d'armes, exiger la suspension de l'accord UE-Israël. Nos échanges avec l'OLP
 14 et ses composantes laïques et marxistes doivent viser l'efficacité stratégique : renseigne-
 15 ment, expertise, pression coordonnée. De même, nous sommes aux côtés du peuple kurde,
 16 notamment au Rojava, et nous lutterons pour documenter les crimes turcs, tisser des liens
 17 organiques et articuler notre combat pour la sortie de l'OTAN avec la défense de leur expé-
 18 rience démocratique et féministe.

19 Afrique : briser les chaînes de la Françafrique. C'est le terrain le plus immédiat de notre in-
 20 ternationalisme en acte. Contre le pillage des ressources et la servitude monétaire du franc
 21 CFA, nous pouvons agir concrètement. Les syndicalistes de nos réseaux connaissent les
 22 rouages des multinationales françaises (Total, Bolloré, Orano, etc.) ; ils et elles détiennent
 23 des informations cruciales pour les luttes des travailleurs et travailleuses africain·es. Nos
 24 juristes peuvent appuyer les batailles contre l'évasion fiscale et les crimes environnemen-
 25 taux. Notre solidarité avec le peuple sahraoui passe par le soutien au Front Polisario et par
 26 la pression sur les entreprises pillant les ressources occupées. Le retrait des bases militaires,
 27 l'annulation des dettes illégitimes et la fin de la tutelle monétaire sont des revendications
 28 concrètes qui affaiblissent l'impérialisme ici même.

29 Dans les pays d'outre-mer, soutenir le droit à l'autodétermination. Le PCF réaffirme son
 30 engagement sans ambiguïté en faveur du droit à l'autodétermination des peuples des ter-
 31 ritoires ultramarins, incluant l'autonomie et l'indépendance. Ces territoires, comme la
 32 Kanaky ou Mayotte, sont des enjeux stratégiques de la prédation impérialiste, contrôlant
 33 des routes maritimes cruciales et des ressources convoitées. Notre solidarité doit être ac-
 34 tive : soutien politique aux forces indépendantistes, dénonciation de la prédation écono-
 35 mique et militaire, et exigence de référendums libres. Cohérent avec notre combat interna-
 36 tionaliste, cet engagement vise à briser les derniers vestiges de l'empire colonial français.
 37 Avec le peuple kanak en lutte pour la décolonisation, nous exigeons la libération des mili-
 38 tant·es emprisonné·es et l'application du droit à l'autodétermination.

39 Amérique latine : solidarité offensive contre l'agression étasunienne. L'enlèvement du pré-
 40 sident Nicolás Maduro par les forces américaines en 2026 a marqué un retour assumé à la
 41 politique de la canonnière. Face à cette escalade, notre solidarité avec le Venezuela et avec
 42 Cuba, qui résiste depuis 60 ans au blocus criminel, doit se renforcer dans l'action concrète,
 43 à l'image de la récente campagne organisée par le PCF : envoi de matériel, échanges d'ex-
 44 pertise, coordination parlementaire pour dénoncer l'agression et exiger la levée du blocus.
 45 Il s'agit de construire des contre-feux matériels à la propagande et à la guerre économique.

46 UE : lier souveraineté populaire et solidarité internationale. Notre combat pour une autre
 47 Europe est directement lié à la lutte des peuples chypriote pour la réunification, et irlandais
 48 pour l'unité. L'UE, par ses accords avec Israël et le Maroc, et son soutien à l'austérité, est
 49 complice du système. Nos élu·es doivent être des relais de ces luttes dans les institutions.
 50 Sortir de l'OTAN et rompre avec les traités qui verrouillent la construction européenne
 51 sont des préalables pour une politique étrangère française indépendante et solidaire.

1 **4. Pour une coordination mondiale des luttes**

2 Plus largement, le secteur international du PCF renforcera ses liens avec les secteurs inter-
 3 nationaux des autres partis communistes et ouvriers, avec les mouvements progressistes et
 4 les organisations syndicales de classe à travers le monde. Les Rencontres internationales des
 5 Partis communistes et ouvriers offrent un cadre, mais celui-ci reste trop souvent cantonné
 6 aux déclarations communes. Il faut aller plus loin et tendre vers la construction de canaux
 7 permanents d'échange d'informations stratégiques, la coordination de campagnes interna-
 8 tionales capables de frapper simultanément les mêmes cibles, la mutualisation d'expertises
 9 juridiques, économiques et techniques dont nos organisations respectives disposent. Face
 10 à un capital parfaitement organisé à l'échelle mondiale, le mouvement communiste doit
 11 se doter d'instruments de coordination à la hauteur de l'adversaire. Cette reconstruction
 12 patiente d'une internationale des luttes, respectueuse de l'autonomie de chaque parti mais
 13 capable d'action commune, constitue l'horizon stratégique de notre internationalisme.

14 La paix ne se décrète pas, elle se conquiert. Elle se construit par la lutte acharnée contre les
 15 impérialismes et par la solidarité active entre les peuples. Notre Parti, ancré dans les luttes
 16 sociales ici, doit être un pont et un levier pour ces combats. Faisons de notre internationa-
 17 lisme la pratique quotidienne qui unit les travailleurs et travailleuses de tous les pays dans
 18 le combat pour leur émancipation commune.

19 **F. Un parti de classe et prêt au combat**

20 Les salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es qui ne disposent pas des moyens de produc-
 21 tion ni d'un revenu suffisant pour accumuler du capital représentent l'immense majorité
 22 de la population et forment la classe travailleuse. Celle-ci a intérêt au renversement du
 23 capitalisme et au projet socialiste. C'est pourquoi nous devons affirmer avec force et clarté
 24 que nous nous adressons à elle et que nous sommes de ce côté de la lutte des classes. Le
 25 taire revient à renoncer à une lecture de classe pour une lecture populiste ou ouvriériste.

26 Néanmoins, l'état du Parti, qui n'est pas un parti de masse, implique de focaliser nos efforts
 27 pour qu'il le redevienne en nous tournant vers les fractions travailleuses qui n'ont plus
 28 rien à perdre : celles et ceux qui ont un travail mais qui chuteraient dans la misère la plus
 29 absolue en le perdant. Concrètement, cette fraction prolétaire se compose des ouvrier-ères,
 30 notamment de la logistique et de l'agroalimentaire, des employé-es, notamment du com-
 31 merce, mais aussi des professions intermédiaires de la santé, maltraitées par l'austérité.

32 Pour affiner cette stratégie, le Parti devra rapidement cartographier économiquement la
 33 classe travailleuse en France, avec des données statistiques et géographiques détaillées. Sur
 34 cette base, le Conseil national mènera un large débat pour affiner l'analyse de la structure
 35 de classe, stabiliser la terminologie et préciser la stratégie organisationnelle.

36 Un des objectifs de notre Parti doit être de retrouver une influence et un ancrage de masse,
 37 pour être capable de sentir finement la situation de classe, de formuler les mots d'ordre
 38 et développer les organisations qui permettront à la classe travailleuse de se mettre plus
 39 vite et plus fort en mouvement. Pour ce faire, il faut recruter et former des dirigeant-es qui
 40 émanent de la classe travailleuse et qui soient déjà des meneurs et meneuses naturel-les au
 41 sein de leurs communautés.

PARTIE V

Revoir nos principes d'organisation

1
2
3
4 La fin du XX^e siècle, marquée par l'effondrement de l'URSS et une exigence démocratique
5 accrue, nous a conduits à réviser en profondeur nos statuts entre 1994 et 2001, pour rompre
6 avec un fonctionnement jugé trop autoritaire. Si ces changements répondaient à de réels
7 problèmes, ils n'ont pas permis de bâtir une organisation pleinement démocratique et ont
8 affaibli certains outils essentiels à l'unité et à l'appropriation du Parti par ses militant·es.
9 Nos deux derniers congrès ont amorcé une réorientation, avec des avancées importantes,
10 comme la relance de la formation, mais plusieurs chantiers restent à concrétiser. Il nous
11 appartient désormais de poursuivre cet approfondissement.

12 A. Démocratie et respect des décisions

13 La démocratie au sein d'une organisation politique repose sur le respect de la souverai-
14 neté de ses membres. Celle-ci doit s'exercer concrètement, à tous les échelons du Parti. À
15 l'échelle nationale, le congrès joue un rôle central : ses orientations engagent l'ensemble des
16 communistes, militant·es, responsables et élu·es. Les mandats politiques et électifs confiés
17 impliquent le respect des décisions collectives. Sans cela, il ne peut y avoir de démocratie.

18 **Le respect des décisions, engagements et stratégies votés majoritairement par les com-**
19 **munistes doit être garanti, y compris par des sanctions à l'encontre de celles et ceux qui**
20 **iraient à leur encontre.** Un tel principe est le garant de la démocratie interne qui fait notre
21 force et notre fierté.

22 Notre organisation repose sur une délégation de pouvoir à des directions élues. Cette dé-
23 légation implique des responsabilités accrues et ne peut exister sans un contrôle réel par la
24 base. Nos dirigeant·es et élu·es doivent non seulement respecter les orientations du congrès,
25 mais aussi rendre compte régulièrement de leur action, notamment par des bilans.

26 B. Le rôle des commissions

27 Une part importante du travail national du Parti repose sur les commissions, mais leur
28 lien avec le Conseil national (CN) reste flou et leur composition opaque. Leurs mandats et
29 orientations sont rarement discutés, ce qui crée des décalages avec la direction nationale.
30 Certaines commissions s'éteignent, tandis que d'autres deviennent des baronnies centrées
31 sur leur auto-préservation.

32 Pour y remédier, la commission des candidatures, en lien avec les responsables de la po-
33 litique des cadres, doit proposer une direction nationale capable d'assumer concrètement
34 ses responsabilités. Cela implique de réduire le nombre de membres du CN afin que ses
35 discussions débouchent sur des décisions politiques effectives, appliquées au niveau na-
36 tional et local.

37 **Le travail des commissions, redevenues secteurs de travail, doit s'inscrire dans les orien-**
38 **tations des congrès et permettre des propositions aux instances nationales.** Les secteurs
39 rendront des bilans réguliers, et la composition des directions sera publique, avec des mis-
40 sions claires et des modalités de participation précisées pour tous les communistes.

41 Les suivi·es des fédérations doivent être rattaché·es à la vie du Parti et être une aide au
42 renforcement du Parti et au déploiement des batailles militantes menées localement. Il
43 faut tendre vers un·e suivi·e par fédération, formé·es par le secteur formation. La présence
44 physique régulière des suivi·es dans les fédérations est une condition absolue de leur effica-
45 cité. Pour que cela soit rendu possible, les suivi·es ne doivent pas cumuler de responsabilités
46 nationales. L'une des priorités doit être le retour d'une activité militante régulière dans les
47 fédérations et sections affaiblies et la systématisation des gestes d'adhésion et de prise de
48 contact sur le terrain pour renforcer le Parti.

1 C. Revoir le déroulement des congrès

2 Notre Parti souffre d'un déficit d'unité de la part de tous ses membres. Nous devons avoir
3 pour ambition d'être en capacité de traiter nos désaccords internes sans entacher notre
4 capacité à être uni-es dans la mise en place de nos orientations. Le fonctionnement actuel
5 de nos congrès, basé entre autres sur l'affrontement de textes, semble alimenter une logique
6 clanique au sein de notre organisation. Si l'introduction de textes alternatifs lors du XXXII^e
7 congrès a pu permettre l'expression plurielle des communistes, elle entraîne également un
8 enlèvement dans des clivages entre des groupes politico-affinitaires ne permettant pas la
9 tenue de débats internes traitant sainement de questions de fond. Ce mode de fonctionne-
10 ment offre de très grandes similitudes avec un fonctionnement en tendance.

11 Pourtant, en 1994, lors du 28^e congrès qui marque l'abandon du centralisme démocra-
12 tique, nous disions dans nos statuts : « La structuration en tendances conduit à organiser
13 l'élaboration politique, la décision et l'élection des directions à partir de plateformes et
14 de dirigeants concurrents entre lesquels les adhérents devraient trancher. Les tendances
15 appauvrissent la capacité d'intervention de chacun, subordonnent aux enjeux de sommet.
16 » Même si nous refusons de le reconnaître, ce que nous définissons comme un fonctionne-
17 ment en tendance hier détermine notre fonctionnement actuel.

18 Notre dernier congrès a abordé brièvement cette question. **Le CN doit désormais engager
19 un débat au sein du Parti, afin de formuler d'ici le prochain congrès une proposition de
20 fonctionnement** qui permette à la fois une liberté de débat interne et une véritable unité
21 de l'ensemble des camarades qui s'appuie sur le respect collectif des décisions majoritaires.

22 D. Les campagnes structurantes

23 Notre Parti s'engage de manière régulière dans des campagnes qui définissent notre vo-
24 lonté d'agir sur un certain nombre de sujets. Nous pouvons citer la campagne pour Cuba
25 ou celle pour l'industrie et les services publics, ou encore pour la levée des brevets sur les
26 vaccins. Ces campagnes ne se donnent pas les moyens d'être victorieuses car elles ne se
27 donnent pas d'objectif. Chaque communiste peut constater qu'il n'y a eu ni suivi, ni trans-
28 parence, ni bilan à faire valoir. C'est la cause et le symptôme du fait que nous n'arrivons pas
29 à y engager l'ensemble du Parti de manière structurée.

30 Il nous faut désormais concevoir nos campagnes dans le temps, pas simplement en réac-
31 tion à l'actualité et aux sujets qui nous occupent à un moment donné. **Pour chaque cam-
32 pagne, nous expliciterons la durée, les cibles, les objectifs et les moyens concrets mis en
33 œuvre, et désignerons collectivement des comités de pilotage qualifiés pour mener ce
34 travail.** Tous ces éléments permettent de produire de véritables bilans, une évaluation ob-
35 jective des progrès et des défauts de chaque campagne. Enfin, pour nous donner les moyens
36 d'aboutir à des résultats concrets, il nous faut limiter le nombre de projets dans lesquels le
37 Parti s'engage, c'est-à-dire faire le choix difficile de la priorisation et freiner l'accumulation
38 d'événements isolés, comme les meetings publics, conférences-débats, ou états généraux
39 déconnectés de plans de travail plus longs.

40 E. La politique de cadres

41 Lors de sa création, notre Parti a pris la décision de construire un parti de type nouveau.
42 Par ce terme, il entendait, entre autres, non seulement représenter le prolétariat, mais lui
43 donner un véritable pouvoir politique tant dans son organisation que dans la société en
44 général. Des figures comme celles d'Ambroise Croizat sont la preuve de ce pari réussi. Cette
45 capacité qu'a eue autrefois notre Parti à faire monter en responsabilité des travailleurs et
46 des travailleuses a été rendue possible par une politique de cadres ciblée et volontariste.
47 Au-delà du ciblage, le rôle qu'ont eu les écoles du Parti à cette époque est indéniable.

48 Le secteur national des cadres, en lien avec les commissions Entreprise, Féminisme et
49 Formation, est responsable devant le CN du renouvellement, de la féminisation et de la
50 promotion de cadres ouvrières et employées.

1 **1. L'enjeu de la formation**

- 2 Ce travail de renouvellement social de notre Parti doit également se mener en lien étroit
 3 avec le secteur formation. Le travail important de relance de la formation mené depuis les
 4 38^e et 39^e congrès doit être approfondi grâce à une politique volontariste et des moyens
 5 supplémentaires, avec notamment :
- 6 ✘ un·e permanent·e identifié·e du secteur ;
 - 7 ✘ un Conseil national par an consacré à la formation afin qu'un plan d'ensemble soit éla-
 8 boré avec le bilan de l'action des secteurs Cadres et Formation ;
 - 9 ✘ la création d'un parcours de formation ;
 - 10 ✘ une refonte du stage cadre national ;
 - 11 ✘ la mise en place systématique de garde d'enfants pour l'ensemble des stages.

12 **2. La composition sociale de nos directions**

13 Nous devons aujourd'hui faire émerger notre base sociale au sein de nos instances de di-
 14 rection. Tout d'abord, il est nécessaire de connaître la composition sociale actuelle tant de
 15 notre direction nationale que de nos directions fédérales. **Le secteur Vie du Parti engage-
 16 ra un processus de recensement global afin de connaître l'état exact de la composition
 17 sociale de nos directions et du Parti.** C'est en ayant une connaissance fine du réel que
 18 nous pourrons par la suite travailler un véritable renouvellement social de nos structures.
 19 L'aboutissement de cette volonté commune doit mener à ce que la liste des directions de
 20 sections, de fédérations ou le CN soumise au vote lors des congrès contienne les catégories
 21 socioprofessionnelles des camarades qui y figurent et qu'au moins 25 % des camarades pro-
 22 posé·es appartiennent aux fractions ouvrières, employées et des professions intermédiaires
 23 du sanitaire et social dans un but de renforcement de la représentativité du Parti.

24 **3. Le rôle des permanents politiques**

25 Enfin, pour reconstruire un parti de travailleurs et de travailleuses, la question des perma-
 26 nent·es politiques doit être travaillée d'ici le prochain congrès. En ayant une activité pro-
 27 fessionnelle à temps plein, dans des conditions d'exploitation qui se durcissent de jour en
 28 jour, les camarades rencontrent un certain nombre de difficultés matérielles à pouvoir as-
 29 sumer des responsabilités politiques pour lesquelles ils n'ont pas le temps de faire le travail
 30 nécessaire. C'est bien pour cette raison que le Parti se dotait auparavant de permanent·es
 31 ouvrier·ères. Au vu de la situation financière actuelle du Parti, le choix de nos permanent·es
 32 doit se faire en intégrant cet objectif politique de renouvellement social de notre Parti.
 33 De plus, le développement d'une logique de permanent·es à mi-temps, et/ou de formation
 34 continue avec une reconversion professionnelle, permettent de garder ainsi un pied dans
 35 le monde du travail et contribue à l'émergence de travailleurs et de travailleuses dans nos
 36 directions, tout en limitant les logiques de déconnexion qui peuvent générer une fracture
 37 entre notre organisation politique et la classe travailleuse.

38 **F. Favoriser l'engagement de toutes et tous**

39 Malgré sa visée révolutionnaire et sa composition de classe, le Parti communiste est tra-
 40 versé par les mêmes dynamiques de pouvoir que le reste de la société. Le renforcement
 41 du Parti suppose de faire de l'accueil et du lien avec chaque adhérent·e une responsabilité
 42 collective, afin de favoriser l'engagement et la participation de toutes nos forces militantes.

43 **1. Rendre le militantisme accessible à toutes et tous**

44 Rendre le militantisme réellement accessible implique de repenser nos pratiques. Cela
 45 passe d'abord par **des réunions plus inclusives** : limiter leur durée, avoir le souci de faire
 46 circuler la parole, diversifier leurs formats (présentiel, visio, hybrides) et clarifier leurs ob-
 47 jectifs afin de permettre à chacun·e de s'y investir selon ses contraintes. Nous devons égale-
 48 ment **garantir l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, tant dans nos**

1 **locaux que dans nos supports de communication, en nous appuyant notamment sur le**
 2 **livret élaboré par la commission Handicap.**

3 Une attention particulière doit être portée au maintien d'un accueil respectueux, convivial
 4 et fraternel. Ainsi, nos temps de convivialité doivent être conçus dans une logique d'inclu-
 5 sion de toutes et tous, en prévoyant systématiquement des options végétariennes, sans porc
 6 et sans alcool, afin de permettre à chacun·e d'y prendre pleinement part.

7 Tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, le PCF apporte toute l'aide maté-
 8 rielle et financière nécessaire à son organisation de jeunesse indépendante, le MJCF et sa
 9 branche étudiante, l'UEC, pour permettre le développement de leurs activités politiques.

10 **2. Faciliter l'accès et la prise de responsabilités des femmes**

11 Alors que les secrétaires de fédération, tout comme nos maires ou nos porte-parole sont
 12 majoritairement des hommes, nous devons prendre le temps d'effectuer un état des lieux
 13 de notre féminisation. En 2024, nous avons porté une majorité de candidatures féminines
 14 aux législatives ; il nous appartient désormais d'évaluer dans quelle mesure cet effort a
 15 porté sur des circonscriptions à fort enjeu électoral. Cette réflexion doit s'articuler à la
 16 nécessité de renforcer nos liens avec la classe travailleuse et le mouvement syndical, pour
 17 représenter les travailleuses et visibiliser leurs difficultés spécifiques.

18 **La généralisation de la parité est, de ce point de vue, un outil nécessaire mais qui ne**
 19 **saurait constituer une fin en soi.** Si le Parti s'est fixé pour objectif de faciliter la conci-
 20 liation entre vie militante et familiale, nous devons désormais franchir un pas de plus,
 21 en officialisant les modes de garde d'enfants lors des instances nationales (CN, CEN),
 22 de formation (Université d'été, formation fédérale) et par une volonté commune de pro-
 23 poser des solutions alternatives faces aux contraintes genrées qui pèsent sur les femmes.
 24 Les espaces d'échanges féministes sont également indispensables à la réflexion et produc-
 25 tion militantes. La création de l'Assemblée des femmes constitue un progrès indéniable.
 26 Il apparaît dorénavant indispensable de clarifier son rôle dans les processus de décision et
 27 choix stratégiques du Parti, et d'en rendre plus accessible le contenu : comptes-rendus des
 28 travaux, argumentaires, analyses diffusés à l'ensemble des camarades, etc.

29 **3. La lutte politique contre les violences sexistes et sexuelles**

30 La lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) n'a pas seulement vocation à proté-
 31 ger nos camarades. Elle vise aussi à réaffirmer que ces violences entachent le projet com-
 32 muniste lui-même, en niant l'égalité fondamentale entre adhérents et adhérentes. Partant
 33 du constat que ces violences sont liées à un rapport de pouvoir, notre politique interne doit
 34 questionner les cercles (masculins) informels et leurs effets sur nos politiques de luttes
 35 contre les VSS. Cette réflexion s'inscrit dans un devoir d'exemplarité militante et dans nos
 36 fonctions de représentation. Dans la continuité de l'inéligibilité des élus condamnés pour
 37 violences conjugales, la mise en place d'une charte d'engagements sur les VSS à destina-
 38 tion de celles et ceux qui représentent notre Parti apparaît indispensable. À cela s'ajoute la
 39 nécessité d'un bilan partagé sur le dispositif « Stop violences », d'une plus grande visibilité
 40 de ce dernier sur notre site, et de la mise en place de formation obligatoire sur les VSS à
 41 destination de l'ensemble de nos adhérent·es. La question du suivi des auteurs de violences,
 42 dans la durée et lors des déménagements, doit être clarifiée, tout particulièrement lors de
 43 la reprise de responsabilité.

44 **G. Renforcer la place des cellules**

45 Depuis les 38^e et 39^e congrès, nous avons fait le choix d'une politique de relance des cellules
 46 du Parti. Cette orientation a été mise en œuvre aux différents échelons du Parti, notam-
 47 ment avec la mise en place d'une formation à ce sujet. Pour autant, il nous reste encore un
 48 pas à franchir dans la reconnaissance des cellules comme véritable structure où s'exerce la
 49 souveraineté des adhérent·es. Le calendrier du 40^e congrès est un exemple parmi d'autres
 50 de cette non-reconnaissance, ce dernier ne laissant pas le temps de préparer collectivement
 51 le congrès dans les cellules entre le vote du texte de base commune et la tenue des congrès
 52 de section.

1 La taille comme la logique de proximité qui caractérise la structuration en cellule permet
 2 d'en faire un véritable espace de démocratie interne, de favoriser l'intégration des nou-
 3 veaux adhérent-es, de mettre en place le travail militant et de construire un plus grand lien
 4 avec la population au plus près du terrain. Nous devons leur donner une place politique
 5 bien plus grande au sein de notre organisation. Tout responsable à la vie du Parti doit avoir
 6 comme priorité la relance et le suivi des cellules. Au niveau national, la vie du Parti ini-
 7 tiera plusieurs réunions de travail traitant spécifiquement de cette question avec l'objectif
 8 d'approfondir la réflexion sur l'articulation entre cellules d'entreprises, cellules locales et
 9 sections, et d'améliorer notre fonctionnement. Un CN sera également dédié à ce travail et
 10 tirera des conclusions concrètes de la réflexion initiée.

11 **H. Réinvestir les entreprises : de l'expérimentation à la stratégie**

12 Lors des 38^e et 39^e congrès, le Parti a réaffirmé la nécessité de retrouver une implantation
 13 dans les entreprises et les lieux de travail. Toutefois, cette volonté n'a pas été suivie d'une
 14 véritable impulsion stratégique ni de mandats concrets. **La phase d'expérimentation, dé-**
 15 **centralisée et inégale, s'essouffle sans avoir fait l'objet d'un recensement ni d'une ana-**
 16 **lyse permettant d'orienter l'action.** Cet angle mort s'ajoute à une méconnaissance persis-
 17 tante de nos adhérent-es, de leurs métiers et de leurs lieux de travail.

18 Cette cause n'est pas perdue mais notre approche doit désormais être méthodique. Il faut
 19 inscrire le secteur entreprises dans le recensement global du Parti, aidé d'une mise à jour
 20 de nos outils informatiques digne du XXI^e siècle, avec la possibilité de renseigner le lieu
 21 de travail et l'entreprise exacte des camarades. Une stratégie d'implantation doit partir du
 22 réel, les communistes étant les plus aptes à se renforcer sur leur propre lieu de travail. Agir,
 23 le journal des communistes en entreprises, doit être l'œuvre des travailleuses et travailleurs
 24 eux-mêmes et non de dirigeant-es syndicaux et d'élu-es. Les camarades qui s'épuisent sur
 25 le terrain à remonter des cellules regorgent d'histoire, de leçons, et d'espoir à nous trans-
 26 mettre. **Pour ne pas épuiser nos cadres locaux actuels, ou opposer organisation territo-**
 27 **riale et d'entreprise, les réseaux d'entreprises doivent être revitalisés avec un rôle clair et**
 28 **différencié de celui des sections et des cellules.** Les réseaux, dont l'activité doit être suivie
 29 par le secteur entreprise national, doivent fournir l'analyse générale des évolutions secto-
 30 rielles et animer le lien entre les camarades. Les camarades n'adhèrent pas à un réseau,
 31 ils y participent de droit en tant que travailleurs et travailleuses de leur entreprise. Enfin,
 32 certains secteurs stratégiques choisis démocratiquement feront l'objet d'un surinvestisse-
 33 ment de nos forces militantes au niveau national et sur le temps long. Ce type de choix
 34 stratégique est la condition sine qua non d'une véritable implantation et surtout d'un bilan
 35 objectif de nos actions. Voici les conditions de la fin de la phase d'expérimentation, et le
 36 début de la phase de renforcement des communistes en entreprise.

37 **I. Reconnecter nos élu-es à la stratégie nationale du Parti**

38 L'autonomisation des élu-es communistes depuis la fin du XX^e siècle a fragilisé la cohé-
 39 rence du PCF et leur lien au Parti. Un premier pas a été fait au 39^e congrès pour reconnecter
 40 mandat et organisation, mais cela reste insuffisant. Nos élu-es, notamment au niveau local,
 41 peuvent être un levier puissant s'ils s'inscrivent dans une stratégie nationale cohérente,
 42 aujourd'hui encore trop peu coordonnée.

43 Dans un contexte d'austérité, de durcissement autoritaire et de montée de l'extrême droite,
 44 la simple gestion institutionnelle n'est plus tenable. Les élu-es font face à des contradic-
 45 tions entre légalité, cohérence politique et défense des intérêts de la classe travailleuse. Il
 46 nous faut rompre avec le légalisme gestionnaire et assumer une stratégie d'affrontement
 47 politique, portée collectivement.

48 Renforcer la cohérence nationale et la réflexion collective est indispensable pour construire
 49 un rapport de forces durable. Cela suppose de consolider les outils de coordination, comme
 50 la Coopérative des élu-es, et de redonner au congrès son rôle stratégique d'élaboration et
 51 d'orientation des mandats.

52 **J. Refaire de L'Humanité un outil de la bataille** 53 **culturelle et du renforcement du Parti**

54 Journal communiste, *L'Humanité* est un outil essentiel pour le mouvement ouvrier. Face
 55 aux puissances de l'argent, sa pérennité et son développement relèvent de la responsabilité

- 1 de tous les communistes. Chaque adhérent·e doit devenir un lecteur·rice abonné·e de
 2 L'Humanité. Cela suppose de renforcer les échanges entre la rédaction, la direction du
 3 journal et de la Fête de l'Humanité, ainsi que les militant·es communistes.
- 4 Dans cette perspective, les directions du journal et de la rédaction doivent pleinement sié-
 5 ger au Conseil national. Par leur engagement militant et financier, les communistes font
 6 aussi de la Fête de l'Humanité, événement majeur de la rentrée sociale, une priorité et
 7 contribuent à son succès.

8 SYNTHÈSE

9 Synthèse : relevé de décisions 10 pour la nouvelle direction 11 et axes programmatiques

12 A. Relevé de décisions pour la nouvelle direction

13 1. Organisation et fonctionnement interne

- 14 ✘ Engager une réflexion et une conférence nationale extraordinaire pour amender les sta-
 15 tuts et réformer le mode de déroulement des congrès, en dépassant la logique d'affronte-
 16 ment de textes ;
- 17 ✘ Instaurer des bilans réguliers obligatoires des directions et des élu·es devant les instances
 18 et les adhérent·es ;
- 19 ✘ Garantir l'application des décisions votées par les communistes, y compris par la mise en
 20 place de mécanismes de contrôle et de sanctions en cas de non-respect ;
- 21 ✘ Réduire le nombre de membres du Conseil national (CN) pour en faire une instance de
 22 décision et d'impulsion opérationnelle ;
- 23 ✘ Refondre le fonctionnement des commissions/secteurs de travail : clarifier leurs man-
 24 dats, leur composition publique, leur lien avec le CN et leur obligation de rendre des
 25 bilans ;
- 26 ✘ Organiser systématiquement des modes de garde lors des instances et formations natio-
 27 nales ;
- 28 ✘ Faire de la cellule le lieu central de la démocratie interne et de l'intégration, et organiser
 29 un CN dédié à cette question.
 30

31 2. Politiques d'adhésion, de formation et des cadres

- 32 ✘ Lancer un recensement global et informatisé des adhérent·es (profession, entreprise, im-
 33 plication) et de la composition sociale des instances ;
- 34 ✘ Élaborer et mettre en œuvre une politique volontariste de cadres visant à porter à 25 %
 35 minimum la part des ouvrier·ères, employé·es et professions intermédiaires de la santé
 36 dans les directions proposées (sections, fédérations, CN) ;
- 37 ✘ Revitaliser les réseaux d'entreprises et prioriser quelques secteurs stratégiques ;
- 38 ✘ Renforcer le suivi des fédérations, en formant des camarades disponibles pour se rendre
 39 physiquement sur place afin d'aider au renforcement et au déploiement des campagnes
 40 fédérales et nationales ;
- 41 ✘ Clarifier le rôle de l'Assemblée des femmes dans les processus de décision et garantir la
 42 diffusion de ses travaux ;

- 1 ✘ Rendre plus visible le dispositif « Stop violences », en assurer un bilan partagé, et mettre
2 en place des formations obligatoires sur les VSS pour l'ensemble des adhérent-es.

3. Stratégie politique et action

- 4 ✘ Définir et lancer 2 à 3 campagnes structurantes à moyen terme, avec objectifs, cibles,
5 moyens, comités de pilotage et évaluation ;
6 ✘ Impulser et coordonner une stratégie nationale d'affrontement politique pour et avec
7 les élu-es, rompant avec le légalisme gestionnaire, en s'appuyant sur la Coopérative des
8 élu-es ;
9 ✘ Préparer activement les scénarios pour la prochaine présidentielle, notamment celle
10 d'une candidature communiste de projet et les conditions de son désistement éventuel,
11 ainsi que le renforcement des implantations dans les circonscriptions en désignant des
12 chef-fes de file.

13 4. International

- 14 ✘ Faire du secteur international le pilote de la construction d'un « internationalisme en
15 acte », priorisant les échanges concrets d'expertise, la coordination de luttes transnatio-
16 nales et le renforcement des liens avec les partis communistes et progressistes.

17 5. Communication

- 18 ✘ Élaborer une stratégie d'implication des communistes sur les réseaux sociaux ;
19 ✘ Refondre le journal « Agir » pour en faire l'outil des travailleurs et travailleuses ;
20 ✘ Moderniser les outils informatiques du Parti pour soutenir le recensement et la stratégie.
21

22 **B. Feuille de route stratégique**

23 1. Projet de société : Socialisme du XXI^e siècle

- 24 ✘ Programme minimal : Des réformes de rupture, dont la loi Chassaigne sur la Sécurité de
25 l'emploi et de la formation, la nationalisation des banques et la planification écologique ;
26 ✘ Programme maximal : Transformation socialiste par la prise du pouvoir d'État et l'ins-
27 tauration d'une démocratie économique fondée sur la propriété sociale, la planification
28 et le principe contributif.

29 2. Participation gouvernementale : Une ligne rouge claire

- 30 ✘ Condition sine qua non : Aucune participation sans l'adoption préalable d'un pro-
31 gramme minimal de démocratie avancée (cf. point 1). Sans cela, soutien critique sans
32 participation ;
33 ✘ Objectif dans l'action gouvernementale : Pousser à la mise en œuvre de ce programme
34 et utiliser la position pour organiser le rapport de forces en faveur des travailleurs et
35 travailleuses.

36 3. Urgence climatique : Un plan climat juste et ambitieux

- 37 ✘ Programme minimal : Mettre en œuvre un Plan Climat de rupture pour atteindre la neu-
38 tralité carbone en 2050 via une transition industrielle planifiée ;
39 ✘ Programme maximal : Rompre avec le pilotage par le profit et organiser une transition
40 écologique socialiste, pilotée démocratiquement, qui économise les ressources et réo-
41 rient toute la production vers la réponse aux besoins sociaux.

1 **4. Pour une paix réelle et une France indépendante**

- 2 ✘ Programme minimal : Sortir de l'OTAN, geler tout accord militaire avec Israël, suspendre
 3 l'accord d'association UE-Israël et exiger l'application du droit international partout. Re-
 4 connaître l'État de Palestine ;
- 5 ✘ Programme maximal : Dénoncer tous les traités qui soumettent la France à l'impéria-
 6 lisme étasunien et à l'UE austéritaire.

7 **5. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

- 8 ✘ Programme minimal : Soutenir activement le droit à l'autodétermination des peuples pa-
 9 lestiniens, sahraoui, kanak et de tous les peuples sous domination coloniale ou impériale.
 10 Organiser les référendums d'autodétermination en Kanaky et dans les pays d'outre-mer ;
- 11 ✘ Programme maximal : Démanteler l'empire colonial français en actes (retrait des bases
 12 militaires, fin du franc CFA, annulation des dettes illégitimes et établissement de rela-
 13 tions de coopération librement consenties).

14 **6. Révolution féministe**

- 15 ✘ Programme minimal : Lutter contre les violences sexistes et sexuelles, garantir l'égalité
 16 salariale et professionnelle, et généraliser des modes de garde gratuits et accessibles ;
- 17 ✘ Programme maximal : Refonte du droit de la famille et construction d'une société fondée
 18 sur l'égalité réelle entre tous les genres.

19 **7. Lutte antiraciste et pour l'égalité des droits**

- 20 ✘ Programme minimal : Régulariser les sans-papiers, abolir les politiques migratoires ré-
 21 pressives, lutter contre les discriminations systémiques et instaurer le droit de vote des
 22 résident-es étranger-es aux élections locales et européennes ;
- 23 ✘ Programme maximal : Construire une République de l'égalité réelle où « on travaille ici,
 24 on décide ici ».

25 **8. Révolution éducative et culturelle**

- 26 ✘ Programme minimal : Augmenter les moyens de l'Éducation nationale, réduire les ef-
 27 fectifs par classe, rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans et garantir un enseignement
 28 polytechnique. Soutenir massivement la création artistique et l'éducation populaire ;
- 29 ✘ Programme maximal : Transformer l'école en outil d'émancipation collective pour briser
 30 la reproduction sociale. Construire une culture socialiste libérée de l'emprise marchande,
 31 garantissant à chacun l'accès aux savoirs, aux arts et aux loisirs.

32 **9. Justice et sécurité : Rompre avec la police de classe**

- 33 ✘ Programme minimal : Mettre fin à la doctrine du « maintien de l'ordre » répressif, rétablir
 34 une police de proximité et lutter prioritairement contre le blanchiment d'argent pour
 35 démanteler les réseaux criminels à leur sommet ;
- 36 ✘ Programme maximal : Refonder en profondeur l'institution policière et judiciaire pour
 37 en faire des services publics au service de la population, luttant contre les violences d'État
 38 et les inégalités sociales, causes premières de la délinquance.

39 **10. Pour une autre Europe et de nouvelles coopérations internationales**

- 40 ✘ Programme minimal : Résister aux diktats austéritaires de l'UE, rompre avec les trai-
 41 tés de libre-échange et construire des alliances avec les forces progressistes européennes
 42 pour une Europe des coopérations et des peuples ;
- 43 ✘ Programme maximal : Préparer la rupture avec l'Union européenne actuelle, bastion du
 44 néolibéralisme et de l'atlantisme, et œuvrer à la construction d'une nouvelle alliance des
 45 peuples souverains fondée sur la solidarité et la planification écologique.

Signataires

ABDELMOUMENE Ali (87) · **ALLOMBERT** Etienne (69) · **ALPHON-LAYRE** Cécile (30) · **ALVAREZ** Brice (30) · **AMRANI** Laïd (91) · **ANSON** Romain (30) · **ARMAND** Antoine (34) · **ARRADON** Philippe (67) · **AUGEAT GRANGIENS** Gabriel (44) · **AUGOT** Molly (45) · **AUGUENOIS** Roséane (31) · **BAILLY** Kenza (37) · **BANTON** Helena (75) · **BARROIS** Coline (94) · **BATAILLE** Eric (87) · **BATTISTI** Lorenzo (75) · **BEAUFARON** Pierre (69) · **BELVÈZE** Damien (35) · **BENARD** Joel (44) · **BÉNARD** Julien (94) · **BENICHOU** Anouar (31) · **BERTOLINA** Guillaume (4) · **BÉTEND** Muriel (69) · **BINDA** Thibo (25) · **BLANC** Antoine (82) · **BLANC** Victor (92) · **BLOIS** Jean-Baptiste (53) · **BOGHOSSIAN** Lucas (69) · **BOMY** Eugène (62) · **BOMY** Laura (62) · **BONHOMME** Baptiste (38) · **BONNET** Jean-Baptiste (30) · **BONNIEU** Tristan (34) · **BORNET** Théophile (94) · **BOUDOU** Fabrice (30) · **BOUDRY-AUBRY** Gabriel (25) · **BOURDERIOU** Stéphane (53) · **BOUSSELMANIA** Roman (34) · **BOUVARD** Arthur (25) · **BOUZAGHETI** Bernard (21) · **BRAME** Marielle (45) · **BRANLY** Micheline (62) · **BRASSEUR** Emmanuel (72) · **BRENON** Jacqueline (63) · **BREUVART** Pierre (13) · **BRUNEAU** Jonathan (45) · **BUCHOUX** Béatrice (94) · **BURGARD** Victor (75) · **BUSSON** Maxence (72) · **CABALLE** Nicole (30) · **CABRIT** Rose-Marie (12) · **CALVIN** Michel (30) · **CAMPOS** Boris (56) · **CARLE** Thomas (31) · **CARRIER** Léo (13) · **CASASNOVAS** Thomas (34) · **CHAMEK** Claude (75) · **CHARRIÉ** Alice (72) · **CHARTIER** Fanny (75) · **CHERIKH** Hakim (75) · **CINEUX** Cyril (63) · **CLAVEL** Gilles (30) · **COGEZ** Hélène (75) · **COSTAGLIOLA** Jonas (75) · **COTTEN** Yves (69) · **COUILLEROT** Patrice (93) · **COURRIER** Laure (56) · **COURTIER** Ander (31) · **COURTIER** Adrian (41) · **COUTON** Joëlle (13) · **CRESPEAU** Pierre-Jean (38) · **DAD** Hicham (92) · **DAGARD** Geoffrey (75) · **DAGORNE** Anthony (56) · **DAIMÉ** Arnaud (82) · **DAMOND** Marie (18) · **DARD-MERLE** Iban (91) · **DAVILLER** Bernard (88) · **DE BOURMONT** Guilhem (44) · **DE GREGORIO** Enzo (29) · **DEBAILLEUX** Geoffrey (59) · **DEBLONDE** Sylvie (18) · **DEDEURWAERDER** Sylvain (59) · **DELAMARE** Claire (30) · **DELAVALLE** Pierre-Jean (2A) · **DÉMARET** Félix (13) · **DEMENGE** Jean-Marie (88) · **DESBORDES** Alec (75) · **DEULCEUX** Prune (44) · **DEVILLERS** Hugo (78) · **DIOT** Arthur (77) · **DOS SANTOS DO ALTO** Axel (42) · **DOUSSIERE** Claude (30) · **DUBOIS** Xavier (92) · **DUPLESSIS** Coline (86) · **DURAND** Micheline (90) · **DURAND** Maëva (94) · **DURIEUX** Victorien (88) · **ELBORY** Johann (41) · **ELLEOUET** Gabriel (35) · **ESCUDIER** Anaïs (83) · **FAURE** Albin (75) · **FAVIER** Maxime (38) · **FAVIER** Simon (63) · **FERNANDEZ** Léo (77) · **FERNANDEZ** Asterio (77) · **FISCHER** Alicia (77) · **FONDÈRE** Cécile (82) · **FURTER ALPHAND** Manuel (13) · **GAILLARD** Clément (56) · **GALES** Tristan (87) · **GALISSARD** Marion (56) · **GALVETE** Jose (42) · **GARCIA** Clémentine (13) · **GARDE** Annie (42) · **GASPERI** Christianne (93) · **GENEIX** Emilie (63) · **GENOLET** Téo (69) · **GHILARDI** Logan (77) · **GILLET** Denis (88) · **GIRON** Baptiste (63) · **GOBÉ** David (62) · **GOUDY** Léo (33) · **GOYER** Nathan (67) · **GROS** Mathilde (13) · **GUILLAS-CAVAN** Kevin (75) · **GUINEBERT** Matthieu (25) · **GUINET** Charlie (53) · **GUIORGUEFF** Jeremy (94) · **GUTIERREZ** Laurent (21) · **HAGGAN** Edwin (35) · **HALOUA** Vincent (35) · **HARDY** Steven (59) · **HEMANI** Yaléna (77) · **HERRERO** Guillaume (18) · **HIEN** Jeremie (56) · **HINGANT** Erwan (92) · **HOUBERDON** Valentin (88) · **IAFELICE** Michel (13) · **JANVIER** Lucien (59) · **JOANNIDIS** Hélène (94) · **JOUAN** Pierre (37) · **JOURDAIN** Aude (50) · **JUD** Emmanuel (68) · **JUSTE** Louis (13) · **KADDOUR** Amandine (88) · **KARAGOZ** Schahin (45) · **KHAMALLAH** Julie (63) · **KOUYATÉ** Abdoulaye (92) · **LA SALA** Romain (30) · **LABOURAYRE** Joris (75) · **LABY** Pascal (59) · **LAIMECHE-RENOU** Marcel (59) · **LAMBERT** Nicolas (77) · **LASSALLE** Thomas (40) · **LATTUF** Jacobo (91) · **LAUDE** Mathieu (59) · **LAUR** Jacques (46) · **LE FLECHER** Lhea (56) · **LE JELOUX** Regine (91) · **LE MOAL** Hoël (72) · **LEBLAN** Rodrigue (59) · **LECOMTE** Lilian (75) · **LECOMTE** Fabien (86) · **LECRIVAIN** Julien (72) · **LEFEUVRE** Marie-Caroline (56) · **LEROY** Marc-Antoine (2A) · **LESUEUR** Sacha (67) · **LEVEQUE** Benoit (69) · **LÈVÈQUE** Catherine (80) · **LÉVY** Thomas (30) · **LIEBAULT** Nicolas (75) · **LIECHTI** Thomas (94) · **LOPEZ** Constantin (63) · **LOURIDO ALVAREZ** Yago (69) · **MAESTRATI** Matéo (83) · **MAILLOT** Elsa (25) · **MAISUECHE** Shana (13) · **MALEGAT** Dominique (91) · **MANUCCI** Victor (13) · **MARCOUX** Elie (69) · **MAREC** Taran (29)

· **MARGUERON** Billy (73) · **MAROT** Guillaume (30) · **MARTIN** Virgile (88) · **MARTIN** Pierre (94)
 · **MASSON** Benjamin (27) · **MAUBERNARD** Eric (30) · **MAUGER** Vincent (86) · **MAURY** Nicolas (13)
 · **MEGIDOMAS** Eva (34) · **MELY** Laurent (75) · **METZGER** Sacha (76) · **MEYER** Cedric (67) · **MILLET** Aurélien
 (69) · **MINET** Hervé (73) · **MIZOULE** Lucie (63) · **MONCHATRE** Lauriane (94) · **MONGAULT-
 GIRARD** Paul (29) · **MONIN** Melvyn (70) · **MOREAU** Claire (94) · **MOSSLER** Mathilde (87) · **MOUCHEL-
 VALLON** Corentin (35) · **MOULIN** Mathilde (45) · **MOURLON** Fabrice (93) · **MOURLON** Raymond (93)
 · **MURÉ** Joseph (75) · **NANNUCCI GOMIERO** Luigi (37) · **NAPOLY** François (62) · **NGUYEN** Loan (69)
 · **NOBILET** Simon (75) · **NOBLE** Bruno (18) · **NOËL** David (62) · **NUNES** Raphaël (18) · **NUSSBAUM** Pierrick
 (84) · **PALLARES** Jean-Baptiste (75) · **PALLEJA** Julien (72) · **PASSINI** Nicolas (25) · **PATOU** Arthur
 (13) · **PECCABIN** Claudine (56) · **PEETERS** Kenzo (59) · **PEN** Loïc (60) · **PENIN** Jean-François (18)
 · **PERRY** Simon (34) · **PETRONELLI** Marc (25) · **PEYRE** Lucas (69) · **PIERRE** Martine (56) · **PIERRE** Gabriel
 (87) · **PLARD** Evan (44) · **PLINGUET** Kentin (86) · **POLSINELLI** Céline (75) · **QUINSON** Daniil (49)
 · **RAKOTOMANANA AGUDO BRANDO** Tristan (44) · **RAMSAMY** Amelie (60) · **RAMSAMY**
PADIACHY Mervyn (60) · **RAMVILLE** Jahelle (69) · **RAVOAVY** Carl (75) · **RAZAFINDRAKOTO** Andry
 (34) · **REINICKE** Christine (66) · **REINICKE-ABEL** Wolfgang (66) · **RELIAUD** Cyril (83) · **REYES** Teresa
 (94) · **RICHARD-BOURNAZEL** Tito (69) · **RICHARDEAU** Vladimir (37) · **RICHARD-ROLLIER** Luna
 (93) · **RIVOALAN** Erwan (29) · **RONTEIX-JACQUET** Flavien (31) · **ROSSI** Alix (13) · **ROUILLÉ** Mariette
 (93) · **ROUSSET** Etienne (81) · **ROUSSIGNOL** Nathan (67) · **RUSSIAS** Etienne (63) · **SALSAC** Marc (31)
 · **SANDLAR** Christof (77) · **SCHERMUTZKI** Emma (67) · **SCHMIDT** Marcelo (13) · **SCHMITZ** Lucas
 (13) · **SCOTTIO DE TTIMO** Théophile (76) · **SCULLION** William (67) · **SEGERER** Raphaël (77)
 · **SICOT** Christophe (86) · **SIFFERT** Louis-René (22) · **SIFFERT** Elsa (63) · **SIMOES-GUILLET** Victoria (45)
 · **SIX** Gabriel (34) · **SMARGIASSI** Lucas (25) · **SOUSA** Jacky (59) · **STAUT** Frédéric (67) · **STEFANI** Sébastien
 (13) · **STIENNE** Yoann (93) · **STIENNE** Nicolas (93) · **SUBTIL** Jonas (93) · **SUNER** Estelle (4) · **SUNER-
 URIOT** Jeanne (13) · **SWEETING** Samuel (34) · **TER MAATEN** Loïc (13) · **TERRASSON** Clément (70)
 · **THOMAS** Odile (63) · **THOMAS** Béatrice (63) · **TURC** Thierry (48) · **TURCK** Nicolas (31) · **TURNER** Thomas
 (93) · **VANDAMME** Mathis (59) · **VANDIEDONCK** Isabelle (44) · **VANRENTERGHEM** Marie-Thérèse (59)
 · **VANRENTERGHEM** Benjamin (59) · **VERNY** Grégoire (94) · **VEZOLE** Jean-Claude (21) · **VICTOR** Jonathan
 (63) · **VILAIN** Alexis (63) · **VILCOCQ** Rebecca (92) · **VILLEMONT** Philippe (76) · **VILLIN** Jean-Luc
 (27) · **VINALS** Augustin (42) · **VINYES** Nicolas (63) · **WAGNER** Raphaël (74) · **WILLE** Christine (59)
 · **WILLE** Julien (59) · **ZAGORAC** Laurent (75) · **ZIANE** Antonin (94)

Résister et construire, une nouvelle page du communisme

TEXTE ALTERNATIF AU PROJET DE BASE COMMUNE

RÉSUMÉ

Dans les convulsions d'une crise de civilisation, un monde nouveau se cherche, émancipé de l'exploitation capitaliste et de toutes les dominations. Notre peuple affronte la tourmente avec une économie affaiblie et un régime politique en crise.

Pour affronter ces périls, il faut un Parti communiste à la hauteur.

Prenons appui dans la crise sur les ferments révolutionnaires : des mutations mettent en cause la civilisation capitaliste et libérale mais la crise systémique s'approfondit car la vieille logique du capital persiste. La crise du capitalisme est, en même temps, celle de l'impérialisme des Etats-Unis, bousculé par les BRICS et par la montée du « Sud global ». Portons dès à présent une bataille pour une mondialisation de paix et de coopération et pour une refondation de l'Union européenne.

Nous avons une boussole : la lutte contre le capital pour construire une autre civilisation, le communisme. Ce chemin passe par un état de la société marqué de traits du communisme, dont la cohérence sera celle d'une transition socialiste vers un dépassement du capitalisme.

Nous proposons des axes de batailles immédiates : pour mettre l'emploi au cœur de la transformation sociale, pour une nouvelle expansion des services et du secteur publics, avec de nouvelles nationalisations, pour mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur de notre action, pour une refonte écologique et culturelle des productions et des consommations. Par la conquête de droits et libertés nouvelles, de pouvoirs sur les moyens financiers, pour un nouveau type de démocratie autogestionnaire dans la cité et l'entreprise. Nous y trouverons la force d'émanciper la société et l'économie de la dictature des marchés financiers.

Il faut rassembler le salariat et toutes celles et ceux dont le capital écrase les vies. Cela exige un apport communiste pour fonder l'unité à gauche sur un projet crédible parce que suffisamment audacieux pour s'attaquer à la racine de la crise - le pouvoir du capital et sa logique.

Dans les batailles électorales de 2027, le moyen de sortir de l'impasse politique est de rendre présent un projet communiste et de politiser les luttes sociales. Sur la base de cette bataille, menée par une candidate ou un candidat communiste, et du débat public, nous pourrions décider, en conférence nationale en janvier-février 2027, de la stratégie la plus efficace pour barrer la route au RN et ouvrir la perspective d'un programme de gauche porté par une majorité parlementaire où les communistes auraient toute leur place.

En somme, nous voulons poursuivre et élargir l'ambition du 38^e congrès, auquel nous avons apporté une contribution décisive.

Or un décalage profond et croissant s'est creusé entre les orientations et engagements pris et leur traduction dans l'orientation suivie effectivement, dans l'activité politique comme dans la vie de notre parti. La base commune proposée par le Conseil national confirme cet abandon stratégique.

En proposant cet autre texte, nous prenons nos responsabilités face au danger que courrait le Parti à poursuivre sur la voie actuelle.

Le 40^e congrès doit être un moment de réflexion collective, ouverte.

Au XXI^e siècle, notre société a besoin d'un parti qui réfléchit collectivement, avec des commissions en apport à l'élaboration politique collective ; une formation dynamisée jusqu'à recréer une école ; un parti organisé pour agir dans la société et dans les institutions : agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital, agir du local au mondial. Nous voulons faire reculer le patriarcat, mener la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, contre le racisme, contre toutes les dominations, agir avec la jeunesse dans son autonomie.

C'est le moment d'évaluer ce qui a été fait depuis le précédent congrès, d'activer une réflexion sur le PCF et les institutions, au service du développement et de la convergence des luttes sociales et sociétales, de donner pour premier objectif à nos instances d'animer l'action et la réflexion collective, et de revoir notre communication. Pour tout cela, la question des finances et des moyens du parti est décisive et doit être l'affaire de tous les communistes.

En plus des batailles de société, le congrès s'engagerait pour quatre batailles précises (austérité-budget, Fonds pour les services publics, Sécurité sociale, changer la mondialisation) et deux dispositifs de veille et de lutte pour une nouvelle industrialisation (aides publiques aux entreprises, riposte aux suppressions d'emploi).

Table des matières

Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement.....	107
Introduction	108
Un bilan.....	108
1. Dans la crise, les ferments d’une transformation révolutionnaire de la civilisation	111
1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale	111
1.2 Une crise systémique du capitalisme.....	112
1.3 Face à l’affrontement généralisé, luttons, du Sud au Nord et avec les BRICS, pour construire une autre mondialisation	113
1.3.1 Une crise du capitalisme et de l’impérialisme des États-Unis	113
1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société	114
1.3.3 La France particulièrement exposée	114
1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux pour une tout autre mondialisation.....	114
1.3.5 Refonder l’Union européenne	115
1.3.6 Des exigences immédiates pour refonder les relations internationales.....	116
1.4 Le projet communiste et la transition socialiste vers une nouvelle civilisation.....	117
2. Des axes de batailles immédiates et structurantes	119
2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs	119
2.1.1 L’emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d’emploi et de formation	119
2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics.....	119
2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur du projet et de l’action des communistes.....	120
2.1.4 Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation.....	121
2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux.....	122
2.3 Des moyens financiers	122
2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers	122
3. Rassembler pour gagner la bataille contre le capital	124
3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux dont le capital écrase les vies et compromet l’avenir	124
3.2 Un apport communiste pour fonder l’unité à gauche sur un projet transformateur.....	125
3.4 Affirmer la présence du projet communiste dans les batailles électorales de 2027.....	126
4. Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXI^e siècle	127
4.1 Un parti qui réfléchit collectivement.....	127
4.1.1 Des commissions en apport à l’élaboration politique	127
4.1.2 La formation	128
4.2 Un parti organisé pour agir dans la société et dans les institutions	128
4.2.1 Agir à l’entreprise, en première ligne contre le capital	128
4.3 Agir contre le capital, du local au mondial	129
4.3.1 Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles.....	129
4.3.2 Jeunesse	130
4.4 Le PCF et les institutions	130
4.5 Des instances pour animer l’action collective.....	130
4.6 Communication	131
4.7 Finances, moyens	131
Conclusion	132
Signataires	133

1 « *Si on veut obtenir quelque chose*
 2 *que l'on n'a jamais eu,*
 3 *il faut tenter quelque chose*
 4 *que l'on n'a jamais fait* »

5 **Pour affronter les périls qui montent, jusqu'au risque existentiel pour l'humanité, discerner les potentialités qui naissent dans les convulsions d'une civilisation capitaliste et libérale en crise profonde, et ouvrir un chemin révolutionnaire, nous avons besoin d'un parti communiste qui soit à la hauteur des défis, du point de vue de l'analyse, de la stratégie et de l'action.**

10 C'était l'ambition du 38^e congrès, auquel nous avons apporté une contribution décisive.

11 Or un décalage profond et croissant s'est creusé entre les orientations et engagements qui
 12 avaient été pris et leur traduction concrète dans l'orientation suivie effectivement, dans l'ac-
 13 tivité politique comme dans la vie réelle de notre parti. La base commune proposée par le
 14 Conseil national des 28 et 29 mars confirme cet abandon stratégique.

15 C'est avec regret que nous avons dû nous résoudre à en proposer une autre, c'est en mesurant
 16 le sens de nos responsabilités que nous alertons sur le danger que courrait le parti commu-
 17 niste à poursuivre sur la voie actuelle.

18 Le 40^e congrès doit être un moment de réflexion collective et ouverte,

19 ✖ où l'on interroge la stratégie actuelle, essentiellement tournée vers des choix électoraux ;

20 ✖ où l'on se demande si l'ambition révolutionnaire du XXI^e siècle - dépasser le capitalisme,
 21 du local au mondial, en passant par la France et l'Europe - est correctement représentée par
 22 une formule tournée vers le passé, le « socialisme aux couleurs de la France » ;

23 ✖ où l'on renoue avec l'analyse marxiste des contradictions qui travaillent la civilisation
 24 contemporaine, avec la prise en compte des novations marxistes adoptées par le PCF pour
 25 s'attaquer à la domination du capital, base de l'analyse de classe, mise en cause par les révo-
 26 lutions écologique, informationnelle, monétaire, militaire, anthropologique ;

27 ✖ où nous nous rassemblons autour d'un projet communiste faisant du « libre développe-
 28 ment de chacun.e » la condition du « libre développement de tou.te.s », seul capable, avec
 29 la construction d'un socialisme de liberté et d'émancipation autogestionnaire, de relever
 30 le défi d'une crise systémique dont l'aggravation met la société et le monde au bord de l'ex-
 31 plosion ou de l'effondrement ;

32 ✖ où nous construisons une stratégie pour donner à notre peuple la force de s'opposer avec
 33 succès à l'arrivée possible de l'extrême-droite au pouvoir.

34 C'est dans le débat éclairé, sans faux-fuyants, sans pression ni chantage, que nous parvien-
 35 drons ensemble à donner le cap pour que le Parti communiste soit plus que jamais com-
 36 muniste. C'est ainsi que collectivement nous pourrions dépasser les tensions et les divisions,
 37 entretenues par les ambiguïtés, les zig-zags et la confusion.

38 Le « sigle » PCF est sorti de l'effacement, mais nous demeurons fort peu visibles et lisibles en
 39 termes d'idées, de propositions, de contenus et de projet de transformation radicale. Il est en
 40 de même pour notre identification par la population, ou pour la construction du rassemble-
 41 ment. Cela s'est d'ailleurs traduit dans le contenu et le résultat de nos campagnes électorales,
 42 que ce soit à l'occasion de la présidentielle ou, de manière encore plus significative, lors des
 43 élections européennes. De cela, aucun bilan n'a été dressé, aucun enseignement n'a été tiré !

Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement

1
2
3 Un premier objectif est vital : développer notre vie démocratique interne, pour un parti qui
4 pense et agit collectivement. En ce sens, nous devons interroger nos modes de fonction-
5 nement, d'organisation et de direction qui sont marqués, au plan national, par une dérive
6 présidentiale. En six ans, notre vie démocratique n'a pas connu les évolutions qu'il était
7 pourtant urgent d'engager pour impliquer collectivement les adhérents et les responsables
8 du Parti dans les prises de décisions à tous les niveaux. Il aura manqué de ce point de vue
9 un travail réel sur le parti et une volonté d'aboutir. Rien de significatif dans le texte de base
10 commune proposé par le CN ne permet d'entrevoir un changement de cap.

11 Deuxième objectif : une action du Parti communiste fondée sur une visée claire et précise,
12 qui assoie notre présence politique dans le pays sur des objectifs bien identifiés. Le Parti com-
13 muniste doit être le parti de l'action politique de terrain. Il doit être le parti des luttes. Parce
14 qu'il les soutient. Mais aussi parce qu'il participe à leur construction, qu'il les nourrit, en
15 mettant en débat nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, ou pour un
16 renouveau démocratique, de l'entreprise à la cité. Il doit être ainsi le parti qui donne du sens
17 et de la perspective à ce qui bouge dans la société, avec une analyse marxiste réappropriée par
18 l'ensemble des communistes. Il nous faut être déterminés à expérimenter les luttes le plus
19 loin possible, jusqu'à des victoires significatives.

20 Troisième objectif, s'engager avec lucidité et détermination dans la bataille de la prochaine
21 présidentielle avec un.e candidat.e communiste qui porte une alternative donnant à voir une
22 transformation sociale assez profonde pour aller jusqu'au dépassement du système capita-
23 liste et libéral, sans rêver de répondre aux attentes de notre peuple en se contentant d'amé-
24 nager l'ordre existant ou en revenant à des expériences passées qui ont d'ailleurs été en échec
25 et dont il faut tirer les leçons pour le combat révolutionnaire. Au moment où la menace de
26 l'extrême-droite se fait de plus en plus pressante mais où notre peuple possède, dans ses pro-
27 fondeurs, la capacité de lui résister, il est indispensable d'articuler nos options radicales avec
28 un travail pour des éléments communs incontournables de programme de rassemblement
29 à gauche. C'est d'une telle candidature que le pays a besoin. Un.e candidat.e qui aura pour
30 objectif, avec l'ensemble des communistes, de faire bouger les idées dans le pays, et singulière-
31 ment à gauche, particulièrement sur les questions fondamentales sur lesquelles la gauche
32 échoue depuis 1983, à savoir l'utilisation de l'argent, la question cruciale des entreprises et
33 des pouvoirs à conquérir pour leur faire jouer un rôle nouveau dans l'économie et la société,
34 la démocratie, la mondialisation et l'Europe.

35 Engager le Parti sur cette voie constitue, pensons-nous, le moyen de le rassembler, de re-
36 construire l'indispensable unité des communistes. Une unité qui ne soit pas de façade ou de
37 circonstances mais qui repose sur du concret. Et quoi de mieux que de la cimenter autour
38 de contenus et d'objectifs politiques répondant aux immenses défis de la période, redonnant
39 ainsi confiance et espoir en un vrai changement politique en France, en Europe et dans le
40 monde. Nos statuts étant ce qu'ils sont, nous avons expérimenté lors de la préparation du
41 38^e congrès à quel point le texte alternatif d'alors, *Manifeste pour un parti communiste du XXI^e*
42 *siècle* dans lequel nombre d'initiateurs du présent texte s'étaient impliqués, avait permis un
43 riche débat démocratique, avec la participation de très nombreux communistes, et débouché
44 sur une forte unité du parti. Nous voulons renouer avec cette perspective alors que la base
45 commune proposée lui tourne le dos et que d'autres textes se tournent soit vers une dilution
46 renouvelée, soit vers le passé.

47 En cela, cette proposition de base commune ne se veut pas un texte de plus pour se compter
48 ou pour se singulariser mais un outil de débat et de construction mis au service de toutes et
49 de tous les communistes pour qu'à l'issue de notre 40^e congrès nous sortions collectivement
50 armés pour mener l'indispensable bataille de conquêtes nouvelles : ni électoralisme suiviste
51 d'une autre force politique, ni électoralisme isolationniste remballant les idées-forces com-
52 munistes, ni retour vers un passé mythifié, peuplé de mots magiques. Un projet pour les défis
53 d'un XXI^e siècle déjà bien engagé, au premier rang desquels : faire prédominer le développe-
54 ment de toutes les capacités humaines et du vivant, par la coopération, le partage des moyens
55 et des pouvoirs, de la France jusqu'au monde, en passant par l'Europe et les Sud, contre la
56 domination du capital sur nos vies et sur la planète.

1

Introduction

2 L'impérialisme américain porte les guerres partout, embrase le Proche-Orient. Il fait peser
3 sur toute la planète la menace d'une destruction massive. Où nous entraînent le carnage sur
4 le front ukrainien depuis la tentative d'invasion par la Russie, le génocide perpétré en toute
5 impunité contre le peuple palestinien, l'agression tous azimuts de l'administration Trump,
6 le suivisme, dans une course frénétique au surarmement, des dirigeants allemands, britan-
7 niques et français ? Multipliant les pressions commerciales, déployant des revendications
8 territoriales, ne se souciant pas des ravages écologiques du capitalisme, Trump saborde le
9 multilatéralisme et le droit international dans une fuite en avant pour consolider une hégé-
10 monie en crise et de plus en plus contestée.

11 Son agressivité vient de loin, de la crise systémique où la civilisation capitaliste et libérale
12 occidentale dominant le monde entier se débat depuis un demi-siècle. L'humanité est-elle
13 encore en état de relever le défi climatique ? L'intelligence artificielle va-t-elle tuer l'intelli-
14 gence tout court ? Peut-on en finir avec la pauvreté, le chômage de masse, la précarité, l'in-
15 suffisance de formation ? Quand s'arrêtera l'asphyxie financière de nos services publics et de
16 notre protection sociale ?

17 Dans cette crise, une nouvelle civilisation de toute l'humanité se cherche, émancipée de l'ex-
18 ploitation capitaliste et de toutes les dominations. Comment contribuer à l'irruption des
19 peuples pour imposer son avènement ?

20 Notre peuple affronte la tourmente avec une économie affaiblie et un régime politique en crise.
21 Des « gilets jaunes » au mouvement qui a rassemblé des millions de nos concitoyennes et conci-
22 toyens contre la réforme des retraites, les luttes des soignant.e.s et jusque dans les luttes d'au-
23 jourd'hui dans l'industrie et les services, la résistance sociale a fait la preuve de sa vitalité. Mais,
24 en l'absence d'alternative politique crédible, elle peine à endiguer les assauts de Macron et du
25 patronat contre l'emploi, contre la Sécurité sociale et contre les services publics.

26 La perte de confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions représentatives et la dé-
27 mocratie délégataire témoignent de ce que l'État de la Cinquième République est lui-même
28 en crise profonde. Une forte aspiration s'exprime, dans toute la société, à dépasser les délé-
29 gations de pouvoir constitutives du libéralisme, vers une démocratie autogestionnaire. Mais,
30 faute d'une prise en compte de ces exigences, y compris à gauche, les colères et les angoisses
31 nourrissent l'ascension d'une extrême-droite qui n'a rien renié de son héritage fasciste, pé-
32 tainiste et colonialiste, et qui noue des collusions de plus en plus évidentes avec la droite
33 traditionnelle. Pourtant, notre peuple a trouvé en lui-même des ressources, aux législatives de
34 2024, pour barrer la route de Matignon à Bardella en imposant la constitution du Nouveau
35 Front populaire et, aux dernières élections municipales, pour contenir jusqu'à un certain
36 point la poussée du RN.

37 Il est donc possible de résister et, pour résister, de prendre le projet communiste comme bous-
38 sole pour analyser les contradictions du monde contemporain et pour contribuer à l'action
39 et au rassemblement de toutes ces forces dans l'action contre la domination du capital et le
40 néolibéralisme.

41 Notre Parti sera-t-il à la hauteur des périls et des moyens à mobiliser pour les conjurer ? Notre
42 quarantième congrès doit regarder en face les rendez-vous que nous avons partiellement/
43 finalement manqués depuis les deux précédents congrès, et en tirer les conséquences dans la
44 bataille d'idées, dans nos choix stratégiques et dans la vie de notre organisation.

45 **Un bilan**

46 Depuis le 39^e congrès, tout se passe comme si l'ambition d'une transformation radicale de la
47 société, qui est la raison d'être du Parti communiste, était mise de côté au nom d'une straté-
48 gie visant avant tout à la préservation de positions électorales dans le cadre d'une Vème Ré-
49 publique en état avancé de pourrissement. Or cette stratégie a rencontré des échecs répétés.

50 Ainsi, au lieu de mettre en avant notre projet pour des retraites dignes du XXI^e siècle, le
51 discours officiel du Parti s'est rallié à la seule revendication du retrait de l'augmentation
52 de la durée des cotisations. Au nom de l'unité du mouvement, cette posture a au contraire

1 mis notre discours en contradiction avec la revendication phare de la retraite à 60 ans à
 2 taux plein, pourtant portée jusqu'au bout par la CGT. Elle a laissé perdurer les craintes sur
 3 le financement du système, inhibant la lutte au lieu de porter audacieusement nos proposi-
 4 tions de réforme. Elle n'a pas contribué à mettre en échec le projet Macron, ni à déjouer les
 5 manœuvres du pouvoir lorsqu'il a présenté le report partiel de la réforme comme une façon
 6 de satisfaire les attentes populaires.

7 Plus problématique encore, la sécurité d'emploi ou de formation, proposition centrale, au
 8 cœur de notre projet de société, pour le dépassement du marché du travail et pour en finir
 9 graduellement avec le chômage et la précarité, a été l'angle mort d'une campagne prévue sur
 10 l'emploi et sur notre projet communiste en lien avec les luttes, que les communistes ne sont
 11 pas appropriée, dès lors qu'elle devenait une campagne affirmant simplement le besoin d'in-
 12 dustrie et de services publics. Au lieu de faire valoir la radicalité et le réalisme du projet com-
 13 muniste, seul à avoir l'audace de s'attaquer au capital jusque dans ses principaux bastions, les
 14 entreprises et les banques.

15 De fait, malgré les dispositions prises depuis le 38^e congrès pour redonner un élan à l'im-
 16 plantation du PCF sur les lieux de travail, notre présence dans les entreprises continue de se
 17 heurter à des difficultés liées à l'absence d'une prise en compte de cet objectif comme enjeu
 18 central de notre action politique.

19 Cette action a en effet été focalisée comme jamais auparavant sur les campagnes électorales.
 20 Mais les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'exceptionnelle énergie militante que les com-
 21 munistes y ont déployée.

22 En 2024, la campagne des européennes est restée polarisée sur la « souveraineté de la France »,
 23 réduite à l'État au risque de nous faire confondre avec les « souverainistes », en rupture par
 24 rapport à nos choix de congrès pour une construction européenne porteuse des intérêts com-
 25 muns des peuples européens face aux défis sociaux, climatiques et démocratiques. La propo-
 26 sition concrète d'un « Fonds européen de développement des services publics » financé par la
 27 BCE, pourtant inscrite dans les textes du 39^e congrès et de notre « Conférence européenne »
 28 n'a pas été portée médiatiquement, pas plus que nos propositions sur l'OMC et le FMI pour
 29 résister à l'hégémonie états-unienne aux côtés du Sud global avec cette grande idée novatrice
 30 d'une monnaie commune mondiale de coopération alternative au dollar. Le résultat final de
 31 l'élection a cruellement mis en lumière l'échec de ces options. Plus que jamais, les principes
 32 de coopération et un internationalisme pratique, fait de luttes communes, doivent fonder
 33 nos engagements.

34 Quelques constats et enseignements des élections municipales qui viennent d'avoir lieu.

35 Trois constats, d'abord. Le premier constat, c'est l'importance de l'abstention, particulière-
 36 ment pour une élection municipale. Elle montre l'approfondissement de la crise politique et
 37 de la démocratie représentative. Le second constat, c'est la grande diversité des situations.
 38 Le troisième constat, c'est la montée de l'extrême-droite, et une porosité nouvelle entre son
 39 électorat et celui de la droite.

40 Un enseignement important de ces élections, à ce stade, est que nous sommes capables de
 41 résister à la montée du RN. Nous et la gauche. A partir d'une union dans la clarté.

42 Mais, second enseignement, le poids de la gauche est insuffisant électoralement et insuffi-
 43 sant en termes de clarté de contenu.

44 Les campagnes et batailles locales ont été de bonne qualité, avec un engagement intense des
 45 militants communistes.

46 Mais il y a de grandes questions nationales qui taraudent la population. Elles jouent un rôle
 47 important dans les consciences. Et à juste titre. Au premier rang desquelles le budget natio-
 48 nal d'austérité renforcée, sa traduction sur les politiques publiques locales, et la question des
 49 retraites. Il fallait porter la contestation, alliée à des propositions alternatives crédibles parce
 50 que fortes, identifiables, communistes.

51 Une telle bataille nationale a manqué. Une ligne de lutte et d'alternative est une façon de
 52 mobiliser les énergies, mais c'est aussi notre conception des communes : des mairies et des
 53 élus de lutte.

54 Alors, il a été dit « certains ont nationalisé l'élection », comme un reproche. Cela dépend de
 55 ce qu'on entend par là. Il fallait, en parallèle de la campagne de qualité, menée par les com-
 56 munistes et par nos candidats, une bataille nationale politique sur le fond :

- 1 ✘ austérité, communes et besoins sociaux,
- 2 ✘ la grande question de l'emploi, avec au cœur le rôle des entreprises et de l'utilisation de
- 3 l'argent,
- 4 ✘ le besoin d'alternative sur les pouvoirs, et de conquête de nouveaux pouvoirs.
- 5 Au total, la direction nationale avait la responsabilité d'aider à déverrouiller la chape de
- 6 plomb qui pèse dans les consciences sur les responsabilités de la situation (nourrissant la dé-
- 7 signation de boucs émissaires) et sur la question des moyens financiers comme des pouvoirs
- 8 nouveaux à conquérir si l'on veut répondre aux exigences sociales populaires.
- 9 Cette contestation contre l'austérité et ce lien aux questions des moyens financiers et des
- 10 pouvoirs a grandement manqué, et nous devons nous interroger sur ce qu'il convient de faire
- 11 pour qu'elle devienne une priorité dans notre activité nationale et dans la bataille d'idées que
- 12 nous menons.

1.

Dans la crise, les ferments d'une transformation révolutionnaire de la civilisation

1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale

La révolution technologique informationnelle est une transformation profonde. Elle prend racine au sein même du capitalisme et elle est le fruit de l'inventivité humaine, comme hier la révolution industrielle naissait dans les limbes de la société féodale puis d'Ancien régime. Avec elle une nouvelle efficacité économique, fondée sur le développement des capacités humaines et sur le partage des informations, devient nécessaire et possible. Bien qu'elle soit distordue et récupérée par le capitalisme et les multinationales monopolistes informationnelles, ses principes s'opposent sur le fond à ceux du capitalisme qui sont de donner la priorité au développement du capital et à l'appropriation monopoliste. Cette révolution technologique pose ainsi avec une acuité nouvelle l'affrontement de classe du capital contre les capacités humaines qui devient un affrontement du capital contre toute la société.

La révolution démographique, avec l'allongement de la durée de la vie et les besoins de santé, d'autonomie et de dignité associés, la possibilité pour les femmes de maîtriser la procréation, les nouvelles relations qui s'instaurent dans les couples et dans les familles, est porteuse de libertés nouvelles. Mais le capitalisme l'utilise pour marchandiser l'ensemble des temps de la vie, au travail et hors travail. La baisse de la natalité, au-delà de nouveaux choix de vie, est avant tout le produit de politiques d'austérité, du chômage, de la précarité, de désastres écologiques et de perspectives guerrières, qui empêchent le plus grand nombre de se projeter dans l'avenir, et qui pèsent particulièrement sur les femmes en limitant leur autonomie, leurs droits reproductifs et leur possibilité de choisir librement si et quand devenir mères.

Enfin, l'humanité a aujourd'hui le pouvoir d'agir sur l'ensemble de sa niche écologique : la planète. C'est l'anthropocène. Or, l'exigence d'expansion du capital met radicalement en cause notre environnement, l'écologie, et met en danger l'espèce humaine elle-même.

Dans les convulsions de cette crise, les luttes sociales et écologiques, le féminisme et son ampleur mondiale, les mouvements pour l'égalité de genres, le refus de l'assignation à une identité ou à un rôle social, la volonté de changer le travail et d'émancipation, la mise en cause des délégations de pouvoir, les mouvements anticolonialistes et antiracistes au Nord, la puissance montante des BRICS, l'épouvante qu'inspirent à l'impérialisme américain les succès spectaculaires de la Chine, au milieu des énormes contradictions nées de son propre développement, l'aspiration à la paix, à un monde commun traduisent, de façon contradictoire et incertaine, la recherche d'un autre avenir que celui où nous enfermerait le pourrissement de la civilisation capitaliste et libérale. Ces luttes et aspirations sont des points d'appui et des leviers formidables pour changer la société dans un sens révolutionnaire. Quels que soient les efforts des multinationales pour préserver les monopoles informationnels sur lesquels elles ont assis leur rentabilité, les innovations techniques, toutes liées aux moyens radicalement nouveaux de manipuler les informations, créent les bases matérielles et technologiques d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital matériel et financier, mais un développement insoupçonné et continu de toutes les capacités humaines. Il y a ainsi besoin d'un tout autre type de développement des forces productives. Mais les rapports sociaux fondés sur le capital entrent en conflit avec ce besoin et maintiennent leur régulation par le taux de profit. Cela confère une actualité radicale au combat de classe.

1 1.2 Une crise systémique du capitalisme

2 « Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui ré-
3 sulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement
4 des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen
5 de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales (...) La
6 masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit tou-
7 jours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par
8 le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics, ce qui
9 renforce les difficultés », écrivions-nous au 39^e congrès.

10 Dans cette nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME),
11 transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution informa-
12 tionnelle, les emplois non pourvus et les pénuries de qualifications vont de pair avec la pénurie
13 de services publics. L'insuffisance criante des salaires, du pouvoir d'achat, de la demande
14 solvable coexiste avec une désindustrialisation qui s'accélère. La prétendue « politique de
15 l'offre » détruit en réalité l'offre, la production, car elle n'est qu'une politique du profit.

16 Notre dépendance aux services informationnels étatsuniens est à peine moindre que notre
17 dépendance industrielle. Quant à notre souveraineté alimentaire, elle est grandement mena-
18 cée et notre tissu économique agro-alimentaire est en crise profonde.

19 Au total, l'oligarchie financière ne parvient à rentabiliser une masse de capitaux accumulés
20 depuis des décennies qu'au prix d'une débauche d'aides publiques, d'une concurrence coupe-
21 gorge pour monopoliser informations, ressources humaines et matérielles, et au prix d'une
22 fuite en avant dans la financiarisation, les délocalisations, le néo-colonialisme et l'économie
23 de guerre.

24 Ainsi, l'alliance entre l'État et le capital, dont un aspect - la masse accrue des aides publiques
25 aux entreprises - a commencé à être mis en lumière, présente des caractéristiques nouvelles
26 qu'il convient de réexaminer.

27 Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci
28 puis transformation de sa nature. Elle est à présent de plus en plus soumise aux impératifs
29 du seul capital, des profits et de la baisse du coût du travail. Complément « social » : des
30 mesurées sectorielles et de soutien aux plus pauvres... financées par les couches moyennes
31 salariées, et non par le capital.

32 Subventions, exonérations de cotisations sociales, exonérations d'impôts (notamment pour
33 le capital financier), prises de participations publiques en capital, utilisation intensive de la
34 création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mise en concurrence tous azimuts,
35 commande publique d'armements. L'intervention de l'État s'est aussi repositionnée pour des
36 compromis avec le capital et les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales.
37 Au nom de « l'attractivité » les capitaux étrangers pénètrent notre économie et rachètent ca-
38 pacités productives et technologies, et les multinationales à base française peuvent ainsi conti-
39 nuer à investir à l'étranger, tout particulièrement aux États-Unis. Surgissent ainsi, à présent, de
40 nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité et de valeur.

41 Imposer une tout autre intervention publique, mais aussi des pouvoirs démocratiques nou-
42 veaux dans les entreprises et les territoires peut être rassembleur. C'est un enjeu de classe qui
43 mûrit dans la crise.

44 Les multinationales (GAFAM, pharmacie, pétrole...) tirent parti du gain de coût que permet
45 le partage des coûts informationnels (RD, brevets, ...) au sein de leur réseau privé de filiales.
46 Mais elles construisent et étendent ces réseaux au prix de rachats financiers qui dépassent
47 largement ces gains. Elles se protègent contre des prises de contrôle par une fuite en avant
48 dans la surévaluation et la capitalisation boursière. Ce partage monopoliste crée une nouvelle
49 contradiction qui alimente une crise profonde d'efficacité, voire de sens. Au contraire, la
50 révolution informationnelle appelle un plein partage des coûts et des utilisations, jusqu'au
51 niveau du monde. Il serait facteur d'une efficacité démultipliée, sans les cercles vicieux de
52 l'accumulation financière. La révolution informationnelle exige donc, pour sa pleine effica-
53 cité, de révolutionner la mondialisation.

1 **1.3 Face à l'affrontement généralisé, luttons, du Sud au Nord** 2 **et avec les BRICS, pour construire une autre mondialisation**

3 Les menaces s'accumulent, mais aussi les potentiels et ressources pour y répondre. Le monde
4 est à un tournant. Il s'agit de relever des défis communs. Pour cela il faut mettre en commun
5 les forces de l'humanité, afin de développer en priorité les capacités humaines, l'emploi, la for-
6 mation, les services publics et une nouvelle industrialisation, avec des protections sociales et
7 écologiques. Cela demande une bataille internationaliste effective, à construire, allant au-delà
8 des nécessaires actions de solidarité internationale. Elle a à affronter la domination du capital
9 dans le monde et les institutions néolibérales de l'impérialisme américain, au premier rang
10 desquelles le dollar.

11 La crise capitaliste appelle en effet un autre ordre du monde, de co-développement pour
12 l'ensemble de l'humanité, des institutions internationales profondément transformées, un
13 nouveau type de coopérations et une intervention démocratique des travailleurs et travail-
14 leuses à tous les niveaux sur les choix stratégiques des entreprises et l'utilisation de l'argent,
15 une culture de paix.

16 Mais nous ne sommes pas encore passés à un autre ordre du monde. Les convulsions peuvent
17 durer. Crise n'est pas solutions. Celles-ci se cherchent.

18 Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et la soumission au dollar, monte
19 l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. De convaincre
20 les peuples que la guerre, sous ses différentes formes (militaire, économique, de civilisation)
21 serait inévitable, qu'elle serait une solution.

22 L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage
23 et de co-développement pour et par toute l'humanité, c'est-à-dire une véritable globalisation
24 des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention démocratique.

25 **1.3.1 Une crise du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis**

26 La domination des États-Unis repose sur quatre piliers, le dollar, la technologie, un certain
27 contrôle des institutions internationales (dont le Fonds Monétaire International), la puis-
28 sance militaire. Les multinationales US en sont l'expression. L'impérialisme américain en
29 crise cherche une configuration nouvelle, plus monopoliste encore, comme on le voit avec
30 les décisions de Trump. Mais celles-ci prennent leurs racines dans la crise d'une économie
31 mondiale dominée par les grandes multinationales américaines et la logique du capital,
32 profondément déstabilisées par la suraccumulation dans la nouvelle phase de la révolution
33 informationnelle (hausse des profits, des inégalités, besoins décuplés de capitaux...), par la
34 fragilisation de la base sociale populaire de la classe dominante américaine, par la montée
35 des BRICS, singulièrement de la Chine, par le changement climatique et les défis environne-
36 mentaux existentiels de l'humanité.

37 Pour endiguer son déclin et sauvegarder les intérêts de son capital, l'impérialisme étatsunien
38 tente de faire payer au reste du monde le prix de ses choix désastreux. Trump cherche à
39 sauver le dollar pour maintenir l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale et l'extra-
40 territorialité du droit américain dont les Français savent, notamment depuis la vente d'Als-
41 tom-nucléaire à General Electric, à quel point elle est mortifère. Le dollar est un obstacle au
42 développement des nations et des économies. De nombreux pays, en particulier au Sud, l'ont
43 bien compris et tentent de s'en émanciper.

44 Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout particuliè-
45 rement d'une nouvelle phase de la relation entre l'État de l'impérialisme le plus puissant
46 - les États-Unis - et le capital en général. Le grand capital étatsunien recherche un système
47 impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les États-Unis qu'auparavant. La réaction
48 des différents dirigeants de l'Union Européenne est essentiellement munichoise et conser-
49 vatrice. Elle consiste à capituler, à renforcer le dogme libre-échangiste et à collaborer. Dans
50 une fuite en avant militariste et fédéraliste, les dirigeants européens tendent encore plus à
51 se comporter en simples alliés de Washington pour exploiter et imposer la règle du jeu des
52 États-Unis au reste du monde. C'est le comportement typique du « colonisé intermédiaire ».
53 C'est une forme de néo-collaborationnisme économique, dans un système impérialiste où les
54 États membres de l'Union Européenne, voire l'UE elle-même, cherchent à jouer un rôle de
55 sous-impérialisme néo-colonial, particulièrement la France en Afrique.

1 Ce choix néocolonial et de l'alignement sur l'impérialisme doit être combattu. Il appelle une
 2 rupture nette et la construction d'une politique internationale fondée sur la souveraineté des
 3 peuples, la coopération et la paix. Ni libre-échangeisme et soumission au dollar, promue tout
 4 particulièrement par les dirigeants de l'UE, ni protectionnisme nationaliste ou souverainisme,
 5 ne sont des issues. Ces deux impasses accentuent la guerre économique et les guerres tout court.
 6 Nous sommes en faveur de protections et de promotions, écologiques et sociales, maîtrisées par
 7 les travailleur.se.s et les populations. Dans ces batailles, la recherche d'actions communes et de
 8 convergences avec le mouvement des BRICS, dans un sens progressiste, est cruciale.

9 **1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société**

10 L'intensification de l'affrontement économique planétaire conduit à une récession mondiale
 11 et accroît les risques de krach financier. Dans plusieurs pays, dont la France, elle accélère la
 12 crise industrielle, les plans de licenciements, elle entretient une stagnation des salaires. Elle
 13 conduit les gouvernements à annoncer de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Ainsi,
 14 les travailleurs de tous les pays sont les premiers à payer le prix de cette politique. Mais c'est
 15 aussi l'austérité pour les services publics et la protection sociale. C'est pourquoi le PCF affirme
 16 que la guerre commerciale est avant tout une guerre du grand capital contre toute la société.

17 **1.3.3 La France particulièrement exposée**

18 La France est dépendante en termes de matières premières, de marchés et de technologies.
 19 Mais le pouvoir politique national comme les actionnaires s'enferment dans l'impératif de
 20 rentabilité avec comme seule variable d'ajustement les salaires. Notre pays subit, comme ses
 21 voisins, les conséquences calamiteuses des dogmes néolibéraux sur lesquels a été construite
 22 l'Union européenne, conduisant à la subordination de cette dernière à l'impérialisme états-
 23 unien, à l'inexistence de protections véritables des économies et des industries de nombreux
 24 pays, au refus d'implication stratégique de l'État dans l'appui aux capacités humaines, fac-
 25 teur clé de la création de richesses et de la transformation productive et énergétique.

26 **1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux** 27 **pour une tout autre mondialisation**

28 Pour répondre à l'offensive de Donald Trump, l'enjeu central est de donner la priorité au dé-
 29 veloppement des capacités humaines qui font la richesse des pays.

30 Plus précisément, pour cela, il faut de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions et
 31 outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de co-développement. Elles
 32 peuvent se rassembler dans cinq axes de propositions.

33 **Des protections sociales et écologiques**, qui visent des contenus (par exemple le développe-
 34 ment de l'emploi des deux côtés et la diminution commune des gaz à effet de serre), et non
 35 du protectionnisme, qui lui vise des pays en tant que tels. Elles combinent des **taxations**,
 36 lorsqu'on ne respecte pas ces règles, mais aussi des **incitations positives** à se développer et à
 37 atteindre des normes sociales et environnementales, avec des fonds financés en partie par le
 38 produit des taxations. Ces fonds seraient gérés démocratiquement avec la participation de
 39 représentants des travailleurs des pays concernés, pour développer en commun les différents
 40 pays parties-prenantes.

41 **Des traités de maîtrise du commerce et des investissements** conçus pour favoriser le déve-
 42 loppement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat, ...), alors que la visée
 43 actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'investissement international. Avec ces nou-
 44 veaux traités internationaux de commerce et d'investissement, les échanges internationaux
 45 se feraient dans la mesure où ils apportent une contribution mutuelle au développement de
 46 l'emploi et des biens communs.

47 Cela concerne bien sûr nos relations avec les pays du Sud, ou d'autres pays développés comme
 48 le Canada. Mais aussi l'intra-UE, donc une remise à plat progressive des traités européens, à
 49 commencer par instaurer le principe de coopération (au lieu de la concurrence libre et non
 50 faussée) et, pour les aides publiques, des critères sociaux, écologiques et d'équilibre géogra-
 51 phique intra-UE. Cela combine nouveaux débouchés, nouveau contenu et développement.

52 **Une monnaie mondiale, véritablement commune**, de développement des biens communs,
 53 de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spé-

1 ciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits de votes, poids
2 des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec l'ONU et le Pro-
3 gramme des Nations-Unies pour l'Environnement), dans la lignée de ce qui est proposé par
4 l'Appel de Belém. La création monétaire de DTS serait affectée aux banques centrales des
5 pays à taux très bas, si celles-ci financent le développement des services publics (y compris la
6 protection sociale) et pour le crédit aux investissements des entreprises à taux d'autant plus
7 bas que ceux-ci programment et développent des emplois et des réductions de gaz à effets
8 de serre (GES). Cela permettrait « d'avalier », par un développement sain du PIB, les dettes
9 publiques, dont celle des États-Unis qui est la plus massive du monde (32 000 milliards de
10 dollars, plus de 133 % de leur PIB).

11 **Une refonte des institutions internationales**, à commencer par l'ONU, dont il faut suppri-
12 mer le droit de veto des 5 membres permanents du conseil de sécurité, pour un multilaté-
13 ralisme de notre temps. Il faut aussi réformer profondément le FMI. Placé sous l'autorité de
14 l'ONU, il aura pour mission de promouvoir les biens communs de l'humanité et son dévelop-
15 pement social, économique et environnemental. Il faut enfin transformer l'OMC (organisa-
16 tion mondiale du commerce) en organisation de maîtrise des échanges, des investissements
17 et de partage des technologies.

18 **La promotion de la paix et de la sécurité collective, dans l'esprit d'une culture de paix.** La
19 France doit sortir de l'OTAN, ne pas alimenter la course aux armements et contribuer au
20 désarmement global. Elle doit signer le TIAN (traité d'interdiction des armes nucléaires).
21 Elle doit s'engager pour une paix réelle en Ukraine, au lieu d'attiser le conflit dont les racines
22 remontent au moins à 2014, basée sur l'auto-détermination des peuples concernés, organisée
23 sous l'égide de l'ONU.

24 **1.3.5 Refonder l'Union européenne**

25 La crise de la construction européenne reflète la crise de la mondialisation et les contra-
26 dictions profondes du capitalisme en crise. Il faut en finir avec la construction européenne
27 actuelle conçue au service de la domination du capital, avec son principe de « concurrence
28 libre et non faussée », son soutien à l'OTAN et en son cœur la BCE soutenant les marchés
29 financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes, et à présent l'économie
30 de guerre.

31 En contradiction profonde avec la promesse d'une Europe de coopération et d'unité des
32 peuples, on lui doit un chômage colossal, la désindustrialisation, l'agriculture familiale sacri-
33 fiée, la mise en cause des services publics et l'austérité généralisée, l'autoritarisme, le martyr
34 du peuple grec, une fragmentation entre le Nord et le Sud, des fractures internes à chaque
35 pays. Tout cela favorise la montée des populismes et de l'extrême droite, jusqu'à des positions
36 de pouvoir comme en Italie, une domination renforcée des États-Unis et du dollar. Il n'est
37 donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire. Le statu quo n'est pas possible.

38 Si le PCF peut être fier d'être la seule force politique française à s'être opposée avec détermi-
39 nation à tous les traités d'intégration néolibérale à l'Union européenne, notre responsabilité
40 est de donner une perspective à cette colère.

41 Outre le domaine économique et social, nous voulons en finir avec d'autres tares fondamen-
42 tales de l'actuelle construction européenne.

43 C'est le cas des violations des règles de la démocratie et de la souveraineté populaire. Le fait
44 que l'UE se soit construite jusqu'ici à l'abri des peuples est au cœur du problème. Nous vou-
45 lons inverser cette logique en plaçant l'implication des citoyennes et citoyens au cœur de la
46 construction d'une autre Europe.

47 C'est aussi le cas en matière de politique extérieure. Nous agissons pour une Europe qui
48 rompt avec l'alignement docile de l'UE sur les politiques irresponsables et dangereuses des
49 États-Unis ou d'Israël. Plus généralement, au lieu d'une UE qui pousse les feux de la mon-
50 dialisation capitaliste et qui s'abstient de toute initiative susceptible de contrer le désordre
51 mondial, nous voulons une Union qui use de son poids et de son influence pour faire émer-
52 ger, avec tous les alliés qui le souhaitent, de nouvelles règles dans les relations internationales,
53 plus justes, plus démocratiques, plus pacifiques.

54 C'est enfin le cas avec la question de l'accueil des migrants : l'Europe que nous voulons doit
55 tourner le dos à l'Europe-forteresse. Il est en particulier indispensable de remettre en cause le
56 Pacte européen sur la migration et l'asile adopté en 2024.

1 Il est plus crucial que jamais de faire de notre analyse le bien commun de tous les com-
 2 munistes, comme une base de réflexion collective susceptible de mises à jour régulières. Un
 3 choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union européenne et
 4 ses traités ; agir pour une refondation de la construction européenne avec des propositions
 5 alternatives. Mais comment y parvenir dans le cadre de traités établis pour la mondialisation
 6 capitaliste ? Comment ouvrir sans attendre des brèches contre ces traités et leur logique ?
 7 Comment faire grandir l'exigence d'un autre type de construction européenne solidaire,
 8 respectueuse des peuples et des nations, contre le projet capitaliste, libéral et fédéraliste et
 9 contre la montée des replis nationalistes et xénophobes ?

10 Nos conceptions d'une « Union de nations et de peuples libres, souverains et associés », d'une
 11 « nouvelle construction européenne à géométrie choisie », parce que nos peuples en ont besoin
 12 pour relever des défis communs, au lieu du fédéralisme qui sert le néolibéralisme et la finance,
 13 méritent d'être encore explicitées. Il en va de même de ses développements sur les fondements
 14 d'une Europe démocratique ; sur notre conception des obligations en matière de libertés, de
 15 droits fondamentaux, d'égalité des genres ; sur les transformations à opérer dans l'UE.

16 Il s'agit de se situer sur le terrain européen en tenant compte de l'existant et de se saisir de
 17 l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est
 18 fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction euro-
 19 péenne. Pour nous, ces terrains sont pertinents pour la lutte des classes.

20 Nous entendons développer l'« Europe sociale » et écologique comme le cœur de la construc-
 21 tion européenne. L'Europe financière et monétaire doit être à son service. Une autre concep-
 22 tion du rôle de la BCE est décisive : une BCE pour un essor des services publics et de l'em-
 23 ploi, avec notre proposition majeure de création d'un « Fonds de développement social et
 24 écologique européen » et celle d'une nouvelle sélectivité de la politique monétaire selon des
 25 critères d'efficacité sociale et écologique est un enjeu particulièrement actuel

26 La bataille pour « changer l'Europe » doit être menée sur les fronts social, démocratique, éco-
 27 nomique, écologique et politique avec des propositions radicales et réalistes. C'est seulement
 28 ainsi que nous réussirons à faire refluer les forces d'extrême droite qui aujourd'hui arrivent
 29 jusqu'à occuper des positions de pouvoir, notamment en Italie. Des dizaines de millions
 30 d'Européen-ne-s véritablement progressistes sont conscient-es à juste titre du besoin d'une
 31 construction européenne commune face à la montée des extrêmes-droites, d'une mutualisa-
 32 tion face au péril écologique, à la montée des pressions internationales, de la crise financière,
 33 face au dumping fiscal et à l'écrasement social. Nous voulons nous appuyer sur leurs aspira-
 34 tions et sur la protestation populaire pour construire une résistance porteuse d'alternative.
 35 Les luttes sociales et politiques, l'action des partis communistes et progressistes européens,
 36 du PGE (Parti de la gauche européenne) et des élu-e-s au Parlement européen, peuvent être un
 37 appui pour modifier les rapports de forces dans une perspective de changements profonds.

38 En Europe, le PCF travaille ardemment à l'unité entre forces communistes, de gauche, orga-
 39 nisations progressistes et écologistes, sur le fond comme dans l'action. Notre parti entretient
 40 des relations bilatérales et multilatérales fructueuses pour les combats communs de toutes
 41 celles et ceux qui font face tant à l'UE du capital qu'au retour du fascisme. Il est à l'origine
 42 de la GUE-NGL (Gauche unie européenne-Gauche verte nordique) au Parlement européen,
 43 du PGE et du Forum européen des forces progressistes. Il a vocation à renforcer ces coopéra-
 44 tions, avec tous les partis qui partagent l'essentiel de ses analyses et de ses visées politiques.

45 Battons-nous en France, en Europe, avec les forces progressistes, les partis communistes, les
 46 peuples, pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation. L'Europe doit « pivoter » vers
 47 le Sud global. Elle doit être un partenaire de se qui se joue de progressiste et d'anti-impéria-
 48 liste dans le mouvement des BRICS.

49 **1.3.6 Des exigences immédiates pour refonder les relations internationales**

50 Il faut continuer et amplifier nos campagnes de solidarité internationale (Cuba, Gaza,...).

51 La bataille pour la paix doit prendre une autre ampleur et la direction nationale élue par le
 52 congrès prend l'engagement d'organiser une manifestation nationale pour la paix, dans des
 53 conditions à déterminer.

54 La lutte politique pour comprendre et résoudre les causes des migrations subies, voire
 55 contraintes, et pour aller vers une liberté de circulation et de migration est un enjeu de so-
 56 lidarité internationale, à mener en commun avec les forces progressistes des pays d'origine.

1 La France doit mettre ses forces en commun avec les nations et les peuples d'Europe et du
2 monde pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU et relever les grands
3 défis de l'humanité : pauvreté, emploi, inégalités, climat, biens communs, services publics.

4 Nous devons engager un travail politique et de masse, en cohérence avec nos forces militantes,
5 médiatiques, nos élus, pour que des exigences internationales de fond se fassent jour en fran-
6 chissent un seuil qualitatif et quantitatif. Cela exige aussi de construire des revendications
7 communes sur ces points avec les partis communistes et mouvements progressistes du monde.

8 Le PCF engagera trois batailles internationales de fond :

9 ✖ pour la coopération des pôles publics bancaires et financiers nationaux existant dans l'UE
10 pour financer à bas taux le développement des services publics, jusqu'à un Fonds européen
11 solidaire ; pour assigner des critères d'efficacité sociale et écologique à la politique moné-
12 taire de la Banque centrale européenne ; pour modifier le droit européen sur les marchés
13 publics et rendre obligatoire des critères sociaux, environnementaux et géographiques ;

14 ✖ contre le Mercosur, sa mise en œuvre immédiate et pour une négociation de la France
15 et de l'UE avec les pays du Sud global (Afrique, Asie, Amérique latine), dont les BRICS
16 (Chine, Brésil en particulier), afin d'instaurer des traités de maîtrise des échanges et inves-
17 tissement internationaux pour le développement de l'emploi et des biens communs (santé,
18 environnement...);

19 ✖ pour l'ouverture d'une conférence financière et monétaire mondiale de financement des
20 biens communs et des dettes publiques par une monnaie mondiale véritablement com-
21 mune, pour sortir du système dollar, dans la poursuite de l'Appel de Belém Financement de
22 la transition écologique : changer pour faire face aux défis climatiques.

23 **1.4 Le projet communiste et la transition** 24 **socialiste vers une nouvelle civilisation**

25 La crise de la civilisation capitaliste et libérale est si profonde qu'elle appelle à révolutionner
26 tous ses aspects.

27 En finir avec l'exploitation capitaliste, c'est répondre à la crise de suraccumulation du capital
28 en faisant prévaloir, contre la dictature de rentabilité qui épuise les êtres humains et la na-
29 ture, une nouvelle efficacité fondée sur le développement de toutes les capacités humaines.

30 Être à la pointe de tous les combats pour l'égalité et contre toutes les dominations, c'est ré-
31 pondre aux aspirations montantes dans la société à un dépassement des délégations de pou-
32 voir constitutives du libéralisme.

33 Le communisme est ainsi à la fois le but d'une civilisation nouvelle, et le chemin qui y
34 conduit.

35 Sur ce chemin, il faut surmonter un obstacle, la domination du capital.

36 C'est l'enjeu des luttes à mener, dès à présent, pour dépasser le marché du travail capitaliste qui
37 réduit la force de travail humaine à une marchandise, en construisant une sécurité d'emploi
38 et de formation tout le long de la vie de chacun.e ; pour développer une nouvelle efficacité des
39 productions avec des critères écologiques et sociaux alternatifs à ceux de la rentabilité ; pour
40 prendre au capital son pouvoir sur l'utilisation de l'argent en imprimant une nouvelle orienta-
41 tion au crédit bancaire et à la création monétaire ; pour construire une nouvelle mondialisation
42 de paix et de coopération.

43 C'est ainsi que se construira concrètement une appropriation sociale, du local au mondial,
44 des moyens de production, d'échange et de financement, concrétisant dans de nouvelles ins-
45 titutions un pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans l'entreprise, un pouvoir décentra-
46 lisé des citoyens sur les entreprises, inaugurant une planification d'un type profondément
47 nouveau, des services publics transformés et prenant une place centrale, une démocratie
48 nouvelle, d'intervention et de participation, des libertés étendues dans tous les domaines,
49 une priorité aux capacités humaines, au vivant et au partage.

50 Cette société qui a sa cohérence, où les institutions mondiales ont pour moyens et mission de
51 développer les biens communs et la paix, mais où persistent encore les frontières nationales,
52 les États, la monnaie, etc. nous l'appelons un socialisme du XXI^e siècle, autogestionnaire et
53 de liberté.

1 Dans cette perspective, la conquête d'une participation au pouvoir d'État à l'échelon
 2 n'est pas le point de départ d'un processus révolutionnaire. Elle ne peut être que le résultat
 3 d'un rassemblement majoritaire de notre peuple qui sanctionne des rapports de forces issus
 4 d'une jonction entre des idées et des luttes sociales et politiques, les unes et les autres de
 5 portée révolutionnaire.

6 Dès lors, l'exercice du pouvoir d'État n'est pas davantage un but en soi. Il sert à favoriser la
 7 prise de pouvoir directe, autogestionnaire, des travailleurs et des citoyens sur l'utilisation
 8 de l'argent et sur les décisions politiques et économiques que cette prise de pouvoir rend
 9 possible.

10 « Pousser jusqu'au bout » le mouvement révolutionnaire issu des Lumières et du mouvement
 11 ouvrier, c'est entendre ces nouvelles générations qui n'en peuvent plus des délégations de
 12 pouvoir, au patronat dans l'entreprise, à des représentants de plus en plus décredibilisés par
 13 la crise dans la cité.

14 C'est donc répondre à la crise de l'État en s'appuyant sur les contradictions qui le traversent,
 15 pour dépasser ces délégations de pouvoir par une prise de pouvoir directe des citoyens, des
 16 travailleurs : c'est cela le communisme, depuis Marx et Engels, et de façon encore bien plus
 17 actuelle aujourd'hui. Le travail collectif des communistes a permis de proposer des modalités
 18 concrètes de cette transition socialiste et de sa cohérence avec le but final, une société commu-
 19 niste : de nouvelles institutions instaurant une combinaison tout à fait inédite entre autoges-
 20 tion et planification, avec en leur cœur le développement de nouveaux services publics qui ne
 21 sont pas l'État mais qui peuvent être, en quelque sorte, une modalité du dépassement de l'État.

22 Pousser jusqu'au bout le mouvement révolutionnaire, c'est aussi passer de « principes » abstraits
 23 fondamentaux, comme la liberté ou le droit au travail, à leur mise en œuvre effective. C'est
 24 donc ouvrir des pouvoirs nouveaux sur les moyens de rendre effectifs ces principes : moyens
 25 financiers, juridiques, culturels, intervention dans la gestion des entreprises, services publics.

26 Enfin, il faut une République internationaliste en actes, dont l'action internationale, les ins-
 27 titutions et les instruments de coopération se placent en permanence sous le contrôle des
 28 travailleurs.ses et des citoyen.nes. En particulier, dès aujourd'hui, les résidents étrangers hors
 29 UE doivent avoir le droit de vote aux élections municipales.

30 Le développement de nouveaux services publics, placés sous la maîtrise de leurs usagers et de
 31 leurs agents, est un enjeu central. Il répond aux besoins immédiats et contribue à la construc-
 32 tion d'une société axée sur la promotion des biens communs, au-delà du marché et de l'État.

2.

Des axes de batailles immédiates et structurantes

Démocratie, travail, emploi, salaires, marché du travail, services publics, biens communs et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous devons investir immédiatement en nous aidant de la cohérence d'une transition socialiste vers une nouvelle civilisation. Il s'agit, au total, d'avancer en pratique en rassemblant largement, malgré les conflits inévitables, les contradictions, les compromis et les incertitudes dans une construction qui puisse changer réellement la société et qui aide à prendre conscience des enjeux, des blocages et du besoin d'une cohérence entre objectifs socio-écologiques transformateurs, moyens financiers et pouvoirs nouveaux.

2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs

2.1.1 L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de formation

Le chômage, la précarité, les emplois abêtissants et vides de sens ne sont pas des fatalités. Prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins d'efficacité, de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne, nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de commencer à dépasser l'opposition travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès, d'adaptabilité et d'efficacité nouvelle de la production moderne. Il ouvre la voie à une égalisation vers le haut, et à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, culturelle et de loisirs. Il permet ainsi de créer les conditions pour un dépassement des clivages de classe, mais aussi de genre, de génération, d'origine géographique.

Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'un nouveau service public de l'emploi et de la formation et d'une protection sociale efficace parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises. Des éléments essentiels d'avancées immédiates vers ce projet ont déjà fait l'objet d'une proposition de loi des députés communistes.

La culture et l'émancipation humaine sont au cœur de ce projet. Plus celui-ci va se développer, plus il va appeler à une nouvelle culture, à un dépassement des anciennes cloisons, de classe, de genre, de génération, entre nations, plus il va nécessiter la participation de chacune et chacun aux activités culturelles et créatrices.

2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics

Les services publics doivent être une pierre angulaire d'une nouvelle civilisation, de la construction d'une nouvelle citoyenneté et de la promotion de biens communs dans tous les domaines. Il s'agit de contester la domination de l'Union européenne par le marché et la concurrence aveugle, pour promouvoir un système de coopération où les services publics rénovés et de nouvelles entreprises publiques joueraient un rôle décisif d'entraînement.

De nouveaux services publics doivent être créés, comme pour la petite enfance et le grand âge, d'autres doivent être profondément transformés et leurs missions refondées, tels celui de l'emploi, d'autres encore doivent être considérablement développés, comme la santé, l'édu-

1 cation, la recherche, l'enseignement supérieur, l'énergie, l'eau, les transports, l'écologie, la
 2 culture. Ils doivent tous être profondément démocratisés et changer leurs relations tant avec
 3 les agents qui y travaillent qu'avec les usagers.

4 Il est indispensable de promouvoir des entreprises publiques dans les secteurs de la produc-
 5 tion et des services, visant à entraîner l'ensemble de l'économie en faveur d'une réponse ef-
 6 ficace aux besoins populaires et la sécurisation de l'emploi et de la formation. Cela implique
 7 des nationalisations nouvelles, ayant pour objet une transformation profonde des gestions
 8 avec de nouveaux critères, une barrière efficace à l'entrée des capitaux privés, des finan-
 9 cements émancipés des marchés financiers, des pouvoirs d'intervention des salariés et de
 10 concertation avec les usagers, des coopérations très nombreuses et intimes en France, en
 11 Europe, dans le monde.

12 **2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur** 13 **du projet et de l'action des communistes**

14 La santé est une préoccupation majeure de toutes les couches de la population : dégradation
 15 constante et pernicieuse de l'hôpital public, aggravation de l'accès aux soins avec la générali-
 16 sation des déserts médicaux, tant ruraux que péri-urbains, augmentation des reste-à-charge,
 17 avec notamment les décisions iniques du gouvernement d'augmenter les forfaits par décret,
 18 généralisation des dépassements d'honoraires. Conjointement nous voyons l'emprise gran-
 19 dissante du privé dans toute la sphère de la santé et du médico-social, à travers la « préférence
 20 » des responsables de la majorité macroniste, à travers les ARS, pour octroyer, ici des finance-
 21 ments, là des autorisations, et injonction au public de se regrouper !

22 La sphère du service public de la santé et celle de la protection sociale se rétrécissent comme
 23 « peau de chagrin » pendant que les grands groupes financiers investissent à tour de bras dans
 24 la santé comme dans la protection sociale.

25 Le gouvernement de Macron veille, toujours et encore, à favoriser leur implication, en s'atta-
 26 quant plus avant aux dépenses publiques pour la santé, au budget de la Sécurité sociale. Deux
 27 projets d'envergure sont en préparation, notamment le glissement de l'Assurance maladie
 28 obligatoire vers les complémentaires santé, et la fusion entre le budget de la Sécurité sociale
 29 et celui de l'État : deux projets chéris par le patronat !

30 Si nous constatons des difficultés de compréhension de la part des usager.e.s, sur le fondement
 31 de notre système hospitalier financé par la Sécurité sociale et, au-delà, de notre système de
 32 santé, il devient incompréhensible que notre parti ne se saisisse pas de cette profonde inquié-
 33 tude populaire quant à la difficulté croissante de pouvoir simplement se soigner, d'être pris en
 34 charge correctement (en maternité, aux urgences, en psychiatrie... !) de la naissance à la mort.

35 Notre silence actuel serait-il résignation devant la gravité de la crise sanitaire ?

36 Pouvons-nous nous contenter d'une modeste soirée, à l'occasion du 80ème anniversaire de
 37 la Sécurité sociale et « passer à autre chose », sans aucune perspective de bataille politique
 38 structurée ?

39 Pourtant, les potentialités ne manquent pas : pas un jour sans une action locale pour préser-
 40 ver, ici un service d'urgence, là une maternité, et plus prégnante encore la mobilisation des
 41 professionnel.le.s de la psychiatrie

42 Les syndicats, les associations, forces vives des mobilisations, représentent bien le socle sou-
 43 haité du rassemblement populaire que nous appelons de nos vœux depuis tant d'années.

44 Notre Parti est le seul à porter de véritables propositions de reconstruction d'un système de
 45 santé public, en lien avec cette magnifique avancée qu'a été la Sécurité sociale et que le capital
 46 veut détruire.

47 Faire vivre notre proposition de 100 % santé Sécu, aujourd'hui reprise par le mouvement
 48 syndical et social, c'est donner à voir un projet progressiste et émancipateur pour toutes et
 49 tous, contre la paupérisation du plus grand nombre et la financiarisation de toute la protec-
 50 tion sociale. Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de réduire
 51 la dépendance aux thérapies innovantes, importées à 95%. Leur besoin, exponentiel, exige
 52 le développement de la recherche médicale, de leur production, pour garantir leur accès à
 53 tous les patients concernés. Il sera créé à partir des services publics existants (Établissement
 54 Français du Sang, AP-HP...).

1 Alors que les tenants du capital veulent faire de la Sécurité sociale un simple « filet de sé-
 2 curité », face aux aléas du marché (et non des aléas de la vie !), les communistes doivent se
 3 saisir de la Sécu pour en faire un axe essentiel d'un développement socialement efficace et
 4 d'un nouveau type de croissance. Notre originalité, et pertinence politique basées sur nos
 5 propositions de financement développant la cotisation sociale (contribution des revenus fi-
 6 nanciers des entreprises, modulation à la hausse du taux de cotisation patronale selon la
 7 politique d'emploi et de formation de l'entreprise), permettant la suppression de la CSG et
 8 des exonérations de cotisation sociale, nous distinguent des approches socio-démocrates des
 9 autres forces de gauches. Elles sont, intrinsèquement le ciment d'un rassemblement authen-
 10 tiquement révolutionnaire pour inverser le cours des choses !

11 Cette approche politique qui devrait être la nôtre et qui redimensionne toute notre concep-
 12 tion des besoins sociaux, en l'occurrence la santé, est indissociable d'un acharnement à toute
 13 épreuve pour faire vivre la démocratie sociale.

14 Au-delà de la bataille à organiser pour le retour à des élections à des conseils d'administra-
 15 tion élargis, il s'agit de faire vivre la démocratie, à partir de l'expression des besoins, dans les
 16 territoires, les départements, les régions et faire corps avec les aspirations, les attentes des
 17 usager.es- citoyen.ne.s, les syndicats, les professionnel.le.s. C'est un type nouveau de société à
 18 donner à voir, à partir de l'intervention agissante des premier.e.s intéressé.e.s.

19 **2.1.4 Une refonte écologique et culturelle** 20 **de la production et de la consommation**

21 La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchan-
 22 disée, voire parfois privatisée. L'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les dé-
 23 centrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de
 24 consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports
 25 sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition
 26 et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture.

27 L'effondrement industriel de notre pays, à moins de 10 % du PIB fin 2024, avec les fermetures
 28 d'entreprises et les licenciements économiques qui se poursuivent, pose un grave problème
 29 de production de valeur ajoutée sur le territoire national. Une nouvelle industrialisation de
 30 notre pays est nécessaire pour en finir avec l'appauvrissement de ses habitants, de leurs ser-
 31 vices publics et de la Sécurité Sociale, pour faire face à l'urgence climatique et pour résister
 32 efficacement aux pressions des impérialismes, des multinationales et des marchés financiers.
 33 Elle mobilisera le potentiel de la révolution informationnelle, aujourd'hui perverti par les mul-
 34 tinationales, au service d'une nouvelle efficacité écologique et économique donnant la priorité
 35 au développement de l'emploi et des qualifications. Elle reposera sur des droits d'intervention
 36 nouveaux pour les populations et les salariés sur les choix de gestion, et sur l'utilisation des
 37 leviers d'intervention publique à l'appui de nouveaux critères de production, d'embauches, de
 38 recherche, d'investissements. Enfin, cela exige de s'appuyer sur une électricité à bas coût impli-
 39 quant une révision profonde des obligations imposées à EDF, dont la politique de soutien aux
 40 énergies renouvelables et le lien aux prix spéculatifs du marché européen.

41 Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de l'éco-
 42 logie, mais aussi de la santé ou de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises
 43 productives industrielles, de commerce et de services, avec de nouveaux critères de gestion
 44 (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement
 45 et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors »
 46 de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domi-
 47 nation du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.
 48 L'agriculture est un enjeu écologique tout aussi déterminant, elle qui, en outre, est de plus en
 49 plus pénétrée par le capital, ses critères et le rapport salarial capitaliste.

50 De nouvelles conquêtes sociales et écologiques doivent être gagnées par des batailles concrètes
 51 sur tous les sujets. C'est une bataille idéologique structurante, pour donner à voir la nouvelle
 52 société que nous voulons construire. Le travail engagé avec le Plan Climat Empreinte 2050 doit
 53 être poursuivi dans ce sens. De même, les avancées récentes des réflexions du Parti sur la place
 54 de l'agriculture dans un projet de refonte écologique et sociale doivent être prises en compte.

1 2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux

2 La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des
 3 discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à l'appa-
 4 rence physique, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes droits à
 5 chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention. La politique
 6 des boucs émissaires, des relégations territoriales, de l'incitation au racisme et de la stig-
 7 matisation masque les vrais problèmes et les entretient. Cela appelle tout à la fois un effort
 8 culturel, un effort démocratique, une justice réaffirmée, une autre police et un nouvel âge des
 9 services publics. Par exemple, la défense d'un service public fort de la justice prud'homale est
 10 un enjeu démocratique et social majeur. Les conseils de prud'hommes, historiquement élus,
 11 assurent une justice proche des réalités du travail. La suppression des élections a affaibli leur
 12 légitimité et éloigné les salarié·es de cet outil. Rétablir ces élections contribuerait à redonner
 13 la parole au monde du travail et à renforcer la représentativité et la défense des droits face
 14 aux employeurs.

15 La démocratie participative et d'intervention doit devenir un principe actif, un impératif
 16 des politiques publiques, avec de réels moyens d'intervention directe des citoyennes et des
 17 citoyens. Elle suppose la création de nouveaux pouvoirs, un essor considérable des libertés
 18 et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun dispose des moyens
 19 nécessaires à son accomplissement. Le rôle des salarié·e·s dans l'entreprise et des populations
 20 concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses représentants. Cet
 21 enjeu est au cœur de la lutte de classes d'aujourd'hui. Il s'agit de transformer les gestions
 22 d'entreprises pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale, territoriale et écologique. Il
 23 faut aussi de nouvelles institutions permettant l'intervention populaire à tous les niveaux
 24 (des collectivités territoriales à l'État) pour une nouvelle République allant de pair avec une
 25 nouvelle construction européenne.

26 Cela implique de permettre à toutes et tous de comprendre le monde pour le transformer,
 27 de s'approprier des savoirs complexes et de construire une culture commune de haut niveau
 28 grâce à des services publics de l'éducation, de la formation et de la culture renforcés et pro-
 29 fondément transformés.

30 2.3 Des moyens financiers

31 2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers

32 L'argent et la monnaie sont l'instrument majeur de la domination du capital sur l'économie
 33 et la société. Un projet communiste doit promouvoir par la lutte un système de financement
 34 radicalement différent. Les marchés financiers, les grands actionnaires et le grand patronat
 35 imposent une logique de financement et de gestion qui soumet les entreprises à la domination
 36 du capital. Pour imposer une tout autre logique, nous voulons prendre le pouvoir sur l'utili-
 37 sation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des banques (crédit), des
 38 assurances (épargne). Au lieu de servir les profits, le coût du capital, l'évasion fiscale, cet argent
 39 doit financer les investissements efficaces, l'emploi, la formation, la recherche, l'écologie, l'éga-
 40 lité femmes-hommes, etc. Il doit aussi financer les services publics dans les territoires au lieu
 41 de laisser la dette publique sous la coupe des marchés financiers. Cet axe de transformation
 42 concerne tous les niveaux d'intervention : régional, national, européen et mondial.

43 Outre les fronts que les luttes et l'actualité imposent, nous proposons que le congrès décide
 44 d'une campagne permanente pour une autre utilisation de l'argent. Nous voulons faire gran-
 45 dir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les action-
 46 naires, les banques et les marchés financiers, en leur opposant le besoin d'une autre utili-
 47 sation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires, la
 48 satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques.

49 Trois chantiers de cette campagne sur l'utilisation de l'argent nous semblent prioritaires :

50 ✘ la bataille budgétaire contre l'austérité, pour un fonds d'avance de 500 Md€ pour le budget
 51 national, à 0 %, mobilisant le pôle public bancaire et financier français, pour développer les
 52 dépenses d'emploi et de formation dans les services publics et leurs infrastructures ;

53 ✘ la bataille pour un Fonds européen solidaire pour les services publics, financé par la créa-
 54 tion monétaire de la BCE, pour financer à 0 % les dépenses des États nationaux dévelop-

1 pant les services publics ; elle pourrait dans un premier temps commencer par une cam-
 2 pagne nationale pour des pré-recrutements massifs assortis d'une période de formation à
 3 l'hôpital, dans l'Éducation nationale, dans la recherche publique, dans les transports, dans
 4 l'énergie, dans la justice, la police, etc.

5 ✘ la bataille pour développer la cotisation sociale et le financement de la Sécurité sociale, en
 6 créant une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et en
 7 instaurant une modulation des cotisations sociales employeurs à la hausse pour les entre-
 8 prises qui s'attaquent à l'emploi, aux salaires et aux dépenses de formation.

9 ✘ En parallèle, la nouvelle direction nationale a pour charge de mettre en place deux dis-
 10 positifs pour une nouvelle industrialisation, et de les faire vivre, en associant militants et
 11 élus : une cellule de veille et de contact sur les aides publiques aux entreprises, et une cellule
 12 de veille, d'alerte et d'aide à la riposte face aux suppressions d'emplois et d'entreprises.

13 De telles batailles dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité
 14 populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre influence
 15 et de nos forces organisées. Elles doivent permettre de mobiliser conjointement militantes et
 16 militants, à l'entreprise et dans les localités, et élu·e·s communistes, dans la diversité de leurs
 17 rôles respectifs et des moments politiques.

3. Rassembler pour gagner la bataille contre le capital

3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux dont le capital écrase les vies et compromet l'avenir

Dès lors que notre projet s'incarne dans une action politique pour ouvrir une issue à la crise de civilisation telle qu'elle affecte la vie de nos concitoyennes et concitoyens dans le monde d'aujourd'hui, une question se pose, celle des forces sociales capables d'imposer sa réalisation.

La classe ouvrière proprement dite - celles et ceux qui produisent des marchandises en transformant la nature par leur travail - représente une part importante du salariat moderne mais ce sont surtout les autres couches salariées qui se sont accrues en nombre : employés, techniciens, ingénieurs, cadres, chercheurs, enseignants, soignants, dont les contributions à la création de richesses, pour être moins directes, ne sont pas moins décisives dans les sociétés contemporaines.

Les formes actuelles de la lutte des classes portent la marque de deux transformations majeures qui ont affecté nos sociétés depuis cinquante ans. La première résulte de la crise de suraccumulation durable à laquelle ont cherché à répondre en catastrophe différentes formes de dévalorisation de capital. Les grandes concentrations ouvrières du milieu du XXe siècle ont été remplacées par des réseaux instables et mondialisés de grands groupes industriels et de services, fortement dépendants des marchés financiers, et tenant dans leur propre dépendance des tissus de sous-traitants dont les salariés connaissent des statuts plus ou moins précaires, conçus pour briser les solidarités qui avaient fait la force des syndicats et des partis de gauche pendant l'essor du capitalisme monopoliste d'État.

La deuxième source de transformation dans les rapports de classes réside dans la révolution technologique informationnelle. Après le remplacement massif de la main des travailleurs et des travailleuses par les machines-outils, trait distinctif de l'essor conjoint de la révolution industrielle et du capitalisme, ce sont maintenant certaines opérations de l'esprit humain que des machines viennent remplacer. Désormais, produire, c'est toujours agir sur la matière pour la transformer, mais c'est, de façon prépondérante, et pour le plus clair du temps d'une majorité des travailleurs, agir sur des informations. Il y a là un potentiel révolutionnaire énorme, car les capacités humaines tendent à devenir décisives.

La crise actuelle tend à la fois à diviser les différentes catégories de salariés, et à les soumettre à des sorts semblables. D'une part en précarisant, en pressurant, jusqu'aux agents des services publics (soignant.e.s, enseignant.e.s, chercheur.se.s), en mettant en insécurité les travailleurs « sans papier » faute de régularisation, et en prolétarisant jusqu'aux cadres malgré l'accès à certaines parcelles du pouvoir économique que leur donne leur statut. D'autre part, en accroissant le besoin de formation tout au long de la vie jusque pour les catégories d'ouvriers et d'employés antérieurement considérées comme les moins qualifiées. Dans toutes les couches du salariat se cherche une capacité nouvelle à contester concrètement les logiques capitalistes dans les gestions d'entreprises, avec de nouveaux critères d'efficacité économique, sociale et écologique, et une capacité à articuler cette contestation à celle des dominations liées au genre ou à l'origine géographique, nationale, ou culturelle.

En dominant et en aliénant toute la société et toutes les catégories sociales, le capital fonde le combat de classe. Il s'oppose à leur plein développement, émancipé. Sa domination se traduit dans les coûts qu'il fait supporter à la société, dans ses pouvoirs et dans sa logique de rentabilisation financière, qui est de ramener tout à une valeur marchande à rentabiliser. Ce faisant, il travaille à intégrer à sa logique de multiples couches sociales, depuis les cadres supérieurs, qu'il tente de rendre dépendants des revenus financiers, jusqu'aux auto-entrepreneurs, en passant par tout le travail d'intégration des salariés à son idéologie et le développement mondial des fonds de pension à partir de l'épargne des salariés.

Réunir ces différentes « fractions » est une bataille politique concrète, engageant au premier chef la responsabilité d'un parti révolutionnaire, dans un affrontement contre tout ce que fait

1 le capital pour entretenir les divisions. À ce titre, il faut une régularisation globale des travail-
 2 leurs sans papiers sur simple preuve de la relation de travail. Un titre de séjour doit autoriser
 3 le travail aux demandeurs d'asile pendant la période d'instruction de leur dossier pour sortir
 4 ces citoyens de la précarité extrême et indigne, exposés à la surexploitation capitaliste. Leur
 5 parcours professionnel doit être sécurisé en lien avec notre proposition de sécurité d'emploi
 6 et de formation.

7 **3.2 Un apport communiste pour fonder l'unité à gauche** 8 **sur un projet transformateur**

9 Nous voulons transformer radicalement la société. Pour cela, nous conjugons luttes et ac-
 10 tion dans les institutions, concertations entre intéressés et mise en pratique de projets trans-
 11 formateurs, résistance et construction, rapport de forces social et d'idées, avec construction
 12 politique. Nous le faisons sans nous enfermer dans les institutions, sans les contourner non
 13 plus. Et nous voulons changer les institutions.

14 Notre présence dans les institutions a pour unique objet de faire avancer les transformations
 15 sociales, d'y faire avancer tout ce qui peut avancer. Lorsque nous y sommes minoritaires,
 16 elle est aussi un moyen de porter une parole et de faire connaître nos idées, notre projet,
 17 comme dans une chambre de résonance. Elle a aussi pour but de résister aux mauvais coups
 18 et de les révéler, voire de révéler les positions de nos adversaires. Chaque fois que nous pou-
 19 vons construire des majorités qui permettent des transformations nous nous y attelons. Elles
 20 peuvent montrer, notamment dans les collectivités où nous avons la responsabilité de gérer,
 21 la pertinence du projet communiste et de notre gestion. En cela notre présence, quelle que
 22 soit sa forme, doit viser à faire avancer la bataille d'idées.

23 C'est pour tout cet ensemble de raisons que nous nous présentons aux élections. Les cam-
 24 pagnes électorales sont elles-mêmes un temps fort de la bataille d'idées à laquelle nous affir-
 25 mons qu'il est indispensable que nous participions. Encore plus pour les élections présiden-
 26 tielles, car elles sont profondément structurantes du rapport de forces politique de notre pays.

27 Cela nous conduit à mener de front présence communiste et politique d'union, de rassemble-
 28 ment. Un rassemblement à la fois populaire et de forces politiques.

29 La gauche est capable de créer une dynamique de changement, comme elle l'a montré dans
 30 notre histoire, avec les grandes conquêtes de 1936 et de la Libération en 1944-46. Elle est
 31 aussi capable d'échouer dans son ambition de transformation, même avec un élan populaire
 32 comme en 1981 ou en 1997-2002, voire d'y renoncer comme avec François Hollande en 2012-
 33 2017. Mais ses valeurs de progrès, son ancrage au syndicalisme et dans le mouvement social
 34 et ouvrier, son humanisme et son internationalisme font qu'elle a été encore été capable de
 35 créer une dynamique inespérée empêchant en 2024 le RN d'obtenir la majorité à l'Assemblée
 36 nationale. De même, aux récentes élections municipales, des alliances sur une base claire ont
 37 pu, dans un certain nombre de cas, mettre en échec le RN et la droite réactionnaire.

38 Mais la faiblesse de la gauche et l'espace électoral occupé par l'extrême-droite obèrent grande-
 39 ment les perspectives de réponse positive aux souffrances et aux colères de nos concitoyennes
 40 et concitoyens. Pour sortir de l'impasse, l'expérience a prouvé qu'il ne suffit pas de dénoncer
 41 le danger de l'extrême-droite, ni de démasquer la démagogie du Rassemblement National.

42 Il faut proposer une perspective politique ancrée dans les luttes, qui, en retour, leur donne la
 43 force et la confiance nécessaires pour l'emporter sur le capital. Cette perspective ne peut pas
 44 être la répétition des expériences de 1981, de 1997, encore moins de 2012. Leur échec, tout
 45 particulièrement face aux questions économiques, au « mur de l'argent », a fortement contri-
 46 bué à l'ascension de l'extrême-droite. La gauche doit renouveler profondément son logiciel,
 47 dépasser la coupure entre la gestion des entreprises et de l'économie, abandonnée au capital,
 48 et une action de l'État réduite à une correction des excès du capitalisme, de moins en moins
 49 efficace à mesure que la crise s'approfondit.

50 C'est au prix de cet effort qu'elle pourra être à la hauteur de l'attachement à la démocratie et
 51 à l'unité qui demeure profondément ancré dans notre peuple.

52 Favoriser cet effort de renouvellement de la gauche, le faire réussir pour qu'elle s'en prenne
 53 « à la racine » des difficultés, est de la responsabilité du Parti communiste. Sa bataille d'idées
 54 mais aussi son engagement dans l'action, dans les luttes sociales, dans les mobilisations pour
 55 l'égalité, contre les discriminations, pour la paix et la fraternité entre peuples. Car c'est dans

1 l'action que les rapports de forces se construisent, que les consciences progressent, que les
2 divisions se surmontent.

3 Affronter les échéances électorales de 2027, c'est donc engager dès à présent les débats et
4 les luttes sur les grandes exigences sociales et écologiques incontournables, ainsi que sur les
5 moyens financiers et pouvoirs indispensables à la réponse à ces exigences. Cela va de pair
6 avec une bataille politique publique sur ce qui devrait figurer dans un programme de gouver-
7 nement pour 2027.

8 **3.4 Affirmer la présence du projet communiste** 9 **dans les batailles électorales de 2027**

10 Pour y parvenir, nous avons besoin que « les gens », que le mouvement social, que le mou-
11 vement des idées, s'emparent de ces idées transformatrices. C'est le sens d'une candidature
12 communiste à l'élection présidentielle de 2027 : une candidature porteuse d'un programme
13 en phase avec le projet communiste, avec l'ambition d'inscrire les batailles d'aujourd'hui dans
14 le mouvement d'une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le
15 vivant, la démocratie et non le capital, l'accumulation et les monopoles. Ce que nous appe-
16 lons le début d'une transition socialiste.

17 Cette candidature sera un levier pour réveiller l'espoir à gauche et dans les mouvements so-
18 ciaux, et pour faire naître une dynamique politique nouvelle

19 Il nous faut faire avancer, en parallèle, débat public, luttes et discussions de travail avec tous
20 nos partenaires à gauche, voire avec le mouvement syndical qui a été partie prenante du NFP.
21 Ce ne sera pas facile, mais il n'est pas d'autre voie. Cela concerne aussi bien la campagne
22 présidentielle de 2027 que les élections législatives qui sont susceptibles de lui succéder. Une
23 éventuelle négociation législative ne peut intervenir qu'après un travail avec nos partenaires
24 sur des éléments communs de programme. Elle doit permettre à nos candidates et candidats
25 à ces élections législatives de porter cette dynamique sur l'ensemble du territoire, contraire-
26 ment à ce qui s'est produit aux deux précédentes élections législatives.

27 Toutes les dispositions seront prises pour que les communistes aient de bout en bout la maî-
28 trise de cette séquence électorale.

29 Une conférence nationale, à l'automne, désignera notre candidate ou notre candidat à l'élec-
30 tion présidentielle, et fixera les grandes orientations de son programme. Une seconde, au
31 début de l'année 2027, évaluera les effets de la dynamique que nous aurons créée et décidera
32 des moyens à mobiliser pour favoriser au maximum le développement de cette dynamique
33 compte tenu des risques et des opportunités qui se manifesteront à ce moment politique.

34 C'est ainsi que nous pourrons conjuguer l'indispensable apport communiste et l'esprit de
35 responsabilité qui est le nôtre face au danger tangible d'accès de l'extrême-droite au pouvoir
36 exécutif. C'est ainsi que nous préparerons tout à la fois les deux éventualités : résistance et
37 construction.

4. Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXI^e siècle

4 Résister et construire, face à la dureté et à la complexité de la situation actuelle, exige un
 5 parti communiste efficace car capable de comprendre et d'agir pour porter un projet de trans-
 6 formation radicale à tous les niveaux. Cela suppose une claire évolution de ses modes de
 7 fonctionnement, d'organisation et de direction, un véritable renouveau démocratique. Un
 8 renouveau qui s'incarne d'abord dans le développement massif de la formation à partir des
 9 avancées théoriques marxistes de ces dernières décennies, jusqu'à reconstruire une école du
 10 parti. Sur cette base, serait refondée l'action militante communiste articulant visée théo-
 11 rique et pratique politique de terrain ce qui passe non seulement par soutenir les luttes mais
 12 par les initier à partir de nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, les
 13 nouveaux pouvoirs de l'entreprise à la cité... C'est de cet échange permanent que se crée la
 14 capacité d'engendrer des transformations révolutionnaires.

15 C'est, dans l'immédiat, ce qui permet de dépasser les tensions et les risques d'émiettement de
 16 l'activité militante, en unissant les communistes autour d'une cause, d'un projet de transfor-
 17 mation de la société élaboré et décidé en commun.

18 4.1 Un parti qui réfléchit collectivement

19 Pour agir face aux bouleversements absolument inédits qui agitent notre société, nous nous
 20 trouvons dans une situation comparable, par certains aspects, à celle où se trouvaient les
 21 fondateurs du marxisme au moment où la domination du capitalisme s'imposait à la faveur
 22 de la révolution industrielle.

23 Cela doit nous conduire à nous inspirer de la méthode qu'ils ont alors inaugurée : assimiler
 24 de façon critique les avancées les plus contemporaines de la recherche et des réflexions sur les
 25 sociétés humaines en les confrontant à l'expérience concrète de la lutte des classes.

26 C'est pourquoi la créativité de notre collectif militant dans l'exercice d'un marxisme vivant
 27 est plus indispensable que jamais. Nous pouvons faire fond, dans ce domaine, sur un riche
 28 patrimoine théorique, depuis la « bolchevisation » du Parti dans les années 1920 et 1930
 29 jusqu'aux novations qui ont permis au PCF, à partir des années 1960, de dépasser les dogma-
 30 tismes de la doctrine soviétique officielle.

31 Les moyens à mettre en œuvre à cet effet répondent donc à la nécessité de prendre au sérieux
 32 les enjeux théoriques et leur lien étroit avec notre action pratique dans la société. La maxime
 33 de Lénine selon laquelle « il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolution-
 34 naire » demeure vraie plus que jamais.

35 4.1.1 Des commissions en apport à l'élaboration politique

36 Les commissions nationales contribuent à fédérer des communistes de tous horizons autour
 37 d'une thématique commune alimentée par l'expertise militante de multiples fédérations. On
 38 y confronte des compréhensions plurielles du réel aux meilleurs outils d'analyse possibles au
 39 moyen d'une réflexion collective, à partir d'un socle théorique commun que l'on développe.

40 Il convient de traiter autrement l'articulation entre le travail intellectuel produit par les com-
 41 missions avec la forme et le fond de nos campagnes nationales. La dictature de l'instantanéité a
 42 certainement contribué à faire passer l'exercice communicationnel devant la réflexion de fond.

43 Le PCF doit notamment s'appuyer sur ses revues et bulletins de commission. Ils doivent être
 44 renforcés et promus, y compris en dehors de nos rangs.

1 **4.1.2 La formation**

2 Il en va de même pour le secteur Formation. L'enjeu se situe autant à l'échelon de la forma-
3 tion initiale des communistes que de leur formation continue, afin d'utiliser les bons outils
4 théoriques pour analyser un monde réel en perpétuel mouvement, sous l'effet de contradic-
5 tions qu'il convient de repérer et de lire au regard des enjeux de notre temps.

6 La formation des dirigeants et responsables, bien identifiée aujourd'hui comme un enjeu
7 politique, doit être à la hauteur de cet enjeu, autant par la qualité de son contenu théorique
8 que par les moyens qui lui sont consacrés. L'ambition de construire un parti révolutionnaire
9 de notre temps justifie la création d'une école de formation, tirant le meilleur parti de l'ex-
10 périence historique des écoles du PCF, et des moyens financiers et pédagogiques disponibles
11 dans la société contemporaine.

12 **4.2 Un parti organisé pour agir dans** 13 **la société et dans les institutions**

14 L'unité du Parti, réalisée autour d'un projet révolutionnaire répondant aux contradictions du
15 monde contemporain, a favorisé une nouvelle visibilité du PCF et a suscité des adhésions is-
16 sues d'une nouvelle génération de militantes et militants. Cependant, le nombre d'adhérents
17 continue globalement de décliner, le maintien d'un nombre significatif d'élus grâce à des
18 stratégies d'alliances ne compense pas la réduction de notre influence qui se confirme élec-
19 tion après élection, et la vie du Parti est traversée, au niveau local ou départemental comme
20 au niveau national, de multiples tensions.

21 Ne faut-il pas voir là les signes de ce qu'on pourrait appeler une crise du Parti, non pas au sens
22 de difficultés insurmontables mais au contraire comme la recherche d'un dépassement de la
23 contradiction entre un projet politique très novateur d'une part, et, d'autre part, une struc-
24 ture et des pratiques qui doivent, elles aussi désormais, prendre en compte ce caractère nova-
25 teur ? De même que la faillite de la Deuxième Internationale, au début du siècle dernier, avait
26 conduit, au fil d'une évolution non exempte de tâtonnements et de corrections progressives,
27 à l'apparition d'un type nouveau de parti révolutionnaire, de même avons-nous aujourd'hui
28 la tâche de mobiliser de façon novatrice l'immense patrimoine théorique et pratique de notre
29 Parti au service d'une ambition révolutionnaire pour notre temps.

30 Ce chantier est pour l'essentiel devant nous, c'est-à-dire devant tous les communistes qui
31 auront à réfléchir collectivement aux dispositions à prendre pour le mener à bien. Ce texte
32 se contente de proposer quelques grands principes qui pourraient, pensons-nous, contribuer
33 à ces réflexions.

34 **4.2.1 Agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital**

35 Un trait distinctif des partis communistes est leur présence organisée sur les lieux de travail,
36 là où le combat de classe affronte le pouvoir du capital en son cœur : l'utilisation de l'argent
37 pour exploiter les êtres humains, piller la nature et soumettre la production et toute la société
38 à sa soif inextinguible de rentabilité. C'est le moyen pratique de combler la coupure entre
39 économique et politique.

40 Nous avons fait d'une relance de l'implantation du Parti à l'entreprise une orientation ma-
41 jeure de nos derniers congrès. Les difficultés que nous rencontrons pour la mettre en œuvre
42 dans la réalité de ce que sont devenus l'économie et monde du travail nous obligent à prendre
43 en compte toute la dimension stratégique de cette orientation.

44 L'action en direction des entreprises n'est pas un simple complément d'une activité politique
45 structurée par les échéances électorales. Elle ne doit pas se limiter à l'expression d'un soutien
46 aux luttes syndicales, ni à la diffusion d'un discours politique général, si nécessaire soient-
47 elles. Le but est de participer à la bataille politique intense dont les entreprises sont le siège
48 en alimentant concrètement les mobilisations sociales par des arguments et des initiatives
49 porteurs d'une logique de développement de l'emploi, de la formation, de conquête de pou-
50 voirs par les salariés, contre les logiques capitalistes de rentabilité.

51 Cette orientation concerne l'ensemble de l'activité du Parti et ne se réduit pas à la création
52 de cellules d'entreprises. Mais nos formes d'organisation en sont un aspect important. Elles

1 peuvent faire appel à toute la souplesse que permettent nos statuts en partant de la réalité de
 2 la situation du Parti comme de l'évolution des formes d'activités et des modes de production,
 3 en favorisant en particulier la création de réseaux nationaux de communistes d'une même
 4 entreprise, d'un même groupe ou d'un même service public. Mais aussi, dans les zones d'ac-
 5 tivités économiques, plutôt que d'attendre l'éclosion spontanée de communistes, l'implanta-
 6 tion de cellules ou de sections de zones à partir de camarades des directions départementales
 7 ou de sections voisines devrait permettre de se rapprocher des entreprises et du vécu de leurs
 8 salariés. L'affirmation de notre présence politique serait le moyen de tisser avec eux des liens
 9 nouveaux dans le but de faire entrer la politique à l'entreprise.

10 **4.3 Agir contre le capital, du local au mondial**

11 La force du PCF est son réseau militant organisé au plus près des lieux de travail et d'habita-
 12 tion, sans équivalent dans les autres partis malgré notre affaiblissement.

13 Les cellules et les sections font connaître directement à nos concitoyennes et concitoyens
 14 notre projet et nos interventions dans l'actualité politique, tout en procurant à l'ensemble
 15 du Parti une connaissance fine des réalités sociales et de la façon dont nos concitoyennes et
 16 concitoyens les vivent.

17 Elles sont les lieux essentiels où s'élaborent les idées et les décisions du collectif agissant que
 18 nous constituons. C'est sur cette intercréativité, en phase avec le projet d'un dépassement des
 19 délégations de pouvoir dans le champ politique comme dans le champ économique et dans
 20 le champ culturel, que peut se construire la cohérence et l'efficacité d'un Parti communiste
 21 de notre temps.

22 Elles doivent pouvoir jouer ce rôle en disposant d'une grande autonomie d'initiative, ce qui
 23 nécessite une grande souplesse dans les formes d'organisation, et une intense vie démocra-
 24 tique pour favoriser l'élaboration, l'appropriation et la mise en œuvre créative par tous les
 25 communistes de nos orientations et de notre projet. Les dispositions esquissées au 39ème
 26 congrès pour renforcer l'exercice par les communistes de leur souveraineté, au niveau local,
 27 au niveau départemental et au niveau national doivent déboucher sur des avancées pratiques.
 28 En particulier, le recensement précis des forces militantes susceptibles d'être mobilisées sur
 29 les lieux de travail doit faire partie des toutes premières priorités du travail d'organisation
 30 dans les fédérations et au niveau national ;

31 Dans cette dynamique, la dimension politique majeure du niveau régional, lieu de pouvoir
 32 décisif des groupes capitalistes et de l'administration, doit être prise en compte.

33 **4.3.1 Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles**

34 La révolution féministe fait partie des bouleversements qui nous changent en changeant le
 35 monde dans lequel nous voulons agir.

36 Dans notre fonctionnement, au-delà de ce qui reste à faire pour réaliser formellement la pa-
 37 rité de nos instances, sa prise en compte rend possible de passer à une étape supérieure dans
 38 la prise en charge par les femmes de toutes les responsabilités politiques à tous les échelons,
 39 de la cellule à la direction nationale. Pour cela, il faut relier notre analyse de la situation spé-
 40 cifique des femmes dans notre société, qui peut les éloigner de l'engagement militant (cumul
 41 du travail salarié et du travail domestique, revenus moindres, etc.), à des actions concrètes
 42 dans notre fonctionnement (d'une réflexion sur les horaires de réunions ou des modes de
 43 garde interne par exemple, à la politique de formation des cadres), mais aussi par la mise
 44 en avant de la révolution féministe au cœur de notre projet sans en faire un sujet « sociétal »
 45 secondaire : place centrale donnée aux services publics, à l'égalité salariale, à la sécurité d'em-
 46 ploi ou de formation, un parti acteur et force de proposition du mouvement pour les droits
 47 des femmes, des luttes contre les violences sexistes et sexuelles... comme constitutif de notre
 48 projet d'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

49 De même, au-delà des efforts réalisés pour bannir de notre fonctionnement les violences
 50 sexistes et sexuelles ou les manifestations d'homophobie, une étape nouvelle est à franchir
 51 pour prendre en compte l'abolition de toutes les discriminations comme un objectif constitu-
 52 tif du projet communiste et, par voie de conséquence, de notre action politique quotidienne.

1 **4.3.2 Jeunesse**

2 Bien que les fondements de l'exploitation des plus jeunes soient les mêmes que pour toutes
3 les générations, ils sont accentués par des mécanismes qui accentuent les clivages et ren-
4 forcent les inégalités : contrats d'intérim, services civiques, stages mal - ou non - rémunérés,
5 apprentissage, etc.

6 Dans ce contexte, le Mouvement Jeunes Communistes de France et sa branche étudiante,
7 l'Union des Étudiants Communistes ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de
8 leurs réalités quotidiennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec
9 les enjeux du combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.
10 L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour
11 les communistes

12 Le PCF travaille donc avec le MJCF dans une complémentarité nourrie par des échanges
13 permanents et fraternels, à l'ensemble des échelons des deux organisations.

14 **4.4 Le PCF et les institutions**

15 L'affaiblissement de notre base électorale et de notre organisation a fait de la présence des
16 élus communistes une condition de l'existence institutionnelle du Parti, de ses moyens fi-
17 nanciers, de sa visibilité pour la population.

18 Parallèlement, la reconnaissance de l'autonomie d'action des élus dans l'exercice de leur
19 mandat est un acquis irréversible. Il reste à mieux faire de cette action une contribution au
20 mouvement d'ensemble pour la transformation de la société et pour rassembler les forces qui
21 peuvent y contribuer. Il nous faut dépasser la coupure entre le Parti et les élus communistes.

22 Des élu.e.s qui ainsi placé.e.s dans une nouvelle relation avec leur parti, pourront disposer du
23 soutien des directions à chaque niveau et les nourrir de leurs expériences.

24 Une perspective qui suppose un nouveau type de direction nationale.

25 **4.5 Des instances pour animer l'action collective**

26 Un parti agissant, uni autour d'un projet donnant sa force et sa cohérence à l'engagement de
27 ses membres, a besoin d'une direction plus resserrée au sein de laquelle les divers niveaux
28 d'initiatives et de prises de décisions soient clairement identifiés et transparents.

29 Pour jouer véritablement son rôle de direction et d'orientation politique, le conseil national a
30 besoin de se réunir sur un temps plus long afin de prendre le temps de la prise de décisions,
31 d'en assurer le suivi tout en garantissant leur conformité aux orientations de congrès. Il devra
32 également consacrer à chacune de ses séances un temps de débat à partir d'un travail présen-
33 té par les commissions thématiques afin que le fruit de celui-ci devienne la propriété de tout
34 le parti et un axe de son intervention. Des temps de travaux de réflexion de groupe avec une
35 restitution collective pendant le CN peuvent permettre la mise en œuvre de nos décisions.
36 Chaque membre de la direction nationale a un rôle à jouer. Notre fonctionnement doit lui
37 en donner les moyens.

38 Le comité exécutif national doit systématiquement s'assurer que les décisions prises en CN,
39 en conférence nationale, en congrès soient respectées et restent fidèles à leur visée initiale.
40 Il doit jouer pleinement son rôle d'exécution effective d'orientations fixées collectivement.
41 Ne faudrait-il pas instaurer un rapport d'activité au congrès avec des points d'étape réguliers
42 présentés devant le CN ?

43 Toutefois, avec ses quarante membres, ses réunions espacées, le CEN, tel qu'il est conçu ac-
44 tuellement, ne peut pas assumer ses fonctions de direction opérationnelle.

45 C'est pourquoi il conviendrait de gagner en transparence, en légitimité et en responsabilité
46 politique avec la création d'une instance restreinte, un secrétariat, à parité, désigné par le
47 CN pour garantir la collégialité de la prise de décision au sommet et préserver notre Parti du
48 présidentialisme qui caractérise l'ensemble du système politique français.

49 De manière générale, il conviendrait de réduire les effectifs du CEN et du CN et de fonder
50 leur composition sur la diversité des secteurs d'expertise et l'implication militante en veillant
51 à ce que les diverses sensibilités soient intégrées.

1 4.6 Communication

2 La communication nationale du parti doit être au service de la bataille d'idées à partir des
3 contenus de transformation dont il est porteur en même temps qu'une aide précieuse à l'ac-
4 tion de terrain.

5 L'ambition de notre projet communiste, loin de le rendre inaccessible à nos concitoyennes et
6 à nos concitoyens, nous donne au contraire une multitude de façons d'en faire percevoir la
7 cohérence à partir des préoccupations quotidiennes de chacune et de chacun. C'est elle qui
8 nous identifie dans la bataille idéologique. D'où le besoin qu'elle ne soit pas élaborée de façon
9 autonome par rapport aux instances nationales où sont élaborées ces mêmes idées.

10 C'est à un progrès radical dans ce sens que devraient être consacrés les efforts déployés pour
11 faire connaître et identifier l'expression publique du Parti sur les multiples supports de com-
12 munication dont la révolution informationnelle fait un terrain stratégique de la bataille
13 politique.

14 Cela met à l'ordre du jour une réflexion sur la création la mise en place d'un média vidéo web,
15 diversifié et politique, attractif dans la forme.

16 Vecteurs de diffusion de nos idées, les moyens de communication nationaux ne se substi-
17 tuent pas au contact direct avec les adhérent.e.s, avec les citoyennes et les citoyens à l'en-
18 treprise comme dans la cité. En cela les publications locales - tracts, journaux de section, de
19 fédération, intervention dans les médias locaux - sont irremplaçables.

20 CommunisteS qui pour l'essentiel, relaie des informations nationales, doit voir sa ligne édi-
21 toriale évoluer afin de devenir vraiment un outil de partage et d'échange d'expériences et
22 d'informations entre communistes.

23 L'existence de *L'Humanité* demeure précaire. Pour une part déterminante, elle tient au sou-
24 tien militant et financier des communistes. Nombreux sont celles et ceux qui s'interrogent
25 au regard du contenu de ce journal. Est aujourd'hui posé l'enjeu d'un journal communiste de
26 notre temps, tout à la fois d'information, d'analyse au service de la diffusion des idées com-
27 munistes en même temps qu'espace d'échanges et d'ouverture au débat d'idées. Cela passera
28 par un nouveau type de relations, à inventer, entre les communistes et *L'Humanité* dans le
29 respect de l'indépendance journalistique.

30 4.7 Finances, moyens

31 Dans notre visée communiste, les finances et les moyens organisationnels sont conçus
32 comme des outils au service des luttes, du monde du travail et de l'action politique pour faire
33 partager notre projet de transformation de la société.

34 Ils ne constituent pas une fin en soi, mais un levier collectif permettant de soutenir les mo-
35 bilisations, de renforcer l'organisation militante, de diffuser les idées communistes et de
36 défendre les intérêts des travailleurs. En ce sens, ils sont décisifs et exigent un effort de l'en-
37 semble du Parti.

38 Dans un souci constant de transparence, la solidarité et la mutualisation des ressources y
39 occupent une place centrale.

40 Dans cette perspective, les finances sont mises au service de l'éducation populaire et de la
41 formation des militant.e.s, de l'ancrage local et du soutien aux luttes sociales, avec l'objectif
42 constant de renforcer notre capacité d'intervention auprès du monde du travail et dans l'en-
43 semble de la société. L'action des communistes dans les entreprises dans les lieux de vie et
44 leur expression en direction des salariés doit être une priorité dans l'attribution des moyen
45 financiers et de communication.

Conclusion

1

2 En adoptant ces orientations, nous ne passons pas à autre chose jusqu'au prochain congrès,
3 nous accomplissons un acte politique qui nous engage. C'est l'ambition révolutionnaire de
4 ces orientations qui fonde notre unité, qui nous procure une boussole pour agir dans un
5 monde chaotique. C'est elle qui va nous donner la force, dans les luttes quotidiennes et dans
6 les péripéties de la vie politique, de viser en toutes circonstances un cap : la construction
7 d'une civilisation libérée de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression et de domina-
8 tion. La force d'agir en pratique pour ouvrir le chemin socialiste vers un monde radicalement
9 différent de l'ordre existant. En un mot, la force d'être un Parti communiste du XXI^e siècle.

Signataires

ADAMI Jean-Pierre (25) · **ALBAYRAK** Alihan (92) · **ALLENOU** Jean (65) · **ANCONA** Albert (66) · **ANDUJAR** Georgette (69) · **ANDUJAR** Michel (69) · **ANTON** Christine (47) · **ANTON-IBANEZ** Monique (47) · **ARTIGUES** Aurore (65) · **ASSANTE** Pierre (13) · **ASEDO** Nathalie (75) · **AUCKENTHALER** Isabel (91) · **AZAM** Jacques (13) · **BALAY PERNET** Élodie (39) · **BALAY** Francis (39) · **BALAY** Valia (41) · **BALENSI** Rodolphe (92) · **BALLUT** Paule (92) · **BAQUET-CHATEL** Françoise (25) · **BARRE** Corinne (94) · **BARRUOL** Gildas (59) · **BARRUOL JAEGLE** Agnès (59) · **BASSENNE** Gilles (25) · **BASSET** Jean-Pierre (26) · **BATION** Loïc (69) · **BAUER** Pascal (25) · **BAUER** Stéphane (95) · **BAUQUIER** Jacques (25) · **BEAUPAIN** Patrice (89) · **BENEDETTO** Anne (25) · **BESSON-SOUBOU** Dominique (41) · **BEYKHOUCHE** Malika (26) · **BLAISE** Jacky (88) · **BLAISE** Sandra (88) · **BLASCO** Dany (47) · **BLASCO** Manuel (18) · **BLOCH** Isabelle (64) · **BOCCARA** Frédéric (92) · **BOLLA** Alain (83) · **BOUCHU-VOUGAZ** Maryse (69) · **BOUKHALFA** Pierre (74) · **BOURGEOIS** Pascal (25) · **BOYER** Jacques (69) · **BOYER** Nadia (84) · **BREDA** Jean-Pierre (13) · **BRONES** Olivier (75) · **BRULÉ** Alfred (35) · **BRULÉ** Dylan (83) · **BURET** Jacques (65) · **CAILLOUX** Gisèle (92) · **CAILLOUX** Jean-Louis (92) · **CANTEGREIL** Julien (65) · **CARD** Michel (25) · **CAUVIN** Jean-Claude (04) · **CHAMBON** Jean (69) · **CHAMBON** Jeannine (69) · **CHAPET** Claude (66) · **CHAPET** Jean-Michel (93) · **CHARPY** Michel (25) · **CHENUET** Gérard (92) · **CHEVALIER** Bertrand (90) · **CHEVALIER** Christian (26) · **CHILA** Michèle (83) · **COHEN-SOLAL** Marc (75) · **COLLARD** Danielle (69) · **COLLAS ESCAICH** Marianne (83) · **CONDETTE** Franck (26) · **CORDELLIER** Christian (75) · **CORVAISIER** Jean-Louis (37) · **CORVASCE** Pierre (13) · **COUQUEBERG** Bernard (90) · **COUQUEBERG** Josette (90) · **CUCCIETTI** Sylviane (26) · **CUNET NAZAIRE** Dorisse (90) · **DALLEST** Alain (13) · **DASPRES** Claudine (83) · **DASPRES** Pierre (83) · **DAVID** Jean-Pierre (86) · **DE MAISTRE** Philippe (77) · **DE SIMONE** Alfred (26) · **DEBARGES** Viviane (26) · **DELAHAYE** Annie (25) · **DELBOS** Gilles (22) · **DELEAZ** Daniel (69) · **DELEAZ** Ghislaine (69) · **DELORME** Christelle (69) · **DEMURIN** Claude (92) · **DENAPE** Thalia (75) · **DENIS** Patrick (25) · **DEVISMES** Joëlle (94) · **DIMICOLI** Yves (75) · **DIRRINGER** Jean-François (77) · **DOP** Annick (26) · **DOULAUD** Thierry (91) · **DUBRAY** Michel (47) · **DUCLOS** Daniel (75) · **DUPARC** Jean-Yves (93) · **DURAND** Denis (75) · **DURAND** Jean-Louis (86) · **DURAND** Jean-Marc (26) · **DURELLI** Giuseppe (83) · **FAINZANG** Claude (75) · **FAINZANG** Fabien (75) · **FAINZANG** Nathalie (72) · **FANGET** Alain (69) · **FARESSE** Robert (26) · **FERRANDES** Jean-Pierre (69) · **FICHTEN** Dominique (31) · **FORNACIARI** Bruno (13) · **FORTASSIN** Claire (75) · **FOURNEL** Jean-Christophe (71) · **FREDON** René (83) · **FRITZ** Lucien (88) · **FROISSARD** Nadine (88) · **FROISSARD** Roger (88) · **GABAY** Pascal (75) · **GABAY** Pascale (75) · **GALIMARD** Béatrice (25) · **GALLIAN** Liliane (95) · **GARÇON** Catherine (69) · **GARDANT** Jean-Jacques (07) · **GARGANI** Marie Claude (13) · **GAUD** Myriam (26) · **GAUTHERON** Sébastien (71) · **GENIN** Dominique (70) · **GÉRARD** Francis (90) · **GÉRENTON** Robert (26) · **GERMAIN** Sébastien (88) · **GERNER** Denis (83) · **GERNER** Martine (83) · **GIGANTE** Sylvain (90) · **GILLARD** Regine (13) · **GIRARDET** Bruno (26) · **GLEMET** Alain (83) · **GOSSELIN** Bertrand (54) · **GOSSELIN** Didier (38) · **GRENIER MERICO** Nicole (26) · **GRESSARD** Joël (71) · **GRÉVOUL** Roger (30) · **GRUNER** Michel (88) · **GUILLOT-PERES** Corinne (91) · **GUYARD** Stéphane (14) · **HAKFHOST** Quentin (70) · **HAMAN** Christiane (69) · **HAMAN** Jean (69) · **HENRY** Annie (25) · **HENRY** Jeanne (25) · **HENRY** Michel (25) · **HERRERO** Christian (92) · **HERRERO** François (92) · **HIMBER** Philippe (83) · **HUTTTL** Paul (83) · **IBER** Mathias (90) · **ISRAEL** Jean-Pierre (75) · **JAN** Colette (91) · **JEANMOUGIN** Pascal (25) · **JOLY** Pascal (89) · **JOLY** Sandra (90) · **JOURDAN** Denise (25) · **JOURDAN** Jean (25) · **KATCHADOURIAN** Michel (30) · **KHAYI** Nadine (31) · **KRIEF** Jean-Paul (07) · **KRIER** Vincent (75) · **KURTOVIC** Hase (25) · **L'HOPITALULT** Nathalie (93) · **LACHAUD** Pascal (65) · **LAFAURIE** Anne (89) · **LAMBOLEZ** Nicole (88) · **LAMPLE** Roberto (91) · **LANTERI** Jacqueline (83) · **LARIDAN** Claude (69) · **LAURENT** Dominique (26) · **LAZAR** Annette (70) · **LAZAR** Gilles (70) · **LE RESTE** Didier (75) · **LEBEAU** Alain (86) · **LEBOEUF** René (90) · **LEDOUX** Yves (76) · **LEJEUNE** Luc (75) · **LEJEUNE** Sylviane (91) · **LESNIEWSKI** Denis (26) · **LESNIEWSKI** Janine (26) · **LÉVEILLÉ** Christine (75) · **LORMIER** Dominique (39) · **LUCAS** Yvette (66) · **MAGNON** Marcel (26) · **MALAVAL** Gisèle (10) · **MALAVELLE** Fabrice (88) · **MARCHAND** Laurent (13) · **MARIN** René (83) · **MAROLOTT** Éric (48) · **MARQUE** Sébastien (75) · **MARRET** Jean (33) · **MASSON** Virginie (77) · **MATHEVET** Marie-Claire (83) · **MATHEVET** William (83) · **MAUREL** Alain (13) · **MAUREL** Chloé (75) · **MAZELIER**

Michèle (26) · **MEISTER** Jacques (90) · **MERICO** Joël (26) · **METTAIS** Patrice (92) · **MICAT** Dominique (86) · **MILLIEN** Serge (91) · **MILLS-AFFIF** Catherine (75) · **MIQUEL** Delphine (94) · **MIQUEL** Marine (75) · **MOLLARD** Jean-Louis (26) · **MONNIER** Gérard (25) · **MONTANGON** Maryse (33) · **MOREL** Charles (25) · **MOREL** Françoise (25) · **MOREL** Inès (25) · **MOREL** Mathieu (25) · **MORIN** Geneviève (91) · **MORIN** Jean-François (34) · **MUSSET** Melvin (37) · **NAZABAL** Marie-Carmen (64) · **NIRONI** Monique (83) · **ODENT** Bruno (75) · **OLIVIER** Pascale (88) · **OLMEDA** Yolaine (83) · **ORTIZ** Marie-Claude (25) · **PALAT** Jean (31) · **PAQUET** Didier (83) · **PASQUET** Bruno (24) · **PELLETIER-MITTENAERE** Delphine (94) · **PENSIER** Guillaume (48) · **PERES** Corinne (69) · **PERILLAT** Franck (94) · **PERRIER** Roland (91) · **PIERRE** Philippe (93) · **PIERRUT** Dominique (94) · **PIRROTTINA** Louis Michel (13) · **PIRROTTINA-LE SCANFF** Jacqueline (13) · **PLACIDET** Alain (75) · **PORTAZ** Maryse (70) · **PRADEAU** Jean-Claude (92) · **PROTEAU** Michel (26) · **PRUVOST** Michel (13) · **PSAUME** Mariline (25) · **QUINTANA** Aurélien (18) · **RAACH** Catherine (92) · **RACINET** Thierry (26) · **RAFFAELLY** Jan (29) · **RAUCH** Frédéric (47) · **RAUSHER** Jean (90) · **REBY** Josy (69) · **RÉGNAULT** Régis (64) · **RÉMOND** Frédéric (21) · **RENARD** Denis (11) · **RENAULD** Jean-Louis (83) · **RÉOLID** Vincent (92) · **REYNAUD** Frédérique (69) · **RICHARD** Jean-Jacques (88) · **RICHARD** Jean-Pierre (25) · **RIVAT** Mireille (93) · **RIVOALAN** Jacqy (35) · **ROBERT** Lolie (75) · **ROCHET** Isabelle (26) · **ROGIER CARD** Danielle (25) · **ROLDAN MUÑOZ** Carlos (26) · **ROLLAND** Martine (75) · **ROSATI** Vincent (69) · **ROUCH-PASQUET** Thérèse (24) · **ROUSSEL** Dominique (13) · **SAINT-PATRICE** Alain (69) · **SAJID** Mama (57) · **SALADIN** Michel (07) · **SCHEH** Daniel (77) · **SENGAYRAC** Bernard (33) · **SEVENIER** Béatrice (26) · **SEVENIER** Jean-Claude (26) · **SEYVE** Claude (26) · **SEYVE** Michel (26) · **SIMON** Eloi (92) · **SIRERA** Michel (83) · **SOULARD** Sylvain (29) · **SPIESS** Didier (69) · **STURARO** Michel (92) · **TARRAGO** Roger (69) · **TAUBER** Lise (94) · **TEJAS** Patricia (84) · **TERNANT** Evelyne (25) · **TERNANT** Muriel (90) · **THANNEUR** Murielle (90) · **THOMAS** Jacques (94) · **TOURNEBISE** Alain (75) · **TOURNIER** Michel (25) · **TOUZIN** Jean-Marie (93) · **UMUT** Guven (93) · **VALLET** Bernard (07) · **VANDER HEYM** Évelyne (93) · **VASLET** Jean-Claude (69) · **VENEL** Gérard (13) · **VIALARD** Germaine (26) · **VIDAL** Christian (94) · **VIDAL** Jocelyne (93) · **WOZNICA** Thomas (90)

40^e Congrès

Bulletin de vote

Choix de la base commune

Projet de base commune présenté par le Conseil national

Un communisme de conquêtes

Textes alternatifs, présentés par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).

Pour battre l'extrême droite et ouvrir l'espoir
Communistes à l'offensive

Stratégie Communiste
La lutte des classes comme boussole,
le socialisme comme programme

**Résister et construire,
une nouvelle page du communisme**

*La liste des signataires de chaque texte est présente dans le document accompagnant ce bulletin de vote.

Comment voter ?

Le vote pour le choix de la base commune des samedi 6 et dimanche 7 juin jusqu'à 14h (le vote peut être ouvert dès le jeudi 4 juin) est organisé sous la responsabilité des sections et de ta fédération. Tu peux :

- ✘ **Voter à la fédération ou à ta section :** renseigne-toi auprès de celles-ci pour connaître les heures d'ouverture pour le vote.
- ✘ **Voter par correspondance :** il est aussi possible de voter par correspondance. Pour ce faire, il faut :
 1. Détacher le bulletin de vote et cocher une case.
(Si plusieurs cases sont cochées, le bulletin est considéré comme nul).
 2. Glisser le bulletin dans une première enveloppe sans rien inscrire sur celle-ci.
 3. Glisser cette première enveloppe dans une seconde enveloppe.
 4. Si tu n'es pas à jour de tes cotisations de 2025/2026, n'oublie pas de glisser aussi ton chèque à l'ordre de l'ADF-PCF dans cette seconde enveloppe.
 5. Pour valider ton vote, il faut inscrire au dos de la seconde enveloppe : nom, prénom, le nom de la section et la signer.
 6. Adresser l'enveloppe à la section ou la fédération en fonction des indications communiquées par celles-ci sur l'organisation du vote.



3·4·5 JUILLET 2026 · LILLE